

les usages politiques du passé

# LES USAGES POLITIQUES DU PASSÉ

*Sous la direction de  
François Hartog  
Jacques Revel*

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE  
DES HAUTES ÉTUDES  
EN SCIENCES SOCIALES

# Enquête • 1

ISSN EN COURS

ISBN 2-7132-1405-X

L'anthropologie, la sociologie, l'histoire présentent une convergence épistémologique dont le statut est en débat. Entre leurs démarches, la collection « Enquête » souhaite privilégier la confrontation, en réfléchissant sur les partages disciplinaires, sur les procédures et les modes d'argumentation, ainsi que sur les différents fronts où se recomposent les objets du savoir et les modèles interprétatifs.

## COMITÉ ÉDITORIAL

GIORGIO BLUNDO JEAN BOUTIER JEAN-LOUIS FABIANI  
CYRIL LEMIEUX GÉRARD LENCLUD ANDRÉ MARY  
JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN  
JEAN-CLAUDE PASSERON JACQUES REVEL

SECRÉTARIAT D'ÉDITION  
DENISE BALLY

Publié avec le concours du SHADYC  
(Sociologie, histoire, anthropologie  
des dynamiques culturelles)

MAQUETTE DE LA COUVERTURE : MICHEL ROHMER  
© 2001 . ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES . PARIS  
IMPRIMÉ EN FRANCE

# Table

<i>Avant-propos</i> . . . . .	7
-------------------------------	---

## I

FRANÇOIS HARTOG, JACQUES REVEL Note de conjoncture historiographique. . . . .	13
GIOVANNI LEVI Le passé lointain Sur l'usage politique de l'histoire . . . . .	25
MICHAEL HERZFELD Vers une phénoménologie ethnographique de l'esprit grec . . . . .	39
JÉRÔME BASCHET L'histoire face au présent perpétuel Quelques remarques sur la relation passé/futur . . . . .	55

## II

MICHAEL WERNER Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn). . . . .	77
NEIL ASHER SILBERMAN Structurer le passé Les Israéliens, les Palestiniens et l'autorité symbolique des monuments archéologiques. . . . .	99
ELIAS SANBAR Hors du lieu, hors du temps Pratiques palestiniennes de l'histoire . . . . .	117

## III

PEDRO RUIZ TORRES Les usages politiques de l'histoire en Espagne Formes, limites et contradictions. . . . .	129
---	-----

LUCETTE VALENSI	
Notes sur deux histoires discordantes	
Le cas des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale . . . . .	157

IV

FRANÇOIS HARTOG	
Présentation de : Charles Péguy, « Le jugement historique » . . . . .	171
CHARLES PÉGUY	
Le jugement historique. . . . .	177

V

ABDELAHAD SEBTI	
Variations marocaines autour du moment colonial . . . . .	187

\*

Index sélectif des notions et des noms propres . . . . .	199
Résumés/Abstracts. . . . .	201

## AVANT-PROPOS

CETTE RÉFLEXION sur les usages politiques de l'histoire part de trois considérations. La première, évidente, est l'attention que les chercheurs, mais aussi l'opinion publique, ont prêtée, ces dernières années, aux manipulations de l'histoire contemporaine et à son usage, aux fins de propagande, comme dans les interprétations simplificatrices des médias. Il en est résulté une série de prises de position – au milieu de beaucoup de confusion –, qui ont focalisé l'attention sur des problèmes idéologiques et politiques, favorisant la reprise de la discussion sur le rôle de la mémoire.

La deuxième considération est moins évidente : elle concerne l'insuffisance des historiens lorsqu'il s'agit de donner des réponses valides et de conduire une contestation significative des manipulations les plus visibles. En expliquer le pourquoi nous semble essentiel : il ne s'agit pas tant, en effet, d'une plus grande faiblesse des chercheurs face aux moyens de communication de masse, que d'un véritable décalage par rapport à des contenus neufs et imprévus aussi bien qu'à des méthodes et à des interprétations. D'où l'impression de malaise, d'impuissance, comme si des étrangers étaient arrivés à l'improviste dans une corporation en changeant sans crier gare ses règles de fonctionnement.

Chacun est conscient, enfin, du fait que le débat historique et, plus largement, les différentes formes de modification du passé ne sont plus confinés dans un cercle de spécialistes. Où, pour le formuler plus exactement, des questions qui avaient été jusque-là l'objet de débats internes à la profession se trouvent aujourd'hui déférées devant l'opinion, transformant du même coup le statut de l'historien : soit qu'il devienne à son tour un enjeu, soit qu'on lui demande une expertise, soit qu'il prenne l'initiative d'intervenir dans le débat public, de le nourrir ou de l'initier.

Les thèmes qui ont été publiquement les plus débattus – la signification du fascisme et de la Résistance, le rôle du communisme et ses avatars, les interprétations et les explications de la Shoah, le caractère du marché et du capitalisme –

sont ceux qui dérivent de la crise du système bipolaire, après l'effondrement du système soviétique, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que disparaissait peu à peu la génération qui avait vécu les événements conduisant au conflit.

Mais les faits historiques les plus récents n'ont pas été les seuls à subir une révision instrumentalisée aux fins d'un usage politique. L'histoire d'un passé plus ancien a, elle aussi, été souvent présentée selon des schémas évolutionnistes qui concluent au déroulement inéluctable de certains processus majeurs : l'avènement d'une forme unique d'État moderne, le triomphe d'un capitalisme se développant selon les modèles néo-libéraux. Tous ces processus servent à justifier des phénomènes d'unification ou de sécession nationales, et des formes de pouvoir qui n'ont pas nécessairement de rapports avec des traditions historiques réelles.

La difficile réponse des historiens à des interprétations simplificatrices et impropres peut à coup sûr être mise en rapport avec le doute épistémologique qui a affecté l'ensemble des sciences sociales depuis vingt ans, affaiblies dans leurs certitudes par l'échec des explications qu'apportaient les grands systèmes idéologiques qui les avaient inspirées. Crise de confiance, crise des instruments et des méthodes, qui sera probablement positive à long terme pour le développement des capacités interprétatives et méthodologiques de la discipline historique, mais qui, dans l'immédiat, a surtout eu pour effet de l'affaiblir fortement face aux incursions révisionnistes. C'est ainsi qu'a prévalu une manière de désarmement qui a prolongé des silences indus et des interprétations outrageusement simplificatrices. La voie se trouvait ainsi ouverte à une mise en rapport directe entre un sens commun historiographique déformé et une opinion publique sans défense, dépourvue d'éléments solides pour la connaissance du passé. L'école et les médias ont souvent contribué à amplifier les effets de cette situation, abdiquant en grande partie leur fonction pédagogique et culturelle.

Il existe différentes façons de réfléchir à l'usage politique de l'histoire. Nous suggérons ici trois directions :

1. Une réflexion sur des débats politiques qui se sont ouverts à propos de l'histoire récente ainsi que sur leur signification autant pour le travail des historiens que pour les conséquences politico-culturelles qui découlent de ces débats : conflits internationaux ou guerres civiles, processus de légitimation et de délégitimation des régimes autoritaires ou totalitaires.

2. La portée tant historiographique que publique de la déformation de l'histoire pour des motifs nationaux : la nécessité, par exemple, de construire une image de la nation qui soit cohérente, gratifiante, enracinée ou réenracinée, tournée vers l'avenir ou traditionnelle, à partir de la mobilisation des ressources offertes par le passé.

3. Un troisième domaine concerne l'usage des méthodes et des formes proposant des systématisations ou des classifications qui, volontairement ou non, coïncident avec les images de structures politiques et sociales dominantes ou renforcent leur légitimité, en particulier dans l'étude de phénomènes historiques de plus longue durée.



I

## NOTE DE CONJONCTURE HISTORIOGRAPHIQUE

USAGES POLITIQUES du passé : il s'agit là d'un thème classique, voire trivial, dans la réflexion des historiens depuis qu'ils se livrent à cette activité paradoxale, produire un discours vrai sur ce qui est soustrait par le temps à l'observation des hommes. Les professionnels n'en sont d'ailleurs pas les seuls usagers, il s'en faut de beaucoup : les pouvoirs, les institutions, mais aussi tout un chacun ont la tentation récurrente de mobiliser les ressources cognitives, argumentatives, symboliques du passé. De cette tentation, les historiens ont eu depuis longtemps conscience. Lorsqu'ils se sont constitués en communauté professionnelle, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ne se sont pas contentés de convenir des règles de la méthode, d'un modèle de formation ou d'un type de sociabilité savante. Le problème de l'objectivité – « ce noble rêve » – a été au cœur du débat identitaire qui les réunissait<sup>1</sup>. Qu'il leur fallût se prémunir contre la sollicitation du politique, ils le savaient et ils croyaient avoir trouvé les moyens de le faire en adoptant les préceptes de l'érudition positive, mais surtout en refroidissant leurs objets. C'est ce qu'énonçait en clair le texte d'ouverture du premier numéro de la *Revue historique* (1876), que l'on considère volontiers comme une sorte d'acte de naissance de la profession historique en France. Aux futurs collaborateurs, il recommandait « d'éviter les controverses contemporaines, de traiter les sujets dont ils s'occupent avec la rigueur de méthode et l'absence de parti qu'exige la science et de n'y point chercher des arguments pour ou contre des doctrines qui ne seraient qu'indirectement en jeu ». Gabriel Monod expliquait ensuite les progrès insuffisants de la discipline par des « passions politiques et religieuses » mal cantonnées par « l'absence de tradition scientifique ». La réserve s'imposait donc.

1. P. Novick, *That noble dream. The « objectivity question » and the American historical profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988. Pour la France, voir W. R. Keylor, *Academy and community. The foundation of the French historical profession*, Cambridge, Harvard University Press, 1975.

Un quart de siècle plus tard, il était évident que ces prudences avaient mal résisté. Pourtant, les compétences érudites mises en œuvre par la méthode positive n'avaient-elles pas joué un rôle décisif dans les expertises de l'affaire Dreyfus? Et ceux qui en étaient armés n'étaient-ils pas capables de distinguer le vrai du faux en toutes circonstances? Il en est resté, cependant, un parfum de suspicion sur l'histoire trop contemporaine, qui a été longtemps sensible – avant que la tendance ne s'inverse récemment. Puis ce sont les certitudes de l'histoire positive qui se sont trouvées moins assurées: les plus grands savants n'étaient-ils pas susceptibles de continuer à s'affronter sur la signification de la fin de l'Empire romain, sur la querelle des Investitures, les guerres de religion ou la monarchie absolue avec les mêmes investissements idéologiques que sur la Révolution française ou les relations entre l'Église et l'État au XIX<sup>e</sup> siècle? Il a donc fallu en rabattre de la prétention à tout juger d'un œil froid.

À dire vrai, tout discours historique est susceptible d'usages politiques, que cela soit le fait de son auteur, de ses destinataires ou encore qu'il faille l'attribuer au rapport particulier que les seconds entretiennent avec le premier. Récits des origines, qui enracinent les privilèges d'un groupe humain dans un sol en invoquant l'autochtonie, ou qui inscrivent le destin d'une nation dans une durée qui fait preuve (ainsi des origines gauloises ou troyennes longtemps revendiquées par la monarchie française); récits de fondation ou de rupture, qui mettent en scène un commencement absolu, comme la Révolution américaine, puis la française, selon des modalités si différentes; récits de légitimation, comme ceux qui ont permis au fascisme italien d'invoquer le *Mare nostrum* pour justifier ses ambitions impériales ou à la colonisation française en Afrique du Nord de se recommander de la lointaine *pax romana*, preuves archéologiques à l'appui; récits apologétiques, enfin, mais aussi blancs du récit, qui ont longtemps permis d'éluder ou de tenter d'oublier des moments difficiles du passé: ainsi de Vichy, pendant une bonne génération, ou de la guerre d'Algérie. Il va de soi que ces modulations diverses s'entrecroisent, s'enchevêtrent au sein de discours historiques infiniment plus complexes et plus subtils que ne le laisse entendre ce rappel élémentaire.

Certains genres ont, plus que d'autres, mobilisé un ou plusieurs de ces usages, et ils nous en donnent les exemples les plus visibles. L'histoire nationale est, par excellence, l'un d'eux. Prévisible sans doute, et qui mérite pourtant de retenir l'attention pour une double raison. La première est qu'elle n'est pas séparable de l'expérience nationale qu'elle a en charge de présenter tout à la fois comme naturelle et comme évidente. La seconde raison est que ce commentaire biographique de la nation doit composer avec des scansion, des durées, des modalités qui sont autant de contraintes mais aussi des ressources. L'histoire de la France est un genre canonique qui, pendant des siècles, a eu pour rôle de garantir la continuité de l'existence

nationale dans la plus longue durée possible et sur un mode quasi biologique ; de fonder une communauté de destins ; de démontrer l'exemplarité du destin français<sup>2</sup>. On objectera qu'il s'agit là d'une expérience singulière par sa durée exceptionnelle et par la capacité qu'ont eue les historiens qui en ont produit le récit d'en solliciter la continuité – en inventant, par exemple, la continuité biologique des trois races royales ou en projetant sur le territoire français, César et Strabon à l'appui, un horoscope rétrospectif. Mais c'est bien en ce point que l'histoire nationale doit nous intéresser. Quelle construction narrative doit-on produire pour faire exister une expérience collective de plus courte durée, ou encore une trajectoire incertaine, rompue dans sa continuité, hésitant entre plusieurs options, cherchant parfois les preuves sur lesquelles étayer sa légitimité ou disputant ses preuves à d'autres usagers ? Michael Herzfeld rappelle ici la tension qui traverse la construction nationale grecque depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et qui oppose un modèle du Grec universel, inventé par les philologues allemands et importé par la monarchie bavaroise avec l'aide d'élites occidentalisées, et un modèle régional, oriental, combinant des traits byzantins, slaves, turcs, arabes. Sur l'affrontement de ces deux modèles s'est constituée une politique de la mémoire mais aussi de la vie quotidienne – et, à dire vrai, une politique tout court. Michael Werner montre comment les exigences très concrètes de mise en scène – et d'abord de mise en place – descriptive que requiert le discours muséographique contraint ceux qui en ont la charge à se demander comment organiser, à travers un parcours concret, le passé de la nation allemande ou celui, très court, de la République fédérale et à s'interroger sur les conséquences immédiatement lisibles de leurs choix. Ce sont des questions du même type que se posent, à propos de situations très différentes, ceux qui ont à traiter d'un passé que le présent dément. Elias Sanbar évoque ainsi la difficulté à faire exister un discours historique, alors même qu'on en ressent le besoin jusqu'à l'urgence, sur un territoire dont les Palestiniens ont eu le sentiment qu'il avait disparu avec la création de l'État d'Israël. Sur le même exemple, Neil Asher Silberman montre comment les traces archéologiques peuvent devenir elles aussi l'enjeu de guerres d'appropriation et d'interprétation. Abdelahad Sebti identifie les divers types de commentaires historiographiques qui, au Maroc, ont dû trouver des moyens de composer avec le long épisode colonial. Il fait voir comment la réappropriation nationale et nationaliste qui a suivi l'indépendance a engendré une série de récits, plus ou moins compatibles entre eux, destinés à restaurer une continuité au présent. Vieux problème, encore une fois : c'est exactement celui qu'ont eu à résoudre les historiens de la génération de 1820 en France, lorsqu'il leur a fallu inventer les moyens de rétablir une manière de continuité, un passage au moins, par-dessus la cassure radicale que la Révolution avait inscrite dans le destin

2. J. Revel, « Le fardeau de la mémoire », *Correspondances*, 55, 1999, p. 3-9.

national<sup>3</sup>. Ces flexions historiographiques concernent souvent des processus de longue durée. Mais elles peuvent elles-mêmes s'inscrire dans une durée beaucoup plus courte. Pedro Ruiz Torres en donne une démonstration éclairante en analysant l'alternance des grandes lectures de l'histoire espagnole qui s'affrontent aujourd'hui.

Les historiens sont en première ligne dans ces grandes manœuvres puisqu'ils produisent des versions plus ou moins autorisées du passé et qu'il leur arrive de le faire pour d'autres destinataires que leurs collègues. De l'inflexible généalogie de la France qu'ont proposée, avec d'autres, Michelet ou Lavis, à la version éclatée en fragments qu'en livrent aujourd'hui les *Lieux de mémoire*<sup>4</sup>, ils font circuler des représentations, des argumentaires (explicites ou non), un répertoire de signes et de formes qui, à travers les apprentissages scolaires, ont été profondément incorporés dans la culture commune depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'y a pourtant rien là de radicalement nouveau depuis les origines de l'historiographie en Occident, à une double réserve près.

La première, c'est que les situations dont le discours historique doit rendre compte se sont extraordinairement compliquées et diversifiées depuis que l'on imagine que l'histoire est porteuse d'un sens intrinsèque (et non plus seulement pourvoyeuse d'une collection d'exemples intemporels – moraux, religieux, politiques –); depuis que la revendication identitaire nationale s'est généralisée, produisant des effets qui sont indissociablement d'affirmation et de désagrégation, de décomposition et de recomposition; depuis que les historiens ont pris conscience de ce que leurs instruments peuvent être (et sont, de plus en plus) inadaptés lorsqu'ils doivent rendre compte de ces processus: comment peut-on écrire aujourd'hui l'histoire de l'ex-Yougoslavie? celle des nations qui sont nées de son effondrement, au début des années 1990? et comment, du même coup, peut-on rétrospectivement écrire l'histoire des Balkans? Il ne s'agit pas seulement ici d'histoires rivales qui s'affrontent et dont chacune cherche à faire prévaloir son antériorité, sa légitimité, ses valeurs, mais aussi de récits et d'argumentaires qui mobilisent souvent les mêmes ressources à des fins contraires, qui se déniaient et se révisent l'un l'autre<sup>5</sup>. Objectera-t-on qu'on est en face d'une situation extrême? Dans la violence et dans l'instabilité, sans doute. Mais qui ne voit que l'usure de grands récits, nationaux ou plus généralement idéologiques, encourage la multiplication d'histoires particulières qui n'éprouvent plus le besoin d'être

3. C'est aussi, bien sûr, le problème auquel ont été confrontés les historiens qui ont dû relier le présent israélien au passé biblique. Sur le rôle de l'hébreu dans cette démarche, voir par exemple B. Harshav, *Language in time of revolution*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1993.

4. P. Nora, ed., *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 3 t. en 8 vol. (rééd. 1997, «Quarto», 3 vol.).

5. Sur les possibilités offertes au révisionnisme (au sens habituellement donné à ce terme) par la décomposition/recomposition des récits historiographiques de référence, voir le récent dossier consacré par les *Temps modernes* (novembre-décembre 1999) aux «nouvelles» lectures du génocide des Juifs en Hongrie et en Roumanie.

compatibles entre elles<sup>6</sup>? Le multiculturalisme ne crée pas à lui seul des conditions aussi dramatiques que celles qui viennent d'être évoquées; au pire, il sert à les exprimer. Il est pourtant évident déjà qu'il pose des problèmes sérieux aux historiens qui ne se satisfont pas d'en accepter les termes. Quant à la qualification des situations extrêmes, mieux vaut, peut-être, réserver ce terme à des situations dans lesquelles il est devenu difficile, voire impossible, de penser historiquement de façon satisfaisante. C'est, si l'on suit Lucette Valensi, le cas du dossier arménien à propos duquel elle rappelle justement que les précautions relativistes – à chacun sa vérité – ne sont pas plus acceptables, ne serait-ce qu'en raison de l'enjeu du débat, que le bricolage improbable d'un juste milieu. Mais ce que suggère l'étude de l'historiographie contradictoire qui traite du génocide des Arméniens, c'est qu'il s'agit d'un dispositif bien plus complexe que le simple affrontement qui est porté à la connaissance du public élargi; c'est aussi qu'il n'est pas toujours pensable de prétendre séparer la production d'un savoir sur ce passé des sollicitations et des implications politiques qui l'environnent et qui pèsent sur lui. On peut y voir une manière de rappeler les limites de ce que les historiens de métier peuvent penser et écrire (air connu). Mais c'est aussi, plus utilement, une invitation à réfléchir sur le rapport mouvant entre le savoir historique et les diverses formes du débat public avec lesquelles il lui faut de plus en plus négocier.

Car tel est le second trait qui caractérise les conditions du débat contemporain: il est, dans une très large mesure, devenu public et les historiens professionnels n'en ont plus la maîtrise. Ce n'est pas un hasard si, depuis que Jürgen Habermas l'a mise en circulation au moment de la querelle des historiens allemands (*Historikerstreit*) sur la signification du nazisme dans leur expérience nationale, la formule de l'« usage public de l'histoire » n'a pas cessé d'être répétée – et d'abord par les spécialistes qui l'ont volontiers reprise à leur compte<sup>7</sup>. Il s'agissait, dans l'intention du philosophe, de sortir, dans un certain nombre de cas cruciaux qui mettaient en cause des valeurs essentielles pour la collectivité, du cercle desdits spécialistes pour soumettre la dispute au débat public. Mais ce qui s'est passé depuis vingt-cinq ans fait voir que l'usage public de l'histoire couvre une gamme de situations bien plus large<sup>8</sup>. Sous des formes très diverses selon les pays sont apparues des tentatives de réappropriation de l'histoire « par le bas », proposant au moins à des groupes – en particulier à ceux qui sont traditionnelle-

6. Sur un cas particulier, voir M. Kriegel, « Un programme multiculturel pour Israël? Les "nouveaux historiens" », *Le Débat*, 104, 1999, p. 149-161; I. Greilsammer, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

7. *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Préface de L. Ferry, Introduction de J. Rovin, Paris, Cerf, 1988, 362 p. (« Passages »)

8. Cf. N. Gallerano, ed., *L'uso pubblico della storia*, Milan, F. Angeli, 1995; Id., *Le verità della storia. Sull'uso pubblico del passato*, Rome, Manifesto Libri, 1999; Id., « Histoire et usage public de l'histoire », *Diogenes*, 168, 1994, p. 87-106. En Italie, ce sont les questions suscitées par la biographie de Mussolini par R. de Felice et ses commentateurs qui ont été à l'origine de ce débat.

ment dépossédés de la capacité de s'exprimer – de participer à l'élaboration de leur propre histoire : le mouvement des *History workshops* en Grande-Bretagne, l'*Alltagsgeschichte* en Allemagne, mais aussi l'immense production de témoignages mémoriels ont ainsi entrepris de rendre la parole aux acteurs anonymes, oubliés, silencieux ou contraints au silence : ouvriers, femmes, immigrés, marginaux, groupes proscrits, etc. Ils l'ont fait en inventant de nouvelles formes et de nouveaux lieux – ateliers, revues, maisons d'édition – à l'écart de l'institution universitaire. Il s'agissait pourtant encore de l'initiative d'historiens de métier. Elles ne sont plus les seules et le relais, on le sait, a souvent été pris hors de leur portée. Faut-il rappeler que si l'histoire de Vichy a finalement commencé de nous être restituée, on le doit, bien sûr, aux premiers travaux de l'Américain Robert Paxton et du Canadien Michael Marrus, mais plus encore sans doute au long travail d'anamnèse qu'a engagé le film *Le chagrin et la pitié* (1972) ? Que si Touvier a enfin été jugé, si Bousquet aurait pu l'être, si Papon l'a finalement été après beaucoup de réticences, c'est plus à la pression de la remémoration collective qu'au travail (nécessaire) des historiens professionnels qu'on le doit<sup>9</sup> ?

De telles situations nous sont devenues presque familières. Elles ne sont pas les seules. On a vu dans le même temps les historiens soumis à des demandes nouvelles : demandes d'expertise, sur lesquelles on reviendra, qui peuvent être formulées par l'État, par de grandes institutions sociales (comme l'Église dans l'affaire Touvier), mais aussi par des groupes, voire par des particuliers. Dans le même temps naissait aux États-Unis, plus timidement chez nous, une « *public history* » : désignation ambiguë, à laquelle il faut peut-être préférer celle d'« *applied history* ». Il s'agit en fait de professionnels qui mettent leur compétence au service d'intérêts particuliers à des fins qui peuvent être très diverses : l'histoire d'une entreprise commandée par elle-même, mais aussi la recherche d'un précédent, ou la mise au point d'un argumentaire, la constitution d'un dossier en défense. Il s'agit là, on en conviendra, d'un type de demande – de commande, parfois – dont on ne peut pas feindre qu'il affecte, d'une manière ou d'une autre, la position et la posture de l'historien même si la profession feint parfois de ne voir là qu'une extension normale de ses compétences reconnues.

Toutes ces interférences avec le débat public – ou ce qui est parfois supposé en tenir lieu – n'impliquent pas nécessairement des usages politiques du passé. On conviendra pourtant qu'elles ne les excluent pas, pour dire le moins. Encore faut-il s'entendre sur la signification de ces usages. Certains relèvent de la simple manipulation. Le révisionnisme et le négationnisme en ont donné, depuis vingt-

9. Il arrive néanmoins que ce soit un historien qui, à travers l'exercice de sa compétence, alerte l'opinion sur l'état d'un dossier : ainsi Pierre Vidal-Naquet à propos des thèses révisionnistes sur le génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale (« Un Eichmann de papier », *Esprit*, septembre 1980) ; ainsi Carlo Ginzburg refaisant, à partir des pièces du dossier judiciaire, l'instruction du dossier Soffri pour démontrer les contradictions de l'accusation (*Le juge et l'historien*, trad. fr., Lagrasse, Verdier, 1997 [1<sup>re</sup> éd. Turin, 1991]).

cinq ans, des illustrations exaspérées et intolérables, mais il est bon de se rappeler que l'histoire se prête à des formes plus discrètes et, partant, plus facilement acceptées de manipulation : toute la tradition historiographique est là pour l'attester, puisqu'elle offre une possibilité unique de mobiliser des arguments de précedence et d'autorité – quitte à les solliciter. Ce ne sont pas les usages les plus inédits. Giovanni Levi dit, dans sa contribution à ce volume, à quel point les historiens sont tentés de reprendre à leur compte des schémas interprétatifs qui leur sont suggérés par les évidences aveuglantes du présent et qui concluent, par exemple, au caractère inéluctable de certains phénomènes majeurs : ainsi de l'avènement d'une forme unique de l'État moderne, de l'inévitabilité « naturelle » d'un capitalisme défini selon des normes néo-libérales ; de représentations destinées à légitimer, souvent à exalter, l'unité ou, au contraire, la séparation au sein d'entités nationales ; ou encore à justifier des formes de pouvoir qui n'ont souvent que fort peu à voir avec les expériences historiques effectives. Levi note à juste titre à quel point les historiens de métier apparaissent parfois privés de perspectives et d'instruments critiques et suggère que les turbulences épistémologiques traversant les sciences sociales, d'une part, celle de l'institution scolaire de l'autre, ont pu favoriser aux deux bouts de la chaîne, une confrontation sans médiation entre un sens commun historiographique mal assuré et une opinion mal préparée. Ce volume voudrait contribuer à une reprise critique.

Il reste enfin à classer parmi les usages politiques du passé ceux qui relèvent de la simple position de l'historien dans le temps – c'est-à-dire de sa contemporanéité et de l'historicité de sa démarche. Nous allons tous répétant que l'histoire est un rapport entre un présent et un passé dont nous ne connaissons que des traces, mais nous n'en tirons pas souvent les conséquences (avec quelques exceptions notables, telle *L'étrange défaite* de Marc Bloch). Dans ce dossier, la pertinence de la contribution de Jérôme Baschet nous a paru se situer en ce point. Médiéviste, il travaille depuis plusieurs années dans un Chiapas travaillé par des luttes sociales et politiques qui s'inscrivent dans une tout autre temporalité. Elle invite à réfléchir sur ce que c'est, pour un historien, d'être le contemporain du contemporain – situation qui, de fait, engage un usage politique du passé ; à s'interroger sur le régime d'historicité dans lequel ces questions se posent. Toute une gamme de questions émerge, en effet, dont certaines sont neuves, d'autres très anciennes mais qui trouvent aujourd'hui une urgence particulière et une signification redéfinie. Pourquoi aujourd'hui ? Il vaut la peine de s'arrêter un instant sur ce moment historiographique.

\*

Esquissons ici, sous forme de quelques brèves notations, la conjoncture présente, en prenant appui sur la situation française. Il ne s'agit ni de la surestimer ni d'en traiter comme telle, mais simplement d'en dégager quelques



préoccupations, thèmes ou mots-clés, en vue d'aider à cerner ce qui est en train de se passer dans le champ de la discipline ou dans les ateliers des historiens. Aider, du même coup, au déchiffrement des différents cas qui vont être présentés et au repérage de ce qui est traduction, reformulation de cette conjoncture, ou écart par rapport à elle.

À quelles questions nouvelles l'historien est-il confronté? Quel rôle est-il sollicité de jouer ou prié de ne pas jouer? Ou voudrait-il ne pas jouer? Se laisse-t-il repérer, de façon inchoative encore, quelque chose de nouveau dans sa pratique, son épistémologie, sa posture? Ce sont au fond les questions qui importent. Si nous faisons appel aux catégories d'analyse proposées par Reinhart Koselleck, cela reviendrait à porter notre attention sur l'articulation entre mutation d'expérience (*Erfahrungswandel*) et changements de méthode (*Methodenwechsel*), et sur les inévitables décalages qui interviennent entre les deux<sup>10</sup>.

La rapide montée, puis le primat du « contemporain » ou du « présent » comme catégorie dominante seraient le premier trait de cette conjoncture. En histoire évidemment, mais aussi en anthropologie, où le mouvement a été plus spectaculaire encore : du lointain, du traditionnel, au contemporain, au ce qui est en train de se passer, avec investissement des lieux de la modernité. Cette conversion du regard ne se confond pas avec ni n'est réductible au programme d'une anthropologie postmoderne.

Ce contemporain est tissé de mots ou de notions, incontournables, qui forment l'évidence de notre présent. S'il n'y a plus de grands récits, circulent en revanche des « maîtres mots » qui sont comme les mots de passe du temps. Prendre l'un conduit aux autres : ils forment sinon un système, du moins un réseau ; voire un dictionnaire des idées reçues. On les attend, on s'attend que vous vous situiez par rapport à eux. La liste en serait rapidement dressée : présent, mémoire, identité, génocide, témoin, responsabilité y figureraient à coup sûr. Le contemporain est un impératif. Une pression, au moins diffuse et parfois très précise ou appuyée, s'est exercée pour que les sciences sociales se tournent davantage vers le contemporain et répondent mieux, plus vite, à la « demande sociale », voire la devancent. Pour traiter de cette demande, « on » fait appel à des experts : l'historien est alors perçu surtout comme un *expert* de la mémoire.

Dans la discipline historique, cette montée du contemporain s'est marquée de multiples façons : dans les programmes, le nombre des étudiants et des postes universitaires ; mais aussi dans la revendication et le succès de l'expression « histoire du temps présent<sup>11</sup> ». Remarquons d'ailleurs que le « présent » couvert par l'« histoire du temps présent » a pris de l'extension puisqu'il est désormais sexagénaire. En vingt-cinq ans, l'histoire contemporaine est ainsi

10. R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard-Seuil, 1997.

11. L'Institut d'histoire du temps présent a été créé par le CNRS en 1978.

passée des marges au centre de la discipline. Les « autres » histoires, moderne, médiévale, ancienne, qui ont joué les premiers rôles et qui, au cours des années 1970 et 1980, ont donné son visage à l'histoire auprès du grand public, qu'elles ont rencontré, semblent avoir reculé, être devenues moins parlantes. Comme si ce qu'elles ont à dire ou peuvent dire avait du mal à traverser la couche de plus en plus épaisse de présent, comme si, des questions qu'elles posaient, le public n'avait justement plus l'usage, lui qui, pris dans le cercle du présent, se préoccupe de mémoire.

Mais le terrain du contemporain, où l'historien n'est qu'un tard venu, est largement occupé – à commencer par le journaliste. D'où la question : quel rôle ou quel partage des rôles entre l'un et l'autre, sachant que les temporalités respectives dans lesquelles ils travaillent et les agendas qui en découlent ne sont pas les mêmes ? Nous sommes dans un temps d'historicisation rapide, quasiment quotidienne du présent : l'historien peut-il, lui aussi, faire de « l'histoire en direct », donner au jour le jour le point de vue de la postérité et tirer plus vite que son ombre ? Peut-il le faire, peut-il refuser de le faire ? Quel en est, dans l'un et l'autre cas, le prix ?

Cette montée s'est accompagnée d'une intensification de l'usage public du passé, selon la formule proposée par Jürgen Habermas lors de la querelle des historiens allemands, qui a précisément été une controverse publique dans les principaux journaux du pays. Usage du passé ? En fait, principalement mais non exclusivement de ce passé récent, qui « ne passe pas » ou de ce « présent » (qui ne passe pas non plus) de l'histoire du temps présent. Or cette histoire, on le constate, échappe aux seuls historiens professionnels. Les acteurs sont multiples. Parmi eux, les témoins occupent une place grandissante, au point qu'on a pu parler tout récemment de l'*ère du témoin*<sup>12</sup>. Un témoin, aujourd'hui, c'est d'abord la voix et le visage d'une victime, d'un survivant qu'on écoute, qu'on fait parler, qu'on enregistre et qu'on filme. L'entreprise en cours la plus considérable est celle menée par la Fondation Spielberg voulant recueillir tous les témoignages de tous les survivants des camps nazis. D'où aussi la question, plus souvent soulevée, de savoir qui est historien, et qui en décide ; qui rouvre un dossier, du témoin ou de l'historien. Le témoin est-il une « source » ou une « voix » qu'il vaut mieux entendre « en direct » (*on line*), sans passer par la « médiation » de l'historien ?

Les grandes vagues des commémorations, en commençant par le bicentenaire de 1789, sont venues rythmer la vie publique, conjoignant mémoires (oubliées, retrouvées, provoquées, etc.) et agendas politiques. Clairement, les historiens ne sont maîtres ni du calendrier ni même toujours des questions ou des termes des

12. A. Wiewiorka, *L'ère du témoin*, Paris, Plon, 1998 ; F. Hartog, « Le témoin et l'historien », *Gradhiva*, 27, 2000, p. 1-14.

débats que suscitent ces célébrations, même si elles ont, c'est indubitable, une incidence sur les orientations de la recherche et les programmes d'édition.

Plus récemment, on a vu l'Assemblée nationale adopter une proposition de loi<sup>13</sup> sur le génocide arménien (28 mai 1998), comportant un article unique: « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 ». Sollicité et pressé depuis longtemps par les associations arméniennes, qui ont su se faire écouter, le législateur entendrait-il dire l'histoire? L'exposé des motifs s'ouvre ainsi: « Notre pays et les démocraties ont un impérieux devoir de mémoire. Cette mémoire ne saurait se limiter à l'histoire de chaque nation. Elle doit aussi s'élargir à la mémoire de l'humanité tragiquement affectée au cours de ce siècle par plusieurs génocides. » On va du particulier à l'universel par l'impératif du devoir de mémoire: de la mémoire des Arméniens à la mémoire de l'humanité par le relais de la loi. Le législateur se voit moins en historien qu'en pédagogue de la mémoire. Cette proposition de loi, devenue finalement loi depuis son vote par le Sénat le 9 novembre 2000, inscrit désormais officiellement dans la loi et le droit français un événement tragique (le génocide) qui n'a pas de lien direct avec l'histoire nationale mais que l'on reconnaît comme fondateur d'une identité, non pas seulement arménienne, mais française-arménienne. Comme si, pour se sentir « pleinement » Français, les Français arméniens avaient aussi besoin que leur soit reconnu solennellement ce droit à la mémoire (qui devient de ce fait un devoir de mémoire s'imposant à tous).

Un dernier exemple de cet usage politique du passé est fourni par le vote, à nouveau, d'une proposition de loi « tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité » (16 février 1999). Il s'agit que la France « s'incline devant la mémoire des victimes de ce crime orphelin ». L'article 2 prévoit que les manuels scolaires « accorderont à la plus longue et la plus massive déportation de l'histoire de l'humanité la place conséquente qu'elle mérite » et, l'article 5, qu'un comité sera chargé « d'examiner les conditions de réparation due au titre de ce crime ». Votée par le Sénat le 10 mai 2001, elle devient elle aussi une loi. Le parcours de ces textes est éloquent; pris en charge par les Assemblées, ils ont valeur de symptôme: c'est la façon dont le législateur comprend, reprend et, pour ainsi dire, s'applique à lui-même (dans un esprit de repentance laïque) le « devoir de mémoire »<sup>14</sup>.

Ce devoir, il vaut d'abord et avant tout, justement, pour le crime contre l'humanité. Défini par le législateur, le crime contre l'humanité a été transmis au juge, avant que les historiens du temps présent ne se trouvent confrontés à sa

13. Proposition de loi et non projet, car elle émane des députés et non du gouvernement.

14. Dernier exemple, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité (28 février 2000) une proposition de loi visant à créer « un titre de Juste de France » et à instaurer « une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux Justes de France ».

temporalité inédite : le temps ne passe pas, puisque le criminel demeure toujours contemporain de son crime. Imprescriptible « par nature », le crime contre l'humanité emporte avec lui « une atemporalité juridique étrangère à la durée dont s'occupe l'histoire<sup>15</sup> ».

Si, sur ce terrain du contemporain, l'historien rencontre le journaliste fréquemment, le législateur parfois, il a aussi affaire au juge : directement ou indirectement, réellement ou métaphoriquement. Cette dernière rencontre n'est pas de son fait mais elle est bien sûr liée à la judiciarisation manifeste et impressionnante de l'espace public : les juges doivent trancher de tout, « guérir » maux publics et privés, passés et présents, sinon à venir. On parle de « thérapie » judiciaire. D'où, en histoire, la réouverture d'un autre dossier, celui « du juge et de l'historien » et de nettes interférences entre l'historique et le judiciaire<sup>16</sup>. Si plus personne ne parle du ou au nom du tribunal de l'histoire, on a vu en revanche se multiplier les interrogations sur le juge et l'historien : juge qui rend la sentence ou, plus souvent, juge d'instruction. Avec reprise, sous cet éclairage, des réflexions sur la preuve et la notion de contexte. En revanche, la question du jugement historique est demeurée en retrait.

Se sont multipliées les commissions d'historiens plus ou moins formelles ou officielles (la moins formelle, mais ni la moins médiatique ni la moins problématique ayant été la « table ronde Aubrac » du printemps 1997)<sup>17</sup>, les commissions composées d'historiens et de juristes (telle la mission Mattéoli sur les spoliations des Juifs de France). Enfin plusieurs procès, ceux pour crimes contre l'humanité, ont été conçus comme des moments de mémoire (les plaintes des victimes devaient pouvoir être dites, entendues et recevoir une forme de réparation), mais ils devaient aussi opérer et surtout rester comme des « instruments d'histoire » (d'où l'enregistrement des débats<sup>18</sup>). Ils ont en outre posé la question spécifique de la présence de l'historien en témoin, témoin au titre de son expertise certes, mais « témoin » (au sens du Code pénal) tout de même.

Pris dans cette conjoncture, ici esquissée, quelle a été la réponse des historiens, et d'abord de ceux qui sont en première ligne, les historiens du temps présent ? Ils

15. Y. Thomas, « La vérité, le temps, le juge, l'historien », *Le Débat*, 102, novembre-décembre 1998, p. 29.

16. Voir l'ensemble du dossier « Vérité judiciaire, vérité historique », *ibid.*, p. 4-51.

17. Cette table ronde a réuni dans les locaux du journal *Libération* les époux Aubrac et des historiens professionnels de la période pour mettre fin, une fois pour toutes, aux insinuations de trahison propagées à l'encontre de Raymond Aubrac, concernant l'arrestation de Caluire le 21 juin 1943 (arrestation de Jean Moulin, mais aussi de Raymond Aubrac). Ce dont les historiens présents leur ont unanimement donné acte. On aurait pu en rester là. Mais cette étrange table ronde se poursuit et vira alors au procès. S'installe en effet une logique de l'interrogatoire et de l'aveu : les imprudences de Lucie Aubrac pour faire libérer son mari devinrent des fautes ; Raymond Aubrac fut prié de s'expliquer sur le fait que les Allemands ne l'aient pas transféré à Paris, et de justifier les variations (devenues des « contradictions ») dans ses déclarations successives sur ces quelques mois.

18. La chaîne de télévision câblée « Histoire » a diffusé, à l'automne 2000, une partie des enregistrements du procès de Klaus Barbie.

ont accepté de participer, ici et là, à des commissions d'historiens, ils ont lancé des rappels aux règles du métier et des appels à la responsabilité<sup>19</sup>. Ce devait être un des grands thèmes du XIX<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques d'Oslo en août 2000 : « Usages et abus de l'Histoire et responsabilité présente et passée de l'historien ». De tels rappels, indices d'une inquiétude, mais peut-être aussi d'un repli, sont-ils suffisants ? Et quel « rôle social » devrait alors avoir l'historien « responsable »\* ?

19. Voir le dossier publié par la revue *Diogène*, sous le titre « La responsabilité sociale de l'historien ». Dans sa présentation F. Bédarida parle d'une alliance de trois fonctions : critique, civique, éthique.

\* Plusieurs des textes réunis ici ont été présentés à l'occasion d'un colloque sur « Identités méditerranéennes : usages politiques du passé » organisé par Giovanni Levi et Jacques Revel sous les auspices du Centro di studi mediterranei à l'Istituto italiano per gli studi filosofici de Naples, les 29 et 30 janvier 1999. Nous remercions Nathan Schlanger (Cambridge) et Francesca Trivellato (Venise) pour leurs suggestions et pour leur aide.

## LE PASSÉ LOINTAIN SUR L'USAGE POLITIQUE DE L'HISTOIRE

**1** EN CONSTATANT LA PERTE DU SENS de l'histoire avec lequel le marxisme-léninisme, mais aussi, plus généralement, la pensée démocratique « avaient prétendu donner à l'optimisme démocratique la garantie de la science », François Furet concluait *Le passé d'une illusion* en affirmant que « l'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser [...] Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons<sup>1</sup> ». Il ajoutait :

« Si le capitalisme est devenu l'avenir du socialisme, si c'est le monde bourgeois qui succède à celui de la « révolution prolétarienne », que devient cette assurance sur le temps ? L'inversion des priorités canoniques défait l'emboîtement des époques sur la route du progrès. L'histoire redevient ce tunnel où l'homme s'engage dans l'obscurité, sans savoir où conduiront ses actions, incertain sur son destin, dépossédé de l'illusoire sécurité d'une science de ce qu'il fait. Privé de Dieu, l'individu démocratique voit trembler sur ses bases, en cette fin de siècle, la divinité de l'histoire [...] À cette menace de l'incertitude se joint dans son esprit le scandale d'un avenir fermé<sup>2</sup>. »

Malgré tout, c'est une vision optimiste qui l'emporte : la fin d'une illusion nous oblige à régler nos comptes avec un monde plus réel et plus humain, sans messianisme. Mais l'analyse de Furet touche aussi, trop rapidement, une question considérable : même l'histoire, une arme politique utilisée pour donner sens au monde du passé selon une logique du présent, a brusquement perdu des certitudes. C'est là l'aspect de la question que l'on doit envisager, me semble-t-il, avec moins d'optimisme. Ce n'est pas seulement l'avenir dont la compréhension requiert de nouveaux instruments ; pendant que de puissantes formes de pouvoir consolident leur domination économique et idéologique, c'est aussi au passé qu'il

1. F. Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, R. Laffont-Calmann-Lévy, 1995, p. 809.

2. *Ibid.*, p. 808.

faut redonner une signification. Le fait est que le désarmement idéologique n'est pas généralisé : seule une des parties a subi une perte de sens. Dans cette situation inégale se diffuse un nouvel usage politique, envahissant, de l'histoire, qui trouve les historiens particulièrement incertains et sans défense<sup>3</sup>. Les bases et l'espace de notre métier ont changé plus qu'on ne l'a perçu dans l'immédiat.

2. Il serait absurde d'imaginer que l'usage politique de l'histoire est une nouveauté. Le caractère de science civique qu'a l'histoire en fait, par définition, une activité politique. Qu'elle étudie des phénomènes individuels ou locaux, des groupes, des institutions ou des nations, ou, enfin, la formation des États et le développement des cultures, elle ne semble pas séparable de la dimension civique qui accompagne la définition des identités, qu'il s'agisse des siennes propres ou de celles des autres. Ainsi, l'histoire a toujours produit des visions du monde qui comportaient, indissociablement, un élément politique dont l'usage, conscient ou inconscient, était de toute façon inévitable. Cet usage a lui-même une histoire, qu'il vaut la peine d'interroger, histoire faite d'éléments nombreux, au premier rang desquels figure la relation entre l'historien et un public de lecteurs qui a changé avec le temps.

3. L'histoire a affronté ce problème de façon implicite, en maintenant un ton que nous pourrions appeler, en paraphrasant James Clifford, autoritaire<sup>4</sup>. Elle a construit une rhétorique péremptoire pour se présenter au lecteur, une rhétorique qui sous-entendait l'idée d'une reconstruction objective des faits au sens large, comme si l'objet de l'histoire était de reconstruire comment les choses se sont déroulées, comme s'il existait une relation nécessaire entre le texte et la réalité dans laquelle le texte historique représenterait un monde défini et doté de sens. Derrière cette image autoritaire se cache un des aspects implicites les plus répandus de la capacité à persuader et l'un des plus solidement enracinés dans le sens commun historique : le lecteur demande beaucoup de choses à l'historien mais il tient pour certain que ce qu'il lui raconte est vrai. C'est dans ce rapport que s'enracine avec force la possibilité de dire sciemment le faux et d'être cru. Il peut aussi en être ainsi parce que la transformation extraordinaire qu'ont engendrée la chute du système soviétique et la fin du bipolarisme, a créé une attente, désorientée, de relecture de l'histoire, une attente de révision qui manque en partie d'instruments d'interprétation neufs mais qui n'a pas pour autant renoncé à la conviction de l'autorité scientifique des historiens.

3. Un exemple intéressant, me semble-t-il, est la faiblesse et l'indécision avec lesquelles Furet lui-même réfute deux points centraux des thèses de Nolte – la priorité chronologique, et donc le rôle causal du bolchévisme par rapport au nazisme, et l'identification d'un noyau rationnel dans l'antisémitisme nazi – dans l'échange de lettres publiées récemment : F. Furet, E. Nolte, *xx secolo. Per leggere il Novecento fuori dai luoghi comuni*, Rome, Liberal, 1997.

4. J. Clifford, « On ethnographic authority », *Representations*, 1, 1983, p. 118-146.

4. Ce n'est donc pas dans le sérieux de la discussion qu'il faut rechercher l'usage politique nouveau de l'histoire, et sa signification, mais dans la forme rhétorique que le révisionnisme a utilisée pour s'adresser au sens commun historique. Pour démontrer ces nouveaux caractères, je prendrai un exemple, particulièrement pitoyable d'un point de vue scientifique.

Dans sa présentation des mémoires de deux Italiens qui ont participé à la guerre civile espagnole – Giuliano Bonfante, qui a abandonné le front républicain en 1937, et Edgar Sogno, volontaire dans les troupes de Franco à partir de 1938 –, un diplomate et journaliste italien de renom, présenté communément comme un historien, Sergio Romano, justifie le soulèvement de Franco comme une réponse au communisme et aux violences républicaines, plutôt que de le considérer comme la cause de la prééminence progressive des communistes au sein du front antifranquiste : « La guerre cessa ainsi d'être une guerre entre fascisme et antifascisme pour devenir une guerre entre fascisme et communisme<sup>5</sup>. » Romano nie toutefois que Franco ait été fasciste : « Il ne fut pas fasciste [...] Il fut autoritaire, réactionnaire, bigot, impitoyable. Mais il fut Espagnol<sup>6</sup>. » Tout compte fait, il fut cruel et clairvoyant ; il fut clairvoyant quand il ne répondit pas aux demandes d'interventions que lui adressaient les puissances de l'Axe, et tint ainsi son pays hors de la guerre. Il fut

« ... cruel, vaniteux, irritable, mais il ne fit jamais à la société espagnole ce que les Gottwald, Novotny, Rakosi, Dimitrov, Grotowohl, Gheorghiu-Dej, Ceausescu et les autres dirigeants communistes de l'après-guerre firent à la société de leurs propres pays. Nous en avons confirmation quand, dans la dernière phase de la vie de Franco, et au lendemain de sa mort, nous constatons que l'Espagne a conservé, en dépit de la dictature, les énergies et les vertus nécessaires pour son avenir politique et économique. Ainsi, en fin de comptes et considéré *a posteriori*, on peut être tenté de conclure que Bonfante eut raison d'abandonner la partie en 1937, et que Sogno n'eut pas tort de descendre dans l'arène en 1938<sup>7</sup>. »

Il n'y a rien là de brillant : des simplifications, des falsifications, de la propagande. Le cas, toutefois, a été fort significatif et il a suscité un vaste débat, dans l'opinion publique et dans la presse, mais aussi parmi les historiens professionnels<sup>8</sup>. Un débat qui toutefois s'est montré, au total, désarmé : certains ont cherché

5. S. Romano, ed., *Due fronti. La guerra di Spagna nei ricordi personali di opposti combattenti di sessant'anni*, Florence, Liberal Libri, 1998, p. XIII. Une nouvelle édition a paru quelques semaines plus tard, avec une partie du débat et une réponse de Romano.

6. *Ibid.*, 2<sup>e</sup> éd., p. 197.

7. *Ibid.*, p. xv.

8. Citons les intervenants dans ce débat : M. Pirani (*La Repubblica*, 13 et 21 mai 1998), R. Foa (*L'Unità*, 15 mai), B. Spinelli (*La Stampa*, 17 et 24 mai), N. Aiello (interview par Valiani, *La Repubblica*, 20 mai), E. Sogno (*La Stampa*, 21 mai), G. Ranzato (*La Repubblica*, 25 mai), S. Romano (*Corriere della Sera*, 6 juin), E. Deaglio (*Diario*, 24 au 24 juin), M. A. Maciocchi (*El País*, 26 juin), S. Viola (*La Stampa*, 28 juin), I. Montanelli (*Corriere della Sera*, 30 juin), M. Veneziani (*Il Giornale*, 30 juin), F. Perfetti (*Avvenire*, 30 juin),



à préciser et à clarifier, en expliquant que les communistes en 1936 constituaient une infime minorité au parlement espagnol et donc en réfutant l'absurdité évidente d'une justification du franquisme comme une réponse au communisme, sur le modèle des thèses de Nolte. D'autres ont manifesté de l'indignation face à la manipulation des faits, à la simplification insensée, à la méconnaissance de la férocité du franquisme, durant la guerre civile et après. Mais le mécanisme de persuasion était en marche, et il ne servait plus à rien d'expliquer ou de dénoncer : dans ce cas comme dans d'autres, la complexité des faits historiques et leur véritable signification étaient manipulées pour conclure assez trivialement à l'impossibilité de se ranger nettement d'un côté ou de l'autre. Il y a du bon en toutes choses mais, plus généralement, toute l'histoire est porteuse de mal. Comme l'on voit, les principaux éléments du sens commun historique dominant sont tous présents : aucune position n'est ouvertement positive (Franco était cruel), les républicains sont sanguinaires et dominés par le communisme (et qu'y a-t-il eu de pire que le communisme au xx<sup>e</sup> siècle ?) ; les deux parties sont réunies sous le même jour blafard, fait de scepticisme et d'incertitude, qui paralyse tout choix et toute prise de position (seule la connaissance a posteriori est un instrument significatif pour juger).

Je ne pense pas que l'on puisse considérer comme le fruit du hasard que le volume ait paru comme supplément à la revue *Liberal*, un hebdomadaire financé par Cesare Romiti, ancien président de Fiat et une intéressante éminence grise de la vie politique et économique, tant italienne qu'espagnole. C'est en effet en juin 1998, alors que Romano publiait son petit livre, que Romiti a achevé ses vingt-cinq années de présidence de Fiat et s'est lancé dans l'édition en devenant président de la maison RCS-Rizzoli, propriétaire entre autres des deux grands quotidiens que sont le *Corriere della Sera* et *El Mundo*. C'est l'un des porte-étendard de l'axe italo-espagnol, présenté comme contre-poids à la domination sur l'Europe de l'axe franco-allemand, pendant que l'Iveco projette une grande usine pour la production de camions en Catalogne, que les banques italiennes et espagnoles nouent des alliances, que l'industrie italienne du livre conquiert des positions sur le marché espagnol.

Parmi les conservateurs italiens (outre Romiti<sup>9</sup>, Berlusconi et Casini se sont aussi exprimés en ce sens), l'Espagne de Aznar est continuellement présentée comme un exemple pour l'Italie et l'Europe. Sous des interprétations historiques improbables et superficielles, il existe en fait une campagne de propagande qui

---

A. Tabucchi (*Corriere della Sera*, 30 juin et 27 juillet), P. L. Battista (*La Stampa*, 1<sup>er</sup> juillet), M. Brambilla (*Corriere della Sera*, 2 juillet), A. Panebianco (*Corriere della Sera*, 4 juillet), P. Ostellino (*Corriere della Sera*, 5 juillet), G. P. Pasa (*L'Espresso*, 9 juillet), E. Bettiza (*La Stampa*, 11 juillet), F. Adornato (*Liberal*, 16 juillet), S. Julià (*Babelia*, 18 juillet), A. Borti (*El País*, 10 août). La liste pourrait sans doute être encore allongée.

9. Cf. par exemple, l'interview donnée à *La Stampa* (20 mai 1998), les déclarations à la télévision reprises par les journaux du 23 septembre 1998, l'interview à *La Repubblica* (31 décembre 1998).

visé à suggérer une continuité entre franquisme et développement actuel, en mettant entre parenthèses les vingt années de gouvernement socialiste, son dangereux étatismisme et sa politique d'État-providence. C'est ainsi que l'on exorcise une image de l'Espagne dynamique, mais menacée par un passé dont les comptes n'ont pas été réglés. Même le franquisme, comme le fascisme italien, a su se démocratiser et se moderniser : considérés rétrospectivement, ils ont l'un et l'autre été des maux mineurs face au péril communiste, et ils ont ouvert la voie au développement économique et au néo-libéralisme. *Post hoc ergo propter hoc*.

C'est un exemple extrême, qui met en évidence l'usage journalistique du passé, et ne concerne donc pas directement le débat scientifique et la recherche. Il s'agit toutefois d'un débat qui a eu beaucoup d'écho et qui, me semble-t-il, illustre bien les modalités et les buts de l'usage politique du passé et, en même temps, la difficulté de se protéger de pratiques de ce genre grâce aux instruments habituels de la recherche. À partir de là, je veux donc m'arrêter sur un problème spécifique : existe-t-il aujourd'hui des nouveautés significatives dans l'usage politique de l'histoire ?

5. Avant tout, il en existe une : la relation entre l'histoire et le lecteur a changé, parce que la communication par les livres a perdu le quasi-monopole qu'elle avait progressivement conquis avec la diffusion de l'imprimé. Certes, dans le passé, d'autres formes de transmission du savoir historique ont également joué un rôle : les images, par exemple, ou la transmission orale. Mais ce qui est certain c'est que, pendant longtemps, l'imprimerie, la généralisation de l'alphabétisation, la scolarisation de masse, la diminution du coût des livres ont joué un rôle central pour donner à la production historique un poids politique fondamental dans la construction des idéologies identitaires, à l'intérieur des États de l'époque moderne et contemporaine.

Aujourd'hui, d'autres sources d'information, porteuses de caractéristiques diverses, jouent un rôle important ; elles rivalisent avec le livre et contraignent progressivement la recherche historique elle-même à modifier ses façons d'affronter un sens commun historique qui s'est lui-même radicalement transformé. Je n'ai pas le sentiment que les historiens professionnels s'en soient pleinement rendu compte et qu'ils s'en soient donc beaucoup occupés ; on entend certes souvent des plaintes sur la diminution du nombre des lecteurs ; sans doute la production de livres d'histoire doit, toujours davantage, être subventionnée, parce que leurs ventes ne suffisent pas à justifier économiquement leur publication. Mais il ne me semble pas que l'on puisse percevoir le sens d'une modification radicale qui ait affecté significativement le système même de communication des résultats de la recherche.

On peut pourtant peut-être poser brutalement que, aujourd'hui, les journaux, la télévision et les autres moyens de communication fournissent des informations

dont les caractères propres – simplification, rapidité – sont fort différents de ceux qui sont généralement utilisés par l'histoire mais qui, toutefois, interviennent sur le même groupe de consommateurs d'histoire et en modifient le marché.

6. L'école a été et reste le lieu par excellence de vulgarisation de la connaissance historique, le lieu par excellence de l'usage civique et politique de l'histoire, le lieu où la socialisation des jeunes s'effectue largement à travers la transmission de modèles identitaires modelés par les événements historiques qui ont constitué les nations. Mais comme le mode de la socialisation a changé, avec une diminution du rôle de la famille, une augmentation du rôle du groupe des jeunes du même âge, de même, à côté de l'école, le cinéma, la télévision, internet et la presse ont créé un ensemble nouveau et puissant de modèles, qui a transformé le rôle même de l'école, appelée à affronter une quantité extraordinairement plus vaste et incontrôlée d'informations.

Rien d'étonnant à ce que, dans les années récentes, en France, en Italie et en Espagne, on ait assisté à un vaste débat sur l'usage socialisateur de l'histoire, qui a conduit à une transformation profonde des programmes scolaires. Avec un résultat paradoxal dans les trois pays : l'histoire a été pensée non pas comme un instrument de compréhension de la formation, en profondeur et sur la longue durée, des réalités nationales et des changements complexes du monde, elle n'a donc pas été lue par problèmes, selon des chronologies et des évolutions complexes. Au contraire – emportée par un sens commun historique marqué par le factuel et le temps court –, elle a été transformée en suivant les faits, avec l'idée que les faits récents sont, par définition, plus importants que ceux du passé, « étant donné l'exigence pédagogique-culturelle de consacrer un espace plus vaste aux traitements d'événements récents [...], qui devra être caractérisé par une plus grande richesse de données et de références<sup>10</sup> ». Cela a engendré un élargissement du contemporain, et une schématisation, une simplification du passé plus éloigné : l'histoire a été transformée en nouvelles.

Ce n'est pas seulement une poursuite infinie et impossible des faits que cette perspective propose. L'idée qui domine ces instructions est celle d'un monde toujours plus uniforme, où il faut minimiser les caractéristiques anthropologiques et culturelles des différents pays, en fonction d'une vision plus globale du monde d'aujourd'hui, qui facilite le dépassement des différences et des retards par rapport à un modèle unique de citoyen européen. Elle néglige en conséquence le fait que ce sont précisément les différences profondes qui constituent le problème, et non les cohérences superficielles et les convergences immédiates,

10. C'est ce que donne le décret n° 682 du 4 novembre 1996, du ministère de l'Instruction publique italien, consacré aux « Modifications des dispositions relatives à la subdivision annuelle du programme d'histoire », qui prescrit que, dans tout type d'école, la dernière année soit exclusivement consacrée au xx<sup>e</sup> siècle.

que seule la compréhension des dimensions réelles et de l'échelle correcte de lecture des réalités sociales et culturelles permet la coordination de valeurs différentes, ce que la simplification et l'aplatissement n'autorisent certainement pas. Il suffit, me semble-t-il, de regarder au dehors, de considérer les événements dans les Balkans ou les difficultés de l'unité monétaire européenne dans les années 1990, pour s'en rendre compte : les différences ethniques, religieuses, nationales réagissent en désordre à l'imposition de modèles uniformes qui, en ignorant les particularités, contribuent à les renforcer.

7. Les changements ne concernent pas seulement les modes de l'information : la mémoire aussi s'est transformée. On a trop souvent opposé, de façon simpliste, la mémoire à l'oubli, comme si la guerre des représentations du passé pouvait se réduire au conflit entre ce dont on choisit de se souvenir et ce que l'on veut effacer. Ce n'est pas par hasard qu'une grande partie du débat révisionniste a semblé se polariser autour de l'idée qu'il fallait trouver une solution équilibrée, qui exorcisât les passés qui ne passent pas pour réussir à les faire passer : la culpabilisation de l'Allemagne à cause du nazisme, les simplifications qui avaient imposé le silence sur la période de Vichy, qui avaient considéré le fascisme comme une parenthèse étrangère à l'histoire et à la conscience de la majorité du peuple italien et qui avaient recouvert d'un silence pesant la guerre civile espagnole et le franquisme. Le silence ne suffisait pas : il fallait la normalisation à travers la confrontation avec d'autres situations et l'abandon de la séparation manichéenne entre des vainqueurs positifs et des vaincus négatifs. Le révisionnisme ne s'est pas seulement nourri de faits contemporains : d'autres faits passés se présentaient de façon ambiguë à la mémoire et se voyaient réarrangés pour en favoriser l'oubli. Il suffira de rappeler l'affaire du pardon que le pape a promis de demander pour l'Inquisition, affaire dont la conclusion a été renvoyée à l'année du Jubilé et qui, jusqu'à présent, n'a produit que des justifications de fait, relatives au respect des règles de la part des inquisiteurs et à leur plus grande clémence et correction quand on les compare aux tribunaux laïcs.

Il ne s'agit pas simplement de mémoire et d'oubli. Il s'agit aussi du changement même de la mémoire, qui est devenue autre que ce qu'elle était, collective et sociale, caractères auxquels d'habitude on pense quand on fait référence à l'histoire. La mémoire s'est dilatée, jusqu'à produire ce que Bion a appelé une « obstruction », qui empêche l'intuition de phénomènes inconnus : un excès de mémoire est aussi un excès de conformisme, une saturation qui fait obstacle au jugement et à la critique<sup>11</sup>. Et, en même temps, le processus triomphal de l'individualisation, de la privatisation de l'expérience, a produit une mémoire fragmentée, individualisée. C'est la mémoire de chacun, non celle d'un groupe

11. W. R. Bion, *Group and organisation studies*, Colchester, Mark Person, 1974, p. 16-17.

ou d'un peuple, qui entre continuellement en scène : non plus une histoire communicable mais une autobiographie, non plus le passé de la société mais une myriade de fragments et d'objets séparés, de « choses telles qu'elles sont représentées dans l'imagination courante, alimentée par des livres, des films et des mythes approximatifs. Celle-ci, fatalement, glisse vers la simplification et le stéréotype<sup>12</sup> », produit d'une déchirure et d'une dérive que la mémoire opère fatalement entre les expériences de personnes et de générations différentes.

8. Sous-jacente, on trouve une idéologie puissante et consciente qui exalte seulement les aspects positifs de l'affirmation de l'autonomie de l'individu dans l'État moderne. J'utiliserai à cet effet un second exemple d'usage politique de l'histoire.

Il ne s'agit pas ici de révisionnisme mais d'une opération, plus complexe et plus subtile, d'histoire orientée idéologiquement. Je fais référence à la recherche monumentale – plus de dix volumes – que la Fondation européenne de la science a promue et financée sur les « origines de l'État moderne en Europe, XIII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles »<sup>13</sup>. Avec une volonté explicite d'usage politique de l'histoire, l'idée conductrice était de montrer l'inéluçabilité d'une forme spécifique d'État moderne, par rapport à laquelle les écarts et les retards n'étaient que des pathologies, les alternatives que d'inutiles résistances. Un des volumes, qui nous intéresse tout particulièrement, a été consacré à *L'individu dans la théorie politique et la pratique*<sup>14</sup>. La thèse soutenue dans l'introduction par la responsable du volume, Janet Coleman, est justement que, dans l'histoire européenne, un processus non téléologique, parce qu'inconscient, a inéluçablement conduit à un processus uniforme d'individualisation ; il s'est ainsi créé un espace propre à l'individu, fait de caractères communs importants, qui ont engendré une « expérience européenne » commune.

« C'est dans cet espace libre indéterminé, protégé de droit des ingérences de l'État ou de toute autre personne, que le caractère unique de l'individu s'épanouit le mieux dans l'État libéral moderne [...] La complète soumission aux lois de l'État garantit au citoyen moderne une complète liberté intérieure en tant qu'individu du moment qu'il se règle lui-même et est autonome<sup>15</sup>. »

12. P. Levi, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, Gallimard, 1989, p. 154 (1<sup>re</sup> éd. Turin, 1986).

13. Cf. la présentation détaillée donnée par J.-P. Genet, « La genèse de l'État moderne. Les enjeux d'un programme de recherche », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 118, 1997, p. 3-18. J'ai moi-même déjà discuté ce projet dans un article, auquel je renvoie : « The origins of modern State and the microhistorical perspective », in J. Schlumbohm, ed., *Mikrogeschichte/Makrogeschichte. Komplementar oder inkommensurabel?*, Göttingen, Wallstein, 1998, p. 53-82.

14. J. Coleman, ed., *L'individu dans la théorie politique et dans la pratique*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

15. *Ibid.*, p. xviii.

Malgré la grande banalité de la thèse, ce qui frappe – dans cela, comme dans toute la problématique de la collection –, c'est le ton essentiellement apologétique et l'aspect fatal du processus : l'histoire a perdu le rôle de science des différences spécifiques pour se transformer en constructrice d'homologations improbables. Ainsi, alors que des pouvoirs toujours plus forts se soustraient au contrôle démocratique, alors que chacun de nous perçoit qu'il est toujours plus difficile de s'opposer, avec l'arme fragile du vote, aux décisions économiques et politiques d'un monde qui a accentué interdépendances et caractéristiques globales, on nous repropose continuellement comme des conquêtes triomphales la fin des idéologies et le triomphe de l'individu, la fin de l'histoire dans le capitalisme libéral et l'affirmation de la mémoire fragmentée. Tocqueville l'avait annoncé avec lucidité : « Non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur<sup>16</sup>. »

C'est donc une mémoire individualisée, remplie d'informations, mais fragmentée, que les historiens trouvent chez leurs lecteurs ; une mémoire qui tend à simplifier, à transformer en stéréotype et qui exprime une société morcelée qui a affaibli la signification complexe de toute mémoire collective, ou mieux, qui est sensible à des formes simplifiées de représentation du passé, faites de slogans et de mythes vidés de contenus réels, mais qui ne sont pas pour autant moins puissants ou mobilisateurs ou, à l'opposé, moins paralysants.

C'est exactement dans cette superposition de fragments et de mémoire que résident certaines des équivoques qui ont caractérisé l'usage des sources orales : pour de nombreux historiens, la perte du sens collectif du passé a rendu possible la récupération de visions subjectives qui exprimaient plus souvent la désagrégation que la pluralité des points de vue. Naturellement, je ne dis pas cela pour refuser en bloc l'utilisation de sources orales. Je veux seulement souligner que leur usage doit être attentif au fait qu'elles ne jouissent d'aucun privilège, et qu'elles ne nous ouvrent pas un accès immédiat à la compréhension de la réalité : elles auraient plutôt tendance à nous la cacher, par leur capacité à susciter de fausses communications, dirigées par l'émotivité et non par la critique. Il en existe certes des emplois positifs : beaucoup de recherches récentes sur les massacres nazis en Italie – de véritables recherches sur les altérations de la mémoire – ont contribué au contraire à nous montrer comment la mémoire individuelle, à travers la décantation, l'influence des moyens de communication, la stylisation, a construit des images déformées du passé, chargées d'une idéologie qui décontextualise celui-ci pour le manipuler, de façon plus ou moins consciente<sup>17</sup>.

16. A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, C. Gosselin, 1840, vol. 3, 2<sup>e</sup> partie, chap. II.

17. Cf., par exemple, l'important livre d'A. Portelli, *L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria*, Rome, Donzelli, 1999.

9. Dans la difficulté qu'ont les historiens de prendre acte de ces transformations, le changement du cadre politique mondial joue, nous l'avons dit, un rôle central. Même s'il est banal de le faire observer, la fin de la bipolarisation a aussi marqué un changement profond dans les thèmes et les orientations de la recherche historique. Des domaines entiers se sont progressivement éteints ou marginalisés (par exemple, l'histoire du mouvement ouvrier) et un climat général d'incertitude a envahi le travail de l'historien. La fin du système soviétique et l'image de l'économie de marché comme unique perspective réaliste d'organisation institutionnelle, même au-delà des néo-libéraux extrémistes, ont effacé de nombreuses autres perspectives qui plaçaient au centre de l'attention des historiens le conflit social et culturel. Les solidarités sociales, qui rendaient en apparence automatiques les prises de position politiques, ont cessé d'aller de soi et, dans le débat récent, ce qui sépare les énoncés de droite et ceux de gauche, naguère allusif mais immédiatement perceptible, s'est obscurci. Assez brutalement, les références et les évidences, les valeurs morales et culturelles en sont venues à faire défaut, si ce n'est aux historiens, du moins au sens commun du passé. Comme dans tous les moments de crise et de remise en ordre, il y a certainement là un aspect positif : les schèmes et les falsifications qui avaient conservé un pouvoir abusif dans la culture commune disparaissent. Mais les dommages immédiats sont profonds et évidents ; pour l'instant, ils ne rencontrent que peu d'opposition parce qu'une science qui est ébranlée par une crise profonde peut difficilement s'en préserver. Si nous considérons le rôle que jouent les faits historiques dans le débat politique d'aujourd'hui, nous pouvons remarquer une confusion et une incertitude lourdes de simplifications, protégées par le même climat de doute et de faiblesse : localisme et nationalisme, violences et inégalités envahissent les passages laissés ouverts par l'impossibilité de l'historiographie à jouer son rôle civique.

10. L'usage didactique de l'histoire, tel qu'il a existé dans de nombreux pays, a souvent été basé sur l'idée que les nations sont nées de la violence, non seulement de la défense contre les ennemis extérieurs mais aussi de la guerre civile, qui a permis au meilleur parti de faire prévaloir ses propres principes : c'est avec cette idée qu'ont été éduqués les jeunes Américains par rapport à la guerre de Sécession, les jeunes Anglais par rapport à la Révolution anglaise, ou les jeunes Français par rapport à la Grande Révolution. Mais on ne peut généraliser ce modèle : c'est bien la difficulté de reconnaître dans le Risorgimento italien non seulement une guerre contre l'Autriche mais aussi une guerre contre le pape, et, dans la Résistance, la guerre civile d'une partie de la population contre une autre (et non de tous les Italiens contre une infime minorité de fascistes), qui a durement pesé sur la capacité de l'Italie à construire des mythes fondateurs forts. Le fascisme lui-même, pour ne pas heurter les catholiques, a dû ainsi choisir ses

propres mythes de référence, bien improbables, dans la Rome antique, à la rigueur dans la Grande Guerre contre l'Autriche, et non dans le Risorgimento.

Les révisionnismes d'aujourd'hui, au contraire – pour montrer que les temps et les modes de l'usage politique de l'histoire ont changé –, suivent une procédure opposée : ils n'ont pas pour objectif de réévaluer des mouvements, des personnages ou des périodes, mais de dévaluer le passé. Le thème commun a été de rendre égales, et toutes deux négatives, les parties en conflits. Dans une guerre juste mais équivoque contre les lectures manichéennes de l'histoire, on a démontré tout ce qu'il y avait également de négatif dans ce qui était apparu novateur. Ce n'est pas à partir d'une réévaluation du nazisme que Nolte a soutenu ses thèses, ni à partir d'une réévaluation du fascisme que l'on a montré les violences des résistants en Italie durant et après la Résistance. L'image du passé qui en sort n'est pas celle d'une interprétation renversée, mais d'un nivellement des positions, toutes vues comme négatives. Le passé est chargé de laideurs.

11. C'est en ce sens-là que l'usage politique que l'Église catholique fait aujourd'hui de l'histoire me semble significatif. Les exemples en sont nombreux, mais je veux simplement ici en rappeler deux, qui sont particulièrement emblématiques d'une instrumentalisation du passé ; ils le sont aussi des effets de la désinformation produite par la façon dont la presse et la télévision résument les textes, en les transformant en nouvelles succinctes dont la répétition est plus mémorisée que les contenus ou les significations réelles de la révision du passé que l'Église a accomplie.

Tout le processus de réécriture de l'histoire et de proposition de modèles de sainteté, présent dans les innombrables décisions de béatification des années récentes, mériterait une analyse plus attentive que ce que je puis esquisser ici. Mais je pense qu'il est évident pour tous qu'une production intensive de symboles, lourde de conséquence, est en train d'avoir lieu. Ainsi, quel message le Vatican a-t-il voulu donner avec la béatification du cardinal Stepinac ? Après avoir été parmi les protagonistes de la politique qui a favorisé la désagrégation de la Yougoslavie, avec la reconnaissance précoce de l'autonomie de la Croatie, Jean Paul II a béatifié le 8 mars 1999 le cardinal Stepinac, symbole de l'antititisme croate mais aussi lié de façon ambiguë à la politique et aux crimes d'Ante Pavelic. Stepinac n'a jamais condamné les pratiques féroces des fascistes croates, et il a gardé le silence sur l'implication des membres du clergé catholique croate dans les massacres perpétrés par les Oustachis contre les résistants et les chrétiens orthodoxes, et dans la gestion des camps de concentration, à Jasenovac et ailleurs<sup>18</sup>.

18. Cf. M. A. Rivelli, *L'arcivescovo del genocidio. Monsignor Stepinac, il Vaticano e la dittatura ustascia in Croazia, 1941-1945*, Milan, Kaos, 1998. Cf. par ailleurs l'ouvrage hagiographique de G. P. Mattei, *Il cardinale Alojzije Stepinac. Una vita eroica nella testimonianza di quanti con lui sono stati vittime della persecuzione nella Jugoslavia comunista*, Cité du Vatican, L'Osservatore romano, 1999.



Arrêtons-nous plus longuement sur un second exemple qui est sûrement resté dans la mémoire des lecteurs. Il s'agit d'un document en lui-même particulièrement significatif; il s'agit aussi de la distance entre l'image répandue dans l'opinion publique et le contenu spécifique du texte. Après une bruyante campagne journalistique, qui avait créé une grande attente à propos d'une révision de l'attitude observée par le Vatican durant la Shoah, la commission du Vatican pour les relations avec les Juifs publiait le 16 mars 1998 le document intitulé *Nous nous souvenons : une réflexion sur la Shoah*<sup>19</sup>. Dans ce texte extraordinaire et ambigu, l'extermination est condamnée avec netteté et sans réticence; en revanche, les responsabilités morales de l'Église, pour ne s'être pas opposée au crime avec fermeté, sont situées dans un ensemble d'équivoques et de justifications. Certains points me semblent particulièrement importants: en partant de la distinction entre antisémitisme et antijudaïsme, le document reconnaît que l'antijudaïsme a parfois impliqué « malheureusement » même les chrétiens. Mais l'antisémitisme nazi est une doctrine qui a des racines néopaiennes, parce qu'il « refusa de reconnaître toutes réalités transcendantes comme la source de la vie et le critère du bien moral [...] Son antisémitisme a ses racines en dehors du christianisme et, en poursuivant ses objectifs, il n'hésita pas à s'opposer à l'Église et à persécuter également ses membres ». Une appropriation subtile du martyre des autres a légitimé l'introduction des symboles catholiques à Auschwitz.

Le document continue en se demandant « si la persécution nazie des Juifs n'a pas été facilitée par les préjugés enracinés dans quelques esprits et cœurs chrétiens ». Mais à cette question il n'y a pas de réponse: « Toute réponse à cette question doit prendre en compte le fait que nous traitons de l'histoire de l'attitude de personnes [l'Église comme institution est désormais lointaine] et de leurs manières de penser, qui sont sujettes à de multiples influences. » En outre, puisque beaucoup ignoraient la solution finale, que d'autres avaient peur, que d'autres encore tirèrent avantage de la situation, « il est nécessaire de donner une réponse au cas par cas ».

Il existe des fautes des États occidentaux de tradition chrétienne, et il existe des fautes individuelles; mais on ne trouve aucune référence à l'attitude de l'Église en tant qu'institution, qui ne réapparaît que lorsqu'on parle de mérites, « y compris de ce que le pape Pie XII fit personnellement ou par l'intermédiaire de ses représentants pour sauver des centaines de milliers de vies juives ». C'est ensuite l'adresse de Jean Paul II à la communauté juive de Strasbourg: « Je répète une nouvelle fois avec vous la plus ferme condamnation de l'antisémitisme et du racisme, qui sont opposés aux principes du christianisme. » Mais aussitôt, toutefois, le document entend rendre la Shoah semblable à

19. Les citations qui suivent proviennent du texte publié dans *Le Monde* (18 mars 1998), avec l'indication: « Traduction officielle par le Secrétariat de l'épiscopat français pour les relations avec le judaïsme ».

« ... toutes formes de génocide, aussi bien que les idéologies racistes qui les suscitent [...] Nous nous rappelons en particulier le massacre des Arméniens, les innombrables victimes en Ukraine dans les années 1930, le génocide des Gitans, qui fut également le résultat des idées racistes, et de semblables tragédies qui eurent lieu en Amérique, en Afrique et dans les Balkans. Nous n'oublions pas non plus les millions de victimes de l'idéologie totalitaire en Union soviétique, en Chine, au Cambodge et ailleurs. Nous n'oublions pas encore le drame du Moyen-Orient. »

Et pour compléter cette adaptation, où les significations se mélangent et les fautes se font égales, le document conclut, de façon presque incroyable : « Nous souhaitons transformer la conscience des péchés passés en une ferme résolution à construire un nouveau futur dans lequel il n'y aura plus d'antijudaïsme parmi les chrétiens ou de sentiments antichrétiens parmi les juifs. » Au-delà des rapprochements suggestifs (martyr juif/martyr chrétien ; rôle de sauveur de Pie XII, mais aucune référence aux critiques pour les omissions concernant son action ; assimilation des génocides ; rapprochement génocides/question du Moyen-Orient ; fautes chrétiennes/fautes juives), nous avons affaire à une profonde relecture du passé. L'image qui en sort est que le passé déborde en général de mal, sans que l'on puisse en identifier avec précision une source autre que celle des négateurs de l'origine transcendante de la vie et de la morale, donc les nazis et les communistes. Les autres ont tous eu quelques fautes, mais humaines : les Oustachis qui massacraient sans renier Dieu, si ce n'est en son nom, les juifs pour avoir eu des sentiments antichrétiens, les chrétiens pour un anti-judaïsme à mettre toutefois en contexte et à comprendre, cas par cas. Les hommes, on le sait, sont des pécheurs. Le dernier pontificat a changé le rôle politique de l'Église pour en donner une image neuve, celle d'une totalité. L'Église a renoncé à ses comportements partisans et se présente comme au-dessus des partis.

Mais cette vision historique enlève aussi de l'importance à l'histoire. Le passé n'est que le lieu du péché et de la confusion, où tous sont coupables, où donc personne ne l'est, ni Stepinac ni Pie XII, qui sont béatifiés pour avoir porté témoignage de la vérité catholique, en choisissant toujours la voie inévitable du moins pire dans un monde de violence et de péché.

12. J'ai choisi trois exemples très différents d'usage politique de l'histoire, sans vouloir en présenter tous les types. Mais il est possible d'y voir un fond commun, qui a marqué en profondeur la réception des résultats de la recherche historique. La prétendue fin des idéologies n'est rien d'autre qu'une suspension de la raison historique, qui ouvre la voie à l'irrationalisme, au néo-libéralisme, au nationalisme, au fondamentalisme religieux. L'histoire est manipulée et utilisée, pendant que la voix des historiens est devenue voilée et lointaine. Ni la mémoire fragmentée, ni l'école, ni les moyens de communication ne peuvent mettre en œuvre les procédures lentes et incertaines de l'histoire. Il est urgent d'en discuter.

*(Traduit de l'italien par Jean Boutier.)*

MICHAEL HERZFELD

## VERS UNE PHÉNOMÉNOLOGIE ETHNOGRAPHIQUE DE L'ESPRIT GREC

LA GRÈCE est un pays au sujet duquel beaucoup ont fait preuve d'une grande éloquence, et sur lequel beaucoup, parmi les plus éloquents, ont manifesté une ignorance effarante. Tout le monde, apparemment, sait « ce qu'est la Grèce ». Mais peu ont pris la peine de demander aux Grecs eux-mêmes ce qu'ils en pensaient, ce qui aurait permis de susciter une réflexion en profondeur au lieu d'entériner les opinions de ceux qui se sont érigés en gardiens du classicisme grec. Ces derniers veulent à tout prix conserver leur statut privilégié de représentants d'une hégémonie politique et culturelle étrangère, et, par le truchement du système éducatif, ils ont obtenu, du moins en apparence, une soumission harmonieuse.

La principale contribution qu'une perspective spécifiquement anthropologique peut offrir réside en ceci : l'*ethnographie* des comportements quotidiens vis-à-vis du discours officiel sur le passé peut proposer des perspectives radicalement différentes de celles que les détenteurs du pouvoir légitime nous ont appris à croire. Elle permettra de montrer que les stéréotypes de l'Hellène comme du *Romios* – le Grec comme descendant de glorieux ancêtres antiques par opposition au Grec ayant hérité, de manière plutôt compromettante, de traits culturels byzantins, turcs, arabes, et slaves, traits qui ont été eux-mêmes stylisés d'une façon tout aussi drastique – doivent être étudiés non pas comme les termes d'une alternative s'excluant mutuellement, comme si l'un des deux était le représentant véritable de la Grèce, mais comme des moyens stratégiques à travers lesquels les gens ordinaires non seulement expriment les idéologies officielles, mais sont aussi dévorés par elles, au cours d'une dialectique complexe qui ne présente pas de solution évidente<sup>1</sup>.

1. Pour un compte rendu plus détaillé de ces stéréotypes, voir mes remarques dans *Ours once more. Folklore, ideology, and the making of modern Greece*, Austin, University of Texas Press, 1982 ; *Anthropology through the looking-glass. Critical ethnography in the margins of Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; et *Cultural intimacy. Social poetics in the nation-State*, New York, Routledge, 1997.

## Politique et culture : le problème grec reconsidéré

Parce que la Grèce a occupé dans l'imaginaire colonial européen une place démesurée par rapport à sa taille ou à son influence politique véritable, son patrimoine antique a fait l'objet d'une attention particulière de la part des grandes puissances. La « libération » de la Grèce du « joug » turc s'est accomplie de telle sorte que la nation nouvellement constituée est restée extrêmement dépendante de sa capacité à présenter comme étant indigène une culture antique qui, pour la plupart de ses habitants, était presque tout à la fois comme étrangère et singulièrement étrange, tandis qu'une élite grecque occidentalisée coupée du reste de la population poursuivait de l'intérieur le travail de reconstruction culturelle qui constituait pour elle le meilleur moyen de préserver son autorité avec l'aide des pays étrangers. La longue série des gouvernements militaires qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, puis la dictature des colonels entre 1967 et 1974 n'ont été que les signes les plus évidents de cette intériorisation d'une hégémonie.

Le passé grec fait l'objet d'une négociation qui est à la fois une réflexion et une déformation de projets plus vastes qui se déploient aujourd'hui encore dans l'espace plus vaste de l'Europe d'après les Lumières. La Grèce, l'ancêtre supposé de l'esprit européen, a été reconstituée à partir d'un mélange confus d'influences profondément orientales, barbares, et prétendument altérées, dont les rudiments mêmes d'une culture étaient absents. Les Grecs se retrouvèrent incarner les citoyens d'un État-nation supposé représenter la « régénération » d'une *Hellas* inventée pour l'essentiel par des philologues classiques allemands de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants politiques grecs, qui ne devaient le prestige et le pouvoir dont ils jouissaient dans leur pays qu'à leur servilité envers les intérêts étrangers, développèrent énergiquement un programme de reconstruction culturelle qui a été poursuivi jusqu'à très récemment, au gré de péripéties et d'aménagements, et dont on perçoit toujours l'écho, même si c'est de façon de plus en plus approximative, dans des déclarations de membres culturellement et politiquement conservateurs de l'élite.

Tel était le visage public que les autorités grecques affectaient de montrer, du moins jusqu'à la fin des ambitions grecques en Asie Mineure en 1922, et qui a refait son apparition lors de la proclamation souvent brutale d'un pouvoir conservateur pendant plus d'un demi-siècle, jusqu'à la chute ignominieuse, en 1974, de la dictature des colonels. La raison de cette association entre une politique de droite et l'accent mis sur le patrimoine classique n'est pas difficile à trouver : *Hellas* était la pierre de touche de l'appartenance à l'Europe, dont la gestion universitaire et intellectuelle était entre les mains de pays bien plus puissants que ne l'était l'État grec. L'alternative apparente – d'abord le retour au contrôle ottoman, plus tard l'acceptation du « dogme slave » du communisme – aurait constitué un désastre pour un État bourgeois qui plaçait comme fonde-

ment de son autorité une équivalence entre *Ordnung*, *Kultur* et hellénisme. Ceux qui estiment que la reprise des luttes ethniques dans les Balkans est le produit de quelque prédisposition innée à une forme confuse de violence, feraient bien de réfléchir au fait que le premier État-nation des Balkans, qui fut aussi le lieu de l'une des guerres civiles les plus sanglantes de la région, a été conçu comme un produit du rationalisme des Lumières et de l'essentialisme romantique – ce dernier inaugurant un véritable modèle auto-reproducteur d'« ethnonationalisme », que Stanley Tambiah et Robert Hayden ont étudié en détail avec une grande perspicacité<sup>2</sup>. Dans la réaction en chaîne de l'ethnogenèse, *Hellas* – avec l'aval de l'Occident – s'est représentée comme le mélange pacifié d'une culture européenne avec les ressources propres d'une Antiquité vénérable et d'une généalogie impeccable. Le prix à payer pour cela a été, bien entendu, une soumission sans faille au colonialisme silencieux des puissances occidentales, alors que celles-ci affrontaient la puissance soviétique dans le reste des Balkans. C'est seulement avec la fin des régimes communistes d'Europe de l'Est et l'émergence soudaine du fondamentalisme néo-orthodoxe grec (favorisée par des éléments puissants en Russie et en Serbie), que cette structure dualiste a commencé à évoluer; mais une telle évolution est le lot commun d'une grande partie du monde.

Le malheur des Grecs a été d'intérioriser ce dualisme – d'abord en tant que monde occidental civilisé face à l'Orient barbare, puis en tant qu'Occident libre face à l'Orient répressif – de sorte que, en dépit des dénégations officielles, les deux éléments de ce dualisme initial ont coexisté en une douloureuse tension pendant presque toute l'histoire de la Grèce moderne. L'État officiel a bien essayé de supprimer nombre d'éléments familiers de la vie quotidienne, et il y a réussi à un degré remarquable. Mais cette situation a aussi poussé les intellectuels partisans d'une culture plus autochtone et « réaliste » à une forme similaire d'essentialisme, contribuant ainsi à entretenir sous forme de débat entre camps idéologiques opposés un phénomène que Jean Jackson a récemment souligné dans le cas de minorités ethniques luttant contre des formes autoritaires du nationalisme d'État<sup>3</sup>.

Il s'agissait là d'une réaction contre une vision des choses selon laquelle la quasi-totalité de la culture quotidienne était perçue comme potentiellement étrangère et par conséquent subversive. Cette réaction s'est affirmée par à-coups et selon des formes qui n'étaient pas toujours reconnaissables en tant que telles : la culture politique dominante était extraordinairement attachée à la lettre, comme il convenait peut-être à un système consacré à l'établissement d'une vision culturelle unique, et qui ne savait comment traiter les allusions, les allégories ou les

2. R. Hayden, « Imagined communities and real victims. Self-determination and ethnic cleansing in Yugoslavia », *American Ethnologist*, 23, 1996, p. 73-801 ; S. J. Tambiah, « Ethnic conflict in the world today », *American Ethnologist*, 16, 1989, p. 335-349.

3. J. E. Jackson, « Culture, genuine and spurious. The politics of Indianness in the Vaupés, Columbia », *American Ethnologist*, 22, 1995, p. 3-27.

ambiguïtés. On voit s'élaborer un processus au cours duquel cette intolérance à l'égard des significations incertaines s'achemine lentement vers une rhétorique et une idéologie de l'opposition au moment où celle-ci commençait à se faire mieux entendre ; et ce processus a été aussi vraisemblablement accéléré lorsqu'il a été repris par des mouvements politiques de gauche favorables à une Union soviétique pourtant tout aussi rigide<sup>4</sup>. Ainsi, les Grecs intériorisaient une fois encore des processus survenant à l'échelle mondiale, mais leur rapport à l'histoire idéologique de « l'Occident », conçu comme une idée et une force politique, les conduisait à intérioriser ce processus selon des modalités qui font du cas grec un domaine exemplaire de recherche sur les usages politiques du passé.

Les deux tendances opposées de l'eurocentrisme des Lumières et de l'ethnocentrisme qui réagit contre lui ont en fait fusionné, mais cela ne s'est produit qu'avec l'arrivée au pouvoir d'un parti politique de gauche. Alors, dans un mouvement identique à celui qui affecte certains phénomènes linguistiques, la gauche s'est sentie obligée de démontrer son allégeance aux idéaux helléniques qu'elle avait jusque-là raillés chez ses adversaires nationalistes de droite. Ce n'est certainement pas un hasard si, après 1974, ce fut Melina Mercouri, ministre de la Culture dans le premier gouvernement socialiste de Papandreou, qui tout à la fois mena la campagne exigeant le retour des Marbres d'Elgin en Grèce et introduisit une mesure dispensant les Grecs (y compris les étrangers capables de prouver leur origine grecque) de payer l'entrée des musées et des sites archéologiques, frais dont devaient s'acquitter tous les voyageurs non grecs. L'argument était le suivant : les Grecs eux-mêmes ne visitaient pas ces témoignages de « leur » patrimoine – argument dans lequel le racisme biogénétique et l'embarras à l'égard de ce qui était considéré comme une « défaillance » nationale se mêlaient en parts à peu près égales. Ce fut aussi la période où même le gouvernement relativement progressiste de Papandreou – qui dirigeait après tout un pays de l'Union européenne – se rendit compte qu'il ne pourrait se maintenir longtemps au pouvoir sans se soumettre aux impératifs de l'héritage classique. Ces compromis reproduisent des tentations antérieures pour réconcilier l'hellénisme païen de l'État avec le christianisme orthodoxe de l'Église qui lui est associée – un exemple de syncrétisme qui, comme le souligne Charles Stewart, a marqué de son empreinte la vie politique<sup>5</sup>.

4. Bien que ce ne soit pas ici le lieu pour une telle discussion, il est fascinant de voir le rôle joué par la division géopolitique du monde entre les pôles capitaliste et marxiste dans la surdétermination ethnique dans la région des Balkans. Pour ne citer qu'un seul exemple, il est significatif que l'émergence concomitante d'une identité macédonienne et d'une réaction grecque envers celle-ci ait été intensifiée par une équivalence supposée entre communisme et « dogme slave ». Voir A. Karakasidou, *Fields of wheat, hills of blood. Passages to nationhood in Greek Macedonia, 1870-1990*, Chicago, University of Chicago Press, 1997 ; L. M. Danforth, *The Macedonian conflict. Ethnic nationalism in a transnational world*, Princeton, Princeton University Press, 1995 ; ainsi que, pour une phase antérieure dans l'émergence de cette taxonomie idéologique, M. Herzfeld, *Ours once more...*, p. 57.

5. Voir l'étude de C. Stewart, « Syncretism as a dimension of nationalist discourse in modern Greece », in C. Stewart et R. Shaw, eds., *Syncretism/anti-syncretism. The politics of religious synthesis*, Londres, Routledge, 1994, p. 127-144.

Voici dans ses grandes lignes le contexte politique dans lequel je me propose à présent d'examiner les errances de l'historicisme en Grèce. Un compte rendu de ce type est nécessairement sommaire, car il laisse de côté des inversions du modèle précédemment décrit, qui sont repérables en divers endroits à divers moments. Il reste qu'il est frappant de constater que ce schéma se retrouve à travers toute l'histoire de la Grèce, en contraste marqué avec l'expérience italienne, comme je le montrerai à la fin de ce texte. Il convient donc à présent de se pencher sur quelques manifestations de la représentation du passé qui sont particulièrement significatives des processus impliqués.

### Les signes d'un passé différent

Comme je l'ai déjà indiqué, les luttes dont le passé est l'enjeu en Grèce sont une des conséquences les moins connues du colonialisme. Les Occidentaux n'ont, en fait, occupé militairement que très peu d'éléments du territoire grec de façon durable ; les dirigeants occidentaux ont détourné l'attention du caractère colonial de leur présence en Grèce en soulignant l'« occupation » antérieure de la « Grèce » par les Turcs – une construction qui projette rétrospectivement sur le passé la carte actuelle de l'État-nation grec, en décidant d'ignorer la dimension multi-ethnique de *l'ensemble* de l'Empire ottoman, qui comprenait la zone connue aujourd'hui sous le nom de Grèce ; en supprimant aussi le fait tout aussi gênant qu'il n'avait jamais existé d'identité nationale grecque en tant que telle – à moins que nous n'acceptions la revendication grecque moderne selon laquelle les Macédoniens Philippe et Alexandre, qui étaient en leur temps éminemment impopulaires auprès des Athéniens en raison de leurs succès impérialistes, doivent être à présent re-canonisés sans équivoque en tant que Grecs authentiques et placés dans le rôle de sauveurs de l'esprit grec de la démocratie à travers les âges.

C'est un fait connu que les impérialistes européens étudièrent les classiques et les utilisèrent comme source de modèles et d'inspiration<sup>6</sup>. Ce qui est moins connu, c'est qu'ils réimportèrent leur vision de la Grèce dans le pays lui-même, selon des modalités qui utilisaient des spécificités locales du passé pour conforter la logique homogénéisatrice du présent. Lord Guilford présidant l'Académie ionienne de Corfou (l'un des lieux qui a été effectivement occupé par une autre nation européenne à l'époque contemporaine), revêtu d'une toge reconstituée à l'antique, à la manière supposée de Socrate, présente l'équivalent vestimentaire de la « reclassicismation » d'Athènes (jusqu'alors un lieu perdu où l'on parlait en partie

6. Voir en particulier C. Stray, *Classics transformed. Schools, universities, and society in England, 1830-1960*, Oxford, Clarendon Press, 1998 ; R. Symonds, *Oxford and Empire. The last lost cause?*, Londres, Macmillan, 1986.

albanais) par les architectes bavarois, qui firent ériger des bâtiments tels que l'ancien Parlement, le palais et le Zappeion<sup>7</sup>. (On pourrait peut-être rappeler aussi, avec un peu de malice, que Corfou est, avec les îles Trobriand en Nouvelle-Guinée, l'un des rares endroits à avoir conservé une forme de cricket héritée de l'époque de l'*imperium* britannique.) Le vêtement, l'architecture, et une discipline raisonnée du corps, tels étaient les lieux communs concrets, de la sphère de l'individu à la sphère politique, d'un nouvel idiome culturel qui affranchissait en même temps qu'il asservissait, et qui proposait une renaissance de la « tradition » comme outil efficace en vue d'une domination interne et externe au nom de la « civilisation ».

Il ne s'agit pas de nier l'existence de continuités avec l'Antiquité; le langage à lui seul témoigne avec force de la persistance de formes culturelles locales, alors que l'Église orthodoxe transforme souvent des divinités antiques en les travestissant en saints chrétiens – ce qui permet une certaine continuité dans les formes du culte – tout en niant la permanence du « paganisme ». Mais les choix spécifiques faits par les philhellènes étrangers se concentrèrent sur les aspects du passé classique qui reproduisaient leur propre vision d'une grande civilisation; or, ces éléments n'étaient pas toujours ceux qui s'étaient maintenus de la façon la plus évidente au niveau local ou dans la vie quotidienne. Qui plus est, le postulat que des continuités culturelles indiquaient la persistance d'une sorte de mémoire collective semble avoir abouti à une interprétation singulièrement néo-classique de l'idée de « conscience nationale », qui appartient toujours très fortement aux formes les plus conservatrices de la rhétorique nationaliste grecque.

Dans la littérature existante, les images conflictuelles de la culture grecque ont souvent été évoquées: les « Hellènes » en tant que quintessence des Européens, les *Romii* en tant qu'héritiers des influences turques et byzantines. Dans cette confrontation croissante entre les eurocentristes et les indigénistes, ces modèles de la grécité ont pris une signification de plus en plus importante, et ils ont été petit à petit définis de manière plus précise, y compris d'un point de vue ethnographique.

Toutefois, les aménagements synchrétiques qui sont apparus récemment – d'abord avec l'adoption par les colonels de l'idée selon laquelle la religion païenne de la Grèce anticipait les doctrines philosophiques de la chrétienté, ensuite avec l'hellénisme nationaliste des socialistes – n'ont pas cessé de manifester l'existence d'une certaine tension interne, car ils constituaient autant de tentatives pour gommer la pluralité des origines au bénéfice d'un présent unitaire – le sempiternel problème de presque tous les nationalismes. Des historiens du XIX<sup>e</sup> siècle tels

7. M. Herzfeld, *Ours once more...*, p. 35; W. Saint Clair-Tisdall, *That Greece might still be free. The Philhellènes in the war of Independence*, Londres-New York, Oxford University Press, 1972, p. 21; et, plus en détails, G. P. Henderson, *The Ionian Academy*, Edimbourg, Scottish Academic Press, 1988, p. 21-22.



que Paparrhegopoulos et Zambelios ont fait l'éloge de la « civilisation chrétienne hellénique » des Grecs ; ils cherchaient ainsi à occulter cette circonstance embarrassante qui fait que, dans le monde byzantin (et chrétien) qui précéda immédiatement la période de la domination turque, pour la majorité de ceux qui parlaient grec, les « Hellènes » étaient des païens, tandis que pour les gens de la campagne ils étaient une race de géants. En d'autres termes, les Hellènes étaient dans l'un comme dans l'autre cas des personnes absolument étrangères au monde chrétien parlant le grec des périodes plus récentes<sup>8</sup>. La tentative pour réconcilier ces deux attitudes antagoniques face au patrimoine national – tentative qui fut âprement poursuivie par le dictateur Georgios Papadopoulos dans son slogan, « la Grèce des chrétiens helléniques » – est issue, comme je l'ai remarqué ailleurs<sup>9</sup>, d'une tendance classique que l'on rencontre à la fois dans le discours autoritaire du nationalisme et, plus généralement, dans le bric-à-brac mythopoétique des nationalismes modernes.

Papadopoulos lui-même incarnait nombre de ces contradictions qu'un tel procédé contribuait à faire passer inaperçues. Dans un premier temps, alors qu'il ordonnait que la langue néoclassique des puristes (*katharevousa*) fût utilisée dans les domaines de l'éducation, du gouvernement et des médias (contrôlés par la censure de l'État), il s'exprimait lui-même dans cette langue avec une incompétence remarquable. En outre, l'association extrémiste et religieuse à laquelle il appartenait avec d'autres membres du régime, *Zoi* (« la Vie »), était, comme l'a tristement observé le philosophe-théologien Christos Yannaras, une organisation à l'origine fondamentalement « protestante », hostile à la vision du monde non cartésienne et anti-rationaliste adoptée par les défenseurs des formes plus anciennes de l'orthodoxie doctrinale byzantine<sup>10</sup>. (Il est sans doute significatif que, jusqu'à ce jour, les gouvernements grecs successifs aient eu tant de difficultés à se situer par rapport au radicalisme religieux des Anciens Calendaristes ; quoique les gens les considèrent souvent comme « plus religieux » que l'Église orthodoxe officielle, leur insistance à conserver l'ancien calendrier entre en conflit avec la rhétorique et les pratiques modernisatrices de cette dernière et semble défier la pureté de ses enseignements.) Les colonels n'ont fait que prolonger cette tendance à la bureaucratisation et la réduction de l'ambiguïté, héritiers en cela des néoclassiques originairement importés par la cour bavaroise du premier roi de Grèce Othon I<sup>er</sup>, qui avaient proposé une lecture tout aussi tendancieuse du passé classique. Ainsi, les tentatives pour résoudre ces paradoxes du passé par la formulation de paradoxes syncrétiques se voient toujours opposer une logique d'État qui est fondamentalement *hostile* à tout ce qui ressemble de

8. M. Herzfeld, *Ours once more...*, p. 125-128.

9. Voir M. Herzfeld, *Anthropology through the looking-glass...*, p. 181.

10. Voir C. Yannaras, *Orthodhoksia ke dhisi : i theoloyia stin Elladha simera*, Athènes, Athena, 1972 ; et Id., *Orthodhoksia ke dhisi sti neoteri Elladha*, Athènes, Dhomos, 1992.

près ou de loin au compromis, à l'hybridation (qu'elle soit génétique ou culturelle) ou à l'ambiguïté. La bourgeoisie grecque doit participer à l'invention d'un passé européen pour elle-même, mais cette participation la lie à ces traits qui ont parfois attiré sur la Grèce les ricanements des pays occidentaux au sujet des valeurs médiévales et de la pacotille culturelle. De telles contorsions vis-à-vis de la gestion du passé sont en relation étroite – mais complexe – avec les rapports souvent tendus qu'entretiennent les Grecs avec les pays voisins. La non-reconnaissance d'une minorité macédonienne, par exemple, est communément considérée comme l'expression de craintes quant à la manipulation turque du sentiment macédonien, et c'est certainement là un aspect important de la question. Mais il est tout aussi significatif que les politiciens grecs aient longtemps éprouvé le besoin de revendiquer la Macédoine comme faisant partie intégrante de ce qu'on pourrait nommer la « préhistoire » de l'État grec. Il est important de prendre en compte ces faits pour comprendre les débats actuels sur la définition du passé en Grèce.

Telles sont les considérations de la *Realpolitik* – l'aspect le plus souvent pris en compte par les politologues. Mais il y a aussi l'affrontement entre les catégories populaires et le langage brutal de l'ethnocentrisme véhément, en Grèce comme dans la plupart des pays qui l'entourent. Bien que de nombreux intellectuels grecs se soient aujourd'hui prononcés contre une telle essentialisation de la différence, en termes d'ascendance et de modèles importés d'euroanéité, bien qu'ils aient violemment critiqué le régime pour son refus de reconnaître les diversités ethniques là où celles-ci existent de manière si évidente, leurs voix, bien que significatives, ne sont encore que trop rares, et ces intellectuels se voient souvent accuser de trahison et de malhonnêteté par la presse populaire, tant l'imprégnation de l'imagination populaire par la logique de l'État a été puissante<sup>11</sup>.

Une conséquence de ce phénomène a été l'éloge répété à n'en plus finir de « notre passé antique ». Qu'on évoque la Macédoine – un thème qui est particulièrement contentieux – et aussitôt se dressent les spectres de Philippe et d'Alexandre. Et, comme on en a fait récemment l'observation, le malaise actuel intense existant dans les milieux politiques au sujet du taux de natalité national (qui est en net déclin) suit de près les dissensions continues avec la Turquie, conflit qui est fréquemment investi d'une valeur morale par les nuances de « défense de la civilisation » qu'il comporte. Les quelques personnes – défenseurs des droits de l'homme, féministes, ou encore universitaires audacieux – qui ont osé s'opposer à la logique prédominante sont assurément courageuses, et leurs voix peuvent sans doute exercer à long terme une certaine influence, mais ce ne sont pas pour le moment celles qui s'expriment au nom de la Grèce dans les médias internationaux et dans les arènes de la diplomatie et des échanges culturels.

11. Voir en particulier A. Liakos, ed., *O Ianos tou ethnikismou ke i elliniki valkaniki politiki*, Athènes, O Politis, 1993.

Il convient toutefois d'ajouter un mot au sujet des rapports de forces. Une des défenses les plus courantes des porte-parole officiels, en effet, est d'alléguer que les populations minoritaires sont en nombre trop réduit pour qu'on prenne le risque d'une revendication territoriale par d'autres pays que leur reconnaissance pourrait provoquer – même si d'autres voix se font entendre qui, si elles sont peu nombreuses, sont certainement significatives, et ne sont assurément pas moins « grecques » que les voix de la majorité dans chaque cas.

Afin d'illustrer notre propos, prenons un exemple directement tiré de la contestation de l'histoire locale qui se manifeste régulièrement dans un contexte de résistance aux formes officielles de la conservation historique. À Rethymno, en Crète, les femmes qui dénoncent les revendications « patropaternelles » de leurs époux sur la maison qu'ils partagent, ne refusent pas seulement ces revendications d'autorité patriarcale sur ce qui constitue, du point de vue des femmes, une dot qu'elles ont reçue de leur mère et qui ne saurait être *transmise de leur père à leur époux*. Toutefois, elles *s'associent* à leur époux dans le rejet de la position officielle qui considère ces maisons comme des *monuments de l'identité nationale* et, par conséquent, comme le patrimoine commun de la nation tout entière prétendument représentée par l'État bureaucratique. Ces femmes *anticipent* les objections féministes envers la vision classiciste d'une identité hellène fondée sur la race, en suggérant que la lignée ne définit pas nécessairement ce qui est « nôtre ». Il n'est même pas certain que de telles prises de position soient rares ; mais ce qui est certain, c'est qu'elles mettent en jeu des sentiments qui les relient à des tendances sociales qui existent en Grèce aujourd'hui, et l'argument selon lequel elles sont marginales ou non représentatives ne suffit pas à évacuer la question<sup>12</sup>.

Le débat de Rethymno revient finalement à se demander si une résidence privée, si belle qu'elle soit, doit être considérée comme un « monument national » et non comme une habitation pour des êtres humains. Dans des cas extrêmes, particulièrement au Japon et en Corée, il arrive que même des individus (des artistes et des artisans d'un rare mérite) soient considérés comme des trésors nationaux. Mais dans une culture comme celle de la Grèce, la monumentalité semble, dans l'imagination populaire, *opposée* à la vie sociale des gens ordinaires. Dans cette société, on retrouvera au cœur du problème ce que j'appellerais la mise en scène étudiée de la spontanéité, ainsi qu'une tendance populaire marquée à *opposer* l'État (*kratos*) à la nation (*ethnos*). La fixité temporelle, symbolique et idéologique impliquée par l'idée même de monument apparaît de ce fait comme scandaleuse à beaucoup.

12. On trouvera des analyses, de grand intérêt, de la politique démographique et de contrôle des naissances dans : A. Halkias, *Democracy revisited. Democracy and agon in modern Greece*, Ph. D. Dissertation, San Diego, University of San Diego, 1997 ; H. A. Paxson, *Redefining reproduction in urban Greece. A cultural study of fertility control*, Stanford, Stanford University, 1998, et Id., *Making modern mothers*, Berkeley, University of California Press, 2000. Pour une réfutation plus complète de cet argument de la « quantité insignifiante », voir mon *Cultural intimacy*...

La position centrale du concept de monument dans l'imagination nationaliste grecque remonte à la fondation de l'État, et elle a été très tôt clairement liée à la mise en valeur du néo-classicisme par la monarchie bavaroise. Le Service national d'archéologie a été créé dans les premières années du jeune État grec, et il a été depuis une formidable force politique. À l'instar d'Israël, qui fonde ses exigences territoriales sur les restes concrets d'un passé revendiqué par la nation comme lui appartenant en propre, la Grèce a eu tout intérêt à poursuivre la logique d'une matérialité qui lui offrait du même coup une présence concrète, une dimension temporelle et la fierté d'avoir créé les formes de civilisation les plus durables – une mise en valeur délibérée et couronnée de succès, pourrait-on dire, de la logique de la matérialité fallacieuse. De plus, le rôle important du folklore dans l'émergence de l'identité nationale grecque a été magistralement et explicitement situé dans cette même perspective par Nikolaos Politis, qui concevait les manifestations folkloriques comme des « monuments verbaux » – une formule, proposée à l'origine par Claude Fauriel en 1824<sup>13</sup>, qui a permis la prétendue reconstruction de textes « originaux » et qui par conséquent faisaient autorité, grâce à la codicologie, la technique qui permet aux philologues d'établir par comparaison la généalogie des manuscrits<sup>14</sup>. Cette stratégie n'était pas seulement en accord avec la littéralité bureaucratique de l'État, elle a aussi contribué à placer sous le contrôle de l'esthétique littéraire l'oralité non fixée des contes villageois. En outre, cela a finalement permis à Politis et à d'autres de subsumer les souvenirs populaires du passé byzantin, avec son riche creuset de traditions culturelles, sous l'image résolument hellénique d'un « poème épique national » – véritable coup de génie du syncrétisme hégémonique au sens où je l'ai évoqué précédemment.

Cela a eu des conséquences notables pour la représentation des relations entre l'État grec et ses voisins. Le successeur de Politis à la chaire de folklore hellénique à l'université d'Athènes a considéré l'ethnologie ainsi conçue comme une arme efficace grâce à laquelle il était possible de défendre la primauté culturelle grecque dans la région. Ainsi, Georges Megas a explicitement refusé aux Bulgares tout droit à leur revendication d'un poème épique national en dénonçant tous les candidats éventuels comme de pauvres imitateurs « du » poème épique byzantin. Il faisait dériver dans le même temps toute l'architecture des Balkans d'un modèle grec antique quelque peu hypothétique, le *megaron* ; ses découvertes furent publiées par le ministère de la Reconstruction, un organisme gouvernemental important chargé de faire disparaître les énormes dommages matériels causés par la guerre civile, que ce dernier imputait exclusivement aux communistes « anti-

13. C. Fauriel, *Chansons populaires de la Grèce moderne*, Paris, Dondé-Dupré, 1824, vol. 1 ; cf. également M. Herzfeld, *Ours once more...*, p. 97-122 ; A. Kyriakidou-Nestoros, *I theoria tis ellinikis laographias: kritiki analisi*, Athènes, Eteria Spoudhon Neoellinikou Politismou ke Yenikis Pedhias [Société d'études de la civilisation et de la culture neohelléniques], 1978, p. 91-97.

14. Voir M. Herzfeld, *Ours once more...*, p. 69, 108 sq.

Hellènes» et «pro-Slaves»<sup>15</sup>. Dans de telles conditions, le problème de la reconstruction posait aussi bien des questions de définition que des questions matérielles et architecturales. Le fait que le problème ait été abordé dans ses recherches par l'un des plus importants folkloristes nationalistes de Grèce indique l'ampleur de l'engagement de l'État en vue de la restauration d'un passé européen hellénocentré. Une telle reconstruction avait déjà été activement entreprise avec les traditions architecturales introduites par les premiers conseillers de la monarchie bavaroise, dont la Grèce avait été dotée au moment de l'indépendance. Ainsi, presque tout bâtiment public imposant de style néoclassique érigé à Athènes pendant ces années et celles qui suivirent fut appelé *megaron*. Pour emprunter brièvement le point de vue byzantin néo-orthodoxe d'écrivains comme Yannaras : une discipline architecturale véritablement « protestante » a introduit cette bureaucratisation de l'identité qui a produit une classification rigide et complexe de tous les idiomes culturels. À son tour, elle a eu pour conséquence ironique de réprimer la capacité créative de ces formes au nom d'un « esprit » grec fier et indépendant (*pneuma* ; en allemand *Geist*).

### Quelques réflexions sur la conservation historique en Grèce aujourd'hui

Cette grille classificatrice a rapidement été étendue aux espaces inhabités de la Grèce contemporaine. Au cours de la première phase, toutes les traces de la présence turque ont été détruites, ou bien laissées à l'abandon. Bien que quelques mosquées soient demeurées intactes, même après le départ de la plupart des musulmans en 1924, et que quelques individus aient conservé la *kafasia*, le treillis architecturalement fonctionnel associé aux fenêtres à guillemettes typiquement turques (*kioskia*), pour des raisons sentimentales ou parce qu'ils n'avaient pas les ressources financières pour entreprendre des remaniements d'ampleur, une part importante du passé ottoman a été complètement détruite. Avec l'avènement de la prospérité sous le régime des colonels, l'architecture domestique de style néoclassique – qui était à l'origine une adaptation bourgeoise des valeurs de l'hellénisme importé et leur célébration – fut la suivante à disparaître. Parce que ces valeurs étaient anciennes, elles étaient aussi « arriérées » et pour cette raison – c'est bien là une des ironies des politiques du patrimoine – implicitement turques, bien que leur inspiration stylistique ait été originellement prévue pour *occulter* des intérieurs supposés turcs. (Le mépris populaire pour tout ce qui est vieux a en réalité ici constamment servi le projet qui consistait à remettre l'Antiquité au

15. G. A. Megas, *The Greek house. Its evolution and its relation to the houses of the other Balkan peoples*, Athènes, Ministère de la Reconstruction, 1951.

goût du jour : la modernité européenne a été considérée comme le *summum* de la civilisation classique !) Il a fallu attendre le développement nouveau du temps consacré aux loisirs par la bourgeoisie pour que ses membres puissent aller au-delà du besoin d'afficher leur affranchissement du travail manuel par le procédé corporel qui consistait à porter les ongles longs ou, ensuite, par la collection d'objets célèbres ostensiblement inutiles de ce passé qui avait été jusqu'à présent méprisé. Ces restes n'auraient guère été susceptibles d'être investis d'un tel prestige, selon la « théorie du rebut<sup>16</sup> » de Michael Thompson, s'ils n'avaient d'abord été négligés comme autant de signes d'une arriération qui, en réalité, les avait rendus suffisamment inutiles pour fournir des marques distinctives d'une identité de loisirs. C'est aussi au cours de cette phase que le Service d'archéologie s'est retrouvé, parfois bien malgré lui, contraint de préserver quelques-unes des ruines du passé turc. À quoi s'est ajoutée l'injonction économique du tourisme, dont l'exotisme fait partie intégrante, et qui constitue un autre défi à la capacité synchrétique de l'État, étant donné l'équation faite par l'Occident entre l'exotique et l'oriental. (Il est tout à fait significatif à cet égard de constater que l'apparition de danseuses du ventre moyen-orientales dans des restaurants et des boîtes de nuit en Grèce trouve son origine à Chicago !) Le problème de la modernité est de devoir toujours trouver un moyen de se concilier le passé, ne serait-ce que pour légitimer le présent, ce qui a fourni aux indigénistes une emprise toujours plus grande sur les politiques de l'identité au cours de ces dernières années.

Une des conséquences de cette évolution est que le Service d'archéologie s'est de plus en plus impliqué dans la préservation du patrimoine tout entier, et non plus seulement dans celle des monuments de l'époque classique ou archaïque. Mais cela n'a fait que créer de nouveaux problèmes. En raison de la conception originelle de son rôle, le Service d'archéologie s'oppose systématiquement à toute implication sérieuse dans les problèmes sociaux causés par son intervention. Le nombre croissant des types de « monuments » qui doivent être intégrés à la célébration du patrimoine national n'a eu pour résultat que de faire apparaître davantage le Service d'archéologie comme un relais supplémentaire et plus visible encore de cette institution étrangère qui s'immisce partout, à savoir l'État bureaucratique, selon une opinion très répandue parmi les Grecs.

Même la création de nouvelles catégories comme celle de « quartier traditionnel » (*paradhosiaki sinikia*) n'a pas fait beaucoup évoluer la situation. Une telle appellation, qui semble avoir impliqué une notion vague, à savoir que certains styles architecturaux rustiques – qui n'étaient d'orientation ni néoclassique ni à l'évidence islamique – constituaient un domaine, indéterminé mais précieux, de tradition, a eu pour conséquence de ne plus faire de la monumentalité un critère

16. M. Thompson, *Rubbish theory. The creation and destruction of value*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1979.

de l'architecture domestique mais le concept de « tradition » employé ici est tout aussi statique et aussi déconnecté de l'expérience des hommes que l'était celui de « monument ». Les décisions quant à l'apparence physique d'un espace communal sont encore prises par des bureaucrates extérieurs et non par les résidents. C'est l'autre aspect du syncrétisme : sa mise en application quotidienne vise à accomplir l'ordre social par le contrôle de l'espace domestique. Et c'est là que « l'esprit libre » si longuement vanté par les Grecs bat à son propre jeu les modèles rationalistes inventés par l'État bureaucratique. Si les Grecs se comportent parfois spontanément, comme je l'ai indiqué plus haut, cela se produit souvent à l'encontre de l'État lui-même, en utilisant ses propres termes et ses propres concepts pour rejeter la possibilité même de l'intervention étatique dans l'environnement vécu. De la même manière, ils utilisent les enseignements de l'Église pour dénoncer la vénalité de ses représentants, les prêtres. Car l'un des aspects de la spontanéité perçue à l'échelle locale est de savoir retourner les armes du pouvoir établi contre lui-même – mon exemple préféré étant celui du voleur de moutons qui invite des policiers à dîner, et qui les informe à la fin du repas que, malheureusement, ils viennent de manger la pièce à conviction – et la possibilité d'agir de la sorte dans le contexte de la conservation historique met face à face les *processus de l'action sociale* et les *catégories de la culture officielle*.

### Quelques observations comparatives

Je terminerai ces remarques avec quelques commentaires sur les différences entre la Grèce et l'Italie quant à leurs politiques respectives concernant la conservation d'éléments architecturaux antiques et plus récents au sein du tissu physique de l'État moderne. Quand on observe les constructions actuelles de leur identité, les contrastes entre ces deux pays, les deux piliers jumeaux de la tradition classique dans l'imagination topographique européenne moderne, peuvent difficilement être plus marqués. En effet, ces contrastes, qui s'ajoutent à de grandes différences de richesse et de pouvoir, en disent long sur les dangers qui guettent tout pays forcé de jouer le rôle d'ancêtre vivant auprès de pays plus puissants que lui sur la scène mondiale.

Bien que la Grèce et l'Italie donnent à voir dans certains domaines des conséquences très similaires de leur marginalisation au bénéfice de pays européens plus puissants cherchant à subjuguer leurs intérêts en vue d'obtenir un territoire ancestral facilement contrôlable, force est de constater que leur évolution politique a été spectaculairement différente. Jusqu'aujourd'hui, la Grèce demeure principalement un pays débiteur, redevable auprès de l'Occident, que ce soit autrefois sous la forme de l'OTAN et des États-Unis, ou aujourd'hui comme pays de seconde zone de l'Union européenne. En revanche, l'Italie fait partie des puissances économiques du G8 et exerce une présence politique forte sur diverses

scènes des affaires mondiales et des politiques culturelles internationales. La Grèce manifeste un mouvement culturel centripète, et son historiographie ne reconnaît qu'un seul point de départ, celui d'Athènes au v<sup>e</sup> siècle avant notre ère; en Italie, n'importe quel petit *paese* prétend être sa propre Athènes. En Grèce, les intérêts des identités dialectales et minoritaires sont ou ignorés ou supprimés; en Italie, ils reçoivent un soutien dynamique qui leur vient même de sources officielles. En Grèce, par ailleurs, la coopération avec le contexte social qui caractérise en Italie, au moins en théorie, la politique de conservation historique, est largement absente: au lieu de cela règne un régime littéraliste qui souhaite reconstruire le monde de l'Antiquité «comme il était».

Or, comment savons-nous «comment il était»? Quand les autorités de Rethymno exigèrent que toutes les maisons d'une rue soient peintes de la même couleur, non seulement elles ne faisaient que fouler aux pieds les valeurs actuelles de l'expression individuelle, mais elles présumaient aussi une homogénéité qui n'existait probablement pas à l'époque vénitienne (même en supposant que nous puissions parler de cette période comme possédant le degré de stabilité esthétique que de telles attributions requerraient). La décoration d'intérieur révèle les divisions et les alliances internes à une communauté vivante; il n'y a alors rien d'étonnant à ce que les bons citoyens de Rethymno aient été scandalisés par l'hypothèse selon laquelle ils habitaient un «monument<sup>17</sup>». Mais nous ne devons pas supposer que leur opposition à l'interventionnisme étatique les ait rendus particulièrement hostiles à l'intérêt national. Bien au contraire, leur capacité à s'opposer à la bureaucratie d'État était exprimée dans les termes d'une vision idéal-typique du héros grec à l'esprit indépendant, le rebelle indomptable face à l'autorité, et pour qui le gouvernement national lui-même est imposé par l'étranger (ce qui est, bien sûr, historiquement exact). Parce que les Grecs rivalisent avec l'État dans la production de tels stéréotypes nationaux, ils n'estiment pas nécessaire de mettre en doute – et en cela ils agissent d'une façon bien distincte de celle des Italiens – l'unité fondamentale de leur nation. Ils sont simplement, dans la logique segmentaire qu'ils emploient, les *meilleurs* des Grecs. De même, ils ne sont pas seulement des individualistes héroïques, mais également des atomistes orientalisés, qu'on suppose incapables d'un quelconque progrès économique sans la tutelle de ceux qui, par leurs écrits, leur ont fatalement assigné leur caractère national.

Il est clair à présent que, pour cette raison, ils ne considèrent pas leur vision de l'histoire semblable à celle que développe l'État. À l'instar des Italiens, ils tiennent la fraude fiscale et la résistance aux autorités chargées de la conservation pour deux activités honorables. Toutefois, si en Italie cette attitude est perçue comme

17. M. Herzfeld, *A place in history. Social and monumental time in a Cretan town*, Princeton, Princeton University Press, 1991.



une résistance à Rome, elle est regardée en Grèce comme le résultat de la corruption d'Athènes par des forces extérieures ; même le gouvernement est « étranger ». Pour les Grecs, Athènes demeure le centre, et leurs résistances face à l'idiome particulier de l'intervention bureaucratique dans leur lieu de résidence adoptent la rhétorique du centre. Malignement et efficacement, ils réfutent les exigences du centre en usant de la rhétorique de ce dernier (de même qu'ils attaquent l'Église en reprenant les termes exprimés dans sa propre attitude doctrinale à l'encontre de la vénalité). Il s'ensuit qu'ils restent pris au piège de cette rhétorique. Ainsi, lorsqu'une crise nationale menace et en dépit, par exemple, du mépris des Crétois envers les Macédoniens grecs considérés comme slavisés et comme des citoyens absolument impurs, ils descendront dans la rue et sur le champ de bataille en manifestant leur solidarité d'une façon unanime et sans équivoque. La segmentation de la société permet qu'une attitude locale se répercute sur le plan national. Mais elle les empêche de jouer un rôle d'ampleur sur la scène internationale, comme le prouvent leurs fréquentes humiliations au sein de l'Union européenne.

Nous commençons progressivement à voir comment, en Grèce, le discours local de l'identité, qui si souvent s'oppose ouvertement au discours de l'historiographie nationaliste, ne fait en réalité qu'entretenir ce dernier. L'expérience vécue – la *vioma* – des Grecs face au conflit potentiel d'intérêts entre le niveau local et celui de la nation est en réalité un espace pour la négociation d'identités relatives. Ici, toutes les identités sont exprimées en termes absolus. Mais, de même que la moralité apparemment stricte dans les domaines sexuels et sociaux de la société grecque traditionnelle a pu jeter un « voile » rhétorique sur des comportements bien moins stricts, de même la confluence de deux systèmes apparemment rigides – la bureaucratie d'État et l'ethnosémantique populaire de la « race » et du « sang » – permet en fait d'ajuster les rapports sociaux, de l'hospitalité due au pire ennemi jusqu'à la méfiance possible à l'égard du meilleur ami. Dans un tel contexte social, la langue même de l'historiographie littéraliste et néoclassique, fondée sur la philologie allemande du XVIII<sup>e</sup> siècle et renforcée par un siècle et demi de pédagogie autoritaire, fournit finalement la panoplie dans laquelle les gens ordinaires, aussi peu éduqués qu'ils soient, retrouvent à la fois des moyens temporaires de leur émancipation à l'égard d'un passé aussi écrasant que le leur, et des menottes qui, à long terme et sur une scène plus vaste, les y attachent.

*(Traduit de l'anglais par Yann Tholoniati.)*

# L'HISTOIRE FACE AU PRÉSENT PERPÉTUEL

## QUELQUES REMARQUES SUR LA RELATION PASSÉ/FUTUR\*

LES REMARQUES qui suivent ont pour objet le rapport entre les temps historiques et plus particulièrement la relation passé/futur. Elles s'appuient sur une double expérience : celle de l'histoire médiévale d'abord, et un grand détour, ensuite, par San Cristóbal de las Casas (Chiapas, Mexique), dont on ne voudrait cependant pas s'autoriser pour justifier ou excuser les divagations qui vont suivre. À cette distance cependant, la question de l'interrelation entre le travail historique et le souci de notre réalité contemporaine – si exemplairement portée par Marc Bloch et néanmoins perçue, depuis notre actualité désenchantée, avec tant de scepticisme – retrouve une acuité à laquelle il est difficile de se soustraire.

On partira de la sémantique des temps historiques proposée par R. Koselleck. Montrant que la conception du temps historique se construit à travers la tension entre champ d'expérience et horizon d'attente, il permet de repérer trois configurations principales, au cours de l'histoire occidentale<sup>1</sup>. Dans l'Antiquité (comme dans la plupart des sociétés traditionnelles), les rythmes cycliques de la nature et des travaux agricoles imposent leur marque aux représentations du temps historique. Le temps est moins ce qui passe que ce qui revient ; et l'horizon d'attente est celui d'une répétition de l'expérience des ancêtres. Structurée par le christianisme (baptisé « religion d'historiens » par Marc Bloch, mais qu'on qualifiera plutôt de conception semi-historique), la société médiévale, prolongée jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, présente une configuration ambiguë, dédoublée. Le déploiement d'une vision linéaire de l'histoire libère un horizon d'attente inédit et écrasant,

\* Ce texte est la version légèrement remaniée d'une communication présentée lors du second colloque *Historia a Debate* (Saint-Jacques-de-Compostelle, juillet 1999). On y répondait à la sollicitation des organisateurs, dans le prolongement de la thèse 12 formulée par C. Barros, « La Historia que viene », *Historia a Debate*, 1, 1995, p. 109-111 : « *Se tiene a sustituir el viejo paradigma pasado/presente/futuro por otra formulacion, pasado/futuro/presente, en la que pasa a primer plano aquello que esta por venir.* » Je tiens à remercier Alain Guerreau et Michael Löwy pour leurs remarques et leurs critiques qui m'ont aidé à élaborer la présente version de ce travail. 1. R. Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990 ; ainsi que *L'expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard-Seuil, 1997.

inscrit dans la perspective eschatologique de la fin des temps. Mais cet horizon d'attente est entièrement projeté dans l'au-delà et associé à la préoccupation du destin dans l'autre monde, tandis que, dans l'ici-bas, le champ d'expérience continue de s'imposer comme référence dominante, selon la logique des sociétés rurales. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le processus de dissociation entre attente et expérience parvient à un degré de rupture qui donne naissance aux notions modernes d'histoire, de progrès, de révolution<sup>2</sup>. S'ouvre alors, cette fois dans l'ici-bas, l'impatience d'un futur neuf qui, loin d'être soumis aux expériences antérieures, s'en écarte toujours davantage<sup>3</sup>. Naît ainsi un temps entièrement historique, assumé dans son irréversibilité, et néanmoins rapidement repris en mains et contrôlé, dès lors qu'il s'inscrit dans la ligne prévisible du progrès menant vers une fin de l'histoire annoncée.

Cette conceptualisation-démonstration fort convaincante nous incite à tenter de lui ajouter deux moments supplémentaires. Le premier, à peine esquissé par R. Koselleck, concerne la configuration dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Celle-ci se caractérise par des phénomènes amplement commentés, dont les racines intellectuelles remontent au début ou au milieu du siècle, mais dont les manifestations spectaculaires datent surtout des années 1980. Outre l'emblématique débat sur la « fin de l'histoire » à partir de 1989, il importe de souligner ici la critique des notions de progrès et d'histoire universelle<sup>4</sup>. Pour d'autres raisons qu'on évoquera dans la suite, on propose de caractériser cette configuration comme domination d'un présent perpétuel dont le poids tend à étouffer la connaissance critique du passé autant qu'à obscurcir les perspectives de futur, à réduire aussi bien notre champ d'expérience que notre horizon d'attente<sup>5</sup>. Le second ajout concernerait la perspective actuelle d'un dépassement, ou du moins d'une critique, de cette domination du présent perpétuel. L'entreprise est

2. Pour le processus de grignotage qui, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, autorise l'expression *locale*, dans des domaines particuliers, d'un temps linéaire et cumulatif, au sein d'une vision dominante qui reste cyclique, cf. K. Pomian, *L'ordre du temps*, Paris, Gallimard, 1984, p. 40-57.

3. Il faudrait compléter cette analyse en rappelant que l'affirmation de la modernité a pour contrecoup l'essor du romantisme: la critique du présent au nom d'un passé jugé humainement supérieur est l'envers exact de la modernité, et elle l'accompagne comme son ombre (il importe de souligner que la vision romantique participe du régime moderne d'historicité, dès lors qu'elle reconnaît – douloureusement – la rupture entre passé et présent, entre attente et expérience): cf. M. Löwy et R. Sayre, *Révolution et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992.

4. Pour la discussion sur la fin de l'histoire suscitée par les publications de F. Fukuyama, et aussi pour ses antécédents dans la culture européenne depuis le milieu du siècle, cf. P. Anderson, *The ends of history*, Londres, 1992.

5. On observera de nombreux parallèles entre l'hypothèse proposée ici et celle de F. Hartog, qui analyse l'épuisement du régime moderne d'historicité (tel qu'il est défini par R. Koselleck) au profit d'un « présentisme » dont la date de 1989 symboliserait le triomphe et dont les *Lieux de mémoire*, dirigés par P. Nora, seraient le symptôme historiographique; cf. F. Hartog, « Temps et Histoire. Comment écrire l'histoire de France? », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, L, 1995, p. 1219-1236. On admettra cependant quelques différences, notamment dans la mesure où l'on ne retient pas parmi les antécédents du présent perpétuel certaines des manifestations historiques que F. Hartog considère comme préfigurations du présentisme.

évidemment plus délicate, surtout si elle ne veut pas être seulement un vœu pieu ou une conjecture strictement personnelle. C'est pourquoi on s'appuiera sur l'analyse d'une expérience pratique et discursive, observée durant le détour mentionné plus haut.

## Moyen Âge/Chiapas: actualité de l'inactuel

On ne peut dissocier l'articulation passé/futur de la relation passé/présent, qui définit plus directement la position de l'historien. On l'abordera donc à travers l'interrogation suivante: pourquoi étudions-nous les sociétés anciennes? La question serait facilement résolue s'il était possible d'aller, au présent, à la rencontre du passé, si l'on pouvait, par exemple, concevoir le voyage au Chiapas comme une sorte de remontée dans le temps. De fait, le déplacement spatial paraît souvent se transformer en régression temporelle<sup>6</sup>. Dans l'expérience chiapanèque, de nombreux indices de cette sensation concernent justement les conceptions du temps. On est frappé notamment par la persistance d'un temps encore en partie insensible à la tyrannie de la mesure horaire, ou qui ne l'admet qu'avec une surprenante flexibilité. Ainsi, l'acceptation ou le refus de l'heure d'été, enjeu traversé par les conflits sociaux et politiques et symptôme des failles de la nation mexicaine, crée une coexistence de temporalités discordantes au sein d'une même entité territoriale, qui évoque au médiéviste la diversité des mesures du temps et des références calendaires, permise par la fragmentation féodale. Mais, dans le Sud-Est mexicain, ce sont aussi les rythmes de l'histoire qui sont désaccordés: il y a, là-bas, une autre chronologie, un autre rythme du temps vécu et du temps historique. Au Chiapas, tous les cochons sont gris! De ce gris que les groins européens ont perdu depuis des siècles, et dont Michel Pastoureaux a dû faire teindre leurs roses descendants, engagés comme figurants du film *Le nom de la rose...*

Mais on aurait beau multiplier les exemples, tout cela ne fera jamais un Moyen Âge. Tout au plus une collection d'effets de médiévalité, dont beaucoup sont communs à de nombreuses sociétés encore majoritairement rurales (le secteur primaire occupe 60 % de la population chiapanèque). S'y ajoutent cependant des éléments plus spécifiques. On pense par exemple au fait que, au cours du présent siècle, les grandes propriétés rurales (*fincas*), tout en étant intégrées à l'économie de marché, ont maintenu en leur sein des formes d'exploitation d'un archaïsme sidérant, parfois jusque dans les années 1970<sup>7</sup>. Le cas des *peones acasillados*,

6. Voir l'exemple de Aby Warburg, qui délaisse momentanément les fêtes florentines de la Renaissance pour les rituels des Indiens du Nouveau-Mexique, et convertit sa quête historique en déplacement géographique; cf. P.-A. Michaud, *Aby Warburg et l'image en mouvement*. Suivi de *Souvenirs d'un voyage en pays Pueblo* (1923). *Projet de voyage en Amérique* (1927), trad. par S. Müller, Préface de G. Didi-Huberman, Paris, Macula, 1998.

7. A. García de León, *Resistencia y utopía*, Mexico, Era, 1985 (qui souligne, p. 19, qu'au Chiapas «*el tiempo histórico es otro*»). Dans l'introduction à la seconde édition (1997, p. 24), il note «*si Chiapas en su arquitectura material e*

paysans obligés à résidence, notamment à travers le mécanisme des dettes contractés dans les commerces-monopoles du propriétaire terrien, incite, au-delà de toutes les différences, à une comparaison avec deux des traits fondamentaux de la relation féodale de *dominium* : la fixation des hommes au sol, et l'agrégation du pouvoir sur les terres et du pouvoir sur les hommes<sup>8</sup>. Ces éléments n'avaient certes plus la même importance globale et ils s'inscrivaient alors dans un système d'ensemble totalement différent. Point de féodalisme évidemment, mais du moins une étonnante survivance de formes d'exploitation de type féodal, articulées à une logique globale capitaliste. On pense également aux modes d'organisation des communautés indigènes. Loin de constituer une réalité idéale et hors du temps, les communautés actuelles sont le résultat d'une histoire longue et complexe, au cours de laquelle elles ont été maintes fois transformées et reconstruites. Une étape importante de ce processus est le transfert du modèle de la communauté villageoise médiévale, opéré par la Conquête, en même temps que l'essor de l'idéologie chrétienne de la fraternité spirituelle qui l'accompagne et se retrouve, jusque dans ses formes les plus récentes, réactivée par les adeptes de la théologie de la libération. Il s'agit là de formes d'organisation que le développement du capitalisme a fait disparaître en Europe occidentale depuis deux siècles, et qui se maintiennent là-bas avec obstination, dans une lutte renouvelée contre les politiques néolibérales qui visent à imposer aux campagnes mexicaines les normes de propriété conformes aux exigences du marché (réforme de l'article 27 de la Constitution). Les effets de médiévalité mentionnés ici ne sont pas sans rapport avec cette résistance, caractéristique des zones rurales mexicaines et avivée pour des raisons propres aux populations indigènes et à leur marginalisation séculaire<sup>9</sup>.

Il n'y a là rien qui saurait livrer une intelligibilité, ni du Moyen Âge européen, ni du Chiapas contemporain, mais seulement quelques sensations comparatives (« la comparaison suggère, elle n'explique pas », note Marc Bloch, pourtant défenseur ardent de l'histoire comparée<sup>10</sup>). Ces perceptions peuvent être le point de départ d'une expérience d'altérité qui, en nous distanciant de nos habitudes, fore quelques minces ouvertures qui ne sont peut-être pas inutiles dès lors qu'on s'efforce d'entrevoir les réalités d'un monde aussi différent du nôtre que le Moyen Âge. Tout ce qui aide à se déprendre des évidences de notre temps est bon à prendre, selon la leçon bien comprise de l'anthropologie historique. Et si n'importe quelle situation exotique pourrait en cela faire l'affaire, il n'est peut-

---

*inmaterial sigue siendo una reliquia de nuestro medioevo fundador (la época colonial), no cabe duda tampoco que sus ladrillos y cimientos son en su mayoría amasados con arena y argamasa de futuro, cualquier cosa que éste sea».*

8. A. Guerreau, *Le féodalisme. Un horizon théorique*, Paris, Le Sycomore, 1981.

9. E. Florescano, *Emía, Estado y nación*, Mexico, Aguilar, 1998.

10. M. Bloch, « Comparaison » et « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », repris in *Histoire et historiens*, Paris, A. Colin, 1995, p. 87-93 et p. 94-123.

être pas mauvais, pour un médiéviste d'une génération sans attaches rurales, d'avoir une petite familiarité avec une société encore largement traditionnelle, à laquelle en outre le christianisme fournit des cadres de référence essentiels (quoique seulement partiellement acceptés).

Il est question ici d'un monde vivant, par conséquent au présent. Mais sans pour autant reproduire le schéma évolutionniste d'une histoire universelle fonctionnant comme une règle graduée unique, le long de laquelle les différentes sociétés prendraient place dans leur course unanime vers le progrès, on peut admettre qu'il existe des présents plus présents que d'autres. Et, inversement, des présents davantage chargés de passé. Comme d'autres lieux singuliers, Chiapas fait éprouver une discordance des temps, une « contemporanéité du non-contemporain ou [une présence] du non-contemporain dans le contemporain », selon l'expression de R. Koselleck<sup>11</sup>. Pour en terminer avec ce point, je me laisserai aller à une comparaison improbable entre San Cristóbal de las Casas et Rome. Deux villes où l'historien se sent à l'aise parce qu'il peut, quotidiennement et à chaque détour de rue, y humer le passé, le toucher du doigt. Deux villes de l'anamnèse, où les strates normalement enfouies de l'évolution historique affleurent avec une évidence rare. La remémoration entraîne certes vers des directions bien différentes, mais dans une ville comme dans l'autre, le temps, réputé impalpable, paraît se faire sensible.

Tout en conservant le fil de la question (pourquoi étudions-nous les sociétés anciennes?), il est maintenant nécessaire d'inverser la perspective, en opposant aux effets de proximité du passé l'irrémissible distance qui nous en sépare. Non plus un passé présent, mais un passé dépassé et détaché, mort en somme. Ceci nous renvoie à l'ambiguïté même de la position de l'historien, pris entre deux exigences contradictoires : d'un côté, la volonté d'être partie prenante du monde contemporain, de pratiquer une histoire qui – au lieu de n'être « fille de son temps » qu'à son insu – serait en interaction consciente avec les préoccupations du présent ; de l'autre, la nécessité de conférer à la discipline historique une certaine autonomie, lui permettant de définir ses objectifs et ses critères de validation sans être soumise ni aux impératifs utilitaristes du marché, ni aux carcans qu'impose le service d'une cause, fût-elle excellente.

Si le questionnaire de l'historien se forme et évolue en fonction des interrogations du présent, il n'en reste pas moins qu'écrire l'histoire au gré des seules questions d'actualité serait une absurde limitation. Nous serions condamnés à ignorer ce qui, dans le passé, est radicalement différent de nous. Et surtout, en ne retenant que les aspects jugés actuels et en délaissant les autres, nous nous interdissions de comprendre de manière globale les sociétés du passé, d'en restituer la logique de fonctionnement et d'évolution. Le profit pour aujourd'hui n'en serait

11. R. Koselleck, *Le futur passé...*, p. 318.

pas davantage assuré, car le passé ne permet nullement d'« expliquer » le présent, même si paradoxalement il est exclu de comprendre le présent en ignorant tout du passé<sup>12</sup>. Comment alors concilier ce désir d'une histoire au présent et cette plongée dans un passé nécessairement distant de nous ? Comment assumer notre rôle social sans nous laisser piéger par les nécessités de l'instant ni retomber dans les simplifications d'une histoire officielle ou militante ? Comment s'aventurer dans la complexité nécessaire à la compréhension totale d'une autre époque, sans perdre le fil qui nous relie à nos engagements citoyens, ce qui nous précipiterait parmi les « antiquistes » dénoncés par Marc Bloch ?

La question est plus ardue encore pour qui étudie une époque reculée, comme le Moyen Âge occidental. Et qui, de surcroît, doit enseigner cette histoire européenne en une terre d'Amérique centrale. Pourquoi s'intéresser, depuis le Mexique, à une société si lointaine dans le temps et dans l'espace ? Certes, on pourrait amplement souligner que l'histoire médiévale explique la formation de l'Europe et la dynamique de son essor et de son expansion, dont l'une des conséquences est rien moins que la Conquête et la colonisation des Amériques par les Européens. Alors, le monde médiéval prend pied de l'autre côté de l'Atlantique, de sorte que le Moyen Âge constitue une moitié des racines de l'histoire du Mexique. D'autre part, ce lien historique direct rend possible d'étroites comparaisons entre de nombreuses institutions, pratiques et représentations européennes et amérindiennes : organisations communautaires, institutions urbaines, universités, cultes des saints et des images, confréries, pour ne donner que quelques exemples<sup>13</sup>. Un Moyen Âge proche – beaucoup plus proche que ne le croit l'opinion commune – devenu part intégrante de l'histoire du Mexique. Le travail de l'historien se fait ici *actualisation*, puisqu'il permet une réappropriation présente de faits passés, parfois oubliés ou déniés.

C'est sur le processus inverse que je voudrais insister, car la mise au présent, tout en étant indispensable, est dangereuse, surtout si elle n'a pas conscience de ses limites. Dans tout passé, tel que nous le percevons aujourd'hui, il y a quelque chose de radicalement mort, d'irréversiblement séparé des vivants que nous sommes (mais les morts eux-mêmes vivent, dans la pensée des vivants). Et c'est en cela aussi que réside son intérêt *pour nous*. Ainsi le (long) Moyen Âge peut-il être considéré comme un univers opposé au nôtre<sup>14</sup> : monde de la tradition d'avant la modernité, monde rural d'avant l'industrialisation, monde de la toute-puissance

12. Selon le balancement introduit par Marc Bloch, entre la dénonciation de « l'idole des origines » (« jamais un phénomène historique ne s'explique pleinement en dehors de l'étude de son moment ») et le rappel que « l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé », *Apologie pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1993, p. 85-98 (1<sup>re</sup> éd. 1949).

13. Pour une définition plus précise de cette situation comparative, je renvoie à mon article « *Mundos de aquí. Mundos de allá. Confrontation des mondes* », *Trace*, 34, 1998, p. 74-78.

14. J. Le Goff, « Pour un long Moyen Âge », in Id., *L'imaginaire médiéval*, Paris, Gallimard, 1985, p. 7-13.

de l'Église d'avant la laïcisation, monde de la fragmentation féodale d'avant le triomphe de l'État, monde de dépendances interpersonnelles d'avant le salariat. En bref, le Moyen Âge est pour nous un anti-monde, d'avant le règne du Marché.

Soyons un peu plus concret : dans le monde contemporain, le temps semble constituer la dimension principale par laquelle s'impose l'oppression, parce que, sur la base du salariat et du calcul du temps de travail – forme toujours dominante des relations de production –, se sont développées des conséquences multiples pour des êtres de plus en plus pressés et stressés, soumis à cette « tyrannie des horloges » et à cette compulsion de connaître l'heure qu'il est, dont parle Norbert Elias<sup>15</sup>. De fait, une règle fait sentir ses effets sur tous les aspects de la vie : « le temps, c'est de l'argent ». À l'inverse, on peut soutenir que, dans la société médiévale, c'était le rapport à l'espace qui était au cœur de l'organisation sociale et des rapports de production : la condition première du fonctionnement du système féodal était la fixation des hommes au sol, leur intégration dans une cellule spatiale restreinte, tout à la fois fief, seigneurie et paroisse, dans laquelle ils devaient être baptisés, s'acquitter des redevances ecclésiastiques et seigneuriales, et enfin être enterrés pour rejoindre dans la mort la communauté des ancêtres<sup>16</sup>. Dans notre monde *délocalisé*, où le lieu est en passe de n'être plus une dimension intrinsèque des êtres et des événements, dans lequel toute chose pourrait finalement advenir indifféremment en n'importe quel point du globe, nous avons perdu – heureusement sans doute, mais pour tomber dans une autre forme de soumission – ce sens de la nécessaire localisation. Il est symptomatique que le principal châtement qu'imposent les justices modernes – hormis la peine de mort – soit la prison : privation de liberté et entrave à la capacité de déplacement, localisation forcée. Au Moyen Âge, la prison était un recours très accessoire, tandis que le bannissement était au contraire essentiel : rupture du lien entre l'individu et son lieu de vie (et pour cela, une quasi-mort sociale), il constituait une obligation de déplacement, une *délocalisation* forcée – soit l'inverse exact de la prison<sup>17</sup>. Contrainte principalement spatiale d'un côté, contrainte principalement temporelle de l'autre : ainsi peut, schématiquement dit, se marquer l'opposition radicale entre le monde médiéval et le monde contemporain.

On peut donc tout à la fois s'efforcer de rendre actuel le Moyen Âge ou travailler à le rejeter au plus loin, jusqu'à en faire l'envers de nous-mêmes. Les deux démarches sont à la fois justes et excessives, et pourraient se combiner dans

15. N. Elias, *Du temps*, Paris, Fayard, 1996.

16. Sur la dominance spatiale dans le féodalisme, voir A. Guerreau, « Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal européen », in N. Bulst, R. Descimon, A. Guerreau, eds, *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Éd. de la MSH, 1996, p. 85-101.

17. Voir H. Zaremska, *Les bannis au Moyen Âge*, Paris, Aubier, 1996. L'importance du bannissement est évidemment l'envers de celle de la *stabilitas loci* dans la société médiévale et, comme le souligne Claude Gauvard dans la préface du livre, dans cet univers, « d'une certaine façon, l'exil est pire que la mort » (p. 12).



l'analyse de la dynamique historique qui fait passer de l'univers médiéval au monde moderne. Mais on veut souligner ici que la seconde approche n'est pas moins importante que la première. Car si l'histoire est histoire, c'est parce que le passé est, en même temps qu'intimement lié à notre présent, fondamentalement différent, séparé et par là inactuel. Tel est le paradoxe de l'histoire telle que nous la voulons : elle doit transformer l'inactuel du passé en une question actuelle. Elle doit nous révéler l'actualité de l'inactuel.

## L'histoire, pont entre passé et futur

Si la relation passé/présent, dans son ambiguïté même, est au cœur de la démarche pratique de l'historien, l'articulation passé/futur détermine la conception du temps historique, en référence à laquelle son travail s'inscrit. Comme base de réflexion sur ce point, on présentera quelques remarques sur la relation entre passé, présent et futur, telle qu'elle se manifeste dans la production textuelle du néozapatisme depuis 1994. Le recours à ce type de textes, étrangers à la production universitaire, pourra surprendre. On ne voit pourtant rien qui interdise d'y recourir, pour peu qu'on soit capable d'en justifier l'intérêt, comme symptômes d'aspects parfois inaperçus de notre monde contemporain. Par ailleurs, un jugement sur le soulèvement indigène au Chiapas n'est nullement nécessaire ici. Il suffira d'admettre que les zapatistes ne sont ni les saints héros de l'ultime effusion révolutionnaire fin-de-siècle, ni les spectres grotesques d'une archéo-guérilla, et que, plus simplement, ils donnent forme à un mouvement social tissé de contradictions, mais dont la réalité et l'impact sont indéniables.

Les documents auxquels on se référera sont des textes pratiques, engagés dans l'action politique (essentiellement des communiqués adressés à la presse et à la « société civile », et d'autres documents tels que lettres ou interventions orales, également publiés par voie de presse)<sup>18</sup>. Leur première fonction est d'énoncer la position des zapatistes face à l'évolution du conflit, d'explicitier le sens de leurs initiatives et de commenter certains événements nationaux et internationaux. Mais, dès février-mars 1994, à la faveur de l'évolution de la stratégie zapatiste de la lutte armée vers le dialogue et la lutte politiques, une autre forme de discours, plus libre, s'est peu à peu développée, d'abord dans des « Post-Scriptum » de plus en plus prolixes, dont les caractéristiques les plus souvent remarquées sont

18. L'ensemble de ces documents sont rassemblés dans *EZLN. Documentos y comunicados*, Mexico, Era, 1994-1997, 3 vol. (couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au 24 janvier 1997, les volumes suivants étant en cours de publication ; deux volumes en traduction française, parus chez Dagorno, se limitent aux années 1994-1995). Plusieurs publications thématiques partielles facilitent l'accès aux textes postérieurs à 1997, par exemple *Relatos del viejo Antonio*, et *Don Durito de la Lacandona*, San Cristóbal de las Casas, Centro de información y análisis de Chiapas (cité *infra* : CIACH), 1998 et 1999. Un statut différent doit être attribué aux nombreuses et amples interviews du sous-commandant Marcos, éditées sous forme de vidéos ou de livres.

l'humour et l'auto-ironie. Par la suite, la forme narrative s'est amplifiée, avec l'aide des deux acolytes imaginaires de l'« écrivain » Marcos : le vieil Antonio, présenté comme l'homme qui l'initia au monde et à la culture indigènes et dont le nom est désormais attaché à un corpus de contes ; Durito, un scarabée se prenant pour Don Quichotte et spécialisé dans la critique du néolibéralisme. Ces communiqués et leur étrange mélange des genres, rompant avec les pesanteurs du discours politique conventionnel, notamment marxiste, ont très probablement constitué une des armes les plus efficaces du mouvement zapatiste. Mais on ne trouvera dans ce corpus aucun écrit proprement théorique : nul traité, nul manuel du zapatisme donc. Même si certains textes ont un caractère plus réflexif et une portée plus générale, il importe de souligner qu'il n'existe pas de théorie zapatiste de l'histoire, constituée comme telle, mais seulement un ensemble de considérations exprimées au fil de l'action et articulées aux situations concrètes de la lutte politique.

Les références à l'histoire sont omniprésentes dans les textes zapatistes, tant sous l'espèce particulière de l'histoire mexicaine, dont les symboles font l'objet d'une lutte acharnée, que sous l'espèce universelle de l'Histoire avec une majuscule, volontiers invoquée comme instance de légitimation<sup>19</sup>. Son statut stratégique tient également à la représentation du conflit comme lutte de la mémoire contre l'oubli, terme devenu synonyme de l'exploitation et du racisme subis par les populations indigènes. Pourtant, l'oubli n'est pas seulement analysé en relation avec la domination coloniale ou néocoloniale ; il prend sens aussi pour l'ensemble de l'humanité, dès lors qu'il est tenu pour un trait caractéristique de la logique néolibérale. Celle-ci impose en effet le règne d'un présent perpétuel, niant l'avant et l'après, et faisant de l'aujourd'hui le nouvel autel auquel tous doivent sacrifier<sup>20</sup>. Dans le monde moderne en voie de globalisation, l'aujourd'hui est le nouveau tyran qui, pour mieux assurer sa domination, fait sombrer le passé dans l'oubli et obnubile toute perspective d'un futur qui ne soit pas la répétition ou l'amplification de la domination présente. Niant le futur, la domination croit et fait croire à son éternité. À l'image de Macbeth, le pouvoir se contemple

19. Pour tout ce qui suit concernant les textes zapatistes, voir l'analyse plus complète proposée in Colectivo Neosaurios, « La rebelión de la historia. La concepción de la historia en los textos del zapatismo », *Chiapas*, 9, 2000, p. 7-33.

20. « En el mundo de la "modernidad", el culto al presente es arma y escudo. El "hoy" es el nuevo altar en que se sacrifican principios, lealtades, convicciones, vergüenzas, dignidades, memorias y dans verdades. El pasado no es ya, para los tecnócratas que nuestro país padece como gobernantes, un referente a asimilar y sobre el cual crecer. El futuro no puede ser, para estos profesionadales del olvido, nada más que un alargamiento temporal del presente. Para derrotar a la Historia se le niega a ésta un horizonte que vaya más allá del "ahora y aquí" neoliberal. No hay "antes" ni "después" del hoy. La búsqueda de la eternidad es por fin satisfecha: el mundo del dinero no es tan sólo el mejor de los mundos posibles, es el único necesario. » (*La mesa de San Andrés: entre los olvidos de arriba y la memoria de abajo* [mars 1998], reproduit, de même que les autres textes mentionnés ici, in *La revuelta de la memoria. Textos del subcomandante Marcos y del EZLN sobre la historia*, San Cristóbal de las Casas, CIACH, 1999, p. 208-209.)

dans le miroir de son invincibilité, refusant de croire que la forêt puisse cheminer jusqu'à son palais. La version plus récente de son triomphe est la proclamation, à son avantage, de la fin de l'histoire, dont les ruines du Mur de Berlin fournissent l'impeccable décor.

Face à cette logique, les textes zapatistes parient sur une récupération conjointe de la conscience historique du passé et d'une perspective de futur. Tout en étant associé aux multiples termes que suscite le désir d'un monde meilleur, le futur s'y présente sous des formes qui s'écartent des traditions révolutionnaires du siècle écoulé. Ayant renoncé au concept unifié et majuscule de Révolution et à l'idée d'une avant-garde censée guider le peuple vers le destin final dont elle a la prescience, les textes zapatistes font place à un futur désiré mais sans certitude, différent mais imprévisible, possible mais seulement conditionnel. Il s'agit d'un futur qui ne peut être prédéterminé, qui ne s'annonce par aucun plan tracé d'avance, ni aucun mode d'emploi garanti. C'est un chemin qui n'est pas encore tracé, et qu'il est impossible de connaître avant d'avoir commencé à avancer.

En étroite combinaison avec cette conception du futur, la relation passé/futur s'établit de manière parfois surprenante, comme en témoignent des formules telles que « regarder en arrière pour aller vers l'avant » ou celle qui, plus paradoxale encore, recommande d'« avancer vers l'arrière »<sup>21</sup>. Pour autant, il ne s'agit nullement de promouvoir un retour au passé. Le futur ne saurait être une répétition du passé (puisque'il s'agit d'un futur ouvert, d'un chemin qui n'est pas tracé). On observe certes, dans les textes zapatistes, une contradiction entre la référence à un temps cyclique, qui fait revenir toujours au même, et l'espérance d'un avenir différent. Mais la contradiction se résout en partie dans la mesure où la répétition cyclique apparaît lorsque l'on compare la situation présente au passé (il s'agit alors d'amplifier rhétoriquement, à des fins politiques, l'indéniable permanence de l'oppression et des inégalités sociales), tandis que lorsqu'on regarde le futur depuis le présent, la lutte politique permet d'ouvrir des perspectives inédites. Mais comment engager une alliance positive entre passé et futur qui ne conduise pas à reproduire demain le vieux d'hier? Regarder vers l'arrière doit d'abord être entendu comme un plaidoyer pour la connaissance historique. Si, face au chemin futur non tracé, il est utile de regarder le parcours déjà accompli, c'est d'abord pour mesurer les erreurs et détecter les impasses. La connaissance du passé permet de se séparer de lui, d'éviter d'être à nouveau sa victime.

Mais il s'agit aussi de reconnaître dans le passé certains éléments de positivité – si l'on veut bien entendre par cette expression non pas des formes de vie ou de

21. La première formule est suggérée par la lecture de Lewis Carroll : « *Como Alicia descubre que para alcanzar la Reina Roja, debe caminar hacia atrás, nosotros debemos voltear al pasado para caminar adelante y hacernos mejores. En el pasado, podemos encontrar caminos hacia el futuro* » ; d'autres communiqués affirment « *somos la necia historia que se repite para ya no repetirse, el mirar atrás para poder caminar hacia adelante* », ou font l'éloge des crabes, qui savent que « *la mejor forma de avanzar es para atrás* » (*ibid.*, p. 198, 219-220).

pensée qu'il s'agirait de reproduire telles quelles, mais des germes d'inspiration, des points d'appui pour une critique présente et un projet futur. Ce trait est étroitement lié à la dimension indigène du soulèvement. Le passé valorisé est associé à la culture des peuples indiens, descendants des premiers habitants des terres américaines<sup>22</sup>. Et l'affirmation d'une alliance nécessaire entre passé et futur est une autre manière de revendiquer l'intégration des peuples indigènes à la nation mexicaine, jugée indispensable à la stabilité de celle-ci. Pourtant, cette relation entre passé et futur prend aussi une valeur plus générale, concernant l'ensemble de l'humanité, dans la mesure où elle repose sur la critique du temps dominant dans le monde contemporain. Si le présent perpétuel fonde sa domination sur l'oubli du passé et la négation du futur, l'histoire doit s'efforcer de rétablir, dans le même mouvement, mémoire du passé et possibilité de futur. Rejeter la tyrannie de l'aujourd'hui suppose une conscience historique, indispensable pour briser l'illusion de la fin de l'histoire et rouvrir la perspective d'un avenir qui ne soit pas la répétition du présent. « Les choses ont toujours été ainsi » : il n'y a guère de poison qui, distillé dans l'air du temps, soit plus utile pour garantir soumission et résignation. L'histoire, au contraire, en remontant le temps, démontre que ce qui se donne aujourd'hui pour inévitable, nécessaire, naturel, n'est jamais qu'une construction récente et vraisemblablement non moins transitoire que les réalités antérieures. Dans les textes zapatistes, c'est donc l'identification du présent perpétuel comme adversaire fondamental qui conduit à proposer une alliance stratégique entre passé et futur. Face au présent éternisé, synonyme d'oubli et de désespérance, il s'agit d'inverser cette sinistre grammaire des temps historiques en « posant un pied dans le passé et l'autre dans le futur<sup>23</sup> ».

Une telle figure s'écarte sensiblement des traditions révolutionnaires de ce siècle, nourries de l'évolutionnisme marxiste, pour ne pas parler du dogme stalinien des cinq phases de l'histoire universelle, garanti par de prétendues lois<sup>24</sup>. L'interaction avec la réalité et la pensée indigènes semble avoir favorisé une telle transformation. Le maintien, voire la réactivation des structures communautaires assure la présence d'une forme sociale que l'on peut qualifier de précapitaliste, ou

22. Il faut cependant se garder d'enfermer les peuples indigènes dans une identité-au-passé. Les textes néozapatistes eux-mêmes se rebellent contre la folklorisation des indigènes et leur transformation en pièces de musée (« *Nos ofrecen un rincón más bonito en el museo de la historia* », in *La revuelta...*, p. 22 ; « *Son seres vivos, no los fósiles que quisiera la propaganda del poder global* », in *EZLN. Documentos y comunicados...*, t. 3, p. 263). En outre, la culture indigène, même dans ses secteurs les plus traditionalistes, ne dédaigne pas les images de la modernité et donne à voir parfois les plus improbables combinaisons de la coutume et du futurisme. Ainsi, selon les habitants tzeltals de Cancun, l'intérieur de la montagne où vivent leurs doubles (*ch'ulel*) grouille des signes de la modernité occidentale, tels que téléphones portables, caméras vidéo, hélicoptères, avions, etc. (P. Pitarch Ramon, *Ch'ulel: una etnografía de las almas tzeltales*, Mexico, Fondo de cultura económica, 1996).

23. « *Una rebelión con sangre mayoritariamente indígena ha desafiado el desencanto presente poniendo un pie en el pasado y otro en el futuro* », in *La revuelta de la memoria...*, p. 205.

24. Voir la critique de M. Godelier, *Les sociétés précapitalistes et le mode de production asiatique*, Paris, Centre d'études et de recherches marxistes, 1967.

qui du moins est suffisamment étrangère à la logique du développement capitaliste pour que les politiques néolibérales s'emploient à les faire disparaître. Une situation qui n'est pas sans rapport a été commentée par Marx lui-même, admettant ainsi la possibilité d'un mélange des temps historiques, communément ordonnés sur la ligne droite de l'évolution humaine. Dans la lettre adressée en 1881 à Vera Zassoulitch, comme dans les brouillons de celle-ci, il critique vivement l'imposition à tous les peuples d'un schéma historique unique et universel, et ouvre la possibilité que la communauté rurale russe et ses formes collectives d'organisation puissent survivre et s'intégrer directement dans un système socialiste, sans être détruites par la logique capitaliste d'expropriation des producteurs<sup>25</sup>.

Cette possibilité est seulement conditionnelle et dépend dans une grande mesure d'impulsions extérieures venant de l'Occident. Et il vrai aussi que cette hypothèse est formulée dans une conjoncture qui permet à Marx d'imaginer une imminente déroute du tsarisme, alors que, douze ans plus tard, des circonstances plus défavorables conduisent Engels à considérer avec beaucoup de scepticisme l'avenir des communautés russes. Mais l'évolution ultérieure ne saurait en aucune façon disqualifier le diagnostic conditionnel de Marx et moins encore l'insistance avec laquelle il rejette l'idée d'une évolution historique universelle et prédéterminée. Au contraire, il s'agit de reconnaître que l'histoire peut profiter de circonstances chaque fois uniques pour défaire les schémas trop simples et ouvrir des voies inédites et imprévisibles. En l'occurrence, c'est l'existence simultanée du présent capitaliste et d'organisations héritées de traditions anciennes qui permet de formuler l'hypothèse d'un pont direct entre ce passé et un futur au-delà du capitalisme. Mais il faut, pour s'en rendre compte, être en mesure de penser « une contemporanéité de situations non contemporaines<sup>26</sup> ».

Sans commettre l'absurde d'identifier les communautés russes des années 1880 et celles du Mexique actuel, on peut du moins s'aider de ce rappel pour analyser l'alliance du passé et du futur que suggèrent les textes zapatistes. Dans cette optique, un futur de transformation sociale ne signifie pas nécessairement le rejet et la négation des formes sociales passées, apparemment condamnées par le progrès. Mettre un pied dans le passé pour construire un autre futur n'est pas nécessairement la marque d'un archaïsme obtus, ni d'un culte conservateur de la

25. K. Marx, Lettre à Vera Zassoulitch (brouillon 1) : « parce qu'en Russie, grâce à une combinaison de circonstances uniques, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale : c'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle peut s'en approprier tous les acquis positifs et sans passer par ses péripéties affreuses », cité et commenté in D. Bensaïd, *Marx l'intempestif. Grandeur et misère d'une aventure critique (XIX-XX siècles)*, Paris, Fayard, 1995, p. 42-43. Voir l'ensemble des textes sur la communauté russe rassemblés in K. Marx et F. Engels, *Escritos sobre Rusia*, II. *El porvenir de la comuna rural rusa*, Mexico, 1980 (« Cuadernos de Pasado y Presente », 90).

26. D. Bensaïd, *Marx l'intempestif...*, p. 42-43, reprend à ce propos l'expression de R. Koselleck.

tradition<sup>27</sup>. Ce peut être aussi la marque d'une conscience de la discordance des temps historiques. Si l'on admet que l'histoire n'avance pas tout entière du même pas, sur la ligne droite du progrès inéluctable, alors il est possible de tenter d'improbables rencontres entre le passé des communautés indigènes, ayant survécu à l'imposition du Marché, et le destin futur d'une humanité qui se refuse à l'auto-destruction. Loin d'être le développement d'une ligne unique et nécessaire, l'histoire est faite de possibilités multiples, réussies ou abandonnées, tentées ou oubliées. Elle est aussi tissée d'arythmies, de temporalités différentes qui s'entrelacent dans les processus sociaux, et rendent impossible d'unifier l'Histoire universelle sous la forme d'une flèche rectiligne, dirigée vers un futur prédéterminé.

Au total, les discours zapatistes cheminent entre trois temps préexistants – le temps cyclique des communautés, le temps linéaire de la modernité et du marxisme, le présent perpétuel du monde contemporain – et un quatrième temps encore en voie d'élaboration. Du temps indigène, ils reprennent la valorisation positive de certains aspects du passé, mais sans se laisser enfermer dans le cercle de la répétition. Ils partagent avec la modernité l'espérance que l'avenir soit meilleur que le présent, mais rejettent toute vision linéaire et finaliste, et reconnaissent que ce futur est ouvert, incertain, et par conséquent ni prédéterminé, ni connu d'avance. Du temps dominant aujourd'hui, ils retiennent en partie la critique postmoderne du progrès et de l'inéluctabilité des lendemains qui chantent, mais affirment la nécessité de reconstruire une conception de l'histoire radicalement opposée au régime du présent perpétuel et capable d'intégrer expérience et attente. Rejetant la désagrégation postmoderne des processus historiques et critiquant en même temps la linéarité évolutionniste de la modernité, ces textes ouvrent la possibilité de reconnaître une discordance des temps et parient sur une récupération conjointe du passé et du futur.

## Résister au présent perpétuel

Quelques remarques plus générales sont nécessaires, avant de conclure. Il convient d'abord de revenir sur la notion de présent perpétuel. Celle-ci ne signifie évidemment pas la disparition de toute référence au passé ou au futur<sup>28</sup>. La

27. Je remercie Michael Löwy de m'avoir indiqué que la logique zapatiste est, à cet égard, très semblable à celle du « romantisme révolutionnaire » : à la différence du romantisme restitutionniste qui cherche à restaurer le passé prémoderne, celui-ci ne vise pas « un *retour* au passé, mais un *détour* par le passé », et utilise la nostalgie du passé pour se projeter en avant, vers un avenir nouveau et utopique (M. Löwy et R. Sayre, *Révolution et mélancolie...*, p. 300-303). Cependant, il faut peut-être reconnaître que le discours zapatiste dessine une configuration en partie spécifique : s'il s'énonce d'une certaine manière comme envers de la modernité, il parle aussi depuis un monde en partie prémoderne et en même temps s'inscrit critiquement dans le contexte du présent perpétuel de la postmodernité.

28. On renvoie sur ce point aux analyses de F. Hartog, qui souligne que le présentisme est toujours inquiet, à la fois anxieux de prévisions (sous la forme d'un futur déjà connu et finalement déjà présent) et avide de mémoire (« Temps et histoire », p. 1225-1227).

connaissance historique n'est pas (encore) morte, même si le temps des doutes succède aux gestes conquérantes et la contraction des ventes à l'expansion éditoriale<sup>29</sup>. Outre ses difficultés internes, il lui faut cependant faire face à la diffusion des versions néolibérales de la fin de l'histoire, et digérer la critique d'inspiration postmoderne, qui met en cause la possibilité de penser une perspective historique unifiée. Ces deux optiques sont certes différentes, et même largement contradictoires entre elles. Mais le présent perpétuel est peut-être précisément le pôle d'attraction commun qui fait sentir ses effets sur l'une comme sur l'autre, conduisant à une disparition de l'horizon d'attente et à une immobilisation dans le présent, idéalisé dans un cas, désabusé dans l'autre<sup>30</sup>.

Hors des sciences sociales, d'autres formes de relation au passé, succédanés divers du «goût des racines» et de la «vague mémorielle», s'amplifient symptomatiquement. L'envahissement des célébrations et anniversaires, quel que soit le bénéfice ponctuel que peut en retirer la recherche historique, marque la soumission de la connaissance du passé à une perspective qui est, littéralement, celle de l'actualité et de l'instant présent (contribuant ainsi à sa mercantilisation). Quant au futur, il bénéficie de moins d'espace. Pourtant, ici aussi, les célébrations ont leur place, et celles de l'an 2000 ne sont pas les moins pathétiques. En célébrant le présent de leur propre futur, les nations développées entendent se magnifier elles-mêmes, dans la plus impudique autosatisfaction. Grâce à une date dépourvue de la moindre signification historique, mais dans laquelle les restes de millénarisme réchauffé se mêlent à un siècle de rêverie futuriste, les démocraties libérales préparent la mise en scène planétaire de leur triomphe éternel. Si le futur est désormais présent, c'est que le présent est le futur de l'humanité. Le présent perpétuel ne saurait trouver meilleure aubaine.

Expérience et attente – non pas absentes, mais chaque fois plus à l'étroit et souvent déviées en trompe-l'œil – s'effacent donc au profit d'un *omni-présent*. Cette logique – qu'il faut comprendre comme un processus tendanciel, jamais totalement réalisé mais se renforçant sans cesse – se manifeste de mille manières par la dictature des temps brefs et des rythmes syncopés, par l'idéal d'immédiateté et d'instantanéité, ainsi que par la dénégation du temps qui passe et la subséquente interdiction du vieillissement qui dominent la sphère de la commu-

29. G. Noiriel, *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

30. M. A. Cabrera Acosta, «La historia y las teorías del fin de la historia», *Historia a Debate*, 1, 1995, p. 209-221 ; J.-F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris, Minuit, 1979 ; Id., *L'enthousiasme*, Paris, Galilée, 1986 et, pour un ensemble de définitions contrastées de la postmodernité, voir N. Casullo, ed., *El debate modernidad/posmodernidad*, Buenos Aires, Puntosur, 1993 (textes de M. Berman, P. Anderson, J. Habermas, J.-F. Lyotard, P. Burger, F. Crespi, A. Huyssen, etc.). Nietzsche dénonçait déjà le culte du présent perpétuel, enseigné par «les légionnaires de l'instant présent», et s'en prenait à «cette admiration de la puissance de l'histoire qui se transforme à chaque instant en une pure admiration du succès et conduit à l'idolâtrie du réel», que Hegel a léguée aux générations suivantes, pour avoir suggéré la fin de l'histoire sans l'avoir lui-même proclamée (*De l'utilité et des inconvénients de l'histoire pour la vie. Considérations inactuelles*, II, Paris, Gallimard, 1990, p. 147, et le commentaire de P. Anderson, *Los fines de la historia...*, p. 59).

nication et de l'information. Celle-ci impose le régime d'un éternel présent, fait d'instantanés éphémères qui miroitent du prestige d'une illusoire nouveauté, mais ne font que substituer, toujours plus rapidement, le même au même.

Certes, il ne s'agit là que d'un secteur particulier de l'activité sociale, et il serait réducteur de fonder l'analyse sur elle seule, comme si elle imposait partout sa loi, sans limites ni résistances. Au reste, la « tyrannie des horloges » qui s'impose à l'homme pressé d'aujourd'hui trouve son fondement, hors même de la sphère de la communication, dans la logique générale de la rentabilité et les formes de plus en plus exigeantes qu'elle revêt. Recherche d'économie de temps, maximalisation du temps disponible et réduction du temps nécessaire à une opération, flux tendus et rotation accélérée des stocks, rapidité des mouvements de capitaux et profits éclairs de la spéculation : les lois exacerbées de la marchandise luttent avec acharnement contre le paramètre temporel. Elles se mesurent au temps, non pour en prendre la juste mesure, mais pour le réduire sans cesse davantage et tenter de triompher de lui. La condamnation des temps longs et de la durée découpe l'instantanéité présente, la sépare de ses antécédents et exige l'oubli des contraintes du long terme, le plus souvent gênantes en terme de rentabilité. C'est en cela que le régime du présent perpétuel convient à la logique économique de la marchandisation et du profit, et aux discours amnésiques et myopes qui lui correspondent.

Le présent perpétuel apparaît donc comme la confluence de deux phénomènes. L'aspect que l'on vient de décrire n'est que l'accentuation des règles de la rentabilité et des effets de la mesure horaire du travail. Même si le régime du présent perpétuel suppose l'amplification de cette tyrannie de l'instant et surtout son extension au domaine de la culture et à l'ensemble des aspects de la vie humaine, c'est là une réalité sous certains aspects déjà ancienne ; et il n'a pas manqué d'œuvres littéraires ou cinématographiques au cours du siècle écoulé pour la dénoncer. Tandis que ce premier aspect procède d'une certaine continuité avec le temps de la modernité, le second courant qui conflue dans le présent perpétuel rompt nettement avec elle. En effet, l'éclatement postmoderne de toute vision unifiée de l'histoire, emportée en même temps que les notions de progrès et d'histoire universelle, contribue, avec les autres tendances déjà évoquées, à défaire le régime moderne d'historicité<sup>31</sup>. La convergence de ces deux aspects n'est pas une simple somme ; elle noue un lien nécessaire entre le culte de la

31. Il dérive de ces remarques que les prémices du premier aspect se rencontrent au sein même de la modernité, tandis que les antécédents du second relèvent en partie de la critique romantique du monde moderne. Néanmoins, il est important de maintenir une différence nette entre les thèmes d'inspiration postmoderne qui participent à l'essor du présent perpétuel et la critique romantique de la modernité, leur proximité n'étant que superficielle. D'autre part, il va de soi que le triomphe du présent perpétuel s'associe à la bonne santé du discours modernisateur (mais il s'agit d'une modernisation qui perd sa prétention civilisatrice et tend à se revendiquer dans sa dimension strictement économique). Assumant l'échec du projet de la modernité, la postmodernité livre le monde à une modernisation sans projet.



vitesse et la répétition du même. On pourrait même établir une relation de proportionnalité entre l'immobilisation dans le présent perpétuel et l'accélération des rythmes d'activité et de vie. Ceux-ci masquent le retour de l'identique sous l'apparence du neuf, et la vitesse qu'ils produisent demeure la seule forme assumée de l'expérience du temps, quand toute vision du devenir humain et historique a été abolie<sup>32</sup>. Enfin, on soulignera que l'un des résultats fondamentaux de cette convergence – et sans doute un critère déterminant du présent perpétuel – est l'obscurcissement, résigné ou nihiliste, de toute issue future. Le « *No future* », hurlé dans un vacarme assourdissant par le groupe punk Sex Pistols en 1976, pourrait bien avoir inauguré, au-delà de ses diverses préfigurations, le règne du présent perpétuel dont 1989 paraît constituer l'apothéose<sup>33</sup>.

Dans un second ensemble de remarques, on voudrait suggérer – même si on ne peut ici que l'esquisser – un parallèle entre la question de la temporalité et celle de la spatialité. La mondialisation de l'économie (c'est-à-dire essentiellement la libéralisation du commerce international et la dérégulation des marchés financiers) ne crée nullement un monde uniforme. Elle s'articule au contraire à un développement planétaire inégal et se traduit par une dualisation croissante, tant entre les nations qu'en leur sein. En outre, ces processus, tout en affaiblissant le cadre des États-nations au profit d'injonctions et d'interdépendances transnationales, s'accompagnent de blocages antimigratoires et de replis identitaires, de morcellements et de fragmentations politiques, appuyés sur des formes plus ou moins fanatiques de revendications nationalistes ou ethniques<sup>34</sup>. Il s'agit donc d'une double logique contradictoire de globalisation (du capital et des marchandises) et de fragmentation (politique, sociale et humaine). Jouant de ces tensions, le marché poursuit, dans les sphères qui l'avantagent, son œuvre d'homogénéisation et de banalisation spatiales, engagée au XIX<sup>e</sup> siècle, à tel point que l'uniformisation marchande mine sournoisement la spécificité des lieux, et que les possibilités techniques de mobilité et de communication font parfois oublier la spatialité comme dimension intrinsèque de l'existence humaine (laquelle ne saurait être qu'en *étant là*, quelque part)<sup>35</sup>.

32. « Seul le triomphe universel du rythme de la production et de la reproduction mécanique est la garantie que rien ne changera, qu'il ne sortira rien d'inadéquat » (M. Horkheimer et T. W. Adorno, *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1974, p. 143).

33. Notons cependant que la formule ne devient l'emblème d'une époque résignée que par le détour paradoxal d'une contestation radicale qui condamne tout autant le passé et le présent que le futur, et qui valut à leurs auteurs l'anathème quasi général en Angleterre. Parmi les autres aspects du renversement amorcé au milieu des années 1970, on doit rappeler la crise de 1974 et un ensemble de basculements dans le champ intellectuel au cours des années 1976-1979 (la théorisation de la postmodernité n'étant que l'un de ces aspects). Par ailleurs, l'apothéose de 1989 est préparée par une décennie conservatrice, d'essor des politiques néolibérales, d'expansion de l'idéologie de l'entreprise et de délégitimation presque totale de l'idée de transformation sociale radicale.

34. Sur ces contradictions, voir D. Bensaïd, *Le pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997, chap. II.

35. Cf. A. Berque, *Être humains sur la terre. Principes d'éthique de l'écoumène*, Paris, Gallimard, 1996, qui souligne le lien fondamental entre l'existence humaine et son lieu et propose une logique de la « médiance ».

Si les usines et les bureaux menacent d'être déplacés depuis les pays développés vers des continents à main-d'œuvre bon marché, on pourrait dire que la *délocalisation* est en passe de devenir une caractéristique générale du monde contemporain, dans la mesure où, de plus en plus, le paramètre spatial perd son caractère déterminant, et où la relation au lieu propre cesse d'être un trait fondamental de l'expérience humaine.

Face au processus d'uniformisation spatiale et de *délocalisation généralisée*, promu par la mondialisation marchande, il pourrait être légitime de revendiquer une singularité des expériences et une autonomie des lieux, susceptibles de restituer aux êtres humains et à leurs actions leur nécessaire localisation, c'est-à-dire leur relation avec les qualités spécifiques du site qui abrite leur vie et contribue à leur donner sens. La difficulté consiste ici à maintenir cette exigence sans faire le jeu des fermetures identitaires et des particularismes jaloux, ni *a fortiori* revenir à l'oppression cellulaire et au lien au sol, caractéristiques du féodalisme. Il n'y a pas ici de recettes, et le seul principe qu'on soit en mesure d'énoncer est celui d'un dépassement de l'opposition entre le particulier et le général, le local et l'universel.

Il s'agirait au contraire – comme l'expérience zapatiste le suggère – d'articuler le local (en l'occurrence la revendication ethnique), l'universel (le souci de l'humanité) et, si l'on y tient, le national (s'agissant d'une culture aussi patriote que celle du Mexique). De fait, une lutte exclusive pour l'identité et l'autonomie indigènes reconduirait à l'ethnisme et aux idéalizations qui l'accompagnent souvent; accepter les frontières du Mexique comme horizon politique entraînerait aisément une fermeture nationaliste, voire xénophobe; enfin, ne retenir qu'une perspective universelle imposerait de nier les particularités locales, ethniques et nationales qui donnent leur base solide à tout mouvement social. Le local, le national et l'intercontinental ne peuvent donc ni être opposés ni être séparés. La logique qui prévaut ici est celle d'une articulation d'échelles différentes, au sein de laquelle chaque niveau ne trouve sa pertinence que dans la mesure où il est mis en relation avec les autres.

Le critère de différenciation avec les particularismes identitaires est alors clair. Ceux-ci deviennent menaçants parce qu'ils isolent et réifient le local, le particulier, l'ethnique, les exaltant comme valeurs suprêmes séparées et comme fins en soi. Dans l'autre cas, en revanche, ils constituent des valeurs assumées et revendiquées, mais qui s'inscrivent dans une perspective plus large qui les dépasse et en transforme le sens. Ce pourrait être là les bases d'un nouvel universalisme, qui à

---

selon laquelle il n'y a pas d'être sans lieu, pas d'existence sans localisation. Dans cette perspective, ni la planète ni la biosphère ne peuvent être considérées comme espace universel, homogène et sans différences. La relation entre l'homme et son écoumène oblige au contraire à reconnaître la singularité des lieux comme condition de l'existence humaine de ceux qui les habitent.

la fois s'écarte de l'homme abstrait défini par les Lumières et rejette la pacotille d'un internationalisme des marchandises, pour admettre que l'accès à l'universalité peut se fonder sur la reconnaissance de la spécificité des lieux et de l'autonomie des expériences<sup>36</sup>. Au lieu de se nier l'un l'autre, le local et l'universel peuvent être acceptés comme deux pôles différenciés et aussi nécessaires l'un que l'autre, trouvant leur justification et leur légitimité dans la mesure même où ils s'articulent l'un à l'autre.

Si un tel dépassement est possible dans l'ordre spatial, on veut croire qu'il peut l'être aussi dans le domaine temporel ; et c'est dans les termes d'un raisonnement homologue qu'il faut chercher une voie qui s'écarte à la fois du désastre contemporain et de la prémodernité féodale, sans pour autant reproduire exactement la modernité issue des Lumières.

L'expérience zapatiste n'est évidemment ni la première tentative, ni la seule base possible pour esquisser un tel dépassement. S'il s'agit d'un symptôme pertinent, on doit pouvoir en repérer bien d'autres. On peut en particulier rappeler les efforts de Walter Benjamin pour élaborer une conception du matérialisme historique débarrassée des mythes de la modernité et des dogmes du progrès global et illimité, et renonçant en particulier au temps vide et homogène de l'historicisme. Au centre de sa tentative pour rompre le continuum tranquille de l'historicisme et la nullification de l'instant qu'il suppose, W. Benjamin inscrit une glorification du présent, « un présent qui n'est point passage, mais qui se tient immobile sur le seuil du temps<sup>37</sup> ». Cherchant ainsi à ouvrir le temps à l'irruption messianique du projet révolutionnaire – et tout en l'articulant à l'espérance du futur et à la nécessaire réappropriation du passé –, le présent de W. Benjamin est évidemment sans rapport avec le présent perpétuel du monde contemporain, comme éternelle répétition du même.

Mais il convient de remarquer que l'adversaire contre lequel Walter Benjamin élabore ses *Thèses* est différent de celui que nous avons identifié aujourd'hui. Il s'efforce de se défaire d'une vision linéaire et auto-engendrée de l'histoire, avançant vers un inéluctable progrès, que le marxisme ordinaire partage avec l'idéologie bourgeoise, tandis que nous sommes aujourd'hui face au champ de ruines, sans espoir de reconstruction, laissé par l'épuisement de la modernité et la fin proclamée des « grands récits » d'émancipation<sup>38</sup>. Même si la

36. L'abstraction, comme processus permettant de rendre l'hétérogène équivalent, est au centre de la critique des Lumières menée par M. Horkheimer et T. W. Adorno (*La dialectique de la raison...*). En soulignant que la conciliation de l'universel et du particulier perd toute valeur quant les deux pôles se touchent et se fondent dans l'identité, ils invitent justement à penser entre eux une articulation résultant d'un travail pour concilier des différences et mettre en relation des lieux spécifiques.

37. W. Benjamin, *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, XVI, in *Essais* 2, Paris, Denoël, 1983, p. 205. Voir les commentaires de G. Agamben, « Tempo e storia », in Id., *Infanzia e storia*, Turin, Einaudi, 1978, p. 91-107, et de D. Bensaïd, *Marx l'intempêtif...*

38. J.-F. Lyotard, *La condition postmoderne*.

reconnaissance de l'ouverture potentielle du présent, point de passage possible d'une « histoire qui se répète » à « une histoire qui cesse de se répéter » reste nécessaire<sup>39</sup>, il y a désormais quelque risque à prendre le présent pour bannière (si « chaque seconde était la porte étroite par laquelle pouvait passer le Messie<sup>40</sup> », ce sont des faux messies par milliers qui sont créés chaque jour dans l'instantanéité de la communication mondiale).

Face à la tyrannie de l'aujourd'hui, l'abrupt arrachement du présent à toute continuité dynamique n'est pas sans danger ; et la situation actuelle paraît plutôt imposer comme enjeu prioritaire la récupération conjointe du passé et du futur, même si la critique benjaminienne rappelle opportunément que cette articulation doit se penser au présent.

\*

Improbables jonctions entre des temporalités désaccordées : telle serait la formule commune aux différentes expériences rapportées ici. L'intérêt présent du passé tient d'abord à son caractère mort ; et pourtant – au sein même du présent perpétuel mondialisé – le passé joue des effets de sa présence ; il persiste, résiste, revendique. Si toute époque présente une « coexistence d'asynchronie<sup>41</sup> », il est des lieux où le choc de formes sociales décalées se fait plus rude. De ce heurt brutal entre différents présents, les uns lourds de passé et les autres terriblement présents, peut naître un court-circuit des temps qui, au Chiapas, se fait explosif. C'est peut-être pourquoi les textes néozapatistes parient sur une jonction du passé et du futur qui, cessant d'être les ennemis irréductibles qu'ils furent sous le règne de la modernité, se mêlent désormais en une imprévisible discordance des temps. Ces textes témoignent ainsi pratiquement d'une critique de la modernité, qui sacrifie le mythe de la Révolution et d'un avenir radieux garanti par les lois de l'histoire. Pour autant, les figures du temps historique qu'ils esquissent ne sont pas les bricolages désenchantés que la postmodernité parsème sur les ruines des grands récits d'émancipation.

S'il est difficile de tracer plus qu'une simple esquisse, il s'agit d'avancer dans la voie d'une critique non postmoderne de la modernité et vers la reconstitution d'une vision résolument historique. Face à l'éclat factice du présent perpétuel qui obnubile champ d'expérience et horizon d'attente, une pensée historique leur restitue conjointement leur visibilité. L'histoire vient miner l'illusion du présent perpétuel en révélant un avant radicalement autre, promesse d'un après non moins différent (et tellement autre qu'il en devient

39. L'articulation de cette double dimension contradictoire de l'histoire est mise en évidence dans les textes néozapatistes, par exemple dans cette formule : « *somos la necia historia que se repite para ya no repetirse* », in *La revuelta de la memoria...*, p. 162.

40. W. Benjamin, *Thèses...*, XVIII B, p. 207.

41. Selon la formule de W. Kula, rapportée par K. Pomian, « Périodisation », in J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel, eds, *La nouvelle histoire*, Paris, Retz-CEPL, 1978, p. 455-457.

inimaginable, imprévisible). Il s'agit donc de dégager un horizon d'attente, qui ne saurait être indexé sur le champ d'expérience comme le voulaient les sociétés traditionnelles, mais qui ne doit pour autant ni exclure d'improbables jonctions autorisées par une discordance des temps assumée, ni faire le jeu du conservatisme ou d'un retour au paradis perdu des origines. D'autre part, si l'horizon d'attente se sépare du champ d'expérience, le calcul de cet écart et la trajectoire qu'il détermine cessent d'être garantis, comme ils l'étaient dans le régime de la modernité, par la dynamique du progrès et les lois de l'histoire. C'est cette ouverture même qui le rend vulnérable, expliquant que beaucoup concluent à sa disparition, quand d'autres s'efforcent de l'entrevoir dans sa fragilité.

L'histoire n'expliquera jamais le présent et n'éclaire plus le futur. Mais, plus que jamais, elle a pour mission de restaurer d'un même mouvement un espace d'expérience, nécessaire à la saisie du contemporain, et un horizon d'attente, dont la promesse est certaine mais la nature indéterminée<sup>42</sup>.

42. Resterait à se demander quelles conséquences tirer de ces remarques pour l'écriture de l'histoire et notre pratique du métier. Il s'agirait sans doute de refuser autant la vision finaliste d'une histoire linéaire et unifiée, s'avancant vers son terme selon la logique inéluctable et étroitement déterminée d'un récit monolithique, que l'atomisation d'un projet microhistorique exacerbé jusqu'à l'oubli des contraintes sociales et la dénégation des évidences massives de l'évolution. Il s'agirait sans doute de plaider pour une histoire non linéaire et possibiliste, mais néanmoins cohérente, définie comme science à la fois du changement et de la durée, et capable de mettre au jour la logique des transformations sociales. C'est-à-dire aussi une histoire à la fois globale et plurielle. Globale, en ce qu'elle vise la saisie de la cohérence du tout social et de sa dynamique. Plurielle, en ce qu'elle reconnaît la diversification et l'autonomie relative des sphères composant la société, la possibilité d'évolutions différentielles et de failles fracturant le système social. Globale quoique plurielle, en ce sens qu'il ne s'agit pas de détacher tel ou tel fragment, mais de penser son rattachement spécifique à la totalité sociale et le jeu admis dans son rapport à celle-ci. Plurielle quoique globale, en ce sens qu'il convient de renoncer à forcer l'unification d'une époque sous l'espèce d'une unité de style ou toute autre variante de l'esprit du temps, et à penser l'évolution comme une ligne droite unique, sans pour autant cesser de viser une intelligibilité d'ensemble de l'histoire humaine.

||

## DEUX NOUVELLES MISES EN SCÈNE DE LA NATION ALLEMANDE

LES EXPÉRIENCES DU DEUTSCHES HISTORISCHES MUSEUM (BERLIN)  
ET DU HAUS DER GESCHICHTE DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND (BONN)

DEPUIS TOUJOURS, les « musées d'histoire » – quelle que soit l'extension qu'on donne à ce terme<sup>1</sup> – ont eu partie liée avec le politique. Du musée des Monuments français de Lenoir au musée de Versailles et au Mémorial de Caen, du Museum of Imperial War de Londres au Nordiska Musejet de Stockholm, les institutions de conservation des objets du passé national ont en général été investies d'une mission politique. On pourra, certes, objecter que tout musée public est porteur d'un projet politique au sens large. Ce fut le cas du British Museum, du musée du Louvre, du Altes Museum de Berlin. Mais ceux qui se définissent plus particulièrement par une perspective historique dominante – sur la nation, telle localité, telle époque, tel type d'activité, classe d'objets, etc. – répondent à des volontés ou à des relations d'ordre politique plus précises. Ils concrétisent l'idée d'une éducation par l'histoire tout comme celle de la protection et de la préservation des objets laissés par des populations diverses et susceptibles d'incarner la mémoire des groupes en question. Dans le cas des musées d'histoire qui prennent pour cadre la nation, l'investissement politique est particulièrement lourd. Selon la conception classique, un tel musée doit mettre en scène l'épopée de la nation, à travers les faits d'armes d'abord, les réalisations culturelles et techniques et les faits de civilisation ensuite. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les champs d'application de cette mission étaient souvent relativement indifférenciés. En outre, ils pouvaient varier fortement selon qu'il s'agissait d'une grande puissance européenne ou d'une « petite » nation en voie d'affirmation. Ces dernières ont été davantage portées, dès cette époque, vers les collections ethnographiques rassemblant les objets de la culture matérielle et les vestiges de la vie quotidienne. Par la suite, le champ de vision s'est à la fois élargi et uniformisé, suivant un concept d'histoire totale qui s'est progressivement imposé.

1. Pour l'état des réflexions à ce sujet, cf. G. Korff, M. Roth, eds, *Das historische Museum. Labor, Schaubühne, Identitätsfabrik*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1990; M.-L. von Plessen, ed., *Die Nation und ihre Museen*,

L'histoire allemande récente offre un exemple particulièrement instructif de ces usages politiques : la création parallèle de deux musées d'histoire à vocation nationale, le Musée historique allemand (Deutsches Historisches Museum) de Berlin et la Maison de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne (Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland) de Bonn. Les deux entreprises ont fait l'objet d'une discussion publique très animée qui a souvent versé dans la polémique. Dans l'opinion, elles ont été étroitement associées aux efforts du gouvernement Kohl visant à remédier au déclin présumé de la culture historique en Allemagne. Aujourd'hui, avec un recul de dix ans, il s'avère que les deux projets participent bien davantage du mouvement de nouvelle culture mémorielle dont relèvent, tout à la fois, les courants historiographiques de l'*Alltagsgeschichte*, des *Geschichtswerkstätten* (version allemande des *History workshops*) et la renaissance des *Heimattmuseen*, ces musées locaux et régionaux fondés pour la plupart au début du siècle. En même temps, les cartes ont connu une nouvelle donne avec l'avènement, totalement inattendu, de l'unification allemande. La façon dont la création des deux musées a pu anticiper sur ces événements ne laisse pas d'étonner<sup>2</sup>. Mais le contexte même de ces initiatives montre la particularité du rapport à l'histoire en Allemagne après 1945 et permet, tout comme leur réalisation progressive, d'illustrer les liens complexes qui unissent perspective historique et visée politique dans ce pays.

## Quel rapport au passé après 1945 ?

Il n'est pas inutile de rappeler à l'observateur d'aujourd'hui que la division politique consécutive à la fin de la Seconde Guerre mondiale a placé les Allemands dans une situation de gestion du passé bien particulière. En simplifiant, on dira que la RDA a cultivé un rapport actif à l'histoire qui consistait à voir dans la création d'un État communiste l'aboutissement logique des tendances profondes de l'évolution socio-économique. Dans cette perspective, on y mettait en avant les événements susceptibles d'illustrer la lutte des classes et les tentatives successives des Allemands pour se libérer du joug des aristocrates ou des capitalistes : la guerre des paysans au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les révolutions bourgeoises avortées, les divers soulèvements ouvriers entre 1846 et 1919, enfin la mise en place d'un régime socialiste à partir de 1946. Dans cette perspective, le

Francfort-sur-le-Main, Campus, 1992 ; M. Hinz, ed., *Der Krieg und seine Museen*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1997 ; J. Rüsen, ed., *Geschichte sehen. Beiträge zur Ästhetik historischer Museen*, Pfaffenweiler, Centaurus, 1988. Les trois premiers titres sont issus de colloques internationaux organisés par le Musée historique allemand de Berlin.

2. Au titre de ces anticipations, on peut aussi citer l'acquisition par Daimler-Benz (été 1988) d'un immense terrain près de Potsdamer Platz, à proximité immédiate du Mur de Berlin. Par la suite, cette acquisition a fait de Daimler-Benz et de sa filiale Debis le plus grand promoteur immobilier de l'ensemble Potsdamer Platz.



régime nazi n'apparaît que comme l'épisode, certes violent, mais logique, d'une lutte de longue haleine, caractérisé par le fait que le grand capital avait fait alliance avec une idéologie fasciste particulièrement réactionnaire. Dans la confrontation avec l'Union soviétique, le socialisme avait montré sa supériorité et, parallèlement, les communistes avaient été les seuls résistants actifs en Allemagne.

Cette vision de l'histoire allemande fut mise en scène dans un musée historique (Museum für Deutsche Geschichte) que la RDA avait installé en 1952 (puis réaménagé en 1981) dans l'ancien Arsenal prussien de Berlin (Zeughaus). Du côté de la RFA en revanche, les rapports à l'histoire nationale ont été contradictoires. À une période de gêne, sinon de silence total, pendant l'ère Adenauer, a succédé le « procès des pères » engagé par la génération de 1968. Ces deux phases ont ceci en commun qu'elles ont mis entre parenthèses la question nationale, si bien qu'on eut l'impression que la RFA était entrée dans une sorte d'ère post-nationale, dominée par le rattachement à l'Occident et l'intégration européenne. Cette éclipse du national ne fut bien sûr pas totale. Dans un certain nombre de secteurs, on a bien pu repérer des velléités de nationalisme. De même, le choc de la « catastrophe allemande » (Friedrich Meinecke) avait bien une ampleur nationale et attestait, de fait, la permanence des catégories nationales. Mais le sentiment de rupture était tellement général que la nation ne semblait plus offrir le cadre adéquat pour construire un rapport plausible entre passé, présent et avenir.

Deux mouvements à la fois parallèles et contradictoires peuvent cependant être observés. D'une part, la ligne politique des gouvernements successifs, conservateurs ou socialistes, avait progressivement conduit à accepter la division politique de l'Allemagne en plusieurs États, tout en insistant sur l'unité et l'indivisibilité de la nation. Progressivement, l'affirmation de cette unité paraissait cependant de plus en plus artificielle, même si elle était, en effet, soutenue par une politique de nationalité spécifique<sup>3</sup>. D'autre part, le « patriotisme de la Constitution », selon l'expression de Habermas, qui s'est développé à partir des années 1970, voyait dans la RFA le premier État démocratique durable de l'histoire allemande, fondé sur des institutions solides et soutenu par une adhésion populaire générale. Dans une vision minimaliste, on peut voir dans cette attitude la traduction politique de l'expérience réussie de la reconstruction économique qui avait apporté aux Allemands de l'Ouest l'aisance matérielle et un début de réhabilitation morale. Mais en même temps, le caractère universel des valeurs sur lesquelles se fondait la Constitution fédérale devait conférer à la république de Bonn qui, au départ, était conçue comme une construction provisoire, une stabilité insoupçonnée.

3. Rappelons que tout citoyen de RDA réfugié à l'Ouest avait, au même titre que tout descendant de « souche » allemande résidant dans les pays de l'Est, automatiquement droit à un passeport ouest-allemand.

Cela dit, l'intensité des débats historiographiques qui ont périodiquement agité les milieux intellectuels et politiques en RFA montre que la clef des deux constructions résidait bien dans la place qu'on accordait, dans l'histoire allemande, à la période national-socialiste. Pour les uns, celle-ci représentait un épisode particulièrement dramatique, qui ne pouvait cependant pas affecter durablement l'idée d'un État-nation allemand. Elle était perçue comme une aberration, regrettable certes, voire horrible. Mais cette aberration était pensée par rapport à une norme qui continuait d'exister. Pour les autres, elle constituait la fin logique d'un développement qui avait voulu instituer l'Allemagne comme un État-nation au centre de l'Europe. Ceux-ci soutenaient que l'Allemagne unifiée créée par Bismarck n'avait duré que soixante-quinze ans et que le retour vers une réalité pluri-étatique correspondait aux tendances profondes de l'histoire allemande. Cette vision, qui se rattachait volontiers à une conception post-nationale de l'Europe en voie de construction, était par ailleurs souvent associée à un argument d'ordre moral : collectivement responsables des exactions nazies, les Allemands avaient perdu le droit de vivre dans un État national. Tout comme l'expulsion, en 1945-1946, de douze millions d'Allemands des territoires rattachés à la Pologne et à l'Union soviétique, la fin de l'unité allemande pouvait être interprétée comme une punition collective infligée aux Allemands pour avoir commis des crimes sans précédent dans l'histoire de l'Europe.

Le caractère ambivalent des deux types d'argumentaires est manifeste. Les tenants de la continuité nationale devaient minimiser l'ampleur de la catastrophe nazie. Dans la mesure où, le plus souvent, ils étaient des partisans actifs de l'intégration européenne et de l'ancrage de l'Allemagne dans l'alliance occidentale, ils étaient obligés de mettre entre parenthèses les espoirs de réunification. Ils devaient enfin gérer les ambiguïtés du discours des partenaires occidentaux sur l'unité allemande, ambiguïtés qui sont apparues au grand jour après la chute du Mur. Car ceux-ci, tout en se déclarant favorables au principe d'auto-détermination, ont montré de fortes réserves face à la reconstitution d'un État national allemand. D'autre part, la thèse de la punition collective avancée par les tenants de la rupture post-nationale révèle, de toute évidence, la persistance d'un cadre de réflexion national. En même temps, elle prolonge, en l'inversant, l'idée d'un *Sonderweg*, d'une voie spécifique du développement historique allemand. Contrairement aux nations de l'Europe de l'Ouest, qui avaient pourtant, pendant deux siècles, servi de modèle, l'Allemagne aurait, finalement, mieux fait de renoncer à l'établissement d'un État national et de dissocier nation politique et nation culturelle. Ses traditions fédérales ne pourraient-elles, de leur côté, inspirer la construction européenne ?

## Deux projets complémentaires

Vers le milieu des années 1980, ces débats sont entrés dans une phase qui a fait intervenir, outre les historiens, différents acteurs politiques. Regrettant une « perte » du sens de l'histoire, notamment chez les jeunes, le Sénat de Berlin, sous l'égide du maire Richard von Weizsäcker, futur président de la RFA, chargea une commission d'historiens de réfléchir à la conception d'un musée qui pourrait prolonger le succès de l'exposition sur la Prusse organisée en 1981 au Martin-Gropius-Bau nouvellement restauré<sup>4</sup>. L'existence d'un musée historique à Berlin-Est constituait, par ailleurs, un argument de poids souvent mis en avant. Dans leur pré-rapport, les historiens constataient chez leurs concitoyens une « incertitude croissante concernant la définition de la place de l'Allemagne dans l'histoire récente et, consécutivement, une quête visant à assurer une identité politique et sociale ». Cette quête devait passer par un « dialogue avec le passé » incluant aussi bien « grandeur que traumatisme, à la fois Weimar et Auschwitz<sup>5</sup> ». Dès cette époque, on peut constater une certaine ambiguïté de l'argumentaire : les partisans du projet insistaient à la fois sur le manque de sens historique, la « perte d'histoire » qui menaçait les générations nouvelles et sur la « demande d'histoire » croissante qui s'était manifestée dans différentes expositions historiques et justifiait la création d'un musée permanent. Face à eux, on a vu alors se former une coalition d'adversaires du projet qui comprenait des Verts hostiles au retour d'un questionnement national, des sociaux-démocrates berlinois soucieux d'autonomie locale, des intellectuels de gauche méfiant à l'égard d'une initiative qui mettait en avant la centralité de la capitale du Reich pour l'histoire allemande. Enfin on a assisté à un débat technique entre deux conceptions : l'une qui se proposait de construire un vrai musée de l'histoire avec une exposition permanente fondée sur une collection propre, et l'autre qui voulait aménager une Maison de l'histoire servant simplement de lieu d'accueil pour de grandes expositions temporaires<sup>6</sup>.

Parallèlement, le cours du projet fut infléchi par l'entrée en scène du gouvernement fédéral. Dès sa déclaration de politique générale d'octobre 1982, le chancelier Kohl, lui-même auteur d'une thèse d'histoire, avait fait part de son intention de mener une politique favorable à la préservation d'une culture

4. Il est caractéristique du mélange des questions idéologiques et pratiques qui a entouré cette affaire que l'initiative ait été impulsée par la nécessité de trouver une destination prestigieuse à cet édifice (ancien musée des Arts et Métiers), situé à trois mètres du Mur, dont la restauration avait été très controversée. Par la suite, les adversaires de la restauration ont été parmi les défenseurs les plus ardens du caractère « artistique » de l'édifice, qu'ils voulaient préserver d'un envahissement par l'histoire politique.

5. H. Boockmann, E. Jäckel, H. Schulze, M. Stürmer, « Memorandum pour un Musée historique allemand à Berlin » [janvier 1982], reproduit in C. Stölzl, ed., *Deutsches Historisches Museum. Ideen, Kontroversen, Perspektiven*, Francfort-sur-le-Main, Propyläen, 1988, p. 61-66, ici p. 61 sq.

6. Le détail de ces débats est documenté de façon exhaustive in C. Stölzl, *ibid.*

historique en Allemagne. « Le gouvernement fédéral s'emploiera », déclara-t-il, « à ce que la capitale fédérale, Bonn, voie naître une collection relative à l'histoire allemande depuis 1945 consacrée à l'histoire de notre État et à la nation divisée<sup>7</sup> ». En mai 1983, il annonça le second volet : le gouvernement fédéral se proposait d'aider à la réalisation d'un musée historique à Berlin qui embrasserait l'ensemble de l'histoire allemande<sup>8</sup>. Dès lors, les deux projets seront poursuivis de façon parallèle. En même temps, ils seront associés à l'idée d'une initiative politique émanant du gouvernement fédéral conservateur, même si on a pu montrer par la suite qu'ils avaient déjà été esquissés sous les gouvernements sociaux-démocrates<sup>9</sup>. L'affaire a été passablement compliquée par le fait qu'en Allemagne fédérale, le domaine de la culture est du ressort des *Länder*. C'est seulement de façon exceptionnelle que le gouvernement fédéral peut y intervenir.

Les discussions très nombreuses et controversées qui ont accompagné la création des deux musées constituent une sorte de cas d'école pour les interactions entre débat public et parlementaire, formation de l'opinion, jeux d'oppositions politiques plus ou moins manifestes, intervention d'experts de tous bords et, enfin, processus de prise de décision au niveau des gouvernements régional et fédéral. Il est intéressant d'observer que le projet berlinois a bien plus mobilisé l'attention que son pendant rhénan. C'est lui qui a cristallisé, au moment de la controverse des historiens, les critiques d'une large part de l'opinion, notamment intellectuelle de gauche. N'y avait-il pas là une tentative insidieuse de renouer avec l'idée d'une continuité nationale, au-delà du traumatisme national-socialiste ? Voulait-on réveiller les démons de l'histoire, à deux pas non seulement du Mur, mais aussi de l'ancien siège de la Gestapo, où avaient été torturés les adversaires du régime ? Les défenseurs du projet avaient beau affirmer qu'il s'agissait de mettre en scène un rapport critique, interrogatif à l'histoire nationale, de faire apparaître les crises et les ruptures : dans la mesure où il était lié à une problématique identitaire, le projet continuait à être apparenté à une entreprise de médication pour une nation allemande en mal de repères. En revanche, le projet de Bonn avait d'emblée été porté par une volonté politique plus consensuelle. Personne ne voulait ouvertement contester une entreprise censée documenter la voie démocratique de l'Allemagne fédérale. Les objections ont porté sur la primauté accordée, dans la première conception élaborée par un groupe d'historiens, à l'histoire politique. Par la suite, l'histoire économique et sociale ainsi que l'histoire des mentalités et des pratiques quotidiennes ont davantage été prises en compte. Mais curieusement, le fait que la définition et la mise

7. Déclaration gouvernementale du 13 octobre 1982, reproduite *ibid.*, p. 128.

8. Déclaration du 4 mai 1983, *ibid.*

9. E. François, « Naissance d'une nation. Le Musée historique allemand de Berlin », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, 34, 1992, p. 69-84, travail pionnier sur le sujet.

en œuvre du projet aient été confiées à un petit groupe proche du gouvernement chrétien-libéral n'a jamais fait l'objet d'une véritable contestation politique<sup>10</sup>. Tout s'est passé comme si les joutes berlinoises avaient éclipsé les enjeux politiques, nettement plus partisans, du projet de Bonn. En revanche, le comité de seize personnes chargé, en 1985, de la conception du musée de Berlin était davantage ouvert aux différentes sensibilités politiques et à un éventail assez large de « chapelles » historiennes. Ces distributions étaient proportionnées aux difficultés entraînées par deux missions politiques différentes.

### « Missions » politiques et muséologiques

Le musée de Bonn semblait avoir une tâche bien circonscrite et, donc, plutôt facile à mettre en œuvre : montrer l'histoire de la République fédérale à partir de 1945 en insistant à la fois sur les traditions libérales, démocratiques et fédérales de l'histoire allemande ainsi que sur l'ancrage définitif à l'Ouest (*Westorientierung*) de l'Allemagne démocratique<sup>11</sup>. Cette mission impliquait également de ne pas passer sous silence ce qu'on appela pudiquement les « hypothèses », le Troisième Reich et la nation divisée. Mais en se donnant délibérément pour objet une *success-story* à laquelle il fallait, d'une part, conférer une certaine profondeur historique et qu'il convenait, d'autre part, d'enrichir de l'épaisseur du vécu historique, les responsables du projet se sont engagés dans une conception didactique qu'on retrouvera au niveau de la présentation concrète. Pour la mise en œuvre institutionnelle, on choisit la forme d'une fondation entièrement financée par le gouvernement fédéral<sup>12</sup>. La structure d'organisation associe, outre le conseil d'administration (*Kuratorium*) et le comité scientifique d'usage, un conseil de représentants de la vie civile (*Arbeitskreisgesellschaftlicher Gruppen*) où sont représentés les syndicats, le patronat, les Églises, les mouvements civiques, etc. Chaque projet majeur, chaque initiative, doit recueillir l'assentiment de ce conseil, qui possède donc, à côté du comité scientifique, un pouvoir de contrôle effectif.

Le musée de Berlin était conçu sur d'autres bases. Poursuivant l'ancienne exposition intitulée « Questions à l'histoire allemande » (*Fragen an die deutsche Geschichte*) installée au Reichstag depuis 1971<sup>13</sup>, il envisageait un questionnement

10. Le groupe chargé de la conception du projet a été composé de Lothar Gall, Klaus Hildebrand, Horst Möller, Ulrich Löber. Ont également été consultés (en été 1983) : Karl-Dietrich Bracher, Hans-Peter Hillgruber, Morsey, Hans-Peter Schwarz et Michael Stürmer.

11. Cf. le résumé donné par S. von Köckritz, directeur des affaires culturelles au ministère de l'Intérieur, lors de l'audition de novembre 1983 à Berlin (in C. Stözl, *Deutsches Historisches Museum...*, p. 129).

12. Après avoir été créé, en mars 1986, comme fondation sous tutelle, le Haus der Geschichte a, en vertu d'une loi votée par le Bundestag pendant l'hiver 1989-1990, le statut d'une fondation indépendante (*selbständige Stiftung*).

13. L'exposition a été inaugurée à l'occasion du centenaire de la fondation du Reich, le 21 mars 1971. Elle fut actualisée et transformée en exposition permanente en septembre 1974. Depuis, et jusqu'à sa fermeture en 1996, elle aurait été vue par six millions de visiteurs.

le plus large possible des thèmes relatifs à l'histoire allemande, depuis les origines jusqu'à l'actualité immédiate<sup>14</sup>. Après une première phase, où certains experts avaient proposé de mettre l'accent sur la période qui va du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle – ce qui, du coup, aurait conduit à privilégier l'avènement de la nation –, l'histoire allemande a été finalement prise au sens large. Pendant les années 1986-1987, la conception élaborée par le comité scientifique a été largement débattue et amendée<sup>15</sup>. Elle prévoit notamment : de tenir compte de la pluralité des représentations historiques concurrentes ; d'inscrire l'histoire allemande dans un cadre européen, en insistant sur les relations avec les voisins et sur les limites toujours floues de l'espace allemand ; de faire éclater les continuités linéaires et les visions téléologiques en accentuant les ruptures, les évolutions concurrentes ; de donner une place particulière aux périodes « critiques » autour de 1500, de 1800, de 1917-1918, de 1933 et de 1945 ; d'ouvrir la perspective à l'ensemble des approches historiographiques.

Institutionnellement, le musée de Berlin (DHM) a été créé le 28 juillet 1987 sous la forme d'une SARL (*GmbH*) dont les deux commanditaires sont à part égale la République fédérale et le Land de Berlin. Cette formule, présentée à l'époque comme cadre provisoire en attendant la transformation du musée en établissement culturel soutenu par l'ensemble des *Länder*, est toujours en vigueur. Et dans la mesure où les *Länder* ne peuvent ou ne veulent pas participer au financement, le statut n'est pas près de changer. Le budget est entièrement à la charge du gouvernement fédéral. La direction du musée est contrôlée par un conseil de surveillance de quatorze personnalités, nommées à part égale par la République fédérale et par le *Land* de Berlin (qui délègue cependant quatre sièges aux représentants des autres *Länder*). Lors d'une cérémonie solennelle en octobre 1987, le musée a été présenté comme le « cadeau d'anniversaire » du gouvernement fédéral à la ville de Berlin qui fêtait ses 750 ans. En préambule au contrat fondateur, on a fixé les attendus politiques du projet, usant, pour une fois et de façon presque prémonitoire, des formules fortes :

« Sachant que les peuples ne peuvent vivre qu'avec leur histoire et que son histoire commune, avec ses hauts et ses bas, est pour le peuple allemand une des conditions de son existence ; souhaitant affermir et approfondir dans notre peuple la conscience de l'histoire allemande commune, en même temps que portés par la volonté de préserver l'unité nationale du peuple allemand et de recouvrer l'unité de l'Allemagne par la libre autodétermination du peuple allemand ; cherchant à transmettre à la jeune génération une connaissance étendue de l'histoire allemande et à l'inciter à se poser des questions à propos de cette histoire ; espérant pouvoir donner aux visiteurs étrangers des informations sur

14. La possibilité, un moment évoquée, de clore l'éventail chronologique par l'année 1945, en laissant la « suite » au musée de Bonn, a été rapidement abandonnée.

15. Le texte complet est publié in C. Stölzl, *Deutsches Historisches Museum...* Il a fait l'objet d'une analyse lucide par E. François, « Naissance d'une nation... », p. 73-76.

l'histoire allemande et ses liens avec l'Europe ; souhaitant continuer de donner à Berlin la capacité de remplir ses missions en tant que capitale d'une Allemagne unifiée<sup>16</sup>... »

Au moment symbolique du lancement officiel du projet<sup>17</sup>, la vocation nationale de l'entreprise était clairement désignée. Après avoir passé toutes les étapes d'une délibération pluraliste et d'une prise de décision démocratique, le projet se trouvait mis en conformité avec la position officielle du gouvernement fédéral au sujet de l'unité allemande. Du coup, les visées politiques se faisaient clairement jour, sous une forme juridiquement forte. Au terme d'un processus de consolidation long de plusieurs années, les autorités de l'État fédéral, légitimées par une décision du Parlement, remettaient les pendules politiques à l'heure. Anticipant sur la politique énergique d'unification nationale engagée par le gouvernement fédéral après la chute du Mur, le chancelier Kohl avait affirmé que sa vision de l'histoire allemande comportait un objectif, dont la réalisation pouvait paraître, certes, lointaine et théorique, mais qui n'en restait pas moins inébranlable : recouvrer l'unité de la nation dans le cadre d'une Europe démocratique.

### L'intrusion de l'histoire vivante

En 1987, les deux projets sont donc entrés dans leur phase de réalisation concrète. Les concours d'architecture sont organisés, non seulement pour Bonn, mais aussi pour Berlin, où on avait renoncé à l'installation dans le Martin-Gropius-Bau et choisi, à l'initiative du chancelier Kohl, un emplacement situé en face du Reichstag, lieu hautement symbolique, près de la porte de Brandebourg. Mais la chute du Mur et la réalisation de l'unité bousculeront considérablement les données. D'abord sur le plan de la conception. Le musée de Bonn, dont les travaux avaient commencé en automne 1989, s'est progressivement trouvé en décalage par rapport au contexte politique qui lui avait donné naissance. On s'est vite habitué à l'idée qu'une page avait été tournée et que la république de Bonn allait inexorablement, à son tour, devenir « de l'histoire ». En juillet 1991, le Bundestag décida, par une faible majorité, de transférer le siège du gouvernement à Berlin : la Maison de l'histoire, qui avait été installée, à bon escient, à proximité immédiate du quartier des ministères de la capitale rhénane, allait donc se trouver rattachée à une période révolue de l'histoire – quand bien même elle continuerait à documenter l'actualité immédiate de l'Allemagne.

Les transformations de l'espace politique et urbain de Berlin sont plus considérables encore. En août 1990, quelques semaines avant l'unification officielle, le

16. Contrat du 28 octobre 1987 portant sur la création du Musée historique allemand, reproduit in C. Stözl, *Deutsches Historisches Museum...*, p. 645 sq.

17. Il s'agit de la pose d'une pierre, à l'emplacement prévu pour la construction, portant l'inscription de la datation du musée à la ville de Berlin.

dernier gouvernement de la RDA transfère au Musée historique allemand à la fois le bâtiment et les collections du Musée d'histoire de Berlin-Est<sup>18</sup> – ce qui va conduire à l'abandon du projet de construction en face du Reichstag. Du coup, le Musée historique hérite d'une riche collection<sup>19</sup> – certes constituée sous d'autres auspices – et d'un bâtiment – en mauvais état – à l'adresse prestigieuse Unter den Linden. La symbolique de l'ancien emplacement – la tension entre le Reichstag et le Mur qui marque la division de l'Allemagne – est remplacée par celle de l'avenue principale d'une ville en voie de redevenir la capitale d'un État-nation allemand. Autre coïncidence, elle aussi hautement symbolique : depuis plusieurs années, le musée avait préparé, pour le centenaire du renvoi de Bismarck par Guillaume II, en 1890, une grande exposition consacrée au fondateur du Reich. Conçue dans un esprit plutôt critique, celle-ci devait voir le jour dans un contexte totalement inattendu, en août 1990, au moment des négociations ultimes sur l'unification. Par ailleurs, la prise de possession de l'Arsenal devait profondément modifier le programme de travail, les thèmes et le calendrier des expositions temporaires, et jusqu'à la conception de l'exposition permanente enfin.

## La muséographie : conceptions et réalités

En dépit de leur parenté, les deux musées représentent, de fait, deux conceptions muséographiques quasi opposées. Celui de Bonn est construit autour d'un projet didactique, à l'appui duquel devaient être mobilisés tous les concours possibles de l'architecture moderne et des techniques médiatiques contemporaines. L'immeuble clair et transparent, conçu par Hartmut et Ingeborg Rüdiger, est implanté le long de l'axe central de Bonn (Adenauerallee), où il dispose d'une entrée de métro directe. Visant un public « moyen » qui, d'ordinaire, ne trouve pas le chemin des musées<sup>20</sup>, il joue sur tous les registres de la séduction. Ouvert le 14 juin 1994, il propose une exposition permanente sur 4 000 m<sup>2</sup> organisée selon

18. Une des conditions du transfert avait été que le musée « ouest-allemand » allait reprendre la très grande majorité des personnels (pléthoriques) du musée de l'Est. Ce qui a conduit au recrutement d'une bonne centaine de personnes qui représentent, aujourd'hui encore, la majorité des collaborateurs, sur un ensemble de cent soixante. Les postes de responsabilité sont cependant, à quelques rares exceptions près, revenus à des Allemands ou Berlinois de l'Ouest. Mais la disposition concernant l'embauche des personnels de l'Est a fait que le Musée historique est aujourd'hui l'un des musées les plus richement dotés en postes de l'Allemagne. À titre de comparaison : la Maison de Bonn dispose, en 1999, de quatre-vingt-onze postes, son prolongement est-allemand, le Forum de Leipzig (cf. *infra* n. 21) de dix-neuf postes.

19. Quatre cent mille objets rassemblés du temps de la RDA ainsi que quatre mille objets venant de l'ancienne collection de l'Arsenal transférée, en 1945, en Union soviétique et Pologne. Seule une petite partie de cette collection a été restituée, en 1957, à la RDA.

20. Voir la profession de foi de H. Schäfer in Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, ed., *Erlebnis Geschichte. Das Buch zur Ausstellung*, Bonn, Lübbe, 1998, p. 8 sq. (2<sup>e</sup> éd.), qui rappelle sa devise : « *Mind your visitor* ».



une structure qui se voudrait claire tout en rendant possible des approches et des temps de visite différenciés. Intitulée *Erlebnis Geschichte* (histoire en tant qu'expérience vivante), elle met en scène l'histoire de la RFA en cinq blocs chronologiques. Mélangeant objets, reconstructions scéniques, documents (écrits, visuels) et présentations audiovisuelles, elle voudrait capter l'attention des visiteurs en faisant allusion à leur vécu personnel. Différents niveaux d'approche, matérialisés sur une échelle verticale, sont proposés. Un premier niveau rassemble quelques grands objets ou des compositions spectaculaires. Pour l'époque de l'immédiat après-guerre, on présente sur les étagères originales le gigantesque fichier de recherche de la Croix-Rouge établi pour recueillir des informations sur des personnes disparues, chassées, emprisonnées, déplacées, retrouvées. On y voit également le fuselage, rempli de caisses et de paquets, d'un « bombardier de raisins secs » (appellation populaire des avions américains assurant le ravitaillement de Berlin pendant le blocus). La période de la reconstruction est par exemple symbolisée par un échafaudage entourant un édifice en gros œuvre, la Mercedes 300 d'Adenauer, une petite salle de cinéma, quelques photos géantes. Le deuxième niveau présente les principales pièces d'exposition avec leurs textes d'explication, dans un mélange subtil d'objets de la vie quotidienne et de pièces et documents qui se rattachent à l'histoire politique. Le troisième comporte les bornes et stations médiatiques interactives ainsi que des textes, documents et objets permettant d'approfondir des thèmes spécifiques. Il est associé à des petites scènes reconstituées, censées reproduire l'ambiance particulière de tel ou tel espace vécu. Souvent, des objets sont associés à de grandes photos murales qui constituent le décor tout en créant une illusion d'espace. Les niveaux sont reliés par des rampes et des escaliers qui matérialisent des transitions thématiques, des associations et connexions visuelles. En variant les échelles, ces passages permettent donc de croiser des linéarités et de rompre les temporalités propres au récit de chaque niveau. Chacune des cinq grandes salles déploie une conception d'ensemble qui utilise un système de couleurs et de composantes architecturales créant un paysage à la fois varié et cohérent. En tout, près de sept mille objets sont exposés.

Malgré tout, l'histoire politique demeure au centre. Les élections fédérales scandent le déroulement des événements et fournissent les principales césures. Les grandes divisions de l'exposition suivent les changements de gouvernement. L'ensemble est dominé par la mise en valeur de deux orientations profondes qui ont marqué cette politique : la dimension chrétienne-démocrate incarnée par Adenauer, d'une part, qui, assisté par Ludwig Ehrhard, a résolument joué les cartes de la reconstruction économique et de la réconciliation avec les alliés occidentaux, quitte à s'accommoder, dans les faits, de la division allemande ; la dimension occidentale ou, plus précisément, germano-américaine d'autre part, qui insiste sur le rôle prépondérant des Américains dans la consolidation poli-

tique de l'Allemagne fédérale. Rien ne symbolise mieux l'attachement ouest-allemand au bouclier militaire et politique américain que la place accordée à ce petit bout de papier sur lequel Kennedy avait griffonné, en notation phonétique, la fameuse phrase prononcée en « allemand » à Berlin, le 23 juin 1963 : « *Ish bin ein Bearliner* ». À côté de ces deux tendances principales, d'autres facteurs comme la réconciliation franco-allemande (à laquelle le musée consacra cependant une exposition temporaire), l'ouverture à l'Est engagée par Willy Brandt ou encore les crises provoquées par le terrorisme de la « Fraction Armée Rouge » restent au second plan.

La chute du Mur a bien sûr bousculé les données de la dernière période présentée dans l'exposition et conduit à introduire quelques modifications dans le plan initial de l'exposition. Ces changements restent cependant limités. Ils concernent plus la crise de la RDA et le processus d'unification que ses suites et difficultés. L'histoire mise en scène à travers l'exposition est arrivée à son terme<sup>21</sup>. On invite, certes, le visiteur, à travers une production vidéo intitulée « L'avenir est entre nos mains », à réfléchir sur les grandes questions du futur. Mais les thèmes abordés (environnement, croissance de la population mondiale, alimentation, mondialisation, etc.) n'ont plus que peu de choses en commun avec les parcours proposés dans l'exposition. Ceux-ci avaient insisté sur un processus de démocratisation réussi et consacré, en quelque sorte, par l'avènement (ou le retour) de l'unité allemande. Le second terme de l'évolution présentée est l'intégration de l'Allemagne dans une construction européenne de plus en plus solide. La disparition – planifiée, mais pas encore réalisée au moment de l'exposition – du Deutschmark, au profit d'une monnaie européenne, symbolise cette autre fin. L'histoire de la république de Bonn est donc à la fois celle d'une Allemagne retrouvée et celle d'une Allemagne dissoute dans un ensemble européen.

Du point de vue de la présentation, cette vision a conduit à produire des séquences qui possèdent à la fois des vertus didactiques et, à l'occasion, une certaine charge émotionnelle. Fondamentalement, il s'agit de raconter une histoire, dans toute sa complexité, certes, avec ses questions restées ouvertes, mais en suivant un scénario préétabli qu'il convient d'illustrer par des objets, des reconstitutions, des séquences, etc. Dans cette optique, il est permis, à défaut d'original, d'avoir recours à des copies, voire à du faux ancien. Certaines pièces de l'exposition, il est vrai fort rares, ont en effet été fabriquées après coup. Seule une formulation anodine de la légende permet à l'observateur averti de voir qu'il ne

21. Dans la mesure où il n'était pas possible d'intégrer l'histoire de la RDA dans ce scénario, il a été décidé de créer, à Leipzig, sous l'égide du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, un musée à part, intitulé Forum d'histoire du temps présent (Zeitgeschichtliches Forum). Il présente, sur 2 400 m<sup>2</sup>, d'une part une exposition permanente dans laquelle les thèmes de la Résistance, les relations germano-allemandes et les effets de la politique communiste sur la vie quotidienne des citoyens sont privilégiés, et de l'autre, des expositions temporaires. L'ouverture de ce Forum a eu lieu le 9 octobre 1999.

s'agit pas d'un original. Ce qui compte, c'est l'effet produit sur le visiteur. La logique de l'*Erlebnis* prime sur celle de l'authenticité, la mise en scène de l'exposition, qui cherche à illustrer son propos, l'emporte sur la cohérence propre du musée fondée sur la notion de pièce originale.

Le succès de la Maison de Bonn a été et reste toujours considérable. En 1995, elle obtient le prix de musée du Conseil de l'Europe. En 1996, l'Assemblée parlementaire recommande au Conseil des ministres d'encourager la création de musées d'histoire selon le modèle de Bonn. Le nombre annuel de visiteurs se situe autour de 600 000<sup>22</sup>. Parmi ceux-ci figurent de nombreuses classes scolaires. L'afflux de visiteurs est facilité par une disposition du Bundestag qui permet à chaque député de faire venir chaque année, aux frais du Parlement, un certain contingent de groupes scolaires et de citoyens<sup>23</sup>. On ignore à l'heure actuelle si cette disposition va survivre au déménagement du Bundestag à Berlin.

Le musée historique de Berlin a été conçu sur de tout autres bases. Beaucoup plus vaste, il était d'abord prévu qu'il occupe 36 000 m<sup>2</sup>, dont 16 000 réservés à l'exposition permanente et 5 000 destinés aux expositions temporaires. En outre, il a été – après certaines hésitations – pensé comme un « vrai » musée, dont la première tâche devait être la constitution d'une collection d'objets originaux<sup>24</sup>. Cette optique impliquait une politique d'acquisition de longue haleine, non pas tant destinée à trouver des pièces illustrant un schéma préétabli, mais fondée sur une acception large de ce qui pouvait être rattaché à l'histoire allemande, sur la base d'une observation attentive du marché de ces objets. Ce choix impliquait également des structures spécifiques d'organisation interne : diviser les départements du musée selon les classes d'objets – et non pas selon des thèmes ou des périodes –, faire appel à des historiens de l'art, à des spécialistes de la conservation et de la restauration des objets. Enfin, il était porteur d'une autre logique de présentation : plutôt que d'illustrer des séquences pédagogiques par des objets recherchés à cet effet, il s'agissait de développer une histoire des objets, en insistant sur le caractère fragmentaire et aléatoire de la transmission, ainsi que sur la multiplicité des interprétations qu'ils peuvent susciter.

De façon générale, en optant pour la conception d'un musée plutôt traditionnel, le Musée historique allemand entendait, à long terme, accroître son autonomie relative face au politique. À la suite d'une politique d'acquisition considérable et grâce à l'héritage est-allemand, il a réussi à réunir un ensemble de

22. Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, ed., *Tätigkeitsbericht 1997-1998*, Bonn, Lübbe, 1999, p. 86-87.

23. Ces visiteurs représentent environ 20 % du total (*ibid.*, p. 86).

24. Dans la dernière mouture du projet, on lit en bonne place : « *Das Deutsche Historische Museum steht und fällt mit dem Aufbau einer reichhaltigen Sammlung von Realien zur deutschen Geschichte* » (le Musée historique allemand sera ou ne sera pas en fonction de cette condition : la constitution d'une collection substantielle d'objets relatifs à l'histoire allemande) (C. Stölzl, *Deutsches Historisches Museum...*, p. 614).

plus d'un million de pièces. Ainsi se trouvait réfutée l'objection de départ qui avait mis en doute la possibilité de réunir, dans les conditions de l'époque actuelle, une collection significative.

Le transfert à l'Arsenal de Berlin et l'abandon du projet de construction établi par Aldo Rossi ont cependant obligé le musée à réduire considérablement ses appétits en espace d'exposition. Après le mirage des 21 000 m<sup>2</sup> du bâtiment conçu par l'architecte italien, il a fallu se contenter, dans un premier temps, des 5 000 m<sup>2</sup> de l'Arsenal, dont la moitié seulement était disponible pour aménager une exposition permanente. Malgré ces contraintes, l'équipe du musée a cependant présenté, en décembre 1994, soit cinq mois après l'ouverture de la Maison de Bonn, une première exposition « permanente » sur 2 500 m<sup>2</sup>, en attendant la transformation du bâtiment, dont l'achèvement est prévu pour 2002. Dans un cadre architectural contraignant, le visiteur se voit proposer un parcours à travers l'histoire allemande sur trois ailes du bâtiment, comportant trente-huit petites salles qui se font face par paires. À la différence de l'exposition de Bonn, il s'agit d'un trajet linéaire à travers un espace à deux dimensions. Dans l'axe des trois ailes du bâtiment, on a installé une suite d'environ vingt objets, grands ou petits, censés incarner des aspects centraux pour les époques et thèmes présentés. On y découvre, par exemple, un bureau de clerc médiéval, une table d'architecte du château de Wörlitz, une machine à vapeur néogothique de 1848, différentes machines, un uniforme de Guillaume II (dont l'une des manches est raccourcie, en raison du bras gauche légèrement estropié de l'empereur). À côté de ces objets qui retiennent immédiatement le regard, on trouve aussi certaines pièces « anodines » mais hautement symboliques, comme le projet de Constitution de 1849 (jamais entrée en vigueur) ou une version allemande de la Déclaration d'indépendance des États-Unis imprimée à Philadelphie en 1776. Ce dernier objet entend démontrer, au même titre que le *Manifeste communiste*, la dimension internationale de l'histoire allemande. L'ensemble tisse un réseau de correspondances et de renvois multiples qui ont pour but de rompre les fils narratifs. Les salles situées sur les deux côtés de cet axe sont équipées de manière assez conventionnelle, et mêlent tableaux, objets, documents, affiches, bustes, costumes, etc. Il reste que, malgré ces arrangements, on se trouve fondamentalement dans une progression narrative plutôt linéaire qui, par la force des choses, minimise les ruptures et les discontinuités. Par ailleurs, le parti pris d'une présentation « classique » est évident. Les médias audiovisuels ne font leur entrée que dans les dernières salles, c'est-à-dire à partir du moment où l'on dispose des enregistrements originaux. Les montages et les mises en scène médiatiques « anhistoriques » sont proscrits. La tragédie de la Shoah est évoquée dans une salle d'exposition obscurcie, à l'aide de films d'époque notamment.

Cette exposition – transitoire, car fermée en décembre 1998 en raison des travaux de transformation du bâtiment – n'a pu reprendre qu'une infime partie

des recommandations élaborées par la commission d'experts<sup>25</sup> : en insistant sur les phases de crise considérées comme des périodes charnières (en particulier vers 1500 et vers 1800), en faisant apparaître l'insertion européenne de l'histoire allemande (surtout jusqu'à Bismarck), elle se proposait de susciter la réflexion plutôt que de (re-)construire une identité toujours problématique. Du point de vue muséographique, elle constituait une sorte de pari : elle voulait apporter la preuve qu'une présentation « ouverte » de l'histoire allemande était possible, à partir d'une collection d'objets spécifique, nouvellement rassemblée depuis 1986. Elle entendait montrer également, à une échelle réduite, que l'orientation générale prise au moment de la fondation était à la fois réaliste et valable. Mais en repoussant à plus tard la présentation différenciée entre salles chronologiques (consacrées à une époque donnée), salles thématiques et salles d'approfondissement historique, elle a dû provisoirement abandonner toute idée de complexification et d'enrichissement des structures narratives mises en œuvre.

Dans le même temps, l'approfondissement de telle ou telle question était délégué à des expositions temporaires, extrêmement nombreuses et, pour partie, somptueuses, montées à partir de 1989<sup>26</sup>, et consacrées à des thèmes aussi divers que « Walther Rathenau », « Anton von Werner : de l'histoire en images<sup>27</sup> », « Les camps de concentration après 1945 », « Les derniers jours de l'humanité : images de la guerre de 1914-1918 », « Affinités électives : Scandinavie et Allemagne, 1800-1914 », « Artistes allemands aux États-Unis, artistes américains en Allemagne, 1813-1913 », « La guerre des images : les Pays-Bas et l'Europe absolutiste », « Bohême et dictature en RDA : groupes, conflits, quartiers », « Les mythes de la nation – un panorama européen du XIX<sup>e</sup> siècle » – pour ne citer que quelques exemples. Une large place a été faite à des expositions de photographies, dont le support, de manière générale, constitue un accès privilégié à l'histoire récente.

Enfin il convient de mentionner les activités documentaires. Une bibliothèque de 200 000 volumes a été constituée. Les ressources iconographiques, et notamment l'immense photothèque, qui a pu intégrer les archives de quelques grandes agences photographiques, sont accessibles à travers des fichiers et consultables sur place. Le musée réalise également des publications d'archives sonores sur CD et CD-ROM. Tout comme la Maison de Bonn, il a attiré de nombreux visiteurs : environ 600 000 par an. Par ailleurs, certaines grandes expositions comme celles consacrées à Bismarck ou aux cinquante ans de la République fédérale, présentées au Martin-Gropius-Bau, ont vu défiler plus de 300 000 personnes. L'ensemble montre qu'à condition de consacrer les moyens financiers nécessaires, il est

25. Le projet de la commission a été présenté et commenté par E. François, « Naissance d'une nation... », p. 76-78.

26. On dénombre 114 expositions en dix ans, dont 96 furent présentées à l'Arsenal même, où deux surfaces, de 1 300 et 1 000 m<sup>2</sup>, étaient disponibles.

27. Werner était le peintre officiel du *Kaiserreich* allemand.

possible de créer une institution qui s'installe à part entière dans le paysage des grands établissements nationaux. Paradoxalement, pourrait-on dire, la volonté politique du gouvernement fédéral, exprimée de manière forte et claire, a engendré une structure qui, de fait, a su conquérir un degré d'autonomie non négligeable.

Il reste que le musée de Berlin demeure un chantier largement inachevé. D'abord sur le plan matériel : pour cause de rénovation, le bâtiment du Zeughaus a fermé ses portes en décembre 1998 pour quatre ans. Même rénové, il disposera « seulement » de 7 500 m<sup>2</sup> réservés à l'exposition permanente. Certes, il sera complété par un bâtiment annexe construit par l'architecte I. M. Pei et destiné aux expositions temporaires, qui ajoutera 2 800 m<sup>2</sup> à cet effet<sup>28</sup>. Mais l'espace total disponible en 2002, au moment de la réouverture, n'atteindra pas la moitié de ce qui était initialement prévu. Parallèlement, il aura évolué du point de vue intellectuel et politique. L'unification allemande a, une première fois, changé la donne. De musée destiné à préserver une mémoire – problématique – de l'unité nationale, il s'est transformé en une institution qui, dans une conjoncture caractérisée par un retour général de l'histoire, a vu s'estomper les soucis de légitimation primitifs. Les problèmes du rapport à la nation sont devenus moins théoriques et beaucoup plus concrets. D'une part, l'État-nation n'est plus l'objet d'une controverse susceptible d'opposer conservateurs et post-nationaux « alternatifs ». D'autre part, les difficultés de communication et les problèmes identitaires qui opposent Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest avaient été largement sous-estimés ; à l'heure actuelle, ils ont plutôt tendance à s'accroître, ce qui donne matière à des réajustements inattendus. Certains aspects de ce problème ont été traités lors d'un certain nombre d'expositions temporaires, parmi lesquelles on peut citer « Des communistes ont-ils le droit de rêver ? Les peintures et tableaux du palais de la République à Berlin », « Les artistes en RDA entre esthétique et politique, 1949-1989 », « Deux villes modèles à l'Ouest et à l'Est : Wolfsburg et Stalinstadt : deux villes nouvelles de l'époque du nouveau départ ». D'autres enjeux de mémoire, comme le mémorial de l'Holocauste<sup>29</sup>, le débat entre Martin Walser et Ignatz Bubis<sup>30</sup> ou la reconstruction du château berlinois des Hohenzollern polarisent aujourd'hui l'opinion, selon des clivages qui ne correspondent plus du tout aux divisions politiques anciennes.

28. Le projet est présenté par C. Stölzl, « Deutsches Historisches Museum. Neubau des Wechselausstellungsgebäudes und Überdachung des Schlüterhofes (Zeughaus) », *Bau und Raum. Annual Buildings and Regions*, Jahrbuch 1998, p. 106-113.

29. Les débats autour de ce monument, dont le principe a été voté par le Bundestag, viennent de faire l'objet d'une volumineuse publication de 1 300 pages en doubles colonnes : U. Heimrod, G. Schlusche, H. Seferenz, eds, *Der Denkmalsstreit, das Denkmal. Die Debatte um das « Denkmal für die ermordeten Juden Europas »*, Berlin, Philo, 1999.

30. L'attaque de l'écrivain Martin Walser contre ce qu'il appelle le caractère rituel et ostentatoire de l'auto-accusation allemande visait plus le chancelier Kohl, soutien politique majeur du projet de monument, que la gauche, dont le ministre de la Culture, Michael Naumann, avait mis en cause le même projet. I. Bubis,

## La fragmentation des propositions identitaires

Contrairement à ce qu'on a pu croire immédiatement après la chute du Mur, le Musée historique allemand de Berlin n'est donc pas devenu une machine à produire une nouvelle identité allemande. La naissance de la nation n'a pas eu lieu. On a assisté, au contraire, à un double phénomène de banalisation et de diversification de la perspective. L'emplacement, sur l'avenue Unter den Linden, a attiré (et attirera) les touristes de la capitale, nombreux, pour lesquels la visite (gratuite, donc facile, parfois inopinée) au Zeughaus, à côté de la Neue Wache, à proximité de l'île des Musées, constituera une escale culturelle parmi d'autres. Le pavillon conçu par Pei créera une attraction architecturale supplémentaire. Il sera mis en valeur par le contraste avec les bâtiments classicistes de Schinkel et ajoutera, par un clin d'œil vers les réalisations du même architecte à Paris, Boston, Washington et Ithaca, à l'internationalisation du lieu. D'autre part, la démultiplication des sujets et des perspectives a fait éclater le continuum de l'histoire nationale homogène.

Du coup, s'il y a offre identitaire, celle-ci passe plutôt par une réflexion sur la dimension historique de l'existence de chaque citoyen. Et concrètement, cette offre est associée à des propositions multiples et différenciées pour se reconnaître dans l'une ou l'autre figure ou dans plusieurs à la fois : Allemand de l'Ouest ou de l'Est, Bavarois ou Saxon, ouvrier ou intellectuel, artiste, aristocrate, bourgeois, citoyen des métropoles ou des campagnes – toutes ces déterminations ne sont pas exclusives les unes des autres. Leur dénominateur commun n'est pas une identité allemande clairement élaborée, mais plutôt une mise en relation à travers une histoire dont on ne peut toujours montrer que des fragments.

D'un autre côté, la Maison de l'histoire de Bonn, bien qu'elle se trouve, depuis 1990, décalée par rapport à sa mission initiale, suit une orientation pédagogique différente. En premier lieu, sa présentation se fonde sur une cohérence chronologique forte, qui engendre des types de récit historique opérant par découpages successifs. En faisant appel à l'expérience historique individuelle des visiteurs – différenciée, il est vrai, selon leur âge –, elle intègre davantage la mémoire concrète des uns et des autres. Le type de « reconnaissance » qu'elle produit est lié au vécu du visiteur – pour autant qu'il soit suffisamment âgé, dans les premières salles, qui exposent l'histoire des années 1945 à 1963, alors que les salles suivantes rejoignent progressivement la mémoire de toutes les classes d'âges. Et surtout, elle débouche sur un temps présent court qui rattache les parcours muséographiques à l'actualité immédiate. La « modernité » des mises en scène et

---

président de l'Association des Juifs d'Allemagne, s'est violemment opposé à Walser et à ce qu'il considérait comme une tentative de tourner la page. Voir F. Schirrmacher, ed., *Die Walser-Bubis-Debatte. Eine Dokumentation*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1999.

des moyens audiovisuels utilisés suggère la proximité du passé et du présent. Séduit par la variété et la profusion des installations, le visiteur est aisément convaincu de la pertinence des parcours proposés. La voie vers la démocratie n'a pas été facile, mais la direction prise en 1949 s'est révélée « juste » et l'ensemble a débouché sur une situation qui est dorénavant irréversible. En ce sens, l'histoire mise en scène à Bonn est, effectivement, productrice d'identité.

Cette identité n'est pas une identité nationale traditionnelle. Mais elle est censée permettre aux Allemands, aujourd'hui, de se reconnaître dans le cadre d'un État unifié dont ils ont, pour la plupart, toujours du mal à assumer la dimension nationale. Mélangeant mémoire individuelle et mémoire collective, l'exposition de Bonn doit cette capacité, entre autres, au fait qu'elle ne fait commencer son histoire qu'en 1945. Le choc nazi est renvoyé aux préliminaires et traité de façon relativement discrète. Si bien que la construction identitaire est à la fois facilitée et « incomplète » : elle laisse en suspens un point qui, par ailleurs, doit être considéré comme central. Ce qui rend l'entreprise, au-delà de toutes les autres raisons, problématique.

La grande exposition « *Einigkeit und Recht und Freiheit* ». *Wege der Deutschen, 1949-1999* » (« Unité, droit et liberté<sup>31</sup> ». Les voies des Allemands, 1949-1999 », présentée sur 5 000 m<sup>2</sup> au Martin-Gropius-Bau du 23 mai au 3 octobre 1999 à l'occasion du cinquantenaire de la création de la République fédérale, illustre les limites et les ambiguïtés de l'entreprise. Montée conjointement par les musées de Bonn et de Berlin<sup>32</sup>, elle est divisée en une partie chronologique qui, au rez-de-chaussée du bâtiment, offre un parcours à travers dix-huit salles, regroupées autour d'une cour centrale où l'on a mis en scène le « chantier Allemagne ». Le premier étage propose, dans vingt salles, des regroupements thématiques comme le cinéma, les valeurs morales, les fêtes, les Églises, la famille, les immigrations, le design industriel, etc. Les deux étages présentent des registres de temporalité différents dont le contraste est saisissant. Alors qu'au premier niveau, on a aménagé un parcours à travers cinquante ans d'histoire, ponctué par des thèmes à dominante politique, le second offre des salles qui, sur un sujet donné, sont construites sur le principe de l'écart temporel : entre un premier ordinateur à cartes perforées et un modèle miniaturisé dernier cri, entre une cuisine 1950 et une installation d'aujourd'hui, ou encore entre des valeurs morales de l'immédiat après-guerre et les normes de la vie actuelle. Les récits du premier niveau, agencés par une logique d'évolution progressive, se trouvent donc concurrencés par des tableaux thématiques qui insistent sur les contrastes, les écarts, les transformations, les révolutions intervenues en un demi-siècle. Une dernière salle expose des

31. Il s'agit du premier vers de l'hymne national.

32. Le troisième partenaire a été la Kunsthalle de Bonn, musée d'art moderne créé également sous l'égide fédérale à Bonn en 1992.



objets banals d'Allemands moyens, qui racontent chacun une « histoire d'Allemand », telle cette cuillère de bois totalement rabotée par quarante ans de services dans la cuisine, une petite valise en cuir qui a contenu toutes les affaires qu'une « tante Leni » a pu emporter lors de son voyage, sans retour, d'Est en Ouest, ou encore les modèles en miniature des immeubles de la Stalinallee, à Berlin-Est, dont l'architecte Henselmann avait fait cadeau, en 1958, à un petit garçon habitant à côté de son bureau et qui avaient été transformés en jouet ordinaire.

Sur le plan muséographique, l'exposition est centrée sur la notion d'objet. Sept mille pièces ont été rassemblées pour l'occasion, venant de plus de huit cents prêteurs individuels et institutionnels, si bien qu'il a fallu renoncer à l'idée d'établir un catalogue. Le visiteur est donc invité à une série de rencontres uniques avec l'objet, qu'il n'est pas possible de prolonger ou d'approfondir après la fin de l'exposition. Le modèle du rapport à l'histoire est celui du « je me souviens ». La fixation du présent par l'écrit ou l'image est rejetée. Il s'agit d'un événement éphémère, réalisé par des architectes de grande réputation, qui, pour montrer des rapports multiples à l'histoire, ont mis en œuvre des conceptions esthétiques variées : un immense marché aux puces historique finement agencé, qui donne l'occasion de rapprochements et de rencontres insolites, tout en organisant, selon une historiographie proche de l'*Alltagsgeschichte*, un retour vers une mémoire individuelle susceptible de se stabiliser. L'ensemble tente de marier, on le voit, les conceptions des musées de Bonn et de Berlin. D'un côté on a déroulé le film de la démocratisation et de la parlementarisation, entrecoupé de vues d'une RDA totalitaire. De l'autre, on insiste sur la pluralité des voies individuelles, sur le caractère aléatoire de la transmission et sur l'individualité des histoires que l'on peut extraire d'objets échoués sur les rives du présent.

L'exposition proprement dite, pas plus que l'existence, la définition ou le fonctionnement des deux musées, ne donnent plus lieu aujourd'hui à des controverses notables. Les grands débats sur les enjeux de l'histoire portent tout d'abord sur le mémorial de l'Holocauste. Certaines questions annexes comme les monuments destinés à la mémoire d'autres victimes du nazisme sont tout juste évoquées. Le problème central et toujours récurrent demeure celui du caractère incommensurable des crimes nazis commis au nom du peuple allemand<sup>33</sup>.

33. On peut rappeler, à cet égard, le grand débat, en 1992-1993, sur le réaménagement de la Neue Wache à Berlin, qui a interféré avec le débat sur le mémorial de l'Holocauste : était-il licite de concevoir un monument pour l'ensemble des victimes du nazisme, y compris les soldats de la Wehrmacht ? À l'époque de la RDA déjà, on avait réuni à cet endroit des cendres et de la terre venant à la fois des camps de concentration et des champs de bataille. En imposant, pour l'aménagement intérieur, une statue « pacifiste » de Käthe Kollwitz construite sur le modèle d'une piéta, le chancelier Kohl avait privilégié une vision symbolique chrétienne. À l'inscription intérieure, dédiée aux victimes de la guerre et de la tyrannie, correspond, à l'entrée du bâtiment, l'énumération explicite de tous les types de victimes. Les pièces essentielles du débat ont été publiées in C. Stözl, ed., *Die Neue Wache unter den Linden. Ein deutsches Denkmal im Wandel der Geschichte*, Berlin, Koehler & Amelang, 1993.

Face à cette question, les deux musées ne peuvent ni ne veulent proposer de réponse. Et l'opinion publique, volatile, cherche d'autres supports pour continuer la discussion.

L'exemple de ces deux musées éclaire, enfin, les forces et les limites de l'intervention politique dans la « mise en scène » de l'histoire. En s'engageant personnellement, le chancelier Kohl a non seulement fait avancer de manière décisive les deux projets, il a aussi marqué de manière forte – et à vrai dire inhabituelle pour la culture politique allemande de l'après-guerre – une orientation politique. Mais tant le cours de l'histoire récente (l'avènement de l'unité) que la dynamique propre à chacune des deux institutions ont profondément modifié les projets initiaux. À dix ans de distance, la Maison de Bonn, qui paraissait portée par un consensus général, se révèle être un projet plus étroitement politique, qui continue à fonctionner dans un cadre bien délimité. Construite autour de l'idée d'une exposition permanente, elle reste avant tout un instrument didactique. La pédagogie mise en œuvre est, certes, moderne et joue, pour capter l'attention du visiteur, sur tous les registres de la séduction médiatique. Les structures narratives élaborées tentent de densifier et d'enrichir la chronologie, fondamentalement linéaire, des événements. Mais le message politique de l'artifice muséographique est simple et clair : conforter une identité ouest-allemande émergée de l'après-guerre qui assigne à l'Allemagne une place dans une Europe démocratique. Le musée de Berlin, dont la création avait été entourée d'arrière-pensées politiques plus lourdes, plus ambiguës, a su développer, paradoxalement, une plus grande indépendance. La variété des manifestations, l'éventail des thèmes traités, la diversité des regards portés sur le passé, les orientations muséographiques mises en œuvre témoignent de l'existence d'une importante marge de manœuvre. Dans la mesure où, de toute façon, il était impensable d'envisager sérieusement un programme centré sur le retour de la nation, on devait d'emblée miser sur des approches plurielles et sur des regards croisés. L'instrumentalisation directe de l'entreprise, si jamais elle avait effleuré l'esprit de tel responsable politique ou de l'un ou l'autre conseil en histoire, n'avait pas de base opératoire. En outre, la méfiance d'une large partie de l'opinion publique veillait au grain : aucun faux pas n'était toléré, chaque dérive en direction d'une restauration des valeurs nationales serait immédiatement dénoncée. Il reste que tant que le musée de Berlin n'aura pas présenté son exposition permanente définitive, on ne pourra juger sérieusement de l'adéquation de la réalisation aux objectifs. Sera-t-il possible de construire des structures narratives à partir d'une logique de l'objet, du fragment polysémique ? Et comment éviter, du coup, que ces structures narratives, fussent-elles complexes et multidimensionnelles, ne convergent pas, pour finir, vers un récit au second degré d'autant plus puissant qu'il aura intégré toutes les critiques et oppositions internes ? Entre ces deux difficultés la voie à trouver sera, de toute évidence, étroite et sinueuse.

Par ailleurs, il s'est avéré que la différence entre les deux musées n'était pas simplement la conséquence des orientations politiques ou des projets idéologiques des équipes de direction respectives. J'ai essayé de montrer qu'elle renvoyait tout autant à des choix techniques, dont la portée, dans l'ardeur des débats d'idée, avait été largement sous-estimée. Logiques de collections, de conservation, d'exposition et de présentation pouvaient tantôt se compléter, tantôt se contredire. À l'heure actuelle, il semble que Bonn et Berlin incarnent, à cet égard, deux options opposées. En face du feu d'artifice multimédia et des surprises architecturales du Haus der Geschichte, le Deutsches historisches Museum affiche une sobriété presque classique. Le pavillon imaginé par Pei créera, sans doute, un contrepoids et valorisera les expositions temporaires, davantage tournées vers la séduction immédiate du public. Mais pour l'instant, la distance entre les conceptions techniques des uns et des autres peut se lire, entre autres, dans la faible mobilité entre les équipes de concepteurs d'exposition attachés aux deux musées. Si on excepte la dernière grande exposition du cinquantenaire confiée, en partie, à des scénaristes indépendants, on constate que peu de réalisations communes ont vu le jour. Tout se passe comme si la rivalité institutionnelle des deux équipes se doublait, inévitablement, d'une polarisation forte sur le plan des conceptions techniques.

Il reste que la création et l'activité des deux musées s'inscrivent dans une nouvelle politique de la mémoire qui a tenté et tente toujours d'articuler un rapport du présent à l'histoire. Les contraintes des choix politiques qui ont présidé à la constitution des deux projets continuent à produire des effets variés, alors que la situation a, aujourd'hui, foncièrement changé. En même temps, les responsables chargés de la mise en œuvre des projets respectifs ont intégré les contraintes successives et réagi de façon plus ou moins subtile, tout en tentant d'acquérir une autonomie relative. Pour l'instant, le musée de Berlin semble avoir mieux réussi, techniquement, dans cette tentative. Mais le retour du pouvoir politique de l'Allemagne fédérale dans l'ancienne et nouvelle capitale est en train de modifier, une nouvelle fois, la donne. Dorénavant, le musée de Bonn aura, dans sa province rhénane, la possibilité de développer une autre relation à son propre passé, à opérer une certaine réorientation qui pourra l'éloigner davantage des objectifs politiques immédiats. Le musée de Berlin, en revanche, entre directement dans une reconfiguration de la géographie politique et culturelle allemande qui se produit sous nos yeux. Il y a fort à parier que, dans le voisinage proche des musées d'art, du monument à l'Holocauste et des centres de pouvoir – sans parler de la reconstruction éventuelle, presque en face du Zeughaus, du château des Hohenzollern –, il sera exposé à une pression politique accrue.

NEIL ASHER SILBERMAN

## STRUCTURER LE PASSÉ

LES ISRAÉLIENS, LES PALESTINIENS  
ET L'AUTORITÉ SYMBOLIQUE DES MONUMENTS ARCHÉOLOGIQUES\*

EN DÉPIT DES PRÉTENTIONS scientifiques et des hypothèses intellectuelles communément admises, nous voudrions montrer que l'utilisation publique et l'image sociale des sites archéologiques ne sont que rarement en accord avec les intentions manifestées par les archéologues. Comme l'ont démontré des études récentes portant sur l'histoire de la discipline, l'archéologie, dans ses développements et ses résultats, doit être considérée comme une activité à la fois universitaire et sociale, évoluant toujours dans un contexte politique et ayant des effets politiques sensibles<sup>1</sup>. Je me propose donc d'examiner, loin des distinguos philosophiques des spécialistes ou de l'histoire de la recherche universitaire, quelques conséquences culturelles, politiques et économiques des activités archéologiques sur le territoire d'Israël. Je m'intéresserai ainsi au processus par lequel, au cours des deux derniers siècles, certains éléments du territoire identifiés comme des « sites archéologiques », voire, dans quelques rares cas particuliers, comme des « monuments archéologiques », ont acquis un statut spécifique et ont souvent joui d'un pouvoir symbolique spécial qui a contribué à façonner le paysage moderne, politique et social, du territoire d'Israël. Je suivrai l'évolution des sites archéologiques à l'époque moderne depuis les lieux de pèlerinage religieux, en passant par les trésors impériaux, jusqu'aux trésors nationaux. Tout en prenant en considération la distance géographique qui sépare Jérusalem, Massada, Megiddo et Hazor de la colonie de Williamsburg et de la plantation de Plimoth, je montrerai que la tendance internationale qui consiste à utiliser le passé comme

\* Ce texte est d'abord paru in Neil Asher Silberman & David Small, eds, *The archaeology of Israel. Constructing the past, interpreting the present*, Supplement Series 237 du *Journal for the Study of the Old Testament* (Sheffield, Sheffield Academic Press), 1997, p. 62-81. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous en avoir gracieusement autorisé la réédition.

1. B. G. Trigger, *A history of archaeological thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989; T. C. Patterson, *Toward a social history of archaeology in the United States*, Fort Worth, Harcourt Brace, 1995; P. L. Kohl & C. Fawcett, eds, *Nationalism, politics, and the practice of archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

ressource de loisirs risque de modifier irréversiblement l'aspect de certains des sites archéologiques les plus importants d'Israël et de la rive gauche du Jourdain.

Il faut tout d'abord faire une distinction terminologique simple, de peur que les universitaires et les archéologues professionnels ne se formalisent de ce qui pourrait apparaître comme une assimilation rapide de l'ensemble de l'histoire de l'archéologie moderne à une compétition impérialiste et à une mythification nationaliste débouchant sur la création de lieux de villégiature populaires. Ainsi, je ne traiterai pas des centaines de sites archéologiques qui ne sont guère connus que des savants, et dont les objets ne sont discutés que dans la littérature universitaire. Même si les interprétations des sites archéologiques les plus obscurs ou les plus éphémères peuvent sembler avoir une portée idéologique ou politique<sup>2</sup>, j'ai ici l'intention de m'intéresser au paysage archéologique tel qu'il est modelé dans la conscience publique par le flux des touristes, par les excursions scolaires sur le terrain, et par la vulgarisation des découvertes archéologiques auprès de cette partie de la population qui connaît un nombre de sites relativement réduit et qui s'y rend régulièrement. Ainsi, en mesurant l'impact social de ce nombre limité de sites archéologiques israéliens bien connus du public (soit une cinquantaine de sites administrés par le Service des parcs israéliens), nous pouvons considérer ces derniers comme le reflet d'une idéologie publique largement répandue.

Je vais donc traiter plus précisément de la représentation publique des monuments archéologiques très connus et souvent fréquentés, ainsi que de leur capacité à faire apparaître comme naturels, éternels, et inévitables des opinions, des attitudes, et des enjeux de pouvoir<sup>3</sup>. Au cours des nombreuses visites de sites archéologiques, de musées de plein air et de monuments historiques, la perception du passé partagée par le public est façonnée par tout un éventail d'éléments de présentation tels que des reconstructions choisies de monuments détruits, des brochures, des panneaux d'information, et les explications des guides pour touristes<sup>4</sup>. Je montrerai que tous ces éléments convergent pour présenter au public une « histoire » composite ou un récit dont les conclusions hâtives s'étendent bien au-delà des données archéologiques sur lesquelles elles sont fondées<sup>5</sup>.

2. Cf. par exemple, M. Landau, *Narratives of human evolution*, New Haven, Yale University Press, 1991 ; N. A. Silberman, « Promised lands and chosen peoples. The politics and poetics of archaeological narratives », in P. L. Kohl & C. Fawcett, eds, *Nationalism, politics...*, p. 249-262.

3. M. P. Leone, « Archaeology's relationship to the present and the past », in R. A. Gould & M. A. Schiffer, eds, *Modern material culture: the archaeology of us*, New York, Academic Press, 1981 ; J. M. Gero, « Socio-politics and the woman-at-home ideology », *American Antiquity*, 50, 1985, p. 342-350 ; T. C. Patterson, « Development, ecology, and marginal utility in anthropology », *Dialectical Anthropology*, 15, 1987, p. 15-31.

4. Voir par exemple J. Blatti, ed., *Past meets present. Essays about historic interpretation and public audiences*, Washington, Smithsonian Institution Press, 1987 ; W. Leon & R. Rosenzweig, *History museums in the United States. A critical assessment*, Urbana, University of Illinois Press, 1989.

5. Comme le montrent R. G. Handsman et M. P. Leone, « Living history and critical archaeology in the reconstruction of the past », in V. Pinsky & A. Wylie, eds, *Critical traditions in contemporary archaeology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

Les récits qui reçoivent un soutien officiel comportent souvent un message politique très fort justifiant la politique du gouvernement en place, par exemple des revendications territoriales particulières, ou la domination de fait d'un groupe ethnique<sup>6</sup>. Loin d'être l'apanage de l'archéologie en territoire d'Israël, la politisation de l'archéologie peut être observée dès le début de la discipline à l'époque moderne<sup>7</sup>, et particulièrement dans la relation romanesque et littéraire qui s'est établie entre certains sites et objets archéologiques et certains États-nations modernes<sup>8</sup>. Ainsi, qu'il s'agisse de recherches portant sur des ruines et les vestiges des civilisations celtiques ou indo-européennes, sur des constructeurs de tumulus, sur les architectes du Grand Zimbabwe, ou même sur les « Enfants du Soleil » par l'école de Manchester<sup>9</sup>, toutes ces recherches présentent la même tendance à imposer au paysage historique et archéologique les marques d'une réalité politique contemporaine. De même, les objections des « contre-histoires », produits de résistances politiques modernes qui tentent de réfuter les hypothèses universitaires dominantes et les affirmations politiques qui en dérivent, ne doivent pas être étudiées seulement dans le contexte de discussions intellectuelles, mais aussi comme les éléments d'un débat politique permanent<sup>10</sup>.

On peut aussi constater que le prestige et la popularité des sites archéologiques sont affectés par des facteurs économiques et culturels plus subtils tels que le sexe, le profit, ou l'efficacité<sup>11</sup>. Ces éléments d'interprétation reflètent l'univers conceptuel plus vaste, non seulement d'un État-nation particulier, mais aussi du capitalisme industriel transnational moderne et de ses fondements idéologiques dont les prétentions et les conséquences culturelles se répandent au cours des dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle au point de dépasser, ou du moins de défier, en de nombreux endroits du globe, les prérogatives de la souveraineté nationale<sup>12</sup>. À plus d'un titre, la visite d'un site archéologique par un touriste moderne peut s'apparenter aux pratiques traditionnelles de pèlerinage, où l'on accomplissait des rituels religieux et où l'on illustre – et vraisemblablement enseignait – des « leçons » d'une portée sociale plus large. Mais la communication ne suit pas

6. Voir les articles in P. L. Kohl & C. Fawcett, eds, *Nationalism, politics...*

7. B. G. Trigger, *A history of archaeological thought*.

8. B. Lewis, *History: remembered, recovered, invented*, New York, Simon & Schuster, 1975; K. Sklenar, *Archaeology in Central Europe: the first 500 years*, New York, St Martin's Press, 1983; B. Anderson, *Imagined communities: reflexions on the origins and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1983.

9. École ultra-diffusionniste du début du xx<sup>e</sup> siècle, cf. C. Renfrew, « Colonialism and megalithism », *Antiquity*, 41, 1967, p. 276-288.

10. Voir par exemple E. Barkan, « Mobilizing scientists against nazi racism, 1933-1939 », in G. W. Stocking, ed., *Bones, bodies, behavior*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988; N. A. Silberman, « Promised lands and chosen peoples... ».

11. D. Lowenthal, *The past is a foreign country*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985; M. P. Leone, P. P. Potter & P. A. Shackel, « Towards a critical archaeology », *Current Anthropology*, 28, 1987, p. 283-302.

12. E. Hobsbawm, *The age of extremes. A history of the world, 1914-1991*, New York, Pantheon Books, 1994, chap. xiv [trad. fr. *L'âge des extrêmes : le court xx<sup>e</sup> siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe/Paris, Le Monde diplomatique, 1999].

toujours une ligne droite, qui partirait des instances intellectuelles ou politiques pour atteindre un public docile. Il me semble que la forme rhétorique des récits (*narratives*) archéologiques est toujours modelée dans une certaine mesure par la réaction du public aux histoires (*stories*) archéologiques, et par son éventuelle acceptation. Je montrerai donc dans les pages qui suivent que l'histoire archéologique du territoire d'Israël est parvenue à un stade où les réactions et les aspirations des non-spécialistes sont désormais centrales pour décider de la priorité et du financement des projets archéologiques. Et les nombreuses implications du développement socio-économique augurent mal de l'interprétation à venir de l'histoire et de l'archéologie d'Israël.

## Des lieux de pèlerinage aux célébrations du progrès : la création de la Terre sainte chrétienne

Le prestige social des éléments du paysage d'Israël que nous pourrions aujourd'hui appeler des sites archéologiques a été très intimement lié, pendant des siècles, si ce n'est pendant des millénaires, aux pèlerinages et aux rituels traditionnels. Bien que les premiers exemples de conservation sélective ou de vénération historique des anciennes tombes et des ruines remontent à l'Ancien Testament (par exemple, le tombeau de Rachel, Genèse 35:20 ; les ruines d'Aï, Josué 8:29), et que les pratiques de pèlerinage vers les tombeaux païens et israélites aient persisté et se soient développées sous les périodes perse, hellénistique et romaine, une transformation décisive s'est produite avec l'adoption du christianisme comme religion officielle par l'Empire romain au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère<sup>13</sup>. Tandis que les Juifs continuaient en petit nombre à se rendre à Jérusalem – quand les conditions le permettaient<sup>14</sup> –, la recherche de sites bibliques (et en particulier de sites du Nouveau Testament), leur conservation et leur restauration, leur insertion dans des réseaux de pèlerinages, régionaux et internationaux, influèrent fortement sur l'importance des provinces byzantines de la Première, Deuxième, et Troisième Palestine dans la conscience impériale (ainsi que sur leur économie). À partir du VII<sup>e</sup> siècle, les chefs musulmans de la Palestine favorisèrent l'établissement de nouvelles traditions de pèlerinage<sup>15</sup>, et de nombreux sites chrétiens continuèrent ainsi à attirer des visiteurs<sup>16</sup>. En réalité, plus que l'opposition à des

13. E. D. Hunt, *Holy Land pilgrimage in the later Roman Empire, AD 312-460*, Oxford, Clarendon Press, 1982 ; R. L. Wilken, *The land called holy: Palestine in Christian history and thought*, New Haven, Yale University Press, 1992 ; J. E. Taylor, *Christiana and the Holy Places. The myth of Jewish-Christian origins*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

14. B. Mazar, *The mountain of the Lord*, Garden City, Doubleday, 1975, p. 94, 257, 285.

15. A. A. Duri, « Jerusalem in the early Islamic period », in K. J. Asali, ed., *Jerusalem in history*, New York, Olive Branch, 1990.

16. R. Schick, « Christian life in Palestine during the early Islamic period », *Biblical Archaeologist*, 51, 1988, p. 218-221, 239-240.

pratiques fondées sur la religion, c'est la concurrence entre des groupes religieux rivaux et des entités politiques pour le *contrôle* des divers sites de pèlerinage qui devint un élément central dans les conflits internationaux en Terre sainte pendant le Moyen Âge et la période ottomane<sup>17</sup>.

La Réforme entraîna un changement notable dans les attitudes chrétiennes à l'égard des sites antiques en Terre sainte. Tandis que les pèlerinages catholiques se poursuivaient, une grande partie du monde protestant rejeta les conventions ritualistes du pèlerinage et, à la suite du choix d'une lecture métaphorique et spiritualisée de la Bible, développa une conception abstraite et quelque peu imaginaire de la géographie et de l'histoire bibliques<sup>18</sup>. Toutefois, cette image idéalisée de la Terre sainte se trouva confrontée aux réalités de la Palestine moderne, quand les premiers explorateurs protestants commencèrent à arriver au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>19</sup>. Une conséquence en fut la création d'une nouvelle « archéologie biblique », grâce principalement aux innovations conceptuelles et aux explorations incessantes d'un grand chercheur américain, le professeur Edward Robinson. Bien que Robinson eût été précédé par un certain nombre d'enquêteurs agnostiques, de nationalités et d'orientations religieuses diverses, lesquels avaient mis en doute la valeur historique des sites traditionnels de pèlerinage<sup>20</sup>, il sut habilement mettre à profit sa familiarité d'une part avec la Bible et les sources classiques, et d'autre part avec la terminologie géographique arabe de l'époque, pour reconstruire ce qu'il considérait comme l'authentique paysage historique de la Palestine<sup>21</sup>. Comme il n'était pas satisfait des lieux traditionnels de pèlerinage et des méthodes religieuses de légitimation en vigueur, Robinson fut le premier à utiliser une méthode d'identification des sites antiques d'importance dans laquelle les preuves empiriques, si elles n'étaient pas sacro-saintes, jouaient désormais un rôle central. On en vint ainsi à redessiner la géographie de la Terre sainte au moyen d'une étude fondée sur l'histoire positive. Il advint ainsi que ce nouveau projet intellectuel, qui devait transformer la portée spirituelle de certains éléments du paysage, fut bientôt rattrapé par les ambitions territoriales contemporaines des diverses puissances européennes du Moyen-Orient.

Comme je l'ai décrit ailleurs plus en détail<sup>22</sup>, la course aux meilleurs sites à explorer et pour la possession de lieux bibliques récemment découverts finit par

17. R. Simon, « The struggle for the Christian Holy Places in Eretz-Israel in the Ottoman period, 1516-185 » (en hébreu), *Cathedra*, 17, 1980, p. 107-126.

18. Cf. M. I. Lowance, *The language of Canaan. Metaphor and symbol in New England from the puritans to the transcendentalists*, Cambridge, Harvard University Press, 1980.

19. N. A. Silberman, « Desolation and restoration. The impact of a biblical concept on Near Eastern archaeology », *Biblical Archaeologist*, 54, 1991, p. 76-87.

20. N. A. Silberman, *Digging for God and country*, New York, Knopf, 1982.

21. E. Robinson, *Biblical researches in Palestine, Mount Sinai, and Arabia Petraea. A journal of travels in the year 1838*, Boston, Crocker & Brewster, 1841.

22. N. A. Silberman, *Digging for God and country*.



devenir un enjeu de prestige diplomatique pour les puissances européennes rivales, alors que l'Empire ottoman en désagrégation devenait une cible intéressante pour l'Occident qui souhaitait installer une présence à la fois politique, culturelle et économique. Au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'exploration archéologique fut l'une des tentatives très visibles conduites par les Européens dans ce but<sup>23</sup>. Des sociétés nationales permanentes pour l'exploration de la Palestine furent créées en Grande-Bretagne (1865), aux États-Unis (1870), en Allemagne (1877) et en France (1890).

La concurrence entre les chercheurs des diverses nations occidentales était parfois âpre ; les sites archéologiques importants du pays n'étaient pas tant considérés comme des lieux sacrés que comme des sources rentables d'antiquités génératrices de prestige. À l'issue de l'âpre concurrence entre Anglais, Allemands et Français pour la « stèle de Mesha », des aires archéologiques d'influence furent établies dans diverses régions du pays, tandis que les autorités ottomanes garantissaient des « concessions » virtuelles pour les fouilles britanniques dans le Sud, pour les Français à Jérusalem et ses environs, et pour les Allemands dans le Nord<sup>24</sup>. Toutefois, plus encore que ces revendications spécifiques, cette activité archéologique avait un effet cumulatif sur la perception du paysage moderne. Dans de nombreux cas, on attribua à des sites antiques un poids historique bien plus considérable en termes politiques qu'à des villages modernes ; les limites géographiques de la Terre sainte (qu'on avait longtemps laissées vagues et mal définies, mais qui devinrent finalement les frontières légales du Mandat sur la Palestine à l'issue de la Première Guerre mondiale) furent déterminées non par recensement ou débat politique, mais principalement par les experts archéologiques de l'Enquête sur la Palestine occidentale parrainée par les Britanniques<sup>25</sup>.

Toutefois, par-delà les concurrences nationales, un phénomène plus important a transformé la signification potentielle de chacun des sites archéologiques en Terre sainte. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la désintégration politique et économique de l'Empire ottoman rendait de plus en plus aisée l'administration de ses territoires et de son peuple par les puissances européennes. Les explorateurs occidentaux – en tant que représentants autoproclamés de la « croisade » conquérante et civilisatrice que représentait l'avance européenne<sup>26</sup> – commencèrent à faire une distinction entre les peuples modernes de ces régions et les réalisations de leurs

23. D'autres concernaient l'éducation, la santé, les missions, et le génie civil : voir par exemple D. Kushner, ed., *Palestine in the late Ottoman period: political, social, and economic transformation*, Jérusalem, Yad Izhak Ben-Zvi, 1986.

24. N. A. Silberman, *Digging for God and country*.

25. U. Ra'anan, *Frontiers of a nation*, Westport, Hyperion Press, 1976.

26. Selon l'expression typique qu'en donne R. A. S. Macalister, *A history of civilization in Palestine*, Cambridge, Cambridge University Press, 1912.

civilisations antiques, d'une manière qui rappelle singulièrement les autres types d'archéologie colonialiste décrits si magistralement par Bruce Trigger<sup>27</sup>. Dans le cas de la Palestine, les strates superposées de dépôts archéologiques dans les tumulus du pays furent interprétées comme l'illustration et la preuve tangible d'un processus continu de conquêtes « raciales », au cours desquelles les races les plus « puissantes » avaient toujours triomphé des races plus « passives »<sup>28</sup>. Les explorateurs européens étaient bien entendu convaincus de la « puissance » de leur propre race. Ainsi, depuis les premières fouilles de W. M. F. Petrie au mont el-Hesy en 1890, en passant par les grandes fouilles stratigraphiques de l'entre-deux-guerres, les lieux de fouilles en Terre sainte acquièrent-ils une double signification : ils illustraient la véracité des récits historiques de l'Ancien Testament tout en confirmant les conquêtes incessantes de la Palestine (au caractère historiquement inéluctable) par les grands empires du monde.

On peut dire que la transformation la plus fondamentale intervenue dans la signification sociale des sites antiques de Terre sainte s'est produite pendant l'administration du pays par les autorités du Mandat britannique. Avec l'établissement d'un département des Antiquités, moderne et bureaucratique, et la mise en place de lois protégeant un ensemble reconnu de sites antiques<sup>29</sup>, les différents tumulus, ruines, tombeaux et anciens sites de villages acquièrent un statut légal spécifique qui prit le pas sur la portée religieuse ou magique qu'ils auraient pu avoir. Il est fréquemment fait mention des disputes entre les habitants juifs, chrétiens et musulmans du pays, d'une part, et l'arrivée d'expéditions archéologiques d'autre part, quant aux droits de propriété de sites antiques, et ce phénomène met en évidence les nouveaux rapports de forces<sup>30</sup>. Tandis que les lieux traditionnels de pèlerinage religieux du pays étaient entretenus par les représentants des différentes sectes et « dénominations », en fonction du *statu quo* hérité de l'époque ottomane, les sites antiques de Palestine devinrent alors un domaine de réinterprétation historique active, d'identification idéologique et de légitimation politique. Les fouilles, comme la guerre, étaient devenues « la poursuite de la politique par d'autres moyens ».

## L'essor de l'archéologie israélienne

La relation spirituelle du peuple juif avec les monuments matériels et les anciens repères géographiques du territoire d'Israël se conformèrent au schéma

27. B. G. Trigger, « Alternative archaeologies : nationalist, colonialist, imperialist », *Man*, 19, 1984, p. 355-370.

28. N. A. Silberman, « Petrie and the founding fathers », in A. Biran & J. Aviram, eds, *Biblical archaeology today*, 1990, Jérusalem, Israel Exploration Society, 1993.

29. Government of Palestine, « Provisional schedule of historic sites and monuments », *Official Gazette*, 15 juin 1929.

30. Voir par exemple N. A. Silberman, « Visions of the future : Albright in Jerusalem, 1919-1929 », *Biblical Archaeologist*, 56, 1993, p. 8-16.

classique du pèlerinage, durant les siècles qui suivirent la suppression de l'autonomie de la Judée par l'Empire romain. Comme on l'a déjà signalé, les ruines du Temple de Jérusalem ont conservé leur importance pour les Juifs en tant que symbole tangible de leur indépendance nationale antérieure, et, avec le temps, des sites, associés aux activités réelles ou légendaires des premiers rabbins ou des premiers sages, devinrent le centre d'attraction de nouveaux rituels de pèlerinage, principalement mais pas exclusivement en haute Galilée<sup>31</sup>. Bien que les sources traitant de l'entretien des sites de pèlerinage juifs pendant le Moyen Âge soient limitées<sup>32</sup>, on s'aperçoit que, vers la fin de la période ottomane, la responsabilité de la conservation du caractère sacré des sites traditionnels de culte, et parfois de leur entretien physique, fut dévolue à différentes œuvres de charité et à des associations rabbiniques de Jérusalem et de Safed<sup>33</sup>. C'est pour cette raison qu'aux yeux des Juifs des provinces ottomanes de Palestine, les inexplicables dégradations perpétrées par les archéologues européens au cours de leurs fouilles dans les monuments et jusque dans les dépouilles des ancêtres israélites suscitèrent souvent indignation et protestations publiques<sup>34</sup>.

Toutefois, comme Yaacov Shavit l'a montré dans une étude éclairante et détaillée<sup>35</sup>, un intérêt pour ce qu'on pourrait appeler l'archéologie moderne finit par émerger dans les milieux de l'intelligentsia juive d'Europe centrale, au cours d'un long processus, étroitement lié à des phénomènes d'acculturation sociale et d'évolution de la communauté juive en Europe. La diffusion des idées nationalistes modernes en Europe s'est accompagnée d'un engouement romantique pour les romans historiques, pour les collections d'antiquités, et de l'« invention de la tradition » dans de nombreux pays qui présentaient des situations politiques et économiques variées<sup>36</sup>. C'est ainsi que se transforma la culture juive en Europe, et qu'apparurent de nouvelles notions d'histoire positive et d'identité politique dans les programmes scolaires<sup>37</sup> ainsi que dans la littérature populaire<sup>38</sup>. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les journaux juifs révélèrent avec enthousiasme les découvertes archéologiques en Mésopotamie et en Égypte qui contribuaient à confirmer ou à élucider l'histoire biblique. L'intérêt local pour les antiquités et pour la géographie historique du territoire d'Israël finit par déboucher, en 1912, sur la création

31. D. Rusof, *Sha'arei Meiron* (en hébreu), Jérusalem, Sha'arei Ziv Institute, 1992.

32. H. H. Ben-Sasson, « The image of Eretz-Israel in the view of Jews arriving there in the late Middle Ages », in M. Ma'oz, ed., *Studies on Palestine during the Ottoman period*, Jérusalem, Magnes Press, 1975 ; et J. Prawer, « The Hebrew itineraries of the crusader period » (en hébreu), *Cathedra*, 41, 1986, p. 65-90.

33. Y. Ben-Arieh, *Jerusalem in the nineteenth century: the emergence of the new city*, Jérusalem, Yad Izhak Ben-Zvi, 1986, p. 16-31 ; N. Shur, *History of Safed* (en hébreu), Tel Aviv, Dvir, 1983.

34. N. A. Silberman, *Digging for God and country*, p. 72, 184.

35. Y. Shavit, « "Truth shall spring out of the earth" : the development of Jewish popular interest in archaeology in Eretz-Israel » (en hébreu), *Cathedra*, 44, 1987, p. 27-54.

36. E. J. Hobsbawm & T. Ranger, *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

37. R. Elboim-Dror, *Hebrew education in Eretz-Israel* (en hébreu), Jérusalem, Yad Izhak Ben-Zvi, 1986.

38. R. Shenfeld, *From king messiah to messiah of flesh and blood*, Tel Aviv, Papyrus Publishing House, 1986.

de la Société pour l'exploration de la Palestine juive<sup>39</sup>. Dans certains cercles au moins, la structure de l'histoire juive évolua depuis un récit du pacte, de l'exil et de la rédemption, où Dieu occupait une position centrale, vers une épopée politique, moins spirituelle, du caractère et du destin nationaux. Ainsi les premières fouilles de l'ancienne synagogue de Hammat Tveria par la Société pour l'exploration de la Palestine juive, dirigées par Nahum Slouscz en 1920, et celles de l'ancienne synagogue de Beit Alpha par l'Université hébraïque, dirigées par Eleazar Sukenik en 1929, relièrent-elles fortement les sites archéologiques fouillés au patrimoine juif sur le territoire d'Israël<sup>40</sup>.

Pendant les années du mandat britannique, les fouilles demeurèrent principalement la prérogative de grandes firmes étrangères, à cause des dépenses qu'elles nécessitaient et des difficultés logistiques. Bien que le département d'archéologie de l'Université hébraïque ait entrepris plusieurs fouilles à petite échelle pendant les années 1930 et 1940, l'intérêt de la communauté juive en Palestine pour l'archéologie s'exprima d'abord par l'exploration de la campagne et par l'étude géographique, plutôt que par le culte de sites archéologiques particuliers. Le développement et la diffusion de ce qu'on a appelé pendant des générations d'écoliers et d'adolescents le *yediat ha-aretz*, la « connaissance du territoire<sup>41</sup> », précédèrent les développements ultérieurs de l'archéologie tels que l'ethno-archéologie et les enquêtes régionales. Toutefois, deux phénomènes eurent une portée idéologique importante, même si elle ne fut pas évoquée explicitement : l'identification de villages arabes modernes avec des sites bibliques jusque-là non localisés ; l'étude des comportements modernes des Arabes de Palestine ainsi que de la culture matérielle, celle-ci permettant de comprendre la fonction des objets recueillis lors des fouilles. La culture traditionnelle du fellah fut implicitement définie comme stationnaire ; par conséquent, elle ne présentait d'intérêt qu'en tant que vestige fossilisé du passé. Les implications intellectuelles d'une telle thèse ont été étudiées ces dernières années par divers chercheurs<sup>42</sup>. Les effets politiques et sociaux devinrent plus visibles quand émergea une dichotomie centrale dans le paysage physique du territoire d'Israël entre le passé et le présent, le moderne et le primitif, l'Arabe et le Juif<sup>43</sup>.

Comme je l'ai suggéré ailleurs<sup>44</sup>, l'un des effets les plus marqués des développements militaires et politiques de 1948, qui n'a pas encore été étudié, fut la

39. A. Brawer, « From the early days of the Israel exploration society », in J. Aviram, ed., *Western Galilee and the coast of Galilee*, Jérusalem, Israel Exploration Society, 1965.

40. N. Silberman, *A prophet from amongst you. The life of Yigael Yadin*, Reading, Addison-Wesley, 1993, p. 19-27.

41. Y. Shavit, « "Truth shall spring out of the earth" ... »

42. En particulier A. E. Glock, « Tradition and change in two archaeologies », *American Antiquity*, 50, 1985, p. 464-477, qui propose une bibliographie.

43. Cf. N. Grätz, « The war of independence. The conflict of models in Israeli culture » (en hébreu), *Tsionut*, Supplément 14, 1989, p. 9-50.

44. N. A. Silberman, *A prophet from amongst you...*, p. 230-231.

modification profonde du paysage historique physique. En six mois, entre mai et novembre, de nombreux sites du paysage physique du jeune État d'Israël qui avaient été identifiés comme « antiques » furent déplacés lors de manœuvres militaires, de migrations de population, de créations de nouvelles colonies, et ces opérations s'accompagnèrent d'un remodelage artificiel du terrain<sup>45</sup>. De plus, le secteur oriental de Jérusalem, avec le fascinant Dôme du Rocher, la « Tour de David » et les tombes dans la vallée de Kidron, fut soustrait à la sphère physique des activités éducatives et religieuses israéliennes. Si les considérations récentes sur les conséquences des accords territoriaux de l'après-1948 se sont concentrées sur les domaines diplomatiques et politiques, je voudrais quant à moi montrer que cet état des choses a engendré une situation culturelle atypique – du moins en ce qui concerne le paysage historique de l'État d'Israël nouvellement créé. Une grande partie de ce qu'on avait identifié comme « antique » (c'est-à-dire les villages arabes et les lieux anciens les plus célèbres de Jérusalem) fut soudain déplacée, ou bien mise hors de portée, ce qui a suscité un déséquilibre profond entre « ancien » et « moderne » dans le paysage national<sup>46</sup>. C'est pourquoi je voudrais montrer que, dans les années 1950 et au début des années 1960, les sites archéologiques ont commencé à prendre une importance considérable dans la société israélienne, non seulement dans le cadre de recherches de « racines » personnelles, comme il a été maintes fois suggéré<sup>47</sup>, mais aussi dans celui d'une tentative institutionnellement concertée pour restaurer l'équilibre chronologique d'un paysage vivant.

L'histoire de l'essor de l'archéologie israélienne a été racontée par des témoins qui y ont participé, les uns partisans, les autres critiques. Il n'y a pas lieu de retracer ici l'histoire intellectuelle et sociale du mouvement de l'archéologie-comme-religion-nationale, si ce n'est pour remarquer que, dans les premiers temps, les illustrations tirées de la poterie et de l'architecture de l'âge du bronze remplacèrent rapidement les villages arabes et les fellahs, pour devenir les images préférées du passé sur les affiches de voyage et dans les manuels scolaires, ainsi que dans une vaste gamme de médias exhibés en public, par exemple dans les *hagados* de la Pâque. Au-delà de divergences universitaires sur des problèmes archéologiques précis<sup>48</sup> ou sur les méthodes de fouilles<sup>49</sup>, l'archéologie et ses productions visibles devinrent le moyen principal pour illustrer une histoire

45. B. Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 ; A. Golan, « The transfer of abandoned rural lands to Jews during Israel's war of independence » (en hébreu), *Cathedra*, 63, 1992, p. 122-154.

46. Cf. D. Lowenthal, *The past is a foreign country*, p. 35-73.

47. Par exemple M. Dayan, *Living with the Bible*, New York, William Morrow, 1978.

48. Cf. S. Bunimovitz, « How the mute stones speak », *Biblical Archaeology Review*, 21 (2), 1995, p. 58-67, 96-100.

49. En commençant avec W. G. Dever, « Two approaches to archaeological method – the architectural and the stratigraphic », *Eretz-Israel*, 11, 1973, p. 1-8.

nationale qui se définissait elle-même. Il est important de souligner que tous les messages n'étaient pas nationalistes ; les concepts modernes de progrès technologique, d'efficacité, et même de relations entre hommes et femmes étaient pris en compte dans l'interprétation et la reconstruction des sites archéologiques. L'archéologie israélienne transmet ainsi une grande variété de messages publics, depuis le noble martyr des rebelles de Massada et celui de Bar-Kokhba jusqu'à l'opulence du style romain (ironiquement contradictoire) des palais et du temple d'Hérode, ou encore les villas de la cité haute de Jérusalem. En effet, la perception israélienne commune du passé s'était si résolument engagée dans la voie d'une perspective matérialiste et moderniste que les archéologues israéliens furent parfois considérés comme des intrus blasphémateurs et traités avec mépris et hostilité par des factions politiques et religieuses ultra-orthodoxes du monde juif<sup>50</sup>.

## La version palestinienne

À l'instar des juifs et des chrétiens des provinces ottomanes de la Palestine, les musulmans de ces régions développèrent une relation physique au passé fondée sur le paysage, le culte de ruines anciennes choisies et la vénération des tombes des hommes saints<sup>51</sup>. Pour une large part, la relation des Palestiniens musulmans avec leur passé consistait en un mélange de traditions très localisées et pan-islamiques. Toutefois, c'est certainement à l'époque de la période ottomane que les reconstructions et les embellissements multiples d'un lieu de pèlerinage central, le Dôme du Rocher à Jérusalem, révélèrent de façon subtile l'évolution des liens politiques ou les premiers linéaments d'une conscience nationale, quand bien même ce phénomène ne remettait pas en question ni ne menaçait les cadres historiographiques antérieurs. Ainsi, toutes les reconstructions et les restaurations successives du Dôme du Rocher, par le sultan Soliman le Magnifique (1545-1566), par Ahmet III (1720-1722), Mahmut II (1817), Abdül-Medjid (1853), Abdül-Aziz (1874-1875), par les autorités du Mandat britannique (1918-1928), et enfin par le royaume hachémite de Jordanie (1960-1967 et de 1992 à nos jours), ont utilisé un déploiement architectural et spectaculaire de signes commémoratifs fonctionnant comme une rhétorique visuelle et politique envers le présent et le passé<sup>52</sup>. De fait, la sainteté traditionnelle et l'importance

50. Pour le cas célèbre des fouilles de la cité de David, voir Z. Meshi-Zahav & Y. Meshi-Zahav, eds, *The slope of the Temple Mount: battle diary*, Jérusalem, Meshi-Zahav, 1985.

51. T. Canaan, *Mohammedan saints and sanctuaries in Palestine*, Jérusalem, Palestine Oriental Society, 1927.

52. Cf. B. St Laurent, « The Dome of the Rock. Restorations and political implications, 1720 to the present », 1993, unpublished paper presented at the Annual meeting of the American schools of oriental research ; et B. St Laurent & A. Riedlmayer, « Restorations of Jerusalem and the Dome of the Rock and their political significance, 1537-1928 », *Muqarnas*, 10, 1993, p. 76-84.

politique de l'enceinte de Haram ash-Sharif sont encore assez puissantes aujourd'hui pour conduire les autorités islamiques à cacher ou à retirer les vestiges archéologiques récemment découverts<sup>53</sup>.

Jusqu'à une époque récente, l'archéologie n'a joué qu'un rôle dérisoire dans la cristallisation de la conscience palestinienne arabe. Dès les premiers moments du mouvement national, au début du xx<sup>e</sup> siècle, la plupart des intellectuels palestiniens arabes qui s'intéressaient à l'histoire de leur peuple préférèrent les études littéraires et l'ethnologie<sup>54</sup>; ils laissèrent les fouilles aux chercheurs étrangers, ou n'y participèrent que selon leurs capacités logistiques ou techniques. Pour la plupart des Palestiniens ruraux, l'archéologie ne fournissait, au mieux, qu'un emploi temporaire entre deux saisons des récoltes<sup>55</sup>. Les relations entre les premiers archéologues européens et la population rurale du pays étaient même souvent ouvertement hostiles ou froidement instrumentales. Dans le cas des fouilles de R. A. S. Macalister, à Gezer, au début du xx<sup>e</sup> siècle, les paysans palestiniens étaient considérés comme la cause de la stagnation du pays à l'époque moderne<sup>56</sup>, et l'emploi de fellahs dans les entreprises archéologiques successives, de grande envergure, des Allemands, des Américains, des Anglais et des Français ne suscita guère l'intérêt du public musulman envers l'archéologie comme un moyen d'auto-définition nationale. Bien que des chrétiens et des Arabes de Palestine aient occupé des postes importants de fonctionnaires dans le département des Antiquités du Mandat britannique, aucune fouille indépendante ne fut menée à bien par des institutions palestiniennes culturelles ou éducatives.

Le rôle de l'archéologie dans la constitution de la conscience nationale palestinienne n'eut pas un développement substantiel au cours de l'administration de la rive occidentale du Jourdain par le royaume hachémite de Jordanie de 1948 à 1967. Toutes les ressources disponibles de l'activité archéologique locale furent utilisées pour insérer les antiquités retrouvées sur les deux rives du Jourdain dans une histoire jordanienne unique. Quelques mois après la fin de la guerre israélo-arabe de 1948, le Musée archéologique palestinien (connu généralement aujourd'hui sous le nom de musée Rockefeller), bien que conçu comme un centre pour l'étude de l'archéologie de la Palestine et dirigé par un conseil d'administration international, ne fut qu'une administration dépendant du Département des Antiquités de Jordanie. Son président jusqu'en 1956 fut l'archéologue Gerald Lankester Harding, un ancien administrateur colonial britannique. Pendant les années 1950 et 1960, les travaux archéologiques se multiplièrent sur la rive occidentale avec le soutien de la Jordanie<sup>57</sup>. Pourtant, cette activité peut être

53. S. J. Adler, « The Temple Mount in court », *Biblical Archaeology Review*, 17 (5), 1991, p. 60-68, 72.

54. M. Muslih, *The origins of Palestinian nationalism*, New York, Columbia University Press, 1988.

55. N. A. Silberman, « Visions of the future... ».

56. R. A. S. Macalister, R. A. S. Macalister, *A history of civilization in Palestine*, p. 121-129.

57. P. J. King, *American archaeology in the Mideast*, Philadelphie, American Schools of Oriental Research, 1983.

considérée comme la prolongation de la période du mandat. En effet, tous les projets les plus importants (Qumran, Tell el-Farah [N], Schechem, Taanach, Beit Zur, Dothan) furent menés à bien par des institutions étrangères, et se concentrèrent sur les rapports avec la Bible. Enfin, dans le personnel des fouilles, on notait une quasi-absence de chercheurs locaux ou d'étudiants aux postes les plus élevés. Les fouilles, ainsi que les monuments historiques qui furent finalement exhumés, eurent pour le royaume de Jordanie une portée limitée principalement au tourisme et au prestige international.

Bien que la nomination en 1960 d'un chercheur palestinien, Awni Dajani, au poste de directeur du département des Antiquités de Jordanie ait marqué le début d'une ère nouvelle<sup>58</sup>, l'intérêt pour l'archéologie fut peu soutenu avant la guerre de 1967. Dans les archives du musée Rockefeller, on retrouve, pour les années 1950 et 1960, de très nombreuses initiatives pour encourager la fréquentation des musées par les groupes scolaires et les simples citoyens, mais de nombreux rapports exprimèrent la déception causée par la faiblesse de cette fréquentation. C'est pourtant dans les années 1980, sous la pression de l'administration israélienne et avec l'essor exponentiel des études supérieures dans les universités palestiniennes, que commence l'affirmation d'un passé archéologique strictement « palestinien ». Si les premières tentatives étaient ouvertement polémiques<sup>59</sup>, les efforts ultérieurs portèrent sur le renouvellement des approches archéologiques pour mettre en évidence la continuité historique et culturelle<sup>60</sup>. En renversant, avec ironie, le *yediat ha-arets* des premiers chercheurs juifs de Palestine, les éléments de la culture villageoise palestinienne traditionnelle étaient désormais valorisés comme l'incarnation durable (et non la fossilisation) de relations sociales égalitaires et même comme l'expression stylistique des anciennes sociétés palestiniennes.

Tout aussi important était le lien, établi de façon de plus en plus consciente, entre l'étude de la culture matérielle et les revendications politiques modernes sur la souveraineté du territoire palestinien arabe. Une tentative (avec une dimension archéologique, au moins en partie) pour dresser une liste systématique de la localisation et de la nature des villages arabes détruits après 1948 à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël fut conçue par son instigateur comme un important travail d'érudition qui possédait aussi « une pertinence actuelle dans la recherche d'une solution honorable et paisible à ce conflit vieux d'un siècle<sup>61</sup> ». Ainsi, des amas de murs de pierre écroulés et des fondations de maisons à nu qu'on avait

58. *Ibid.*, p. 200.

59. Par exemple D. C. Baramki, *The art and architecture of ancient Palestine*, Beyrouth, Palestine Liberation Organization Research Center, 1969.

60. G. Ziadeh, « The present is our key to the past », *Bir Zeit Research Review*, 4, 1987, p. 40-65.

61. W. Khalidi, ed., *All that remains : the Palestinian villages occupied and depopulated by Israel in 1948*, Washington, Institute for Palestinian Studies, 1992, p. xxxiv.



longtemps dédaignés prirent une importance politique croissante, aussi bien comme données archéologiques que comme incarnations physiques de l'histoire nationale. À un niveau plus pratique et légal, les négociations de 1993 entre Israël et l'autorité palestinienne nouvellement constituée aboutirent à un débat féroce sur l'avenir des sites archéologiques dans les zones d'où les Israéliens étaient disposés à se retirer<sup>62</sup>. Des sites antiques, particulièrement dans le district de Jéricho, devinrent une cause célèbre importante, même si elle fut de courte durée. Le fait que les sites ou les objets en question – des manuscrits hébreux et araméens ou les palais d'hiver d'Hérode, par exemple – puissent être reliés de manière significative à l'histoire du peuple palestinien était moins important que l'opinion de toutes les nations modernes selon laquelle le contrôle des antiquités dans un territoire était une prérogative inaliénable de souveraineté<sup>63</sup>. Ainsi, comme cela avait été le cas en de nombreuses autres nations, la conscience palestinienne évolua vers une reconnaissance de la valeur et de l'importance des monuments archéologiques non religieux ; et cette conscience prit véritablement son essor avec l'émergence des institutions de l'État-nation et de ses prérogatives.

## Disneyland en Terre sainte

Depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle, il est possible de discerner un nouvel élément important pour la construction du passé sur le territoire d'Israël. Alors que des images idéologiques conflictuelles du patrimoine national et de l'héritage territorial continuent à façonner les représentations traditionnelles et les interprétations populaires, une conscience instrumentale (on pourrait même dire « post-idéologique ») a une influence croissante sur l'attribution de moyens aux archéologues. Avec la réorganisation du département israélien des Antiquités, au printemps 1990, comme un Service des antiquités indépendant, placé sous la direction d'un directeur énergique ayant les moyens statutaires de gérer en toute indépendance certains revenus et de développer son dispositif administratif et professionnel<sup>64</sup>, la part gouvernementale des activités archéologiques a atteint un niveau jamais égalé. Entre 1990 et 1994, le nombre des employés travaillant à temps plein dans ce service a quadruplé et son budget annuel effectif a décuplé<sup>65</sup>. En s'alliant activement avec d'autres institutions gouvernementales telles que le ministère du Tourisme et le ministère du Travail, le Service des antiquités s'est lancé dans un programme ambitieux de fouilles à

62. Cf. H. Shanks, « Peace, politics, and archaeology », *Biblical Archaeology Review*, 20 (2), 1994, p. 50-57, 94.

63. Selon les termes de C. Haberman, « Israel hunts antiquities, angering Arabs », *New York Times*, 15 novembre 1993.

64. A. Rabinovich, « Inside the Israel Antiquities Authority », *Biblical Archaeology Review*, 20 (2), 1994, p. 40-45.

65. Passant de deux millions de dollars à vingt-deux millions de dollars, selon Rabinovich, *ibid.*, p. 44.

grande échelle dans le pays, notamment avec des projets très visibles, destinés au tourisme, dans les vastes sites gréco-romains de Beit She'an, Césarée et Banias.

En contraste avec les petites opérations de restauration et les projets personnels des directeurs et des directeurs-adjoints précédents d'un département des Antiquités passif et de taille réduite, ces nouvelles entreprises archéologiques visent à répondre à des problèmes économiques et sociaux modernes (à côté de questions purement universitaires, ou peut-être indépendamment de celles-ci). Dans le cas de Beit She'an en particulier, les problèmes du chômage et l'intérêt de développer une industrie touristique locale furent des facteurs importants et sans doute décisifs dans l'organisation initiale des fouilles<sup>66</sup>. Ces objectifs étaient certes présents dans les fouilles antérieures entreprises par Israël. Lors des premières fouilles de Yadin dans les années 1950, on avait employé une main-d'œuvre constituée principalement d'immigrants nouvellement arrivés en Israël, qu'on avait installés à Rosh Pinna; et les fouilles de Massada dans les années 1960 aboutirent à la création d'un des sites touristiques les plus visités<sup>67</sup>. Mais, jusqu'à ces développements récents, ces facteurs étaient tous secondaires eu égard à l'objectif principal de l'entreprise, qui était en général la sélection de sites pour les connaissances qu'ils pouvaient apporter sur des problèmes historiques précis ou leur intégration dans le Service des parcs nationaux d'Israël, qui *par son ampleur* fournit un récit matériel de l'histoire du peuple d'Israël et de l'avènement de l'État d'Israël<sup>68</sup>.

Les nouveaux grands projets demeurent bizarrement *en dehors* des récits archéologiques traditionnels sur le territoire d'Israël (et pour une large part ils n'y sont pas rattachés). Ils manifestent par ailleurs – fait unique – une admiration, dépourvue de sentiment national, envers l'architecture classique, la technologie antique et la vie urbaine. Tandis que les vastes sites gréco-romains, en cours d'aménagements touristiques, comportent dans leurs histoires des épisodes peu plaisants de despotisme impérial (Césarée), de paganisme hérodien (Banias) et de massacres collectifs de citoyens juifs innocents (Césarée et Beit She'an), ces histoires ont en général été passées sous silence – ou en tout cas n'ont pas été mises en avant pour justifier la décision de faire de ces sites des lieux de commémoration. Le choix de projets archéologiques dans les cités gréco-romaines relève d'une tendance internationale à l'exploitation de ruines archéologiques monumentales comme lieux de loisirs rentables. Les visiteurs découvrent des panoramas ou prennent plaisir à des expériences « interactives », qui découlent de ce choix et qui importent plus que des récits édifiants ou suggestifs<sup>69</sup>.

66. H. Shanks, « Glorious Beth Shean », *Biblical Archaeology Review*, 16 (4), 1990, p. 16-31, sp. p. 18.

67. N. A. Silberman, *A prophet from amongst you...*

68. Pour un processus similaire d'incorporation présentant l'histoire « officielle » des États-Unis, voir J. Bodnar, *Remaking America. Public memory, commemoration, and patriotism in the twentieth century*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

69. Cf. N. A. Silberman, « The battle that Disney should have won », *Lingua franca*, 5 (1), 1994, p. 24-28.

Alors que, au niveau international, s'amenuisaient les financements des projets universitaires et culturels, et que, de manière générale, diminuaient budget et effectifs, les autorités archéologiques (de même que les protecteurs des merveilles de la nature et des paysages idylliques) ont été toujours plus contraintes de solliciter des sources de financement indépendantes. Des stratégies d'exploitation économique des sites archéologiques se sont multipliées, notamment en rapport avec la « Liste du patrimoine international » de la Banque mondiale qui, depuis les années 1980, est sollicitée partout dans le monde, et depuis que cette même Banque mondiale, toujours au cours des années 1980, a décrété que certains sites archéologiques importants constituaient des moteurs de projets de développement. Cette forme de planification économique est déjà familière aux États-Unis et en Europe, où les Services nationaux des antiquités, souvent en collaboration avec des entreprises privées, ont développé des réseaux complexes de loisirs pour financer la construction d'attractions touristiques, de nouveaux pèlerinages destinés non pas aux pénitents, mais à des familles en vacances, à des tours organisés en cars climatisés, en voitures de location, ou en camping-cars<sup>70</sup>. Toutefois, le modelage du contenu de ces sites est un enjeu encore plus subtil et plus important que l'infrastructure ou la méthode de présentation du passé, puisque le succès ou l'échec de nombre de ces projets est évalué selon le nombre de visiteurs (et selon l'argent rapporté). Il faut donc prendre en compte les désirs et les attentes d'un public potentiel. Et dans une situation où les parts de marché et l'attraction d'un public sont devenues les motivations principales pour la planification des expositions archéologiques, seul le plus fou des organisateurs de parcs choisirait de mettre en avant les peines, les injustices, le racisme et les souffrances qui, tout en étant un aspect de l'histoire méritant d'être mentionné, et même souligné, ne produiraient sans doute pas l'effet escompté sur les vacanciers ou les agents touristiques qui organisent des itinéraires.

Est-on encore loin d'un *Roman World* ou d'un *Bible Land* à la Walt Disney en Israël ou sous les auspices de l'Autorité palestinienne? C'est une question qu'on est en droit de se poser. Quoi qu'il en soit, les professionnels qui conçoivent les parcs, les consultants en relations publiques, et les promoteurs touristiques jouent déjà un rôle important dans la constitution d'un paysage historique pour le territoire d'Israël. Comme ailleurs dans le monde, les archéologues se retrouvent de plus en plus souvent devant un choix délicat : devenir les complices consentants de projets de développement à buts économiques ou être regardés comme des obstacles au progrès et au développement. La transformation du prestige et du sens des sites archéologiques sur le territoire de la Bible a fait bien du chemin depuis le jour où le patriarche Abraham acheta la grotte de Machpelah.

70. Pour une étude représentative, voir W. Leon & R. Rosenzweig, *History museums in the United States...* ; et J. Blatti, ed., *Past meets present...*

Pendant des siècles, nombre de ces sites furent investis d'un sens religieux ; à l'époque moderne, ils devinrent les objets d'attention du pouvoir lui-même. Toutefois, dans cette nouvelle ère de l'après-guerre froide, et dans ce monde post-idéologique d'investissements transnationaux et de consommation, il se pourrait que le public des touristes obtienne exactement le genre d'histoire qu'il *souhaite* voir. Et si les tendances actuelles se poursuivent, le résultat ne sera guère plus attirant moralement ou esthétiquement que les premiers exemples de chauvinisme archéologique, religieux ou nationaliste. Le passé fondé sur le profit tendra nécessairement à n'être qu'une triste parodie : des images de Ben-Hur et de Spartacus tirées de bandes dessinées populaires côtoieront des images plus anciennes de Josué, Umar Ibn al-Khattab et Eléazar ben-Yaïr. Et tragiquement, nous pourrions bien nous retrouver plus pauvres, et non plus riches, du fait que certains paysages historiques d'Israël, autrefois considérés comme sacrés et depuis transformés en images ordonnées de nation et de progrès, aient été transformés si facilement, pour faire du profit, en des parcs à thèmes du XXI<sup>e</sup> siècle, désormais dé-historicisés.

# HORS DU LIEU, HORS DU TEMPS

## PRATIQUES PALESTINIENNES DE L'HISTOIRE

1. L'HISTOIRE CONTEMPORAINE des Palestiniens s'articule autour d'une date charnière : 1948. Cette année-là, un pays et son peuple disparurent des cartes et des dictionnaires. La courte guerre qui fit rage de novembre 1947 au 15 mai 1948, et qui se conclut par la proclamation de l'État d'Israël, constitua un épisode particulier. Loin d'être une simple occupation coloniale d'un pays par un autre, elle résulta en un remplacement d'un peuple par une communauté de 600 000 colons acheminés en Palestine durant le Mandat britannique. Un univers disparut et, sur les 1 400 000 Palestiniens que comptait le pays avant la *Nakba*, « la Catastrophe », seules 150 000 personnes seront dénombrées lors du premier recensement mené par le nouvel État israélien. « Le peuple palestinien n'existe pas », proclameront les nouveaux maîtres des lieux, et les Palestiniens seront désormais désignés par les termes généraux, et si commodément vagues, de « réfugiés » ou d'« Arabes d'Israël » pour la petite minorité qui avait réussi à échapper à l'expulsion généralisée de sa terre. Une longue absence commence.

Mais qui étaient ces hommes et ces femmes qui depuis leur univers de camps et de tentes criaient à l'injustice ? Étaient-ils réellement la nation qu'ils prétendaient être ? Disposaient-ils d'un « pays » avant 1948 ? Avaient-ils conscience d'être un peuple, détenaient-ils une identité nationale avant que d'être jetés sur les routes de l'exil ? Étaient-ils, au contraire, comme l'affirmaient les vainqueurs, des « nomades » arabes, qui après avoir « vendu leurs terres » aux colons, se découvraient soudain une cause et clamaient leurs droits nationaux dans le seul but de « jeter les Juifs à la mer » ?

2. Quelques clés de lecture, une certaine liberté d'imagination sont indispensables pour aborder ces questions. Elles imposent avant tout de sortir d'un moule, si dominant qu'il apparaît aujourd'hui comme vérité évidente, modèle intemporel et universel. Elles requièrent de se libérer de l'idée que toute identité nationale passe forcément par la constitution d'un État-nation, conformément

aux mutations modernes qui ont secoué l'Europe dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elles exigent d'accepter l'idée qu'un peuple peut exister, pleinement, avec tout ce que ce terme comporte de notions de conscience nationale, de souveraineté, de droit à l'autodétermination, sans pour autant avoir pour référence identitaire dominante et exclusive, un État central et centralisé. Cette démarche, parce qu'elle déroge à un modèle qui a très largement dépassé les frontières du continent où il a vu le jour, n'est pas aisée. Elle est compliquée aussi par le fait que le peuple palestinien, bien que né dans des conditions originales, n'aspire pas moins à l'heure actuelle, comme bien d'autres peuples non occidentaux, à l'édification d'un État-nation.

3. Qui étaient ces Palestiniens qui en 1948, et en l'espace de quelques semaines, se sont retrouvés jetés sur les routes? D'où venaient-ils?

Les Palestiniens sont avant tout des Arabes de la Méditerranée orientale. Leur pays fait partie depuis des temps immémoriaux de ce que l'on appelle la « Syrie historique ». Cette dernière regroupe les régions qui donneront plus tard naissance à la Syrie, au Liban et à la Palestine modernes. Cette « arabité » constitue une identité « de base », un tronc commun aux peuples de ces régions, et elle est cimentée par l'usage d'une même langue, l'existence d'un imaginaire collectif, la revendication d'une histoire commune, et la réalité de structures sociales identiques. Bref, une même vision du monde, jamais démentie, dans la mesure où les traits identitaires locaux, liés à telle ou telle région de ce grand ensemble, ont constitué au long des siècles, une force centrifuge qui a relié et rassemblé plutôt que d'exclure et de diviser. Et il ne s'agit pas là du tableau idyllique d'un monde pluriel et harmonieux (ce monde n'est pas sans conflits internes ou occasionnellement intercommunautaires), mais d'une forme de société qui a précisément permis à ce tronc commun de s'enrichir de ses variantes locales, longtemps perçues, pour adopter une image musicale, comme des variations à l'intérieur d'un même thème.

Ces Arabes habitent une terre déterminée, la Palestine. Une région arabe à la personnalité affirmée en ce sens qu'elle est, depuis des siècles, marquée d'un sceau particulier, et à ce titre l'objet de convoitises spécifiques : la Palestine est aussi la Terre sainte, le berceau du monothéisme, et ses habitants se considèrent comme les « gens de la Terre sainte ». Ce n'est pas encore un peuple au sens moderne du terme, mais c'est déjà une communauté qui s'estime dépositaire de tous les héritages spirituels qui ont vu le jour « chez elle », et qui se détermine par rapport à un espace et à une « géographie » interne propres. L'une des conséquences de ce trait identitaire est la permanence d'une forme de pluralisme, qu'il ne faut certes pas confondre avec un quelconque « pluralisme démocratique » avant la lettre, mais qui permet déjà aux Palestiniens de vivre avec leurs différences communautaires et locales.

Cette terre est également depuis la nuit des temps, depuis Sumer et l'Égypte pharaonique jusqu'à la Première Guerre mondiale, le passage incontournable entre les deux grands blocs que sont les vallées de l'Euphrate et du Nil. Toute expansion de l'une ou de l'autre est condamnée à traverser la Palestine, et cette dernière va acquérir ainsi un trait identitaire supplémentaire: si elle constitue un couloir de passage obligé pour les conquérants, elle n'est pour autant et quasiment jamais la cible finale des conquêtes. Ainsi, et d'un siècle à l'autre, la Palestine regardera passer des règnes qui, s'ils l'occupent dans la foulée, auront néanmoins en permanence « les yeux tournés ailleurs ». Le pays s'en trouvera ainsi plus « conservé » que ses régions sœurs voisines, et vivra de longues périodes de calme, comme s'il était relativement à l'écart des turbulences de l'Histoire. L'identité de ses habitants en sera également marquée.

Les croisades, paradoxalement, ne feront qu'affermir cette donnée. En faisant de la Terre sainte leur cible, en « distinguant » ainsi la Palestine, et en liant sa « délivrance » des Infidèles à l'idée de la rédemption, les armées chrétiennes d'Occident accentueront sa « spécificité » et il faudra attendre le XIX<sup>e</sup> siècle et la colonisation moderne pour que les Palestiniens entrent véritablement dans les remous provoqués par l'expansion européenne.

4. L'espace palestinien ainsi circonscrit constitue une entité humaine et géographique, une société, largement identique aux sociétés arabes voisines. Un monde citadin, un autre rural sédentaire et un troisième bédouin, tous marqués par une forte emprise des réseaux d'alliances claniques et familiales, y vivent et s'y développent. Jérusalem est le centre de cet édifice. Mais la Ville sainte, si elle est la principale cité politique du pays, le centre de ses activités religieuses, son point focal symbolique, ne détient pas pour autant l'attribut d'être *la seule* capitale. Et cette particularité ne découle pas seulement du fait que la Palestine n'est pas encore une entité moderne disposant d'un siège central de gouvernement. Elle est surtout issue du fait que sa société est marquée par de solides clivages verticaux, des entités-régions qui disposent également de leurs « capitales » respectives. Ainsi Haïfa et Saint-Jean-d'Acre pour la Galilée, Safad pour le Nord voisin de l'actuel Liban, Naplouse pour la région centre intérieure, Hébron pour la région sud intérieure, Jaffa pour la région centre côtière, Gaza et Bi'r al-Sab' pour le littoral sud voisin de l'Égypte. Néanmoins, seule Jérusalem détient une fonction double puisqu'elle est tout à la fois le centre de la région de Jérusalem-Bethléem et celui de la Palestine tout entière.

Cette topographie socio-politique aura des conséquences déterminantes sur les structures internes du pouvoir et elles perdureront jusque dans le fonctionnement de l'Organisation de libération de la Palestine fondée en 1964 ! En Palestine, le pouvoir central fut, et demeure, largement basé sur une forme de confédération entre les régions précitées, à charge pour celui qui aspire à diriger

ce pays et son peuple, de rallier ses multiples composantes régionales sans pour autant altérer leurs pouvoirs locaux. Ainsi est née, par la dynamique de l'histoire et la pesanteur des lieux, une société qui a très longtemps fonctionné selon le principe du consensus et la quête du dénominateur commun. En Palestine, le « national » s'est bâti sur le respect des aspirations du « local », et les Palestiniens en ont été profondément marqués.

5. C'est ce monde qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, s'est retrouvé engagé dans le mouvement général pour la libération du joug de l'Empire ottoman et l'accession à la souveraineté et à l'indépendance. Le rêve est alors pan-arabe. Les Palestiniens, comme leurs frères voisins, aspirent à un État moderne, certes, mais *unifié*, et l'idée de la Nation arabe, plurielle et non exclusivement islamique comme on l'entend rabâchée ici ou là, prédomine. La Première Guerre mondiale mit un terme au rêve. Inaugurant l'ère des Mandats, britannique ou français, les frontières modernes du dépeçage colonial ancrèrent dans la terre le principe de la division. Pour la Palestine qui dans la foulée vient de faire l'objet d'une promesse anglaise d'y fonder un « foyer national juif », une dépossession supplémentaire commence. « En Palestine, une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième », écrira Arthur Koestler. Et le réformiste palestinien Sulayman al-Taji al-Farouqi lancera dès le mois de mai 1911 cette mise en garde prémonitrice – et surprenante chez un peuple qui, au dire de certains, n'aurait eu alors aucune conscience de son identité nationale – : « Le sionisme est le danger qui guette notre patrie... Il annonce notre exil et notre expulsion de nos demeures et de nos propriétés! »

6. Si l'identité palestinienne n'est pas née en 1948, cette année marquera néanmoins à jamais la personnalité nationale de ce peuple, comme si son visage s'enrichissait de nouveaux traits, comme si sa voix résonnait soudain d'un timbre singulier. À partir de 1948, les Palestiniens occupent un étrange territoire. La qualifier de « territoire d'exil » est insuffisant. Car les Palestiniens ont été certes déplacés, mais dans leur prolongement identitaire et non vers des terres étrangères. En 1948, les Palestiniens sont des Arabes expulsés vers d'autres terres arabes, c'est-à-dire chez des peuples dont ils se perçoivent comme partie intégrante, et s'ils sont désormais privés de leur pays, les Palestiniens ne sont pas pour autant « dépayés ». Dès lors, une question s'impose : de quoi est donc fait cet exil qui va profondément modeler l'identité ? Principalement de trois composantes.

Disparue en 1948, la Palestine a intégré le territoire de l'absence. Elle est sortie de scène. C'est la partie visible du drame. Une autre, invisible, souterraine, prend naissance au sein même des Palestiniens, dans leur chair en quelque sorte. Pour pallier la noyade, sauver leur terre engloutie, les réfugiés vont faire le pari fou de la transporter avec eux, pour devenir graduellement les substituts temporaires de



leur patrie. Ils se vivront désormais comme étant tout à la fois, la Palestine et les Palestiniens, un peuple et sa terre, en attendant que cette dernière « rentre chez elle » et réintègre sa place sur la carte. Une obsession des lieux, qui va de la topographie générale jusqu'aux détails de la moindre ruelle, habite désormais ce peuple, et la Palestine voyage portée sur les épaules de ses enfants.

En sortant de l'espace, les Palestiniens, dont la terre entière s'accorde désormais à dire qu'ils « n'existent pas », sortent également du temps. Leur histoire, leur temps passé, sont niés. Leurs aspirations, leur temps à venir, sont interdits. Ils se retrouvent alors parqués dans le transitoire et, un demi-siècle durant, ils vivront dans le provisoire absolu. Ils vont ainsi acquérir un rapport très particulier à la notion de durée. Et puisque le présent leur est interdit, ils vivront dans un espace temporel fait tout à la fois du passé conservé par une mémoire frappée de folie et d'un avenir rêvé qui aspire à réintégrer le temps. Et l'obsession des lieux qui les habite s'accompagnera d'une rage à tenter de retrouver la normalité des vies quotidiennes.

Chassés du temps et de l'espace, les Palestiniens se voient enfin dénié le droit à leur propre nom. Mus par une étonnante intuition – ils savent que si le nom venait à s'effacer définitivement, la disparition serait consommée – ils réagiront par un combat acharné pour préserver et imposer l'existence des deux noms, *Palestine* et *Palestiniens*.

Ces trois éléments de la terre transportée, du temps réintégré, et du nom préservé, constituent ce que l'on appelle l'idéologie du Retour. C'est cette dernière qui fut la base de la renaissance nationale à partir de l'exil. Elle a donné à ce visage arabe de Palestine ses traits spécifiques.

7. Ces traits, constitutifs et caractéristiques de la personnalité nationale palestinienne, rapidement évoqués, sont indispensables pour appréhender la question des usages politiques de l'histoire.

Dans le cas palestinien, l'année 1948 est une date charnière non seulement du fait des événements tragiques qui s'y déroulèrent, mais aussi parce qu'elle marqua l'aboutissement d'un processus d'expulsion, censé consacrer la disparition pure et simple d'une nation. On comprend alors qu'à partir de cette date, les enjeux – perpétuation ou disparition du peuple de Palestine – ; la tournure nouvelle que prend le conflit israélo-palestinien ; le besoin des Israéliens d'établir que, les Palestiniens n'ayant jamais existé, aucune injustice n'a pu être commise à leur endroit ; la rage des Palestiniens à prouver qu'ils viennent de perdre une patrie ; tous ces facteurs conduisent à un usage démesuré de la « preuve par l'histoire ».

En 1948, les Palestiniens ne perçoivent pas leur pays comme un territoire occupé mais comme une terre engloutie. Le conflit prend une tournure radicalement nouvelle : il relève désormais du registre de la disparition et non de

l'occupation. Ce point est capital. Et le personnage de l'historien sera, chez les Palestiniens, investi d'une mission qui dépasse très largement le champ de la recherche *stricto sensu*. L'histoire, dans la mesure où elle est censée préserver de la disparition, est désormais une « science d'urgence ».

L'histoire est donc appelée à la rescousse pour légitimer les aspirations de l'un ou de l'autre camp. Cet usage n'est certes pas propre à la question israélo-palestinienne. Mais il revêt ici – dans la mesure où l'une des deux parties est obsédée par l'idée de la réintégration du « temps » historique, et où l'autre est terrifiée à l'idée que cette réintégration ne s'accomplisse qu'au prix de sa propre « sortie » de ce même « temps » – une intensité démesurée.

8. Avant d'aborder la question des usages politiques de l'histoire, deux remarques s'imposent. La première est qu'à partir de 1948, chacun des deux protagonistes perçoit son histoire comme exclusive de celle de l'autre. Non point que ces deux histoires seraient différentes, spécifiques, mais au sens que l'une ne peut exister que si l'autre est niée. La seconde a trait à la question de la légitimité, et elle peut se formuler ainsi : en Palestine, l'antériorité de la présence sur la terre équivaut à légitimité d'un droit de présence *exclusif et sans partage* sur cette même terre. En d'autres termes, l'antériorité de la présence de l'un légitime non seulement son existence actuelle, mais aussi *l'absence* de l'autre.

9. Jusqu'en 1948, le mode dominant de l'écriture de l'histoire, chez les Palestiniens, est celui des chroniques, et les rares ouvrages présentés comme « ouvrages historiques modernes » ne sont en réalité que des manuels scolaires. J'ai déjà abordé ailleurs cette question<sup>1</sup>. Les historiens palestiniens de la période mandataire (1919-1948) étaient avant tout des chroniqueurs, dont la quasi-totalité des travaux avait pris la forme du journal individuel, tenu au jour le jour. La Palestine, ou plus précisément la cause arabe en Palestine, était au centre de leurs travaux ; ils l'entrevoyaient à partir de lieux privilégiés qui étaient tout naturellement ceux de la région-clan de chacun, étant donné la structure clanique de la société palestinienne.

On peut ainsi voir que les éléments les plus précis que nous fournissent ces chroniqueurs-historiens étaient ceux qu'ils avaient directement vécus, et que régulièrement et sans relâche ils avaient notés dans leurs cahiers. Survient en 1948 l'expulsion qui, en un instant, fait basculer ce monde et le répand en vrac sur les routes de l'exil. L'événement donne lieu à un ouvrage imposant, le premier du genre, qui allait inaugurer une longue série de livres. *Al-Nakba* de 'Arif al-'Arif<sup>2</sup>

1. E. Sanbar, « Le vécu et l'écrit. Historiens-réfugiés de Palestine », *Revue d'Études palestiniennes*, 1, automne 1981, p. 62-75.

2. 'Arif al-'Arif, *Al-Nakba* (« La Catastrophe »), Beyrouth-Saida, al-Maktaba al-'Asriyya, 1956-1960, 6 vol. *Al-Nakba fi Suwar* (« La Catastrophe en images »), Beyrouth, Dâr al-'Ilm lil-Malayîn, 1961.

représente non plus seulement une chronique détaillée de l'année 1948 mais surtout, et pour la première fois, une compilation quasi exhaustive de toutes les données, événementielles et autres, constitutives de l'événement. Cette chronique, tout en gardant sa forme spécifique, ne porte pas seulement sur un objet d'échelle nationale, mais part désormais de tous les lieux constitutifs de la nation palestinienne. Avec cette œuvre transitoire, mais aussi profondément nouvelle, la forme chronique connaît son apogée, qui est aussi le seuil de sa disparition.

10. Désormais l'histoire sera développée par les historiens-réfugiés de Palestine, selon trois nouveaux thèmes, qui sont autant de nouvelles approches.

*L'inventaire.* Né du profond traumatisme causé par la perte d'un monde (la disparition et non l'occupation d'une patrie), baignant dans l'idée du Retour, l'inventaire visera à répertorier tout ce qui venait de disparaître. Biographies mêlées des gens et des lieux, l'inventaire vise un double but : sauver de l'oubli une terre désormais invisible et, dressant la généalogie des lieux, prouver l'antériorité de la présence palestinienne.

*Le complot.* Cette démarche vise à raconter et à prouver aussi que la patrie a été perdue du fait d'une conspiration des grandes puissances et de la trahison des « régimes arabes vendus » aux puissances coloniales. Partant, ces ouvrages qui fleurissent à partir des années 1950 sont en parfaite symbiose avec les événements qui secouent alors le monde arabe et le nassérisme qui galvanise les foules.

*L'approche universitaire et moderniste.* Elle est le fait de la génération des Palestiniens qui, à partir des années 1940, fréquentent les universités européennes, notamment anglaises, avant de rejoindre, dans les années 1950, l'Université américaine de Beyrouth, où ils seront professeurs ou étudiants. Menée par Constantin Zurayk – un historien syrien, laïc et moderniste, auteur notamment de *Ma'na al-Nakba* (« Les clefs de la *Nakba* »), un ouvrage fondateur qui pose pour la première fois les questions rationnelles sur la perte de la Palestine et appelle à tirer les leçons de l'Histoire<sup>3</sup> – une génération d'historiens palestiniens commence à se réclamer de deux postulats : la Palestine a été perdue car les Arabes ne sont pas entrés dans la modernité ; *et* point de salut en dehors de l'émergence d'un citoyen qui maîtrise harmonieusement modernité et arabité. L'intelligentsia de l'OLP sera principalement issue de ce courant.

11. Ces trois courants cohabiteront quelques années avant que ne prédomine, portée par la renaissance politique du mouvement national en exil, l'approche universitaire. Une nouvelle étape commence, marquée par la place centrale, pour ne pas dire démesurée, qu'occupe désormais l'*historien*. Figure emblématique associant connaissance et engagement, menant de front le « combat scientifique

3. C. Zurayk, *Ma'na al-Nakba*, Beyrouth, Dâr al-'Ilm lil-Malayîn, 1948.

et national», l'historien est désormais celui qui *sait*, tout à la fois, tirer les leçons de l'histoire, sauvegarder le passé nié par Israël et, surtout, apporter les preuves et les arguments scientifiques nécessaires pour établir la justesse et la légitimité des aspirations.

12. Aujourd'hui, sous l'impulsion des négociations de paix, une nouvelle réalité émerge chez les historiens. La Palestine « ayant regagné sa place, réintégré la Palestine », une tendance se dessine, qui va dans le sens de « la normalisation ». Comme si, libéré des tâches du politique, l'historien pouvait, sans renoncer à son engagement (les négociations sont loin d'être terminées), faire son travail en dehors du registre de la *défense et illustration*. En d'autres termes, il est enfin possible de sortir de l'approche défensive. De s'offrir le luxe d'« oublier » un moment Israël pour se pencher par exemple sur l'histoire médiévale, ottomane, de la Palestine, sur la vie quotidienne de son peuple. D'élargir aussi le champ de l'investigation à des domaines extérieurs à la Palestine, sans être contraint de les aborder forcément sous l'angle de leur relation au conflit israélo-arabe.

C'est dans cette nouvelle conjoncture que des historiens consacrés, tel Walid Khalidi<sup>4</sup>, ou plus jeunes, tel Yazid Sayigh<sup>5</sup>, ont entrepris de publier des travaux novateurs portant sur l'histoire contemporaine de leur pays et plus particulièrement sur celle de la résistance et du mouvement national. Ce courant est, toute spécificité gardée, l'équivalent palestinien<sup>6</sup> de ce que l'on a appelé la « nouvelle histoire » israélienne, attelée depuis quelques années à la relecture et à la remise en question du récit israélien dominant des événements de 1948.

Parallèlement et bien que cela ne relève pas de l'histoire *stricto sensu*, un phénomène, capital, est en train d'apparaître dans le domaine romanesque ! Il concerne des œuvres dont le matériau est constitué des récits de la *Nakba*, de l'histoire de l'expulsion généralisée telle que vécue par des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Le fait pourrait surprendre. Ainsi, les Palestiniens obsédés par leur terre perdue et par le drame vécu depuis un demi-siècle, n'auraient pas vraiment raconté ce qui leur est advenu ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Palestiniens, tant que l'exil demeurerait absolu, n'ont quasiment pas dit l'exode, mais ses conséquences. Comme si le traumatisme qui les avait atteints les avait aussi frappés de mutisme. Comme si l'absence absolue interdisait les récits de la genèse de l'absence tant qu'un *retour sur la terre n'était pas amorcé*.

4. Pour une bibliographie plus complète concernant la période de 1948, voir W. Khalidi et J. Khadduri, eds, *Palestine and the Arab-Israeli conflict. An annotated bibliography*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1974, notamment p. 255-265.

5. Y. Sayigh, *Armed struggle and the search for a State. The Palestinian national movement, 1949-1993*, New York-Oxford, Clarendon Press, 1997.

6. W. Khalidi, *L'histoire véridique de la conquête de la Palestine*, n° sp. de *Revue d'Études palestiniennes*, mars 1998 ; et Id., « Deir Yassine. Autopsie d'un massacre », *Revue d'Études palestiniennes*, 17, mars 1998, p. 20-58.

Ces romans – telle l'œuvre-fleuve en cinq volumes de Faysal Hurani<sup>7</sup>, puisée dans les témoignages et le vécu des acteurs – constituent une « première » dans l'histoire des lettres palestiniennes. Outre leur qualité littéraire, ces romans, source d'une extrême richesse pour l'historien, sont très certainement le signe qu'une réalité est en train de profondément changer. Ils annoncent l'irruption de la vie dans les textes.

7. F. Hurani, *Durûb al-Manfâ* (« Les chemins de l'exil »), Damas, Éd. Kanaan, vol. 1, 446 p. ; Amman, Éd. Dar Sindbad, 1996-1998, vol. 2 et 3, 442 + 450 p. ; vol. 4 et 5 à paraître.

III

## LES USAGES POLITIQUES DE L'HISTOIRE EN ESPAGNE FORMES, LIMITES ET CONTRADICTIONS

L'HISTOIRE joue à nouveau en Espagne un rôle politique important. Ce constat ne devrait pas susciter de commentaires. De quelque manière que ce soit, la politique a toujours fait partie de l'histoire et celle-ci a été fréquemment utilisée à des fins politiques. Que l'histoire ait aujourd'hui une signification politique ne constitue d'ailleurs pas une spécificité espagnole<sup>1</sup>. Elle joue un rôle, bien évidemment, là où la formation d'une identité nationale constitue encore un objectif, là où les vieux conflits opposant des peuples ou des nations entre eux restent vivants, en somme sur une grande partie de la planète. Dans tous ces cas de figure, l'histoire occupe le centre du débat politique et sert à justifier les opinions et les actions les plus diverses. Mais, même là où ne se manifestent pas ces problèmes, l'histoire renforce aujourd'hui ses liens avec la politique. Les commémorations qui se succèdent à la demande des institutions ou des gouvernements en sont un exemple patent. Cela est également illustré par l'intervention d'historiens influents dans les médias quand il s'agit de traiter d'affaires de politique intérieure ou internationale et d'orienter l'opinion dans ces domaines. Nous pourrions même évoquer ici les stratégies politiques, plus ou moins dissimulées, d'un certain type de livres et de revues historiques de vulgarisation, de même que les mémoires qui ont proliféré ces dernières années jusqu'à devenir des objets de consommation de masse. Tous ces exemples se rencontrent également en Espagne, à commencer, bien entendu, par la fièvre des commémorations.

Comme ce fut le cas en 1995 dans une partie du monde avec la célébration du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, 1998 a été une année de commémorations historiques. Trois, en Espagne, méritent d'être relevées. La première d'entre elles a été le centenaire du « désastre », terme qui, il y a un siècle, prétendit rendre compte des effets de la défaite militaire face aux États-Unis dans

1. Voir, à titre d'exemple, quelques-unes des controverses les plus importantes recueillies dans le livre de H.-U. Wehler, *Politik in der Geschichte*, Munich, C. H. Beck, 1998.

la guerre de Cuba. L'échec militaire fut alors suivi de la perte des derniers restes de l'empire colonial que la monarchie espagnole avait créé en Amérique et dans les îles du Pacifique au début de l'époque moderne. En 1898, cet empire disparut complètement, plongeant les Espagnols dans une « décadence » contre laquelle un groupe d'intellectuels se mobilisa, ce qu'on appelle la « génération 98 », prête à régénérer l'Espagne. Cette même année 1998, une autre commémoration suscita un grand intérêt et mobilisa l'appui enthousiaste du gouvernement : le quatrième centenaire de la fin du long règne de Philippe II, le roi qui avait conduit l'empire à son apogée puis au début de son déclin en Europe et en Amérique. Enfin, c'est également en 1998 que la Constitution démocratique, qui gouverne le système politique espagnol actuel, a atteint ses vingt ans d'existence, événement sans précédent dans toute l'histoire de l'Espagne.

Ce ne sont pas les seules dates historiques qui, au cours de la dernière décennie, ont fait l'objet d'une commémoration spéciale en Espagne. Si l'on remonte à l'époque du gouvernement socialiste, on avait accordé beaucoup d'importance à la commémoration en 1988 du bicentenaire de la mort de Charles III, occasion qui servit à exalter officiellement l'œuvre réformiste des très modérés hommes des Lumières espagnols, contrastant avec le peu d'intérêt que suscita le bicentenaire de la Révolution française. Toujours en 1988, le gouvernement autonome nationaliste de Catalogne célébra le « millénaire de la nation catalane » et, en 1992, mit l'accent sur le centenaire des *Bases de Manresa*<sup>2</sup>, présentées comme l'origine du catalanisme politique moderne. Mais rien de tout cela ne devait égaler, et de loin, l'écho de la commémoration par excellence : le cinq centième anniversaire de la « découverte » de l'Amérique en 1992. Des commémorations de moindre envergure eurent lieu sans grands appuis officiels dans les années 1990 et marquèrent moins l'opinion publique bien qu'elles aient servi à rappeler, par exemple, la figure du dictateur Franco à l'occasion du centenaire de sa naissance (1992), le vingtième anniversaire du début de la transition démocratique (1995) ou encore les soixante ans de celui de la guerre civile (1996). En 1997, fraîchement arrivé au pouvoir, le Parti populaire (le premier gouvernement de droite dans le cadre de la démocratie consolidée) donna de nouvelles preuves d'un intérêt visible pour les commémorations historiques. Le motif fut cette année-là le centenaire de l'assassinat du leader conservateur Antonio Cánovas del Castillo, artisan en 1874 de la Restauration monarchique et de la consolidation en Espagne d'un régime parlementaire modérément libéral, mais non démocratique. Puis suivirent, comme nous l'avons vu, 1998 et la commémoration des cent ans du « désastre » colonial et les quatre cents ans de la mort de Philippe II.

2. « Bases de Manresa » : abréviation des *Bases per a la Constitució regional catalana* qui furent approuvées par l'assemblée de l'*Unió catalanista* tenue à Manresa en mars 1892 ; il s'agit du document fondateur du catalanisme politique. Ce programme fut présenté par Lluís Domènech i Montaner et Enric Prat de la Riba.



## L'actualité politique de l'histoire

L'histoire a toujours servi de moyen de légitimation des intérêts politiques et dans le cas de l'Espagne il convient, à l'évidence, de se demander ce qui se cache derrière ce penchant pour les commémorations. Loin de la mythologie qu'a cultivée abondamment le fondamentalisme national-catholique, loin aussi du combat idéologique qui a imprégné politiquement l'histoire pendant l'essentiel de notre siècle, les nouveaux usages politiques de l'histoire apparaissent aujourd'hui en Espagne auréolés d'un sens académique plus « respectable ». Dans la plupart des cas ils peuvent compter sur l'appui ou sur l'indifférence des historiens, qui ont rarement pris l'initiative de dénoncer publiquement les objectifs qui se dissimulaient derrière les initiatives institutionnelles. Très rapidement, l'instauration de la démocratie a été à l'origine sur la scène politique à la fois de l'affaiblissement des anciens mythes et de celui des grandes idéologies, contre lesquels s'était laborieusement forgée en Espagne au cours du <sup>xx</sup>e siècle une tradition d'« histoire scientifique ». L'activité académique politiquement engagée a été progressivement abandonnée et la majorité des historiens de métier ont exclusivement valorisé dans leur travail la pratique de la monographie aseptisée et le débat professionnel sur des questions auxquelles personne ou presque ne s'intéressait en dehors du monde des spécialistes. Peu à peu, cependant, cette attitude s'est trouvée faire bon ménage avec une complaisance certaine à l'égard d'initiatives d'origine institutionnelle et revêtues du sceau d'un « professionnalisme scientifique ». La répercussion sociale de ces initiatives a conféré à l'histoire une utilité plus grande que celle qui pouvait exister dans un espace académique étroit. Mais la conscience ne pouvait demeurer longtemps absente de ce que la discipline continuait de faire l'objet d'une instrumentalisation politique, quoique d'une nature différente de celle qui s'exerçait lors de la dictature franquiste. La critique des usages politiques de l'histoire devait également gagner les rangs des pouvoirs légitimement établis, ce qui sans nul doute porte la marque d'une plus grande normalité démocratique. Et si l'histoire continue de faire l'objet d'une instrumentalisation politique, la politique reste également présente dans la conception et l'interprétation par les historiens des faits du passé, qu'ils en soient ou non conscients. Toute histoire (c'est-à-dire l'histoire que font et enseignent les historiens) est fille de son temps et étroitement liée à la conjoncture politique du moment dans lequel elle est produite. Elle peut aider à légitimer les pouvoirs établis ou contribuer, au contraire, dans une perspective critique irréductible, à découvrir les intérêts sous-jacents qu'ils recouvrent.

La politique de l'histoire ne se limite pas actuellement en Espagne à l'intense participation du pays à la fièvre des commémorations officielles de ces dix dernières années. Sur un autre plan, il faut aussi faire référence au rôle qu'ont joué les procès judiciaires de portée internationale. Comme celui qui devait

élucider la participation du gouvernement franquiste et de certains Espagnols de son entourage à la spoliation des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ; ou encore la requête du juge Garzón contre Pinochet pour sa responsabilité dans la torture et l'assassinat, entre autres, de citoyens espagnols au Chili après le coup d'État militaire contre le gouvernement démocratique du président Allende. De même, certaines polémiques ont rencontré un écho particulièrement significatif dans les médias. Ainsi celles qui ont eu pour objet la question de la nature du régime franquiste, de ses ressemblances et différences avec le fascisme<sup>3</sup>, ou celle concernant une transition moins exemplaire qu'elle n'avait été présentée<sup>4</sup> ; enfin, dernièrement, la controverse sur le rôle de quelques éminents intellectuels des années 1940, partisans alors de la dictature avant de devenir plus tard les figures de proue de l'antifranquisme<sup>5</sup>. Il n'y a guère, la fonction pédagogique de l'histoire a fait l'objet d'un intense débat politique étroitement lié au problème des identités collectives<sup>6</sup>. Plus récemment encore, j'ai été le témoin direct de deux manifestations universitaires assumant des commémorations politiquement embarrassantes et qui ont mobilisé un nombre exceptionnellement important de personnes d'âges et d'origines sociales très divers : il s'agissait de la réception-hommage aux survivants des Brigades internationales dans l'amphithéâtre de l'université de Valence et de journées sur les maquis (guérilla républicaine qui continua de combattre la dictature franquiste après la fin de la guerre civile) organisées au sein de cette même université.

Le rôle politique que joue actuellement l'histoire en Espagne n'est cependant pas comparable à ce qu'il fut à l'époque de la dictature franquiste, et il contraste fortement avec le silence et l'oubli entretenus pendant les années de la transition démocratique par des milieux politiques (partis, gouvernement) et à des fins politiques (réussir la transition de la dictature vers la démocratie après la mort de Franco en 1975). Durant ces années de transition, la volonté de trouver une issue pacifique, soutenue par un large consensus, rendit certaines questions du passé embarrassantes. Le nouveau climat politique de la fin des années 1970 et le début des années 1980 encouragea l'oubli de manière à favoriser l'entente et la réconciliation des Espagnols. De la sorte, il semblait possible de mettre un point final à

3. Voir I. Saz, ed., *Repensar el feixisme*, n° sp. de *Afers*, 25, 1996 ; G. S. Recio, ed., *El primer franquismo, 1936-1959*, n° sp. de *Ayer*, 33, 1999 ; le compte rendu de quelques-uns des livres et articles les plus significatifs de Santos Juliá, « Un fascismo bajo Palio, en uniforme militar », *Babelia-El País*, 349, 18 juillet 1998. Quant à la polémique qui s'est déclenchée en Italie autour de la tentative de Sergio Romano et Indro Montanelli de réviser la figure de Franco et son régime politique, Maria Antonietta Macciocchi y fait référence dans son article critique « Franco y los revisionistas », *El País*, 26 juin 1998 ; voir aussi G. Levi, « Le passé lointain », ici même, p. 25-37.

4. M. R. San Román, ed., *La transición a la democracia en España*, n° sp. de *Ayer*, 15, 1994 ; J. Tusell et Á. Soto, eds, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Universidad, 1996.

5. Voir la polémique suscitée par l'article de J. Marías, « El artículo más iluso », *El País*, 26 juin 1999.

6. En à peine deux mois, à la fin de l'année 1997, selon les sources du ministère de l'Éducation, 650 articles critiques et éditoriaux furent publiés : véritable marée de commentaires dans la presse espagnole.

la longue lutte qui, durant des décennies, avait opposé les partisans du régime franquiste à ses adversaires, une lutte qui n'avait jusqu'alors permis aucune sorte de concessions historiographiques. Les années de la transition démocratique furent dominées par la crainte de rappeler le passé immédiat. Il importait plus de se tourner vers l'avenir que vers une histoire remplie d'échecs, et toujours utilisée comme une arme par les uns et les autres. Directement ou indirectement, la guerre civile pesait sur les consciences de la majorité des Espagnols et la mémoire en demeurait vivace. Il ne convenait guère de rouvrir une telle plaie. Mais avec la consolidation de la démocratie et l'éloignement progressif des problèmes qui avaient provoqué ce conflit fratricide, avec la perte d'influence ou la disparition des protagonistes de la guerre civile, l'amnésie perdit le sens politique que lui avait conféré la transition « concertée » vers la démocratie. Dans ce nouveau contexte de la fin des années 1990, la nécessité personnelle et collective de récupérer le passé d'une autre manière s'est faite de plus en plus évidente, loin de l'époque des lieux communs produits par les idéologies anciennes, loin du silence et de l'oubli qui, pendant la transition, servirent à fermer fallacieusement les blessures de la plus récente histoire de l'Espagne.

### Mémoire, histoire et identités collectives

La mémoire qui nous unit à ce que nous avons été, la mémoire de ce qui perdure et la part de notre passé que nous sommes capables d'évoquer est celle qui dote l'individu, singulier ou collectif, non d'une identité unique mais d'identités diverses qui dépendent précisément des différents types de mémoire qui prédominent. L'individu – ou le groupe – qui s'interroge sur la nature de son identité, de ce qui l'unit à ce qui a été, qui se demande comment il est parvenu à être ce qu'il est, en lui permettant de se singulariser par rapport aux autres, doit avoir recours à la mémoire. Sans mémoire il n'est pas possible de définir une identité personnelle ou collective.

Ceci étant dit, l'identité fondamentale de l'individu ou du groupe, celle qui lui confère sa personnalité et son caractère spécifique, est ancrée sur cette partie de la mémoire qui se charge de dégager les traits qui vont perdurer et se maintenir dans la durée. De cette manière l'identité tend à se confondre avec le permanent, le traditionnel, avec ce qui est hérité. Au-delà, l'idéologie et la mentalité traditionnelle ont fait de l'identité un produit nécessaire d'une nature voulue inamovible, alimentant ainsi l'idée que cette même identité se conservera dans le futur sans jamais s'altérer. L'utilisation de la mémoire pour fonder une identité permanente s'allie ainsi à une conception conservatrice et essentialiste de la vie. Cette conception conservatrice, heureusement, est apparue radicalement discutable avec l'apparition d'une conscience historique pleinement moderne, capable de transmettre l'idée d'historicité de tout présent et de la relativité de toutes les

opinions<sup>7</sup>. Dès lors, l'une et l'autre consciences, fondamentalement antithétiques, ont joué un rôle important dans nos sociétés et sont souvent entrées en conflit.

L'identité entendue au sens traditionnel, comme un trait naturel ou, au contraire, comprise comme un produit historique (qui logiquement correspond au point de vue le plus en accord avec la pensée pleinement moderne), est toujours une combinaison de fiction et de réalité. En nous souvenant, en voyageant à travers la mémoire dans le temps, nous reconstruisons de manière imparfaite, nous imaginons et inventons ce qui est arrivé en d'autres temps. Nous le faisons individuellement en nous appuyant sur les restes, sur des fragments de l'expérience qui ont été codifiés quelque part dans notre cerveau. Nous le faisons collectivement à partir des diverses archives que la société a produites et conservées. Ce faisant, nous mettons en relation le passé avec les désirs et les attentes du futur qui se manifestent à tout moment. Ainsi, les identités ne sont pas des réalités qui préexistent et que nous pouvons découvrir ou reproduire de manière fidèle, mais elles ne sont pas non plus une pure fiction ou une simple invention. Elles sont le produit de la mémoire et de l'expérience, et elles demeurent étroitement liées à l'une et à l'autre.

Mémoire, histoire et identité forment un ensemble cohérent. Il n'existe pas d'identité sans mémoire et, réciproquement, c'est le désir qui nous pousse à nous identifier avec ce que nous avons été qui nous permet de cultiver la mémoire. Mais la mémoire et moins encore l'histoire ne sont le passé. Le passé est un territoire inabordable, et pas seulement un territoire étranger, comme l'affirme Lowenthal<sup>8</sup>, ou un continent à découvrir. Le passé est, par définition, tout ce qui n'existe plus et qui à un certain moment a existé, ce qui est survenu une fois. En définitive, le passé est comme l'univers vu depuis notre planète : inaccessible, infini dans l'espace et dans le temps.

Nous connaissons et nous utilisons une partie du passé, quelques fragments qui, pour telle raison, restent fixés dans notre mémoire, dans notre capacité à conserver et à actualiser des informations et des images du passé que nous considérons pertinentes à des titres divers. Nous disposons d'une mémoire du passé qui est sélective : ce qui survit est seulement la part, qui pour diverses raisons, a laissé une empreinte quelconque dans le présent, une trace permettant de s'en souvenir. D'une mémoire qui est inventée : les souvenirs s'inventent et se conservent dans la mémoire à partir de quelques fragments du passé, et de manière indissociablement unie aux expériences, aux désirs et aux attentes de chacun d'entre nous au moment où ils sont évoqués. D'une mémoire qui est plurielle : il existe autant de mémoires individuelles et collectives qu'il y a d'individus et de

7. H. G. Gadamer, *Le problème de la conscience historique*, Paris, Seuil, 1996 (1<sup>re</sup> éd. 1958).

8. D. Lowenthal, *The past is a foreign country*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

groupes et chaque mémoire dépend de ce que chacun d'entre eux estime mériter d'être conservé par le souvenir. Enfin, d'une mémoire qui est forgée par le présent : dans celui-ci nous conservons et reconstruisons une partie du passé, nous en recréons ou nous en oublions des aspects, de manière étroitement liée aux circonstances psychiques et sociales qui sont propres à chaque présent.

L'histoire, entendue comme connaissance critique des faits qui ont eu lieu dans le passé, d'événements qui ont de l'importance dans un présent et dans un contexte social déterminés, fait partie de la mémoire. En même temps, elle s'en différencie et la transforme. Elle fait partie de la mémoire, puisque sans mémoire il n'y a pas d'histoire, et elle partage avec elle l'ensemble des aspects que nous avons évoqués plus haut : son caractère sélectif, inventif, pluraliste et présentiste. Elle s'en différencie dans la mesure où elle fait intervenir une opération intellectuelle nouvelle, critique et démythificatrice de la mémoire commune et courante et qu'elle donne lieu à un type de mémoire bien plus élaboré. Il ne s'agit pas seulement de se souvenir mais aussi d'interpréter les faits du passé (alors transformés en objets d'étude) et d'avancer en même temps des preuves offrant un fondement rationnel (« empirique », « scientifique ») à l'explication proposée.

Quand il s'agit de créer et de maintenir des identités collectives, le recours à la mémoire et à l'histoire ne se produit pas dans un environnement neutre et étranger au terrain politique. La politique intervient dans la mémoire dès lors que se manifestent la pluralité et la diversité des êtres humains. L'usage de la mémoire et de l'histoire pour fonder l'identité de chaque groupe se produit sur un terrain conflictuel dans lequel des intérêts divers se heurtent en voulant imposer des mémoires et des identités hégémoniques. Ainsi, la disparition ou l'affaiblissement de plusieurs mémoires au bénéfice d'une seule est le résultat d'une lutte politique pour maintenir ou permettre l'hégémonie de certains groupes sociaux sur d'autres.

De cette manière, mémoire-histoire et identité collective se renforcent mutuellement et acquièrent ainsi une dimension clairement politique. D'une part, les identités collectives cherchent à se définir, à se légitimer et à assurer leur domination sur le terrain politique à travers une mémoire et une histoire qui, en considérant le passé de manière sélective, tendent à ignorer et à écarter les autres mémoires et histoires possibles. D'autre part, seule la part du passé politiquement significative, au regard de la volonté de légitimer les identités et d'en assurer la domination, se transforme en héritage qui, bien entendu mérite d'être conservé et rappelé, au détriment d'une quantité d'autres expériences importantes qui malheureusement tombent dans l'oubli.

## Politique de l'histoire et identité nationale : les particularités de l'Espagne

De toutes les identités collectives, c'est de loin l'identité nationale qui a prédominé au cours de ces derniers siècles. La manière selon laquelle elle a su s'imposer sur les autres identités et s'étendre dans le monde entier est quelque chose d'extrêmement frappant. Une tradition de mémoire et d'histoire se cristallise rapidement dans certains pays autour de la nation, conçue comme nouvelle identité collective hégémonique. La France, particulièrement celle de la III<sup>e</sup> République, est devenue l'exemple par excellence du processus de constitution d'une tradition de mémoire (« les lieux de mémoire ») et d'histoire (l'« histoire positiviste »), une histoire qui s'est conservée entre les mains de professionnels spécialistes d'une discipline, convaincus de disposer de la « méthode scientifique » et de la capacité de transformer les documents en « preuves objectives » issues du passé. L'utilisation de cette tradition de mémoire et de « science de l'histoire » à des fins politiques (légitimer, unifier et perpétuer l'État-nation), ainsi que le lien étroit qu'elle a entretenu avec l'idéologie nationaliste, ont déjà été suffisamment mis en évidence. Il existe cependant d'autres aspects de la relation entre politique, mémoire et histoire qui méritent d'être pris en considération et qui surgissent quand le cadre de référence n'est plus le processus de constitution d'une identité nationale hégémonique autour de l'État et en lui, comme en France, mais l'incapacité manifeste à mettre en œuvre un tel processus et à atteindre le même objectif.

Parmi les pays méditerranéens, l'Espagne présente quelques particularités qui méritent d'être relevées. Comme ailleurs, le recours à l'histoire a joué un rôle politique fondamental dans les conflits idéologiques, particulièrement dans le conflit né de la construction d'une identité nationale centrée autour de l'État. Dans ce cadre, la mémoire et l'histoire ont été également utilisées sans esprit critique et de manière simpliste, à des fins de propagande idéologique, comme nous le verrons plus loin. À l'image de la France et du Portugal, l'État moderne est anciennement ancré dans l'expérience espagnole. Aux origines de cet État, l'histoire comme la politique se sont trouvées subordonnées à l'intérêt de quelques ordres et corporations faisant usage de leurs privilèges particuliers. Pour cette raison, l'État moderne, comme en France et au Portugal, est apparu en Espagne bien avant que n'existe une sphère publique favorisant la pratique de la politique et un milieu professionnel spécifique se consacrant à l'histoire. Dès lors, un État a précédé l'existence d'une idéologie nationaliste, État qui, durant plusieurs siècles, a acquis des traits de modernité parmi lesquels, cependant, ne figurait pas et s'imposait moins encore celui de l'identité nationale. De manière caractéristique en Espagne, cet État, précocement apparu, a cherché à se légitimer à travers un type particulier d'idéologie, celle de l'Empire catholique qui, sans

être encore à proprement parler nationaliste, a été capable d'évoluer bien plus tard vers une sorte de nationalisme qui a laissé une trace profonde. Ceci constitue le premier trait digne d'être souligné.

La seconde caractéristique tient dans le fait que l'Espagne manquait au moment de la montée des nationalismes, et contrairement à la France, d'une identité nationale forte et indiscutable et d'une histoire susceptible de la seconder de manière professionnelle et « scientifique<sup>9</sup> ». Durant tout le xx<sup>e</sup> siècle, la faible implantation en Espagne de cette identité et de ce type d'histoire a coïncidé avec l'apparition de deux sortes de conflits : un conflit entre diverses conceptions de l'identité nationale espagnole, qui a empêché que se développe une conscience hégémonique, et un conflit entre ceux qui luttaient en faveur de l'identité espagnole et ceux qui, à l'intérieur de l'État, lui résistaient et défendaient la constitution d'identités nationales différentes de l'identité espagnole. Chacune de ces identités a créé sa propre représentation du passé et défendu un type différent d'histoire. D'où le contraste avec l'expérience française.

En conséquence, l'histoire qui identifie la nation à l'État et leur procure une identité commune, une identité « national-étatique » reconnue comme légitime par la majorité des citoyens, n'a pas eu et n'a actuellement pas de poids important en Espagne. L'histoire « classique » ou « traditionnelle », capable de former et de renforcer une conscience nationale coïncidant avec le cadre territorial de l'État, est en général de peu d'influence. Dès lors, les conditions existent encore moins en Espagne pour écrire une histoire nationale critique de cette « mémoire-histoire », celle que Pierre Nora a proposée en France à partir de la notion de « lieux de mémoire<sup>10</sup> », et qui prétend adapter l'histoire nationale aux nouvelles exigences scientifiques et aux attentes civiques de notre temps. Il est vrai que l'on peut trouver quelques études intéressantes sur des « lieux de mémoire » espagnols<sup>11</sup>. Mais notre pays manque d'une tradition forte pour une « mémoire-histoire » « national-étatique », assumée et acceptée par la majeure partie de l'opinion publique et du monde académique. Aucune tradition ne permet de la faire exister aujourd'hui dans l'un ou l'autre domaine, qu'il s'agisse de maintenir l'intérêt pour l'histoire nationale traditionnelle ou de mettre en œuvre une « nouvelle histoire nationale » (ce qui est le projet de Pierre Nora, ne l'oublions pas) à partir de la proposition alternative des « lieux de mémoire ».

Cette absence de « mémoire-histoire » « national-étatique » est perceptible dans au moins trois domaines. On peut le vérifier, en premier lieu, en procédant au

9. I. Peiró, *Los guardianes de la historia*, Saragosse, Institución Fernando El Católico, 1995.

10. Je cite à partir de la nouvelle édition en trois volumes de P. Nora, ed., *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997 (« Quarto »). Pour sa réception en Espagne, voir J. Cuesta Bustillo, ed., *Memoria e historia*, n° sp. de *Ayer*, 32, 1998.

11. Voir les références mentionnées par Josefina Cuesta, « Memoria e historia. Un estado de la cuestión », *Ayer*, 23, 1998.

simple dépouillement des publications historiques. Depuis une vingtaine d'années l'histoire de l'Espagne a été constamment supplantée par des histoires s'intéressant à des sujets tels que les nations et les régions sans État (les « Communautés autonomes »), les petites sociétés de dimension locale (rurales ou urbaines), ou encore les groupes sociaux (classes sociales, groupes professionnels, femmes, etc.). La réaction qui s'est produite au cours de ces dernières années, critiquant l'abandon de ce type d'histoire en Espagne, est très significative. Significatif aussi, le succès éditorial de quelques histoires d'Espagne apparues très récemment (celle de García de Cortázar, celle de Tusell<sup>12</sup>), qui ont bénéficié de l'absence pendant de longues années de ce type de projet mais qui ne proposent pas de rupture historiographique, au moins pour le moment.

La seconde manière d'éprouver la faible implantation d'une mémoire-histoire de l'État-nation en Espagne passe par l'exploration du champ de l'enseignement. Le récent débat sur les « humanités » a mis en évidence un profond décalage entre les divers pouvoirs publics chargés des questions éducatives (gouvernement central et gouvernements autonomes), entre les pouvoirs publics et les historiens et aussi entre les historiens eux-mêmes<sup>13</sup>. Le conflit qui s'est révélé à l'opinion publique est en ce sens très significatif du complet désaccord qui existe à l'heure actuelle sur le type d'histoire qui doit s'enseigner en Espagne.

Enfin, en troisième lieu, dans la sphère clairement politique cette fois, il faut signaler la polémique, alimentée par les dirigeants de divers partis politiques et certains groupes d'intellectuels très influents auprès de l'opinion publique (en raison de la fréquence avec laquelle ils accèdent aux médias). Elle concerne la question de la légitimité, suffisante ou non, de l'État démocratique pour entreprendre une nationalisation de la mémoire collective et de l'histoire. S'interroger sur le sens (ou non) d'un tel processus aujourd'hui, se demander dans quelle voie il convient de se diriger (en faveur d'une identité nationale espagnole prédominante ou d'une reconnaissance sur un pied d'égalité des différentes identités nationales? vers où devrait conduire dans le futur cette pluralité d'identités nationales? etc.) manifestent l'absence de consensus qui règne actuellement en Espagne. On trouve, d'une part, les partisans d'un renforcement de l'identité nationale espagnole et donc d'une instrumentalisation en ce sens de l'histoire de l'Espagne: ils appellent en même temps de leurs vœux une action de l'État qui pousserait par des moyens démocratiques, mais de manière bien plus effective que jusqu'ici, à la nationalisation de la mémoire historique et de l'histoire classique. Il y a, d'autre part, ceux qui refusent que « l'État des autonomies » envi-

12. F. García de Cortázar et J. M. Gonzalez Vesga, *Breve historia de España*, Madrid, Alianza, 1994; J. Tusell, ed., *Historia de España*, Madrid, Taurus, 1998.

13. Y font référence les contributions réunies par J. M. Ortiz de Ortuño, *Historia i sistema educativo*, n° sp. de *Ayer*, 30, 1998.



sage même cette possibilité, dans la mesure où une telle demande représenterait un retour en arrière ; une régression en faveur de l'uniformisation et du centralisme culturel et politique qui, de nos jours, sont considérés comme des phénomènes appartenant au passé et contraires aux tendances qui, dans le monde entier, défendent la pluralité et la décentralisation comme caractéristiques des évolutions contemporaines.

Paradoxalement en Espagne, l'intérêt pour la connaissance du passé, pour se rappeler ce que nous avons été, y compris pour ressusciter des mémoires embarrassantes, est d'une certaine manière mis en avant par ces deux courants d'opinion antagonistes. L'un déplore l'absence d'une mémoire et d'une histoire de la nation espagnole qui fonderait de manière solide la conscience d'une identité commune étendue à tous ceux qui en font actuellement partie. L'autre critique la tentative d'utilisation de l'histoire aux fins de légitimer un nationalisme centré sur l'État et parie sur la création de nouvelles identités collectives, tant supranationales (l'Union européenne) qu'infra-étatiques (villes, régions, anciennes nations sans État). Si je puis me permettre une métaphore musicale empruntée à Jeffrey Olick<sup>14</sup>, tout se passe comme si nous étions arrivés en Espagne à la polytonalité du multiculturalisme, sans avoir réussi à atteindre la polyphonie de l'étatisme national, à partir de l'homophonie de l'eschatologie de l'Église, encore forte et persistante il y a peu et qui a disparu avec une extraordinaire rapidité<sup>15</sup>.

## Deux formes d'histoire de l'Espagne politiquement antagonistes

Si donc il n'existe pas de forte tradition d'une « mémoire-histoire » national-étatique en Espagne, ni d'histoire nationale espagnole (traditionnelle ou novatrice) qui serait nettement dominante dans les ouvrages des historiens, dans l'enseignement et dans les sphères politiques de l'actuel État démocratique, il convient de s'interroger sur les raisons de la modeste tradition de mémoire nationale, qui contraste avec le cas français, de la faible implantation d'une histoire nationale espagnole, du rôle médiocre de l'État dans le processus de nationalisation de la mémoire historique. Quel type de relations ont traditionnellement entretenu l'histoire et la politique en Espagne et comment ont-elles évolué au cours des dernières années ? De quelle manière faut-il s'interroger sur leurs relations actuelles et quelle peut en être l'évolution prévisible à l'avenir ?

14. J. Olick, « Memoria colectiva y diferenciación cronológica. Historicidad y ámbito público », *Ayer*, 32, 1998, p. 119-145.

15. En effet, au-delà des métaphores, la musique nationaliste espagnole est tardive et exceptionnelle (Falla, Albéniz), si nous ne tenons compte ni des marches et hymnes militaires ni des cantiques ecclésiastiques.

Le manque de tradition d'une « mémoire-histoire » forte et enracinée en Espagne répond évidemment à des causes diverses, qui pourraient nous aider également à comprendre la question très débattue de la faiblesse de l'État-nation dans notre pays. Pour ce qui concerne directement la constitution de cette tradition, nous rencontrons en Espagne au xx<sup>e</sup> siècle deux formes quasi antagonistes de représentation du passé et le *processus* – ou la trajectoire – dans lequel il s'inscrit (j'insiste sur l'idée de processus, en référence à ce qu'ont écrit, sur la conception moderne de l'histoire, H. Arendt et R. Koselleck<sup>16</sup>) ; deux visions globales nettement opposées de notre histoire, qui ont alimenté durant presque tout le siècle le conflit entre les deux grandes idéologies qui se disputaient l'hégémonie politique. Ces deux grandes idéologies ont été capables de produire deux importantes traditions de mémoire historique antagonistes et ont ainsi empêché la domination d'une seule tradition nationale espagnole. La profonde fracture idéologique et politique de l'Espagne est issue de l'affrontement entre l'Ancien Régime et la Révolution au xix<sup>e</sup> siècle. La division et le conflit qui ont régné depuis lors sont restés parfois latents, se sont manifestés ouvertement d'autres fois, dans des guerres civiles successives. Ils se sont reproduits également sur le terrain de l'histoire et dans l'utilisation de celle-ci pour asseoir l'identité nationale espagnole. Deux conceptions opposées de l'histoire de l'Espagne, l'une que nous qualifierons d'« orthodoxe » et l'autre qui s'est placée sous le signe du libéralisme, se sont affrontées pendant le xix<sup>e</sup> et le xx<sup>e</sup> siècle, sans qu'aucune des deux ne l'emporte clairement.

La vision « orthodoxe » de l'histoire de l'Espagne s'enracine dans une époque très lointaine, que nous pouvons faire remonter au fondamentalisme religieux des temps de l'« Empire catholique », quand la monarchie espagnole s'étendait à l'Europe et fut à l'origine d'un énorme empire colonial en Amérique. Cette histoire a pu compter plus tard, notamment au xix<sup>e</sup> siècle, sur le consentement implicite du nouvel État qui, malgré son caractère formellement libéral, abandonna à l'Église catholique l'enseignement primaire. Plus tard, au xx<sup>e</sup> siècle, l'histoire « orthodoxe » s'est appuyée sur deux dictatures, la seconde à prétentions totalitaires (celle de Primo de Rivera, entre 1923 et 1930, et celle de Franco entre 1939 et 1975) et elle a été très présente dans les écoles au moins jusqu'aux années 1960.

L'histoire « orthodoxe » de l'Espagne, celle qui si longtemps s'appuya sur les pouvoirs de l'État, celle qui se maintint, jusqu'à récemment, dans les écoles (avec l'influence qui s'ensuivit, de toute évidence pernicieuse, sur diverses générations d'Espagnols encore vivants), est une narration simple et manichéenne des faits

16. H. Arendt, « Historia e inmortalidad », repris in *De la historia a la acción*, Barcelone, Paidós, 1995, p. 47-73 ; R. Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990 (1<sup>re</sup> éd. 1979).

historiques dominés par des héros et des martyrs de la cause nationale-catholique. Le fil de cette histoire unit, sans solution de continuité, les origines préhistoriques de la « patrie aimée » (le moment où les Celtibères, de « coutumes simples » et de « caractère indépendant », firent surgir la « véritable race espagnole ») avec le « miracle » de l'introduction du christianisme (grâce à saint Jacques et à l'intervention de la Vierge du Pilar), la constitution de la monarchie catholique wisigothique (qui pour la première fois unifia la péninsule) et les avancées de la Reconquête au Moyen Âge, qui devait réussir à expulser les envahisseurs partisans du « faux prophète Mahomet ». Ainsi racontée, l'histoire de l'Espagne connaît son apogée lors du règne glorieux des Rois Catholiques avec l'unification religieuse et politique définitive, la création du « saint tribunal de l'Inquisition » qui a réussi à préserver l'unité nationale-catholique, et avec la « découverte » de l'Amérique qui a ouvert un nouveau continent à l'évangélisation espagnole. Puis vint l'apogée de l'Empire chrétien, pendant les règnes de Charles Quint et Philippe II ; enfin la décadence, qui s'est accélérée à mesure que les gouvernants s'écartaient des desseins de la divine providence, qu'ils renonçaient à la spiritualité traditionnelle promue par l'Église catholique, et tombaient sous l'emprise des idéologies matérialistes et importées, éloignées du « véritable caractère » spirituel-national des Espagnols.

Une telle interprétation de l'histoire, qui prétendait expliquer la grandeur et la décadence de l'Espagne en fonction de son adhésion à l'Église et à la Monarchie, conservait un caractère originel nettement traditionnel et anti-moderne enraciné dans la vieille idéologie de la Contre-Réforme de l'époque impériale. À la faveur de quelques retouches importantes, elle a été capable de s'adapter à la nouvelle société bourgeoise et de contrer avec succès (en particulier dans l'Espagne rurale encore prédominante jusqu'au <sup>xx</sup>e siècle) les avancées politiques du libéralisme. Grâce au rôle prépondérant que l'Église catholique conserva sur l'enseignement primaire, ce type d'histoire est resté très présent dans l'éducation des Espagnols au cours d'une grande partie du <sup>xx</sup>e siècle<sup>17</sup>.

De son côté, le régime franquiste utilisa la vision nationale-catholique de l'histoire de l'Espagne et la tradition de mémoire qu'elle proposait (l'apôtre saint Jacques, Covadonga et D. Pelayo, le Cid, les Rois Catholiques, l'hispanité) pour légitimer une idéologie nationale-militariste et une conception théocratico-charismatique de l'État logiquement incarnée par la figure du *caudillo*. Le *caudillo*, vainqueur de la guerre, aurait bien évidemment été élu par la divine providence pour sortir l'Espagne de la décadence et la mener sur le chemin de la gloire impériale d'antan. De cette manière, avec l'unique mais importante

17. Quelques manuels pour l'école primaire qui furent amplement utilisés dans les années 1920 en sont une preuve éclairante : *Compendio de historia de España* de G. M. Bruño ; *Compendio de historia de España* du prêtre des écoles pies, Francisco Asensi, etc.

modification que le caudillisme militariste introduisit (en occupant la place du roi, vacante depuis le triomphe de la Seconde République), l'histoire de l'Espagne continua officiellement de répondre, pendant l'époque franquiste, au dessein du même plan divin que, quelque temps auparavant, l'idéologie nationale-catholique et l'histoire providentialiste qui en découle avaient « révélé ». Selon cette vision de l'histoire, le peuple espagnol, élu par la providence, manifesterait de manière permanente un caractère national en accord avec les valeurs spirituelles propres à l'Église catholique, dont l'armée, triomphante pendant la guerre civile, se faisait alors le principal garant. Tout cela fondait l'unité indéfectible de l'Espagne et donnait sens à la lutte contre toutes sortes d'« invasions, hérésies, tendances séparatistes et idéologies laïques pernicieuses et anti-espagnoles par nature », parmi lesquelles se distinguaient la maçonnerie, le libéralisme et le communisme. Quand l'Espagne avait bénéficié de bons gouvernants, qui ne cherchaient pas à imiter d'autres nations mais à « maintenir les vertus de la race », elle avait atteint alors le maximum imaginable de sa grandeur impériale. Pour cela le régime franquiste se proposait de suivre le chemin conduisant à l'accomplissement du dessein de Dieu qui, selon la vision idéologico-théocratique des événements passés, était présent dans toute l'histoire de l'Espagne<sup>18</sup>.

Une telle conception religieuse fondamentaliste de l'histoire de l'Espagne est fondée, nous l'avons dit, sur une base idéologique de nature traditionnelle et anti-moderne que ses promoteurs ne prétendirent à aucun moment occulter. Dans ce sens, avec une telle idéologie providentialiste, le travail de recherche d'historiens professionnels, travail qui au début du xx<sup>e</sup> siècle se trouvait très peu développé en Espagne, contrairement à ce qui se passait en France et en Allemagne, ne faisait guère défaut. À la représentation nationale-catholique du passé, il lui suffisait pour se parer d'une certaine touche intellectuelle de s'en remettre à l'œuvre de prestigieux philosophes catholiques du xix<sup>e</sup> siècle, comme Donoso Cortés y Balmes, ou de recourir aux idées les plus réactionnaires du premier Menéndez y Pelayo.

Pour combattre une telle idéologie, il ne suffisait pas qu'un autre type d'histoire surgisse dans un cadre strictement académique. Sans doute l'apparition dans quelques cours de l'enseignement secondaire et supérieur, à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, d'une histoire conçue comme une science positive qui déconstruisait

18. Les textes sur lesquels nous nous appuyons datent des années 1940 et 1950, mettant l'accent sur l'enseignement de l'histoire: voir l'analyse de R. Valls, *La interpretación de la historia de España y sus orígenes ideológicos en el bachillerato franquista (1938-1953)*, Valence, ICE, 1984; ainsi que E. Martínez Tórtola, *La enseñanza de la historia en el primer bachillerato franquista*, Madrid, Tecnos, 1996. Une des premières tentatives de légitimation historique de la figure de Franco et de son régime est le livre *Laureados de España*, Madrid, « Año de la Victoria », auquel collaborèrent, entre autres, J. Penmartín, F. J. Pérez de Urbel, M. Machado, G. Diego, C. J. Cela, V. de la Serna et J. I. L. de Tena. Sur l'historiographie du premier franquisme, voir l'intéressant travail de G. Pasamar, *Historiografía en la postguerra española: la ruptura de la tradición liberal*, Saragosse, Prensas universitarias, 1991.

les mythes et critiquait la manipulation du passé à des fins réactionnaires, fut d'une importance cruciale. Mais il fallait développer une vision globale alternative qui combattrait idéologiquement la vision traditionnelle. En ce sens d'ailleurs tant l'histoire abordée de manière scientifique que la littérature de contenu historique, en particulier le roman historique considéré comme un nouveau genre littéraire, ont été extrêmement efficaces<sup>19</sup>.

La vision libérale de l'histoire de l'Espagne s'avère bien plus en accord avec la moderne empreinte nationaliste qui se développait dans les États-nations les plus avancés d'Europe, et vient s'opposer directement à la vision « orthodoxe ». Mais il faut d'entrée de jeu souligner qu'elle a présenté d'importantes déficiences en Espagne, tant en ce qui concerne son développement universitaire que son implantation sociale. Dans la ligne du plus pur libéralisme, le cours de l'histoire devenait la scène permanente de la lutte des Espagnols contre la tyrannie politique et religieuse. Sans renoncer aux origines les plus anciennes de la nation espagnole, les périodes que la critique libérale prenait d'abord pour cible étaient la fin de la monarchie wisigothique, pour son caractère de monarchie théocratique, et les moments d'intolérance religieuse, particulièrement durant l'époque de Philippe II. Le Moyen Âge, en revanche, était valorisé pour les limites au pouvoir monarchique qu'avaient imposées les *Cortes* médiévales et les communes des Royaumes chrétiens et pour la tolérance religieuse qui, malgré la guerre, avait régné de part et d'autre pendant la Reconquête. Ce qui faisait la spécificité du Moyen Âge espagnol et qui était parvenu à s'affirmer, c'était la cohabitation entre chrétiens, Maures et Juifs, en dépit des conflits que cette coexistence n'avait cessé d'engendrer. Durant l'époque moderne, ce sont les tentatives pour mettre une limite au pouvoir autoritaire qui attiraient particulièrement l'attention, lors des révoltes des *Comunidades* en Castille et des *Germanías* à Valence. Le réformisme éclairé du règne de Charles III, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, se présentait ainsi comme le début d'une révolution proprement espagnole, qui devait être plus tard interrompue par le honteux règne de Charles IV et l'invasion napoléonienne. Au terme d'un XIX<sup>e</sup> siècle jalonné de guerres civiles et de conflits qui avaient empêché la révolution dont avait besoin l'Espagne, une nouvelle étape semblait s'ouvrir au début du XX<sup>e</sup> siècle avec la perspective de « régénérer » l'Espagne. Le progrès matériel et intellectuel des Espagnols dépendait de l'accomplissement de cette révolution, étant entendu qu'il s'agissait d'une révolution impulsée d'en haut, avec le concours des classes éclairées, et qui devait permettre d'éviter l'explosion violente du mécontentement des masses. Une telle vision de l'histoire, unie à un projet de transformation inspirée de l'Europe moderne et développée, considérait

19. Voir, par exemple, la longue liste de romans historiques et d'« épisodes nationaux » de Benito Pérez Galdós. Pour le marquis de Lozoya (*La concepción romántica de la historia*, Valence, Universidad de Valencia, 1930), la clé du succès de l'idéologie libérale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a été le germe d'une histoire et d'un roman historique de plus grande qualité littéraire que celle des traditionalistes.

la vieille et traditionnelle Espagne, l'Espagne qui se déclarait officiellement catholique, comme une entrave du passé qui devait disparaître et laisser place à une nouvelle tradition de mémoire, caractéristique d'un État laïc. De la même manière, on considérait que l'unité politique ne pourrait être préservée qu'à la condition de concéder un plus haut degré de liberté afin que les différents peuples qui composaient l'Espagne puissent se doter de gouvernements propres (que ce soit dans une perspective radicale de nature républicaine et fédéraliste, ou selon un parti pris plus modéré, autonomiste et régionaliste, selon deux conceptions qui allaient bientôt entrer en concurrence). C'était l'un des enseignements supplémentaires de cette histoire laïque et progressiste qui démontrait, à divers moments de la trajectoire espagnole, l'existence d'une revendication populaire commune et démocratique de décentralisation et d'autogouvernement, qui n'avait cessé d'être systématiquement réprimée par les pouvoirs autoritaires.

Dans toutes ses variantes successives au cours du xx<sup>e</sup> siècle, l'idéologie nationale-libérale-progressiste et sa vision de l'histoire, opposée à la mémoire défendue par le national-catholicisme, connut son apogée, bien que pour une courte durée, pendant la Seconde République (avec la rénovation historiographique dont la figure la plus éminente fut Rafael Altamira<sup>20</sup>, avec les discours politiques de Manuel Azaña, etc.). Elle dut ensuite, à partir de 1939, se réfugier soit dans l'exil soit dans la clandestinité, persécutée qu'elle était par les vainqueurs de la guerre qui imposèrent un oubli complet de cette tradition de mémoire nationale et laïque, jusqu'à ce que la dictature franquiste commençât à tolérer un certain type de dissidence à la fin des années 1950.

## La fin de la dictature et la transition démocratique

Dans l'étape finale de la dictature, l'utilisation de l'histoire de l'Espagne à des fins politiques a été particulièrement patente dans la lutte ouverte qui s'engagea entre les deux représentations antagonistes du passé que nous venons de mentionner. Les partisans à outrance du régime franquiste défendirent pendant ces années une histoire traditionnelle et « orthodoxe » de l'Espagne. Avec une rigueur et une érudition plus ou moins grandes (selon les niveaux d'éducation et l'envergure intellectuelle de ses chantres), les lieux communs sur l'hispanité continuaient d'être répétés ainsi que l'identification au catholicisme, l'unité nationale acquise depuis des temps reculés et le souvenir de l'empire chrétien auquel avait succédé la décadence due aux mauvais gouvernants, enfin la critique contre le réformisme importé des Lumières. À tout ceci s'ajoutait alors un intérêt particulier pour la figure de Fernand VII, le roi qui, entre 1815 et 1833, avait

20. Voir, notamment, le chapitre que lui consacre C. P. Boyd dans *Historia patria. Politics, history and national identity in Spain, 1875-1975*, Princeton, Princeton University Press, 1997, livre très important, par ailleurs, pour la question qui nous intéresse.

voulu préserver l'ordre traditionnel propre à l'Ancien Régime et introduire les réformes économiques qu'il croyait nécessaires. Après sa mort, que certains voyaient comme prémonitoire de ce qui se passerait lors de la disparition de Franco, la crise de l'Ancien Régime avait débouché, selon cette vision réactionnaire de l'histoire espagnole, sur un chaotique XIX<sup>e</sup> siècle fait d'interminables luttes fratricides, en l'absence de pouvoir politique capable de les contenir. Cette interprétation permettait alors d'entretenir l'image d'un désastre imminent qui contribuait à alimenter l'intransigeance des défenseurs de la dictature à tout prix. Offrant un éventail idéologique plus large, depuis le réformisme politique jusqu'au projet révolutionnaire d'anéantissement du capitalisme, les adversaires du régime franquiste, de leur côté, combattaient tous l'image d'une Espagne historiquement incapable d'introduire les libertés et la démocratie, ainsi que l'idée d'un caractère espagnol intrinsèquement opposé aux valeurs modernes régnant en Europe.

Il n'est pas question ici d'analyser dans le détail de quelle manière la vision traditionnelle de l'histoire de l'Espagne perdit crédibilité et capacité de légitimation politique dans les dernières années de la dictature franquiste. Divers facteurs y contribuèrent, parmi lesquels il convient de souligner les effets sociaux du processus d'industrialisation et d'urbanisation qui s'accéléra durant les années 1960 ; les changements survenus au sein de l'Église catholique à la suite du concile de Vatican II ; l'ouverture sur l'Europe à laquelle la dictature dut consentir afin de perdurer ; le travail d'une génération de nouveaux historiens qui entreprit une œuvre de démolition de l'orthodoxie officielle et avança une interprétation complètement différente (à partir d'une perspective classiquement libérale, mais avec l'adoption d'une nouvelle orientation économique et sociale qui prédominait alors en Europe ou sous l'influence croissante du marxisme) ; l'accès à l'enseignement secondaire et universitaire d'une partie de plus en plus importante de la population, etc.

Cet ensemble de facteurs contribua à affaiblir la représentation d'un passé fortement idéologisé, cette vision simpliste et manichéenne de l'histoire espagnole qui durant une grande partie du XX<sup>e</sup> siècle avait forgé la mentalité de la majorité des Espagnols. Cette vision du passé paraît tellement éloignée et étrangère aujourd'hui qu'elle est devenue un objet exotique, presque digne d'une curiosité anthropologique, et qui rencontre un grand succès auprès du public quand l'époque est évoquée dans des livres, des films et ou sur la scène d'un théâtre<sup>21</sup>. Cependant, loin de relever de la simple anecdote, la vision que nous avons qualifiée d'« orthodoxe » a, bien plus que nous le pensons, forgé des mentalités et des attitudes encore présentes.

21. Le cas le plus évident est l'ouvrage, plus tard adapté au théâtre, d'A. Sopena Monsalve, *El florido pensil. Memoria de la escuela nacional-católica*, Barcelone, Critica, 1994.

À mesure que l'histoire « orthodoxe » perdait de son influence, avec la modernisation de la société dans les années 1960, l'idée d'une histoire commandée par l'« asepsie scientifique » et l'« objectivité au-dessus des idéologies » prit sens, alignant ainsi les historiens espagnols sur le professionnalisme caractéristique des pays environnants. Cette histoire commença à se développer rapidement dans les universités et dans les centres de recherche du pays. Cela n'excluait nullement, dans les années 1960 et le début des années 1970, en pleine lutte contre la dictature et au début de la transition, l'engagement politique d'une partie de ceux qui la pratiquaient. Nombreux furent ceux qui allèrent loin dans cet engagement sans que la qualité de leur recherche ne s'en ressentît. Grâce à l'impressionnante avancée qui se produisit dans la recherche historique à partir de ces deux décennies, l'histoire de l'Espagne put être écrite selon une perspective inédite jusqu'alors, renouvelée, moins « castillano-centrique ». Il s'agissait d'une histoire plus ouverte et diverse que le progressisme libéral classique ne l'avait imaginée, et débarrassée du vieil organicisme essentialiste qui avait, jusqu'alors, imprégné la vision libérale du passé<sup>22</sup>.

En s'insérant pleinement dans le cadre de la rénovation dans lequel une bonne partie de l'Europe s'inscrivait depuis plusieurs décennies, la discipline historique des années 1980 en Espagne se mit également à multiplier les objets de recherche, l'exploration de nouvelles sources et l'utilisation de nouvelles méthodes, ce qui conduisit souvent à une fragmentation de l'historiographie en sous-disciplines de plus en plus séparées les unes des autres. L'absence de grands débats fut le trait le plus notable de l'expérience espagnole. Cela s'accompagna d'une accumulation de publications sur les sujets les plus divers, sans aucune œuvre de synthèse d'importance comparable à celles qui étaient apparues au début du processus de rénovation, dans les années 1960 et 1970. Le nouvel « État des autonomies » favorisa, par ailleurs, une histoire séparée de chacune des régions et des nationalités faisant partie de l'Espagne. Pour une raison ou pour une autre, le triomphe de la démocratie n'impliqua pas la résolution du vieux conflit entre les deux idéologies nationalistes citées et leurs visions respectives du passé; elle ne favorisa pas la constitution d'une tradition unique de « mémoire-histoire » nationale espagnole. Au contraire, l'avènement de la démocratie révéla l'absence de consensus et d'un enracinement autour de cette tradition dans la conscience populaire et dans le monde académique, à la différence de ce qui passait dans les autres pays occidentaux.

Dans le contexte politique qui, à mesure que se produisait la transition démocratique, changeait radicalement comme cela avait été le cas auparavant pour la

22. Pour l'évolution de l'historiographie espagnole durant les années 1950, 1960 et le début des années 1970, cf. le bilan dressé en 1974 par J. M. Jover, réédité sous le titre « El siglo XIX en la historiografía española en la época de Franco », in Id., *Historiadores españoles de nuestro siglo*, Madrid, Real Academia de la historia, 1999.



société espagnole, les visions générales concernant l'histoire de l'Espagne connurent de notables transformations. Il reste surprenant, cependant, que ce changement, lié à l'image que nous avons du passé, n'ait pas davantage intéressé les historiens en tant qu'objet d'étude. C'est là une question qui est encore loin d'être expliquée si l'on se contente de recourir aux avancées qui se sont produites ces dernières années dans la recherche historique.

Au début de la rénovation historiographique, dans les années 1950 et 1960, l'intérêt des historiens se porta sur la période de transition de l'Ancien Régime vers la société contemporaine. Les amateurs de l'époque médiévale et les nostalgiques de l'Espagne impériale attirèrent les critiques de l'historiographie non officielle, qui finit par transmettre l'image d'une histoire de l'Espagne proche de celle de l'Europe (il faut se référer en la matière à l'historien catalan Jaume Vicens Vives, qui fut le père de la rénovation historiographique en Espagne<sup>23</sup>). Néanmoins, si on la compare avec ce qui caractérisait l'histoire récente des pays démocratiques occidentaux, la trajectoire espagnole présentait une particularité : son faible dynamisme envers ce qui concerne le changement social. Ce ne fut pas, à l'instar de ce qui se produisit en France et dans d'autres pays d'Europe, une révolution d'intensité similaire qui eut lieu mais un simple changement d'ordre politique dans un sens timidement libéral. Enfin, le retard économique et l'absence de bourgeoisie, conséquence logique de ce retard, étaient perçus alors comme une explication supplémentaire. Face à l'ascension d'une bourgeoisie dynamique et au développement industriel des pays les plus avancés d'Europe, l'Espagne du xx<sup>e</sup> siècle continuait de se caractériser par l'influence et la domination de l'ancienne noblesse, qui s'était adaptée à la montée du capitalisme, et par une société et une économie duales dans lesquelles coexistaient ordres et classes dans une transition encore inaboutie. La fragilité économique, politique et idéologique des classes moyennes était une autre conséquence du prestige et du pouvoir social de l'aristocratie de sang, grande propriétaire terrienne et restée dominante dans la sphère financière. Le bloc de pouvoir oligarchique qui se constitua au xix<sup>e</sup> siècle, après une révolution libérale laissant intacts les fondements économiques du pouvoir de la vieille aristocratie, devenait un obstacle qui empêchait l'Espagne d'accéder au développement économique et à la démocratisation.

À cette dernière représentation, qui partageait nombre de points communs avec l'historiographie libérale antérieure à la guerre civile, se superposèrent dans les années 1970, en pleine transition démocratique, deux types d'influence qui finirent par la modifier partiellement, sans pourtant parvenir à la remettre en question. La première s'inspirait clairement du marxisme, mais il serait erroné de lui attribuer (comme c'est la mode de le répéter en Espagne aujourd'hui) un

23. Sur Vicens, cf. J. M. Muñoz I Lloret, *Jaume Vicens i Vives. Una biografia intel·lectual*, Barcelone, Edicions 62, 1997.

caractère exclusivement économiciste et la rigidité dogmatique supposée de l'idéologie politique qui l'inspirait. Quoiqu'il y ait eu et qu'il y ait encore ce type de marxisme dans l'historiographie espagnole, les positions à l'intérieur de cette orientation coïncidèrent plutôt avec les rares débats existant alors en Espagne. Ainsi, la question liée à l'existence ou non d'une « révolution bourgeoise » durant le XIX<sup>e</sup> siècle s'articula non autour d'une seule mais de diverses conceptions du marxisme pour expliquer l'histoire de l'Espagne. Certaines d'entre elles étaient tellement « hétérodoxes » qu'elles arrivèrent à des conclusions sur le processus révolutionnaire qui devaient plus tard être considérées comme « révisionnistes » en Europe. La seconde influence, frappante à partir des années 1970, vint de la « nouvelle histoire économique » et de la « nouvelle histoire politique » qui commençaient, avec quelque succès, d'offrir des alternatives au marxisme. Elles mirent initialement l'accent sur les obstacles auxquels s'était heurté le processus de modernisation en Espagne durant le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle.

## Politique et histoire en Espagne dans les années 1990

Peu à peu, cependant, ce qui avait été une vision de l'histoire systématiquement imprégnée de l'idée du retard historique de l'Espagne a presque complètement changé de sens. Pendant la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle, la conscience du retard, en comparaison avec la trajectoire des autres pays démocratiques de l'Europe occidentale, renforça le rôle d'une histoire qui non seulement se devait de découvrir les clés du déclin, mais aussi de montrer le chemin que devait suivre la politique pour sortir l'Espagne de la décadence dans laquelle elle se trouvait. Deux « désastres », celui de la perte des derniers restes de l'empire américain en 1898 puis la guerre civile de 1936-1939, avaient mis en évidence l'amplitude de la catastrophe et bouleversèrent durablement la conscience historique et politique des Espagnols. En raison simplement de l'absence, jusqu'à récemment, de régime démocratique en Espagne, la situation politique à la fin de la dictature et au début de la transition « concertée » paraissait justifier l'attitude hypercritique des historiens envers notre passé. Dans celle-ci ne prédominait pas seulement la vision que nous avons signalée des origines de la société contemporaine, mais une autre encore, tout aussi négative, des débuts de la société moderne, l'époque de la plénitude de l'empire qui était désormais considéré comme responsable, en grande partie, du retard qui devait suivre. Mais à mesure que la démocratie tendait à se consolider et que l'on commençait à oublier l'anomalie qu'avait supposée la longue survivance de la dictature franquiste, une image différente de l'histoire de l'Espagne commença à se diffuser, qui insistait chaque fois davantage sur les similitudes avec les pays les plus avancés d'Europe et relativisait les « échecs ». Depuis relativement peu de temps, a eu lieu en Espagne une progressive conversion d'une bonne partie des historiens en faveur d'une

remise en question des thèses classiques de l'historiographie « progressiste », nationale-libérale, de type économique et social ou d'influence marxiste. En échange, ils ont mis en avant l'image d'une trajectoire historique « normale », qui n'aurait pas été perçue jusqu'alors, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur du pays, pour des raisons essentiellement idéologiques<sup>24</sup>. En Espagne, l'histoire à construire ne devait plus être contaminée par les vieilles luttes idéologico-politiques d'antan.

Cependant, les historiens auraient dû se méfier de ce que les commémorations, que l'on évoquait en commençant, soutenues avec enthousiasme par les gouvernements de tout bord, avaient ostensiblement bénéficié de ce « nouveau paradigme » insistant sur la « normalité » de l'histoire espagnole. Afin de montrer clairement comment le pouvoir politique s'est servi de certains des résultats du révisionnisme qui règne aujourd'hui sur l'historiographie espagnole, on peut examiner, par exemple, la récupération en 1988, à l'occasion du bicentenaire de la mort de Charles III, de la monarchie éclairée et de la politique des ministres réformistes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Tant la monarchie que les ministres qui gouvernaient avec son consentement, ont été présentés comme les agents de la modernisation du pays, avant que n'éclate la Révolution française. Ils sont ainsi devenus les précurseurs prometteurs de la monarchie du roi Juan Carlos I<sup>er</sup> et de la troisième voie empruntée par le gouvernement socialiste, à égale distance entre les vieilles aspirations révolutionnaires de la gauche classique et le traditionalisme de la droite qui avait gouverné jusqu'alors. Le cinquantième centenaire de la « découverte » en 1992 s'est opportunément trouvé, selon les termes de l'historien José María Jover, à l'origine d'« une espèce de bain d'universalité sublimant la bonne nouvelle selon laquelle, dans le futur, nous serions européens et la période d'isolement qui avait suivi la guerre civile était définitivement close<sup>25</sup> ». Peu avant, le même gouvernement socialiste avait été capable d'intégrer pleinement l'Espagne dans l'OTAN, contrairement aux positions que la gauche espagnole avait toujours défendues.

À la fin de l'étape socialiste, cependant, en pleine vague d'accusations de corruption qui impliquaient des personnes proches du gouvernement de Felipe González, s'établit un surprenant climat de crise et de discrédit politique.

24. À ce sujet, les travaux mentionnés par S. Juliá, « Anomalía, dolor y fracaso de España », *Claves de Razón práctica*, 66, octobre 1996, p. 10-21, sont édifiants. Il est utile de les comparer à un article antérieur, « Transiciones a la democracia », *Sistema*, 84, mai 1988, p. 25-40, pour mesurer le changement qui s'est produit chez le même auteur dans les années suivantes. Santos Juliá est, cependant, un des historiens qui a le plus combattu dans les médias la tendance à ne voir dans l'Espagne qu'un pays à la trajectoire « normale », sans prendre en compte d'autres aspects bien plus significatifs de son passé. Le livre de J. P. Fusi et J. Palafox, *España 1808-1896. El desafío de la modernidad*, Madrid, Espasa, 1997, qui fut largement commenté dans la presse, est peut-être le plus représentatif du révisionnisme qui remet radicalement en question l'exceptionnalité espagnole et abandonne le « mythe de l'échec » : voir l'interview de Juan Pablo Fusi accordée à Charles Powell, à l'occasion de la parution de ce livre, dans le supplément littéraire du quotidien *ABC*, 28 novembre 1997.

25. J. M. Jover, « El centenario que viene », *El País*, 10 décembre 1996, p. 13.

Il sembla pouvoir remettre en question l'image optimiste de la « normalité » historique de l'Espagne. Certains ressuscitèrent tout à coup la vieille perspective catastrophiste d'une Espagne corrompue où, à l'ombre de la politique, proliféraient caciques et clientèles, lointains antécédents de l'actuelle corruption tolérée par les socialistes. Les scandales économiques et financiers et la découverte de l'intrigue politique du GAL (Groupe antiterroriste qui avait agi violemment à l'encontre de l'ETA avec la complicité de certains responsables de la police et du ministère de l'Intérieur lui-même) renvoyaient à l'héritage d'un franquisme qui survivait à travers les concessions faites durant la transition. Des deux solutions complètement opposées qui pouvaient être envisagées pour sortir de la crise politique dans laquelle sombrait le gouvernement de Felipe González, le retour à la dictature n'était même pas envisagé, comme cela avait encore été le cas lors du fracassant échec du coup d'État du 23 février 1981 (date à laquelle des membres de la *Guardia civil* occupèrent la Chambre des députés et organisèrent une tentative de coup d'État militaire). La seconde solution ne pouvait venir que d'un renforcement de la démocratie mais, de manière surprenante, cela ne permit guère de hâter, par tous les moyens (dont certains politiquement douteux), la relève qui correspond à la longue période du gouvernement « felipiste ».

Dans ce contexte, le best-seller des livres d'histoire, la *Breve historia de España* de Fernando García de Cortázar et de José Manuel González Vesga, défendait en 1994 l'idée d'une « Espagne inachevée », cheminant entre ombre et lumière tout au long de sa trajectoire, et qui, après avoir connu une transition démocratique exemplaire durant les gouvernements d'Adolfo Suárez et de la première étape socialiste, se retrouvait en pleine récession, avec un gouvernement qui monopolisait les institutions publiques ou qui servait de « couverture aux phénomènes de corruption qui ont jalonné la fin de la troisième législature socialiste » ; avec « une industrie démantelée par la concurrence des produits européens, une agriculture désorientée et l'accroissement inexorable du chômage », avec « une société matérialiste dépourvue d'utopies », et qui devait faire face à « la radicalisation des mouvements *nationalistes*<sup>26</sup> ».

Cet état des lieux apocalyptique, qui d'un seul coup contredisait l'optimisme exagéré des quelques années précédentes, ne pouvait laisser qu'entrevoir une logique politique de stigmatisation. En comptant sur le discrédit d'un Felipe González demeuré trop longtemps à la tête du gouvernement – soupçonné de vouloir se maintenir au pouvoir au détriment de l'intérêt du pays – il s'agissait d'identifier la démocratie à l'alternance en faveur d'un parti issu de la droite traditionnelle, le Parti populaire, et qui ambitionnait de prendre le pouvoir détenu jusqu'alors par les socialistes. Tandis que ceux-ci se voyaient réduits à l'impuissance, incapables de restaurer leur image par une autocritique qui les

26. F. García de Cortázar et J. M. González Vesga, *Breve historia de España*, chap. 1, p. 53-57.

aurait dotés d'une nouvelle crédibilité et qui aurait assuré la relève de ses cadres dirigeants, le Parti populaire esquissa une stratégie habile qui l'amena au pouvoir en 1996 et lui permit d'accroître son électorat sans bénéficier d'un leader « charismatique » sur le modèle de Felipe González.

Dès après le changement de gouvernement et tout aussi soudainement qu'auparavant, mais en sens inverse, les accents catastrophistes furent, étrangement, remplacés par une vision plus nuancée. Cela permettait de récupérer la normalité prometteuse d'une trajectoire historique au faite du processus de pleine intégration de l'Espagne dans la nouvelle Union européenne. L'utilisation du révisionnisme historiographique, aux accents néo-libéraux nettement plus forts que chez les socialistes, s'est exprimée avec évidence lors des anniversaires orchestrés avec enthousiasme par le gouvernement du Parti populaire. Ainsi le « désastre » d'il y a un siècle, la « crise de 1898 », a pu être présenté comme une exagération d'intellectuels empreints de radicalisme et de démagogie, incapables de comprendre jusqu'à quel point l'Espagne d'alors, grâce à l'effort des libéraux de l'époque, suivait déjà le chemin de la modernisation économique et politique entreprise par les pays occidentaux<sup>27</sup>. Notre libéralisme, loin d'être une exception historique, pouvait se prévaloir d'une longue tradition aux succès modestes remontant au moins à la Restauration de Cánovas. Cánovas, de son côté, fut réhabilité comme un authentique homme d'État, attaqué par les deux extrêmes, tant par la droite ultraconservatrice que par le terrorisme et le socialisme. Son régime, contrairement à ce que l'historiographie progressiste ou marxiste avait enseigné, aurait eu des effets très positifs : il avait permis, pour longtemps, d'en finir avec le militarisme, il avait établi un système de droits et de libertés comparable à celui des pays européens les plus avancés et créé un climat de paix sociale qui avait rendu possible le développement de l'économie espagnole. Avec l'aide de ce révisionnisme historiographique qui valorisait ainsi les réussites du régime de la Restauration, mais aussi partial et exagéré que l'avait été la critique acerbe précédente, il n'est pas étonnant que le Parti populaire ait profité du centenaire de Cánovas pour en faire le grand précurseur de son propre courant politique<sup>28</sup>. Cela se révélait bien plus difficile auparavant pour le leader conservateur Manuel Fraga Iribarne quand l'histoire « révisionniste » n'existait pas encore et que dominait la vision « marxiste » d'un régime aux mains des oligarchies et des caciques.

27. Il s'agit de l'interprétation de José María Marco, *La libertad traicionada*, Barcelone, Planeta, 1997 : l'ouvrage bénéficia d'une promotion publique inhabituelle après avoir été présenté par le président du gouvernement José María Aznar.

28. Option qui ne peut s'entendre que si l'on partage une vision aussi bienveillante à l'égard de la période de Cánovas comme la récente historiographie l'a entretenue, mais qui paraît curieuse et significative si nous tenons compte de ce qu'Antonio Elorza a opportunément signalé dans *El País*, le 24 août 1997, sous le titre « Una pasión excesiva » : « on aura beau enjoliver, le moment historique de Cánovas tient davantage du conservatisme autoritaire que du libéralisme modernisateur ». Également dans l'idée d'une même récupération de Cánovas par la droite espagnole, Santos Juliá, « Gran estadista, ruina de estado », *El País*, 20 août 1997.

Finally, under the banner of the fourth centenary of the death of Philip II, a new occasion was given to use history for political ends, up to the point of falling into a nationalistic self-sufficiency in Spain that ended by hurting sensitivity, always on the surface on these questions, of our Portuguese neighbors during the 1998 Exposition in Lisbon. The supposed universality of which Jover spoke on the occasion of the fifth centenary of the «discovery» of America was reinforced then by a mise en scène making stand out the splendor of a reign brilliant in the arts and culture in general<sup>29</sup>. Philip II became thus a prince of the Renaissance ready to govern a great «confederation of territories» with prudence and humanity. A king, according to the American historian Henry Kamen, leaning towards «pleasures and universal interests», well that he had been «imprinted with a deep religiosity like the majority of the rulers of the epoch»<sup>30</sup>. His book, *Felipe de España*, was a success in the book trade<sup>31</sup> and, as was foreseen by the title Antonio Elorza, it sketched «the commemorative image of the great king who inspired the name of our current prince heir»<sup>32</sup>. The desire of the current Spanish rulers to show the most brilliant, normalized and recuperable part of the Spanish past (art, science and universalism) from a European perspective, and their willingness to leave aside the social manifestations of today the least presentable and the ancient conflicts that singularize Spain, denote, in a recurrent manner, a complacency very suspect. This was the case in 1998<sup>33</sup> and this has repeated on the occasion of recent exhibitions, such as the one organized by the autonomous government and the archdiocese of Valencia on «the role played by the Church in the history of the Valencian Community and the richness of its artistic and cultural heritage largely unknown»<sup>34</sup>. Its title in full: «The light of images» (the shadows not meriting obviously not to be evoked).

29. Voir, dans un autre registre, le splendide catalogue de l'exposition *Felipe II. Un monarca y su época. Un príncipe del renacimiento*, Madrid, Museo nacional del Prado, 13 octobre 1998-10 janvier 1999.

30. Propos recueillis littéralement par le journaliste Miguel Angel Villena (*El País*, 5 novembre 1998), et prononcés au cours d'un débat qui fit grand bruit, auquel Kamen participa aux côtés de Geoffrey Parker, auteur de *La gran estrategia de Felipe II*, Madrid, Alianza, 1998. Selon ce dernier, l'autoritarisme et l'intégrisme religieux sont des traits caractéristiques de la personnalité du monarque espagnol, bien loin ainsi de la vision positive mise en avant lors des actes commémoratifs officiels.

31. Publié en castillan (Madrid, Siglo XXI, 1997), il fut réédité deux fois la même année entre mai et août, ce qui est exceptionnel pour ce genre de livres en Espagne.

32. A. Elorza, «Crisis del Imperio», *El País*, 17 janvier 1998.

33. L'exposition *España fin de siglo 1898*, inaugurée dans l'ancien Museo español de arte contemporáneo le 9 janvier 1998, mêlant «érudition et beauté», ainsi que les journalistes la présentèrent dans leurs chroniques, versait complètement dans l'autre aspect de 1898 : non pas dans le désastre colonial et dans la dénonciation des écrivains de la génération de 1898, mais dans la réalité quotidienne, dans la continuité économique et culturelle malgré la perte des colonies, et dans les progrès scientifiques. L'exposition *Un siglo de ciencia en España*, inaugurée dans la Residencia de estudiantes le 23 décembre 1998, a clôturé le cycle commémoratif de 1898.

34. *Guía de visita* de l'exposition, publiée par la Généralité valencienne. L'exposition, inaugurée le 4 février 1999, a connu un grand succès, au point d'obliger les organisateurs à la prolonger jusqu'au mois d'août. Avec quelque 340 000 visiteurs, cette exposition est la plus fréquentée de l'histoire de Valence.

Le révisionnisme historiographique des années 1990 a fait l'objet d'une instrumentalisation politique bien plus préoccupante. Jusqu'à une époque récente, en raison d'un optimisme lié à la conjoncture de stabilité démocratique et de succès économique traversée par l'Espagne (et qui a modifié, on l'a signalé, notre représentation du passé et permis de sortir de l'obsession du retard et de la décadence), un voile d'oubli et de circonspection s'était posé sur notre passé le plus immédiat. Signalons à ce sujet le livre de Paloma Aguilar Fernández, *Memoria y olvido de la guerra civil española*<sup>35</sup>. Ce qui, comme nous l'avons vu, a favorisé en son temps la réconciliation des Espagnols est devenu un facteur qui pourrait déstabiliser les valeurs démocratiques. La démythification du camp républicain, qui commence à apparaître dans la recherche historique, n'est évidemment pas le problème dans la mesure où il revient normalement aux historiens de mettre en œuvre une constante révision de ce qui s'est écrit sur le passé et de relever les influences idéologiques à l'œuvre dans les diverses historiographies. Le problème est ailleurs. Il réside dans la manière unilatérale et tendancieuse par laquelle sont présentés les résultats de cette recherche à un large public et dans l'intérêt inhabituel suscité par ces travaux quand il s'agit notamment de combattre l'image de ceux qui luttèrent dans le camp républicain durant la guerre de 1936-1939 (le cas des Brigades internationales n'en est qu'un exemple); ou de chercher, à mots couverts, à réhabiliter partiellement le régime et la personne de Franco, qu'il serait possible de comprendre avant tout (comme le pensent certains) comme un pas décisif vers la victoire contre le socialisme révolutionnaire. La défaite du communisme et le succès de la modernisation de l'Espagne paraissent ainsi être reliés à un régime « très peu fasciste », d'une idéologie autoritaire peu consistante et qui aurait dès lors été capable d'admettre la dissidence interne, ce qui aurait rendu possible le pacte réformiste qui devait conduire à la démocratie. Une telle falsification historique, qu'ont dénoncée plusieurs historiens, occulte à quel point la dictature franquiste fut antilibérale, exerça une répression sur les démocrates de tous bords et maintint jusqu'à la fin la volonté de se perpétuer. Une perpétuation qui était complètement inimaginable en raison du climat politique interne et international qui depuis longtemps s'était instauré en Espagne et dans le monde en faveur de la démocratie.

Il convient enfin de faire allusion au débat sur le présent et le futur de l'Espagne et à sa récurrence dans les médias les plus influents auprès de l'opinion publique. À la différence des années de lutte contre la dictature et de la transition démocratique, la tendance à mettre l'accent sur la réalité diverse et plurielle des peuples à la tête d'une histoire commune de l'Espagne semble ne plus être aussi fortement défendue aujourd'hui. La prolifération des œuvres de synthèse, dans lesquelles prévaut une histoire des nations sans État ou des communautés

35. P. Aguilar, *Memoria y olvido de la guerra civil (1936-1939)*, Madrid, Alianza Editorial, 1996.

autonomes, a provoqué l'irritation des partisans d'une histoire de la nation espagnole. Ceux-ci accusent ceux-là d'encourager les séparatismes nationalistes, dépourvus de sens aujourd'hui, ou de s'enfermer dans un localisme archaïque. Le débat a gagné le terrain de l'éducation des enfants et des jeunes et pose la question de l'histoire qu'il convient d'enseigner<sup>36</sup>.

Dans ce contexte, le travail de critique, en quelque sorte de démythification de l'utilisation de l'histoire à des fins nationalistes, n'a pas été défendu de manière significative par une bonne partie de ceux qui sont intervenus dans le débat. C'est le cas au moins de ceux qui réalisent une critique fondée et bienvenue du nationalisme historiographique espagnol, tout en défendant cependant à outrance des positions nationalistes dans le cas de l'histoire de la Catalogne (ou des pays catalans), de Euskal Herria ou de la Galice. On pourrait en dire autant des partisans d'un travail de déconstruction des mythes d'origine et des manipulations nationalistes de l'histoire quand il s'agit de ces autres nationalismes. Car ils se révèlent eux aussi peu enclins à se déprendre de l'idée d'une trajectoire nationale espagnole, fondamentalement identifiée à l'histoire de la domination d'une société, d'une langue et d'une culture (la Castille). Trois exemples peuvent illustrer notre propos : la polémique qui est survenue en Catalogne sur l'évolution de son historiographie et le dilemme auquel elle est confrontée aujourd'hui<sup>37</sup> ; le récent débat sur l'enseignement des « humanités », auquel nous avons fait allusion plusieurs fois (et sur la conception de l'actuel ministère de la Culture et de l'Éducation, que des historiens et des intellectuels, qui n'appartenaient pas précisément à la droite, ont légitimée et à laquelle ils ont applaudi) ; enfin le récent prix national de l'essai décerné au livre collectif *España. Reflexiones sobre el ser de España*<sup>38</sup>. Tout cela doit également être mis en relation avec le débat en cours sur l'exigence d'une plus grande marge d'autogouvernement exprimée par les nationalismes périphériques.

\*

Comme nous l'évoquions au début de ce texte, l'histoire joue en Espagne un rôle politique important. Si nous nous plaçons dans le cadre méditerranéen, la spécificité espagnole, dans ce que nous sommes convenus de qualifier d'« usages politiques » du passé, nous apparaît grossièrement comme le produit d'une trajectoire limitée par deux « crises fin de siècle » bien distinctes. Dans la crise d'il y a cent ans brilla d'une lumière particulière la conscience du « désastre » que, pour l'ancienne métropole, représentait la perte des derniers restes de l'empire colonial

36. Je me suis intéressé à cette question dans « La historia en el debate político sobre la enseñanza de las humanidades », *Ayer*, 30, 1998, p. 63-100.

37. Le livre d'A. Balcells, *La història de Catalunya a debat. Els textos d'una polèmica*, Barcelone, Curial, 1994, en rend compte partiellement.

38. Real Academia de historia, *España. Reflexiones sobre el ser de España*, Madrid, 1997. Signalons l'intelligente critique de l'arrière-plan politique par Juan Sisinio Pérez Garzón, *El País*, 9 décembre 1998.



édifié durant l'Ancien Régime. De cette crise surgit précisément un type de nationalisme « régénérateur » qui prônait le remplacement du vieil État des notables et des oligarques, caractéristique d'une société essentiellement agraire, par un nouvel État plus moderne et s'appuyant sur une nouvelle base sociale. La crise actuelle doit être située dans un cadre social et politique complètement différent. Sa raison d'être ne procède pas du début d'un processus d'industrialisation, ni d'aucun désastre colonial pas plus que du sentiment généralisé d'être en retard par rapport aux autres pays. Le leitmotiv que lança le président du Conseil José María Aznar à peine arrivé au pouvoir, « l'Espagne va bien », exprime un optimisme démesuré, envahissant, contrastant avec le pessimisme également exagéré qui avait affecté le pays il y a cent ans. Si, au tournant du siècle, une crise sévit en Espagne, il faut lui chercher d'autres explications. Notamment dans la conscience du fait que la globalisation dans laquelle nous entrons, rend à terme caduc l'État-nation comme partout ailleurs en Europe.

Ainsi dans un autre contexte que celui de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire a largement investi le champ politique. Comme dans beaucoup d'autres pays, on constate en Espagne aussi l'opposition entre des visions du passé qui sont associées aux projets politiques des divers groupes qui se disputent l'hégémonie politique. À première vue, il semblerait que nous soyons face à une nouvelle manifestation de l'utilisation de l'histoire afin d'intervenir dans le vieil et interminable débat politique du « problème de l'Espagne<sup>39</sup> », formulé pour la première fois durant la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Rien de plus trompeur. Tandis qu'il y a cent ans le « problème de l'Espagne » a surgi à partir de la prise de conscience d'une histoire différenciée, qui avait conduit à de multiples échecs et à une singulière décadence, aujourd'hui le futur de l'Union européenne, dans laquelle l'Espagne joue désormais un rôle de premier ordre, tend à effacer les différences et à mettre l'accent sur les similitudes d'une trajectoire d'où ne semblent ressortir que les succès. En étroite relation avec le changement radical qui s'est produit en Espagne pendant ces cent dernières années, le conflit entre les différentes représentations du passé de cette entité controversée que nous appelons l'Espagne est aujourd'hui d'une autre nature.

Il est certain que ceux qui considèrent comme incontestable la survivance de l'Espagne comme nation exaltent un type d'histoire qui, selon eux, montre de manière « objective » la réalité permanente et indiscutable de cette Espagne se projetant de nouveau pleinement en Europe. Ils défendent l'idée que l'histoire renforce le sentiment collectif d'appartenance à cette nation et ne cultive pas le narcissisme des « petites différences ». Au contraire, pour ceux qui croient à la disparition progressive de l'Espagne en tant qu'entité collective principale au profit de la primauté des autres identités nationales, le recours à l'histoire de

39. Voir J. Varela, *La novela de España. Los intelectuales y el problema español*, Madrid, Taurus, 1999.

chacune de ces nations manifeste la volonté de ne pas se soumettre à une idée collective de l'Espagne. Dans le cas de ces autres nationalismes, l'histoire sert également d'instrument de légitimation d'un choix politique en faveur d'une autonomie maximale ou d'une indépendance située dans un futur proche.

Cependant, tout laisse croire que le débat actuel passera, à l'avenir, par un horizon intellectuel très éloigné de celui créé autrefois par la prédominance du nationalisme. Bien qu'il existe, à l'évidence, de fortes probabilités pour que resurgisse le conflit entre les idéologies nationalistes qui, de façon récurrente, font appel à l'histoire, il reste certain que nous entrons dans une nouvelle ère où la crise des identités nationales classiques (avec ou sans État) se confirme toujours davantage. L'homogénéisation culturelle et l'exclusion de ceux qui ne partagent pas les traits caractéristiques d'une identité qui, après tout, peut toujours être réinventée, perdent sens petit à petit. Notre monde favorise la primauté du multiculturalisme et la pluri-identité, impliquant la coexistence et la superposition de multiples identités capables de résoudre les conflits à travers la communication et le dialogue. Et cela nous oblige à repenser un nouvel « usage politique » de l'histoire. Cet « usage » est indispensable au développement démocratique de nos sociétés. Si, dans un moment aussi crucial, les historiens choisissaient de se réfugier dans l'« asepsie scientifique », d'autres continueraient d'utiliser l'histoire afin de légitimer et de permettre la perpétuation de vieux pouvoirs et le maintien des identités en conflit.

*(Traduit de l'espagnol par Séverine Dard.)*

## NOTES SUR DEUX HISTOIRES DISCORDANTES

### LE CAS DES ARMÉNIENS PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

L'HISTORIOGRAPHIE suscitée par la question arménienne offre un cas limite d'usage politique du passé. Alors qu'il paraîtrait aisé d'établir les « faits » dans leur déroulement et dans leurs relations, un moment historique particulier a donné lieu à deux discours historiographiques largement incompatibles : le sort qu'ont connu les Arméniens d'Anatolie pendant la Première Guerre mondiale. La situation actuelle présente trois caractéristiques :

1. Il s'agit d'un moment historique qui *affecte encore l'identité* des protagonistes et de leurs descendants et, plus largement, des deux communautés nationales dont ils relèvent : les Arméniens dispersés à travers le monde d'une part, les Turcs de l'autre.

2. L'enjeu du conflit est *éthique et politique*, et non pas seulement historiographique.

3. Ces deux premiers traits caractérisent l'histoire de nombreux conflits et guerres civiles qui ont marqué le xx<sup>e</sup> siècle. Celle des Arméniens se singularise en revanche sur le troisième trait. Les spécialistes de l'histoire des violences de notre temps, en effet, finissent généralement par s'entendre, quitte à confronter polémiqument leurs sources ou leurs récits, et même lorsqu'ils sont historiquement et subjectivement situés dans un des camps engagés dans le conflit. Pour s'en tenir à quelques exemples, les travaux récents montrent que les historiens de la Palestine et d'Israël, les spécialistes de l'histoire coloniale française et du mouvement de libération nationale en Algérie, les analystes de la Seconde Guerre mondiale et de l'extermination des Juifs sont désormais en mesure de construire non pas un récit unitaire, mais au moins des récits compatibles. Ils peuvent s'affronter – autrement dit, se parler face à face.

Il n'en va pas de même pour les spécialistes de l'Empire ottoman, de la Turquie, et de l'histoire des Arméniens. *S'agissant de l'Arménie, les historiens se tournent le dos et jouent deux partitions discordantes*. Or, si c'est l'usage poli-

tique et national de l'histoire qui est au centre du conflit historiographique, c'est de la résolution du conflit historiographique que dépend la suspension des hostilités.

Il faut se garder pourtant, sur la foi du sens commun, et du fait que nous paraissions n'être pas directement impliqués dans ce conflit, d'avancer cette banalité que « *there are two sides to the story* », deux faces à cette histoire comme à toute histoire. D'une part, un tel énoncé ne peut que prolonger le dos à dos et la production de récits incompatibles. D'autre part et surtout, la métaphore des deux faces renvoie à un acte politique et économique, la frappe de monnaie, dont il vaut mieux que l'opération historiographique ne s'inspire pas. La vérité historique ne saurait être monnayée. Instrument d'échange, elle l'est peut-être, faite pour circuler ; mais sans se prêter à des manipulations et à la contrefaçon, ni se soumettre à des cours de change fluctuants. Au reste, s'il fallait conserver l'idée de *sides*, autant poser alors qu'il y en a plus de deux : un dispositif complexe *a priori*, plutôt que le pile ou face d'une pièce de monnaie. Comme l'argument des deux faces de la pièce de monnaie est fréquemment brandi par les défenseurs des thèses nationalistes turques, on a une ultime raison de l'écarter jusqu'à plus ample informé. De même, on se gardera de concéder une vertu particulière au « juste » milieu, la vérité étant censée se situer entre deux positions qualifiées d'extrêmes.

On s'attachera ici à décrire rapidement le dispositif historiographique actuel avant de préciser les enjeux des défenseurs des diverses positions. Le sondage que j'ai effectué porte sur trois ensembles de travaux<sup>1</sup> : 1) les histoires dues à des auteurs arméniens et pro-arméniens ; 2) les ouvrages qui se donnent pour des histoires générales de la Turquie moderne, et dus à des auteurs qui ne sont ni turcs ni arméniens (Lewis, Shaw, Zürcher, etc.) ; 3) les histoires écrites par des Turcs et les plaidoyers pro-turcs. Il faut rappeler que la production de documents et l'analyse des événements ont commencé dès l'année 1915 et qu'elles ont conservé une grande intensité pendant la décennie suivante ; qu'après un ralentissement, l'historiographie et la polémique ont connu une intensité recrudescente depuis 1965, année qui marquait le cinquantenaire du génocide des Arméniens. Mon incursion dans ce vaste maquis bibliographique n'avait donc pas pour ambition de réécrire cette histoire pour en livrer un récit acceptable par tous. Il s'agissait plutôt, à court terme, d'essayer d'y voir plus clair<sup>2</sup> ; à moyen terme, de commencer à réunir les conditions (intellectuelles, sinon encore socio-politiques) d'un débat turco-arménien, donc d'un face à face entre deux parties qui pourrait conduire à une trêve des hostilités.

1. Cf. *infra* p. 167-168 les références du corpus étudié, réunies en une Bibliographie sélective, et citées abrégées en notes.

2. Des analyses de ce type ont déjà été tentées. Voir notamment G. Dyer, « Turkish "falsifiers" and Armenian "deceivers" ... », 1976 ; et É. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque...*, 1997.

## I

Au terme de ce sondage, on peut essayer de répondre à cette simple question : y a-t-il un énoncé minimal qui pourrait figurer dans les deux narratifs ? Après avoir testé diverses formulations, je n'ai pu retenir que celle-ci : *entre avril et août 1915, le gouvernement central de l'Empire ottoman ayant décidé la déportation de la population civile arménienne, ce déplacement forcé, accompagné de massacres, aboutit à la mort d'un nombre élevé d'Arméniens et à la fin de la présence arménienne en Anatolie*. J'ai pourtant la certitude que si je soumettais cet énoncé à un groupe mixte de spécialistes de la question, ils refuseraient d'y souscrire, impatients qu'ils seraient de spécifier le quand et le pourquoi, le comment et le détail des faits ainsi présentés, ce qui nous conduirait infailliblement vers deux récits entièrement divergents, se résumant dans des énoncés non synonymes.

## 1. Que disent les historiens arméniens ?

1. 1. Réduit à ses grandes lignes, le narratif arménien se résume ainsi : l'Empire ottoman s'engageant aux côtés de l'Allemagne quand éclate la Première Guerre mondiale, la masse de la population arménienne est restée loyaliste et neutre (cf. la décision en ce sens du congrès des Dachnak de juillet 1914). Les actes de résistance et de guérilla qui sont signalés ici et là sont des actes d'auto-défense, déclenchés après les diverses mesures de répression qui s'abattent sur les Arméniens.

À partir d'avril 1915, le CUP (Comité union et progrès, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État) met en œuvre une politique d'extermination systématique de la population arménienne : pas seulement en Anatolie du Nord-Est, proche du front russe ; pas seulement contre les activistes arméniens, mais sur l'ensemble de la population, la guerre fournissant un prétexte et une occasion pour se débarrasser des Arméniens, et par conséquent résoudre définitivement la question politique de leurs droits, sans que les puissances européennes puissent interférer.

L'historiographie arménienne identifie les auteurs de ce plan, en particulier Talaat, ministre de l'Intérieur, Enver, ministre de la Guerre, et Djemal, ministre de la Marine, ce triumvirat s'appuyant sur une Organisation spéciale, paramilitaire. Elle en détaille la géographie et les modes d'application (dans chaque localité, rassemblement et exécution des hommes ; rassemblement du reste de la population et déportation accompagnée de violences dans des conditions telles que les déportés sont conduits à une mort certaine). Elle précise la chronologie : deux étapes du processus, l'une en mai-juin 1915, concernant l'Arménie historique ; la seconde, celle de l'hiver 1915-1916, frappant les Arméniens de Cilicie et d'Anatolie occidentale. Seuls ceux d'Istanbul, Smyrne et Alep sont épargnés en raison de la présence de consuls des grandes puissances et d'autres observateurs extérieurs. Elle évalue le nombre des victimes (1,5 million, soit les deux tiers de la population arménienne).

1. 2. Les travaux récents sont attentifs aux facteurs de discorde entre la population majoritaire musulmane et les Arméniens : la mobilité sociale ascendante pour les seconds, par exemple ; la montée d'un mouvement national chez les Arméniens ; l'appel à (et le recrutement de) volontaires arméniens par la Russie après le début des hostilités, etc. Ces travaux soulignent également les éléments du contexte qui renforcent la méfiance, puis l'hostilité des autorités turques, et notamment les pertes territoriales subies par l'Empire ottoman depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, particulièrement dans ses provinces européennes.

1. 3. Sur toutes les séquences de cette chronique et pour toutes les régions concernées, les historiens arméniens ont rassemblé et publié le plus grand nombre de documents et de témoignages possible. Dans l'ensemble des travaux arméniens, on tend néanmoins à oblitérer les ambitions nationalistes séparatistes ; les alliances nouées dans ce but ; la menace que les nationalistes turcs étaient en droit d'éprouver (qui ne justifie en rien l'extermination de la population civile). Ce n'est toutefois pas le cas de tous les historiens. On citera à titre d'exemple les travaux de Claire Mouradian en France, de Richard Hovannisian aux États-Unis, qui mesurent les dimensions internes et internationales de la question, et inscrivent le génocide dans un contexte plus vaste et une durée plus longue.

## 2. Que dit l'historiographie nationaliste turque ?

Comme dans le cas de l'historiographie arménienne, l'opération qui consiste à rassembler dans une même catégorie tous les travaux consultés présente nécessairement un certain degré d'arbitraire en ce qu'elle néglige les spécificités au profit des convergences. Le fait est que ces convergences existent, et que l'historiographie turque sur la période tend à combiner, avec des variations, des thèmes récurrents. D'une manière générale, elle établit la culpabilité des Arméniens pour justifier l'ordre de déportation et de réinstallation.

### 2. 1. Les thèmes majeurs sont les suivants :

- Thème de la collusion avec les puissances étrangères, attachées à démembrer l'Empire ottoman. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie encourage le séparatisme arménien. Les Arméniens, avec l'appui des puissances occidentales, avaient déjà obtenu à la veille de la guerre un statut particulier dans les six provinces d'Anatolie du Nord-Est.

- Thème du nationalisme séparatiste arménien qui trouve dans la guerre l'occasion de gagner du terrain. Variante : des tensions intercommunautaires opposent, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les musulmans locaux (particulièrement les Kurdes) aux chrétiens, les uns et les autres ayant recours à la violence. Variante : deux nationalismes concurrents se développent, l'un turc et musulman, l'autre arménien et chrétien.

- Thème de la trahison dès le début de la guerre : les Arméniens prennent le parti de la Russie, rallient l'armée russe au-delà de la frontière, entament des opérations de guérilla à l'intérieur.

- Thème des massacres et violences perpétrés par les Arméniens à l'égard de la population musulmane.

- Thème de la fabrication de documents pour justifier, après la guerre, l'obtention de droits politiques sanctionnés par les Alliés.

2. 2. Elle blanchit les autorités ottomanes et turques :

- La décision de déplacement de la population de la zone de guerre vers des régions où elle ne mettrait plus en danger la défense turque est une mesure d'autodéfense. Elle est provisoire, les Arméniens devant rentrer chez eux après la guerre. Elle a été minutieusement préparée et encadrée de manière à protéger les biens et les personnes.

- On n'a jamais pu trouver le moindre document qui prouve que la décision d'exterminer les Arméniens ait été prise par le gouvernement central, par le CUP, ou par une partie quelconque de ses membres.

2. 3. Sur quoi portent les dénégations dans cette historiographie ?

- Sur l'existence antérieure de l'Arménie comme territoire historique identifiable et, en corollaire, sur la continuité d'une histoire proprement arménienne.

- Sur l'existence des Arméniens : ils sont minoritaires même dans les six provinces. Ils ont déjà émigré, avant la guerre, vers les villes ou vers l'Occident. Leurs effectifs sont largement inférieurs à toutes les évaluations avancées.

- Sur le génocide : il y a eu évacuation de certaines régions seulement, avec intention de réinstaller la population arménienne. La mortalité, si forte qu'elle ait été, est due au temps de guerre : famine, maladie, pertes liées aux difficultés générales.

- Sur l'ampleur des pertes, comparées avec celles des Turcs musulmans. L'évaluation du nombre des victimes tombe à 600 000, voire à 200 000, chiffres qui sont mis en parallèle avec 2,5 millions de morts chez les Turcs musulmans d'Anatolie, dont 1 000 000 dans les six provinces du Nord-Est.

- Sur la cause de ces pertes humaines : aux effets de la guerre s'ajoutent ceux de la trahison des Arméniens, ralliés au camp ennemi.

- Sur l'authenticité des sources : elles sont biaisées soit pas la situation de guerre, et donc suspectes quand elles proviennent des puissances alliées contre la Turquie ; soit pas la compassion religieuse, dont ne bénéficient jamais les victimes musulmanes (sont incriminées alors les abondantes sources en provenance des missionnaires chrétiens stationnés sur place) ; soit par les objectifs politiques des parties concernées, c'est-à-dire les Arméniens et les pays qui cherchaient à dépecer l'Empire. Par conséquent, les sources allemandes confirmant l'extermination des Arméniens ne sont pas prises en compte, de même que les témoignages précis et nombreux produits par les survivants.

- Sont enfin récusées les conditions dans lesquelles des cours martiales ont siégé après la guerre, et les preuves apportées par l'accusation au cours de ces procès.

Si on veut faire l'inventaire des points aveugles des publications turques, c'est tout le tableau qui en est criblé. On se trouve devant un cas de négationnisme, sinon de mise en accusation ouverte des victimes. Il est légitime en effet d'employer ici la notion de négationnisme – et elle a déjà été utilisée –, en raison de la similarité des procédures employées dans l'argumentation turque avec celles des auteurs qui nient l'extermination des Juifs et l'existence des chambres à gaz pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce qui rend cette argumentation invalide c'est, d'une part, qu'elle constitue – comme le démontre É. Copeaux par une lecture minutieuse de la production turque – « un discours de réfutation » qui s'emploie à répondre au coup par coup à l'argumentaire politico-historiographique arménien ; d'autre part, que chaque séquence de la dénégation est partiellement démentie par la séquence suivante<sup>3</sup>. Elle suit en effet le modèle de l'histoire du chaudron, que rapporte Freud, et que connaissent bien les lecteurs de l'historiographie antinégationniste<sup>4</sup>. Or la position turque s'est plutôt raidie au cours des dernières décennies. Et loin de se dissocier, le discours officiel et l'historiographie universitaire et professionnelle continuent d'opposer un front uni. Si des fissures apparaissent sur le front nationaliste, elles se font sentir chez certains journalistes ; dans l'édition ; dans les conversations privées avec des historiens et des intellectuels turcs, les uns et les autres mettant peut-être leur vie en danger pour les propos qu'ils énoncent ou les initiatives qu'ils prennent<sup>5</sup>.

### 3. Que disent les historiens extérieurs ?

Pour s'en tenir à des exemples récents, la première position revient à incriminer les Arméniens. C'est le cas de Michael Lowry, de Justin McCarthy ou de Stanford et Ezel Shaw<sup>6</sup>. Le ton de leurs publications est vivement polémique. Les auteurs assènent des leçons de positivisme puis, au nom de l'éloquence des faits

3. De telles formes de dénégation se retrouvent du reste dans d'autres débats politico-historiographiques, sur l'existence de la Palestine notamment (comme territoire historique, comme peuple et nation, etc.).

4. N. Fresco (« Les redresseurs de morts », *Les Temps modernes*, juin 1980, p. 2150-2211), la première à notre connaissance, renvoie à S. Freud (*Le mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1969, p. 89-90) qui rapporte ainsi l'histoire, qualifiée de sophisme, « dont on a beaucoup ri, bien que l'on puisse douter de son caractère de mot d'esprit » : « A a emprunté à B un chaudron de cuivre ; lorsqu'il le rend, B se plaint de ce que le chaudron a un grand trou qui le met hors d'usage. Voici la réponse de A : "Primo, je n'ai jamais emprunté le chaudron à B ; secundo, le chaudron avait un trou lorsque je l'ai emprunté ; tertio, j'ai rendu le chaudron intact." Chacune de ces objections en soi est valable, mais rassemblées en faisceau, elles s'excluent l'une l'autre. » Sur des sophismes analogues, P. Vidal-Naquet, « Un Eichman de papier », in *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Paris, Maspero, 1981, p. 193-272, 218-220.

5. On se contentera de signaler ici les Éditions Belge International ainsi que l'ouvrage de T. Akçam, *Türk Ulusal Kimliği ve Ermeni Sorunu*, 1992. Sur cet ouvrage, cf. les comptes rendus critiques de M. Dabag, « Le traumatisme des bourreaux : à propos du livre de Taner Akçam », *Revue du Monde arménien moderne et contemporain*, 1, 1994, p. 103-108 ; et de H. Kaiser in *Journal of the Society for Armenian Studies*, 8, 1995, p. 205-209.

6. M. Lowry, in *Armenians in the Ottoman Empire...*, 1984 ; J. McCarthy, *Muslims and minorities...*, 1983 ; S. J. Shaw, E. K. Shaw, *History of the Ottoman Empire...*, 1977.



(dont chacun sait qu'ils parlent d'eux-mêmes), ils dénoncent l'histoire partisane pour finalement soutenir la version nationaliste turque avec plus de force que les Turcs eux-mêmes.

La deuxième position est celle des historiens qui pratiquent l'euphémisme ou éludent la question. Ainsi de Robert Mantran<sup>7</sup>, qui traite bien de la période mais n'a pas un mot sur les Arméniens. Ainsi de Feroz Ahmad qui, attentif aux changements sociaux de l'époque, les traite en termes de classes sociales. L'existence des minorités et le problème des relations entre minorités, comme entre minorités et population majoritaire, ne sont donc pas pertinents. La question arménienne étant à peine mentionnée, l'auteur évoque « la déportation et les massacres des Arméniens ».

Benjamin Braude et Bernard Lewis mettent plutôt Arméniens et Turcs dos à dos au nom de ce qu'ils considèrent comme une équitable neutralité. Sous la rubrique des tensions inter-communautaires, ils placent les forces appartenant à la population majoritaire (avec, rappelons-le, un État s'adossant à une armée de métier équipée) sur le même pied que les minoritaires (civils désarmés). Dans leur récit, les Arméniens « périssent » :

« With the outbreak of WWI a terrible struggle between Turks and Armenians began. It ended with a disaster. In 1915, according to some observers, between one million and one and a half million Armenians perished. Once again the tragic themes of Armenian history were repeated<sup>8</sup>. »

Mais on observe des variations dans le temps pour ce qui concerne Bernard Lewis. Parlant de deux nationalismes inconciliables, il concluait, dans la première édition de *The emergence of modern Turkey*, à « un terrible holocauste » où un million et demi d'Arméniens trouva la mort. Après avoir corrigé ce chiffre à la baisse, il récuse désormais la notion de génocide, revenant à l'argument central de deux nationalismes, dont l'un l'emporte sur l'autre.

Les thèmes de l'« affrontement intercommunautaire » et de la cruauté de toute guerre sont centraux dans la lecture que Paul Dumont et François Georgeon font des événements, qu'ils résument sous l'énoncé de « l'anéantissement des communautés arméniennes de l'Anatolie orientale<sup>9</sup> ». Cet énoncé est cependant atténué plus loin par l'assertion suivante (développée par la présentation de faits d'ordre militaire et démographique) : « Il importe cependant de souligner que les communautés arméniennes ne sont pas les seules à avoir été laminées par le fléau de la guerre<sup>10</sup>. » Certains de l'intentionnalité de la déportation des Arméniens des

7. R. Mantran, *Histoire de la Turquie*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je », 1952. 4<sup>e</sup> éd., 1975.

8. B. Braude et B. Lewis, eds, *Christian and Jews in the Ottoman Empire*, 1982, p. 24.

9. P. Dumont et F. Georgeon, « La mort d'un Empire... », 1989, p. 623.

10. *Ibid.*, p. 624.

provinces de l'Est au printemps 1915, ils imputent leur disparition non à une action politique délibérée, mais aux conditions du transport et aux effets de toute guerre.

L'historien Erik Zürcher occupe dans cette série une position isolée<sup>11</sup>. Tout en indiquant l'ancienneté et la profondeur du conflit d'intérêts entre Turcs et Arméniens, il conclut fermement à une politique délibérée d'extermination, orchestrée au cœur même de l'appareil politique turc.

## II

Revenant à la question des usages politiques du passé, on aura déjà compris que le travail historiographique est de part en part lié à un conflit politique qui, s'il a éclaté dans le passé, reste ouvert aujourd'hui. Quels sont, au-delà des énoncés historiques, les objectifs ou les attentes des uns et des autres ?

1. Comme dans tout travail historiographique, les chercheurs arméniens poursuivent des objectifs cognitifs. Il s'agit pour eux de connaître le passé pour tenter de le comprendre et de le faire comprendre. Il s'agit aussi, par une analyse des faits advenus, d'exorciser le traumatisme subi par la génération de leurs parents ou grands-parents et de permettre la transmission du souvenir de ce traumatisme. Projet mémoriel et projet cognitif sont donc étroitement liés.

Reste que la production de ce savoir est inséparable d'attentes politiques. Politiques en effet, non au sens où elles viseraient à la création d'une entité politique arménienne, mais en ce qu'elles mettent en jeu tant l'identité d'une population minoritaire (celle des Arméniens) que les conditions du vivre ensemble, c'est-à-dire la relation des Arméniens avec les autres segments de la société environnante ou internationale. Le processus en cours dans la vaste diaspora arménienne n'est pas sans rappeler celui qu'ont connu les Juifs de la diaspora après le génocide. Le génocide des Arméniens est devenu l'élément fondateur et le ciment de l'identité arménienne contemporaine, menacée par la dispersion géographique, le recul de la langue arménienne, l'affaiblissement de l'appartenance religieuse, et l'intégration réussie dans les sociétés d'accueil. Comme pour les Juifs aussi, l'émergence (ou la reconstitution) d'une élite éduquée rend possible l'épanouissement d'une histoire savante (dont on sait qu'elle forme la religion des non-croyants), et d'une littérature de fiction. On peut s'attendre au développement de ces deux tendances, comme supports de l'identité arménienne en diaspora.

Les Arméniens n'attendent désormais plus de concessions territoriales, sinon pour un groupe activiste minoritaire qui n'a pas encore déclaré caduc ce point de

11. E. Zürcher, *Turkey. A modern history*, 1997.

son programme<sup>12</sup>. Ayant pris acte de leur dispersion et du caractère irréversible de la disparition de toute présence arménienne en Anatolie, ceux qui s'expriment en leur nom ont abandonné les revendications territoriales dans cette région. Un développement récent est au reste favorable à cette réorientation : l'indépendance retrouvée de la république d'Arménie depuis la chute de l'Empire soviétique autorise le recours à une autre référence territoriale, et donc une nouvelle territorialisation de l'identité. À cet égard, l'évolution de la position arménienne n'est pas sans rappeler celle des Palestiniens, dont l'existence historique sur une terre ancestrale a été longtemps niée, mais auxquels l'installation de l'Autorité palestinienne sur un espace officiellement reconnu (en attendant la création d'un État palestinien) a rendu la possibilité d'un ancrage territorial.

Les Arméniens n'attendent généralement plus de dédommagement financier. Depuis que le droit international a défini les notions de génocide et de crime contre l'humanité, depuis que les instances internationales s'emploient à légiférer sur les génocides, en vue de leur prévention et de leur répression, c'est sur ce terrain que se déploient les efforts les plus soutenus. C'est en grande partie en direction des organismes internationaux – l'ONU et le Parlement européen – que se développe l'activité historiographique. Les Arméniens attendent que l'extermination que leur peuple a subie soit qualifiée comme génocide, le premier du xx<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Ils visent une reconnaissance officielle de ce génocide par la Turquie et l'expression de regrets pour cette action. De la Turquie encore, les Arméniens attendent l'engagement de laisser une culture arménienne s'exprimer en Turquie.

L'intégration généralement réussie dans les sociétés d'accueil s'accompagne d'une nouvelle revendication, qui s'adresse moins aux descendants des bourreaux d'hier qu'aux sociétés environnantes d'aujourd'hui : la reconnaissance publique et la commémoration officielle du génocide par son inscription dans le calendrier civique. Cette revendication civique et éthique appuie en même temps les revendications, évoquées plus haut, à l'adresse de la Turquie actuelle.

2. Les historiens turcs tendent pour le moment à partager l'opinion dominante dans leur pays, opinion selon laquelle l'adhésion au mythe national et républicain est une des conditions d'existence de la République fondée par Atatürk. Y renoncer, c'est mettre en danger l'unité nationale. De même, reconnaître les

12. De même que n'a pas été déclarée caduque la pratique du terrorisme qui a néanmoins cessé, après avoir pris pour cible, depuis les années 1970, les diplomates turcs à l'étranger et autres représentants symboliques de la Turquie officielle.

13. Est-il besoin de souligner que la portée d'une telle démarche dépasse le cadre arménien et crée un précédent fondamental : si en effet les objectifs du droit international en matière de génocide sont la répression et la prévention, on voit bien comment la dénégation du premier génocide du xx<sup>e</sup> siècle interdirait d'atteindre ces objectifs.

revendications kurdes serait mettre en danger l'unité territoriale ; ou reconnaître les courants islamistes mettrait en cause le fondement laïc de la République. Les historiens turcs spécialistes de cette période restent attachés au grand narratif nationaliste construit par le kémalisme et inculqué dès l'enfance – et, dans ce cadre, ils n'accordent pas de place aux membres des minorités.

3. Le cas des historiens extérieurs qui épousent plus ou moins complètement la thèse nationaliste turque est plus difficile à comprendre et il faudrait sans doute les différencier. Des motifs politiques interviennent-ils aussi dans leur cas, et notamment depuis l'après-guerre, en raison de la position stratégique de la Turquie dans le contexte de la guerre froide d'une part (elle fut un bastion occidental contre l'URSS), du conflit au Moyen-Orient d'autre part (elle est le seul pays allié d'Israël dans la région, contre l'ensemble des pays arabes) ? Certains historiens se sentent-ils tenus, comme spécialistes de la Turquie moderne, de s'en faire les porte-parole à l'étranger ? Tiennent-ils l'empathie avec l'objet de leurs études comme une condition de ces études ? Le discours dominant, adossé à un État et à ses institutions (y compris universitaires) s'est-il imposé à eux, les rendant indifférents ou franchement sceptiques à l'égard des données pourtant massives qui portent sur les massacres et la déportation des Arméniens ? On se rappellera en effet que la protestation arménienne s'étant réactivée depuis 1965, l'histoire nationale turque avait eu le temps de s'affirmer et de faire écran à celle des vaincus. Les historiens non turcs de la Turquie contemporaine n'offriraient en tout cas pas le seul exemple d'identification à l'objet étudié et d'alignement sur l'histoire officielle.

4. En Turquie encore, les voix dissonantes qui se font entendre répondent, comme les autres historiens turcs ou arméniens, à des préoccupations identitaires, éthiques et politiques. Elles revendiquent tout d'abord les Arméniens dans leur héritage national turc, récusant par là l'amputation que le discours officiel fait subir au passé ottoman et turc. À ce titre, les Arméniens se retrouvent en compagnie d'autres minoritaires non musulmans qui ont disparu de la société turque et de son patrimoine culturel.

Elles expriment surtout la nécessité morale de reconnaître les torts infligés aux Arméniens, comme condition à une réconciliation avec soi-même autant qu'avec les Arméniens.

Elles affirment ainsi une confiance assez forte dans l'unité nationale turque pour penser que celle-ci peut s'accommoder sans danger d'un pluralisme des opinions et des convictions d'une part, d'une histoire qui ne soit plus un catéchisme d'État d'autre part.

\*

Comme on le voit, le travail historiographique fait ici partie de l'actualité politique et il nécessite dès lors des initiatives politiques. Ce qui ne signifie pas qu'elles reviennent entièrement et immédiatement aux instances officielles. Elles peuvent aussi se développer dans l'espace public : or une des données nouvelles de notre temps est que cet espace est devenu transnational, ce qui modifie profondément les relations qu'entretiennent les acteurs et les ressources qu'ils peuvent mobiliser<sup>14</sup>. Ce qui est clair en tout cas, c'est que, dans ce conflit et dans la recherche d'une solution à ce conflit, les historiens, qui ont leur mot à dire, avec les outils propres à leur métier, sont aussi sommés d'intervenir dans ce rôle en leur qualité de citoyens.

### *Bibliographie sélective*

AHMAD, Feroz

*The making of modern Turkey*, Londres-New York, Routledge, 1993.

AKCAM, Taner

*Türk Ulusal Kimliği ve Ermeni Sorunu*, Istanbul, Hetisim Yayinlari, 1992.

\*\*\*

*Armenians in the Ottoman Empire and modern Turkey. 1912-1926*, Istanbul, Bogaziçi University, 1984.

ATTARIAN, Varoujan

*Le génocide des Arméniens devant l'ONU*, Bruxelles, Complexe, 1977.

BOMBACI, Alessio, SHAW, Stanford J.

*L'Impero ottomano, Nuova storia universale dei popoli e delle civiltà*, Turin, UTET, 1981.

BRAUDE, Benjamin, LEWIS, Bernard, eds

*Christian and Jews in the Ottoman Empire*, New York-Londres, Holmes & Meier, 1982, vol. 1.

COPEAUX, Étienne

*Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, Éd. du CNRS, 1997.

DADRIAN, Vahakn N.

« The Naim-Andonian documents on the WW I destruction of Ottoman Armenians. The anatomy of a genocide », *International Journal for Middle-Eastern Studies*, 18, 1986, p. 311-360.

*Autopsie du génocide arménien*, Bruxelles, Complexe, 1989.

\*\*\*

*Documents on Ottoman-Armenians*, Ankara, Prime Ministry, s. d., 2 vol.

14. Je remercie Nilüfer Gölé d'avoir attiré mon attention sur cette dimension.

DUMONT, Paul, GEORGEON, François

« La mort d'un Empire, 1908-1923 », in Robert Mantran, ed., *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 577-648.

DYER, Gwynne

« Turkish “falsifiers” and Armenian “deceivers” : historiography and the Armenian massacres », *Middle Eastern Studies*, 12 (1), 1976, p. 99-107.

HOVANNISIAN, Richard G., ed.

*The Armenian genocide in perspective*, New Brunswick, Transaction Books, 1986.

*The Armenian genocide. History, politics, ethics*, New York, St Martin's Press, 1992.

*The Armenian people from ancient to modern times*, New York, St Martin's Press, 1997, vol. 2.

LEPSIUS, Johannes

*Archives du génocide des Arméniens. Recueil de documents diplomatiques allemands extraits de « Deutschland und Armenien (1914-1918) »*, Paris, Fayard, 1986.

LEWIS, Bernard

*The emergence of modern Turkey*, Londres, Oxford University Press, 1961.

MANTRAN, Robert

*Histoire de la Turquie*, Paris, Presses universitaires de France, 1975 (« Que sais-je? », 4<sup>e</sup> éd. mise à jour).

McCARTHY, Justin

*Muslims and minorities. The population of Ottoman Anatolia and the end of the Empire*, New York-Londres, New York University Press, 1983.

MOURADIAN, Claire

*L'Arménie*, Paris, Presses universitaires de France, 1995 (« Que sais-je? »).

ÖKE, Mim Kemâl

*The Armenian question. 1914-1923*, Oxford, K. Rustem, 1988.

SHAW, Stanford J., SHAW, Ezel Kural

*History of the Ottoman Empire and modern Turkey*, II. *Reform, revolution and republic. The rise of modern Turkey, 1808-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977.

TER MINASSIAN, Anahide

« Mouch 1915 selon Alma Johansson », *Haigazian Armenological Review*, 15, 1995, p. 57-85.

\*\*\*

*The Turco-Armenian question. The Turkish point of view*, Constantinople, National Congress of Turkey, 1919.

\*\*\*

*Tribunal permanent des peuples. Le crime de silence. Le génocide des Arméniens*, Préface de P. Vidal-Naquet, Paris, Flammarion, 1984.

ZÜRCHER, Erik J.

*Turkey. A modern history*, Londres-New York, I. B. Tauris, 1997 (2<sup>e</sup> éd.).

IV

# CHARLES PÉGUY, « LE JUGEMENT HISTORIQUE »

## PRÉSENTATION DE FRANÇOIS HARTOG

**I**L Y A PLUS D'UN PÉGUY. Souvent, parfois serait plus exact, il a fourni, il fournit une citation, une imprécation (en général contre les Modernes), une inspiration. Aujourd'hui sûrement plus que naguère, où il était communément entendu qu'il avait troqué Jaurès contre Barrès.

Si Péguy a toujours eu ses fidèles, un bulletin (*L'Amitié Charles Péguy*), il n'a jamais été une référence centrale : la boutique des *Cahiers de la Quinzaine* est toujours restée sur l'autre trottoir de la rue Victor-Cousin, en dehors de la Sorbonne, mais en face. Les *Cahiers* ont été créés sous le signe de la rupture, notamment avec Lucien Herr, et Péguy a d'emblée annoncé la couleur : « Tous les cahiers sans aucune exception sont faits pour mécontenter un tiers au moins de la clientèle<sup>1</sup>. » L'incessant piétinement de son écriture, avec ses répétitions, ses accumulations, préparant l'avancée suivante, cette laborieuse rumination que le lecteur est invité à partager, tout cela a irrité et a été moqué. Charles-Victor Langlois y voyait du « bafouillage ». En outre, si, après sa mort, on a édité du Péguy, on ne dispose que depuis peu, grâce à Robert Burac, des *Œuvres en prose complètes* dont le troisième volume a paru en 1992 (dans la Bibliothèque de la Pléiade), avec les textes posthumes.

Péguy est donc là mais, en règle générale, on ne sait trop qu'en faire, les historiens surtout. Même s'il a eu en la personne de Jules Isaac un disciple passionné et fidèle<sup>2</sup>. Pourtant, il est de loin celui qui, entre 1897 et 1914, a le plus réfléchi et écrit sur l'histoire. Pour en dire du mal, il est vrai ! Du moins d'une certaine histoire, celle de Langlois et Seignobos (des dreyfusards pourtant), sans oublier Lavisso, qui « régnait sur tout, présidait à tout<sup>3</sup> ». Par comparaison, les critiques et moqueries de Lucien Febvre à l'égard de l'histoire positiviste auront un air bien

1. Voir le dossier « Le centenaire des *Cahiers de la Quinzaine* », *Esprit*, 260, janvier 2000, p. 22-53.

2. J. Isaac, *Expériences de ma vie*, Paris, Calmann-Lévy, 1959.

3. *Ibid.*, p. 266.



académique (mais il parlera de l'intérieur de la discipline et de ses aînés). En 1909 encore, Péguy dépose, en vue d'une thèse principale, un sujet : « De la situation faite à l'histoire dans la philosophie générale du monde moderne ». À plusieurs reprises, il en annonce la soutenance prochaine. Pourtant de ce travail existe seulement un dossier de notes (publié sous le titre « Notes pour une thèse<sup>4</sup> »). Mais l'histoire, elle, est présente, voire centrale dans nombre de ses textes où elle est interrogée, bousculée, moquée : Zangwill (1904), *De la situation faite à l'histoire et à la sociologie dans les temps modernes* (1906), *Clio, Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne* (posthume), *L'argent et L'argent, suite* (1913).

Or Febvre, portant un sévère diagnostic rétrospectif, écrira de cette même époque, où l'histoire nouvelle triomphait et semblait conquérir toutes les disciplines, qu'en réalité « chaque année qui passait donnait à sa voix, un peu plus, le son cavernieux d'une voix d'outre-tombe » et, dans sa leçon inaugurale du Collège de France (1933), il empruntera à Péguy, justement, cette ironique présentation du travail de l'historien :

« Les historiens font de l'histoire sans méditer sur les limites et les conditions de l'histoire. Sans doute ils ont raison. Il vaut mieux que chacun fasse son métier [...] d'une manière générale il vaut mieux qu'un historien commence par faire de l'histoire, sans en chercher aussi long. Autrement il n'y aurait jamais rien de fait<sup>5</sup>. »

Febvre, lecteur de Péguy ? Jusqu'à quel point ? Péguy, lui en tout cas, a médité sur les limites et les conditions de l'histoire et, en ce domaine aussi, l'affaire Dreyfus, qui devait l'accompagner toute sa vie, a été l'expérience qui a tout déclenché.

L'extrait que nous donnons ici appartient à un texte écrit en 1903, mais resté inédit de son vivant et jamais achevé<sup>6</sup>. Ce devait être un portrait de Bernard Lazare, c'est peut-être aussi son premier texte sur l'histoire. « Notre collaborateur Bernard Lazare est mort le mardi 1<sup>er</sup> septembre 1903, à quatre heures de l'après-midi », telle est la phrase funèbre qui lance la réflexion. Mais le projet existait auparavant déjà, comme il l'avait indiqué dans une lettre à Bernard Lazare lui-même (datée du 23 février 1903) : « Nous écrivons, quand il en sera temps, votre histoire définitive, aux *Cahiers*. Mon ami Pierre Deloire tiendrait beaucoup à faire ce travail<sup>7</sup>. » Il est désormais temps.

Quelques mois plus tard (le 15 mars 1904), il réitère son engagement, après avoir rappelé qu'il avait commencé, dès les premiers jours de septembre, un cahier intitulé *Le Portrait de Bernard Lazare*.

4. C. Péguy, *Ceuvres en prose complètes* [cité *infra* OPC], Paris, Gallimard, 1988, vol. 2, p. 1053-1267.

5. C. Péguy, « De la situation faite à l'histoire », *ibid.*, p. 494.

6. C. Péguy, « Bernard-Lazare », OPC, vol. 1, p. 1207-1245.

7. Lettre citée par Robert Burac, *ibid.*, p. 1776. Pierre Deloire est un des noms utilisés par C. Péguy dans les *Cahiers*.

« J'ai pu écrire pendant les grandes vacances au moins les soixante premières pages, introduction, de mon travail ; mais ce travail se présente à moi comme si considérable que je ne sais pas s'il ne me demandera pas plusieurs années ; quelle qu'en soit la durée, il ne sortira pas un cahier de ma main, comme auteur, avant le cahier de ce portrait ; outre ce que je dois à une telle amitié, le portrait d'un tel homme, l'histoire d'une telle conscience est socialement, historiquement, et moralement, plus intéressante, plus utile, plus importante, que de démêler péniblement et vainement les machinations de tous nos fantoches<sup>8</sup>. »

### À nouveau en 1907 :

« Quand je publierai, si jamais je le publie, ce portrait de Bernard Lazare que j'avais commencé d'écrire presque aussitôt après sa mort, que je n'ai pas continué, que je n'ai pas achevé d'écrire – sait-on jamais si on finit, d'écrire, un portrait – parce que je n'étais assez vieux, que je publierai si je deviens assez vieux, dans ma nouvelle *Histoire de l'affaire Dreyfus et du dreyfusisme en France*<sup>9</sup>. »

### En 1910 enfin :

« Pour moi, si la vie m'en laisse l'espace, je considérerai comme une des plus grandes récompenses de ma vieillesse de pouvoir enfin fixer, restituer le portrait de cet homme extraordinaire<sup>10</sup>. »

Serait-il devenu assez « vieux » (au sens qu'il donne à ce mot), si la vie lui en avait laissé l'espace ? En tout cas, il n'a jamais fini d'écrire cette histoire et « fixé » ce portrait auxquels, pourtant, il n'avait cessé de penser. Puisque l'affaire a été « l'événement » de sa vie (« une seule et redoutable crise nous a pris et marqués », écrira Daniel Halévy) et que le nom de Bernard Lazare en désigne le « commencement<sup>11</sup> ». Initiateur du dreyfusisme, Bernard Lazare a également accompagné et aidé l'entreprise des *Cahiers*, au point que Péguy le désignera comme « l'ami intérieur, l'inspirateur secret, je dirai très volontiers, et très exactement, le patron des *Cahiers*<sup>12</sup> ». Car, si l'occasion de leur création a été la question

8. C. Péguy, *ibid.*, p. 1361.

9. C. Péguy, *OPC*, vol. 2, p. 874.

10. C. Péguy, *OPC*, vol. 3, « Notre jeunesse », p. 55 : Bernard Lazare était « l'un des plus grands noms des temps modernes », « l'un des plus grands parmi les prophètes d'Israël ».

11. C. Péguy, « Bernard Lazare », *OPC*, vol. 1, p. 1211 : « Le commencement de l'affaire fut quand un homme [...] résolut de montrer que le capitaine Dreyfus était **innocent**. » Dreyfus est arrêté et mis au secret le 15 octobre 1894, le 17 novembre Bernard Lazare publie un article dans *La Justice*, « Le nouveau ghetto », où il dénonce la campagne antisémite entourant l'arrestation. Mathieu Dreyfus le rencontre en février 1895 et aussitôt Bernard Lazare rédige un mémoire sur le procès, en relevant les illégalités. Ce premier mémoire, « Une erreur judiciaire. La vérité sur l'affaire Dreyfus », ne sera édité qu'en novembre 1896 à Bruxelles et envoyé sous pli fermé aux journaux et aux parlementaires : Dreyfus est « innocent », le procès doit être « révisé ». Dans un second mémoire, publié un an plus tard, il insiste sur le rôle de l'antisémitisme dans toute l'affaire et termine ainsi : « J'ai défendu le capitaine Dreyfus, mais j'ai défendu aussi la justice et la liberté. » Voir J.-D. Bredin, *Bernard Lazare*, Paris, Éd. de Fallois, 1992 ; V. Duclert, *L'affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1994 ; et Id., « Les intellectuels, l'antisémitisme et l'affaire Dreyfus », *Revue des Études juives*, 158, 1999, p. 105-211.

12. C. Péguy, *OPC*, vol. 3, p. 58.

de la liberté de la presse à l'intérieur du mouvement socialiste, intellectuellement et éthiquement ils sortent directement de l'expérience de l'affaire Dreyfus. S'adressant au « véritable personnel dreyfusiste », ils veulent être des « cahiers de renseignements », au service de la vérité.

Partant d'une interrogation immédiate – comment pourrait-on faire une histoire de l'affaire Dreyfus et du dreyfusisme? –, ce portrait ou tombeau de Bernard Lazare, du moins son amorce, engage en fait une réflexion sur les conditions de possibilité de l'écriture de l'histoire. Péguy commence par relever ce qu'il appelle deux « contrariétés préliminaires », venues de la mémoire. Nous prenons « à l'envers » tous les événements du passé. Quand, partant du présent, nous cherchons à atteindre les commencements de l'affaire, nous sommes d'abord contraints de passer « plus ou moins sommairement par des séries formées des événements intercalaires », et ensuite nous ne pouvons pas « oublier » ces séries intercalaires (« quand nous voulons nous rappeler le gland, nous ne pouvons pas oublier totalement le chêne »). Il convient, en outre, de s'entendre sur le sens de commencement : le commencement que nous atteignons en remontant les événements n'est pas le commencement, mais « la première manifestation ».

« Le commencement fut quand un homme, jeune, assez connu, isolé, indépendant, libre, sans hausser la voix, sans froncer les sourcils, sans forcer le regard et sans faire un geste, silencieux, dans le mystère et dans le calme de sa conscience, résolu de montrer que le capitaine Dreyfus était **innocent**<sup>13</sup>. »

Vient ensuite une difficulté, non pas extrinsèque, mais « intérieure » et « essentielle » : celle de l'évaluation historique, qui pose le problème de la détermination d'unités. Péguy oppose alors, en recourant au langage cartésien (mais un cartésianisme traversé de bergsonisme), la matière étendue à la matière pensante.

« Dans les opérations de mesure matérielle, dans les mensurations mathématiques, mécaniques, physiques, chimiques et autres, dans les opérations qui portent sur la matière étendue, cette matière présente elle-même assez d'éléments constants, assez de constances, qui justement ont permis de constituer des sciences de recommencements, pour que l'opérateur puisse élire parmi ces constances des unités [...] Dans les mensurations historiques au contraire, autant qu'il est permis d'accoupler ces deux mots, dans les évaluations de l'histoire [...] toute la matière pensante au sens large et total [du mot, c'est-à-dire pour finir] tous les faits sociaux présente ce caractère premier que, et à beaucoup près, les inconstances y dominant<sup>14</sup>. »

L'histoire n'est donc pas une science de recommencement. À ce point Péguy pourrait renvoyer l'histoire du côté de l'art, mais il estime alors que l'histoire « est,

13. C. Péguy, « Bernard Lazare », *OPC*, vol. 1, p. 1211-1212.

14. *Ibid.*, p. 1214, 1215.

sommairement, la seule science de la matière pensante» et que le travail historique est un «travail scientifique». Dans ces conditions, la plus grosse difficulté de l'histoire, «science d'inconstances», sera «la constitution d'unités». Difficulté, à coup sûr, mais pas impossibilité. Car il n'y a pas que de l'inconstance, mais aussi des constances dans la matière pensante.

Ces deux contrariétés préliminaires et cette difficulté intérieure entraînent que «c'est une immense difficulté que de faire de l'histoire; et [que] bien peu d'auteurs méritent ce beau nom d'historiens<sup>15</sup>». Aussi est-il regrettable que la plupart des historiens n'aient guère «médité» sur tout cela, même s'il est sûr que «les méthodes ne remplacent pas la science». Péguy évoque alors – ici commence l'extrait que nous donnons – l'histoire qui, se voulant simple énumération des faits et simple narration des événements, a proscrit «tout jugement et, dans le jugement, toute évaluation». Son indéniable succès institutionnel ne signifie ni qu'elle ait tenu ce programme pour elle-même ni qu'il soit tenable. Vient alors l'interrogation sur jugement historique et jugement juridique qui, par le recours aux catégories du continu et du discontinu, retrouve, mais différemment, quelque chose des considérations précédentes sur les «constances» dans la matière étendue et les «inconstances» dans la matière pensante. Le juridique est du côté du discontinu (les délits et les peines sont gradués). Le jugement juridique «ne peut et ne doit accompagner la réalité que d'un mouvement discontinu», tandis que le jugement historique «doit accompagner la réalité d'un mouvement continu». Aussi nulle «tranquillité» pour l'historien, dont le rôle est moins de prononcer des jugements historiques que d'en élaborer constamment.

Laissant là la question du jugement historique, Péguy réfléchit, dans la suite du texte, sur les garanties juridiques et la formule «nul n'est censé ignorer la loi». Le jugement, mais il s'agira cette fois du jugement de l'histoire, et non plus de ce jugement où l'historien est l'opérateur, reparaitra dans *Clio*. Faire appel au jugement de l'histoire signifie alors en appeler au tribunal de la postérité: «Ce sont des pères qui font appel au jugement de leurs fils, qui n'ont qu'une pensée: comparaître, se citer eux-mêmes au tribunal de leurs fils<sup>16</sup>.»

Ces pages sur le jugement et l'évaluation ont d'autant plus leur place dans un ensemble sur les usages du passé que rares sont les réflexions sur ce point précis du jugement historique. On connaît certes la phrase de Marc Bloch, tirée de *Apologie pour l'histoire* (écrite pendant la guerre): «robepierristes,

15. *Ibid.*, p. 1219. Comme s'il dialoguait une fois encore avec Péguy, Lucien Febvre terminera son «Face au vent, Manifeste des Annales nouvelles» de 1946, en retrouvant la formule: «celui-là seul est digne de ce beau nom d'historien qui se lance dans la vie tout entier...» (*Combats pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1953, p. 43). Si la phrase commence avec Péguy, elle se poursuit en faisant appel à Michelet.

16. C. Péguy, «Clio», *OPC*, vol. 3, p. 1115.

anti-robepierristes, nous vous crions grâce : dites-nous simplement quel fut Robespierre » : juger, non, mais comprendre. Au début de son livre *Le juge et l'historien*, Carlo Ginzburg n'a pas manqué de rappeler cette exclamation, qui marquerait la claire sortie d'une conception judiciaire de l'histoire<sup>17</sup>. Mais, au fond, le refus du jugement, il est clairement chez les historiens décriés par Péguy et, d'abord, chez leur père à tous : Ranke, pour qui l'histoire devait se tenir dans ses limites. Elle ne devait prétendre ni « juger le passé » ni « enseigner le monde contemporain pour servir aux années futures », mais « seulement montrer comment les choses ont vraiment été ». La formule date de 1824. Une application scrupuleuse à l'excès ou scientiste de ce programme peut donner l'impression que l'histoire ne doit rien être d'autre qu'une énumération des faits.

Quant au livre de Ginzburg, s'il a été écrit, ainsi que l'indique le sous-titre « en marge du procès Sofri », le contexte plus large (entre l'Italie et les États-Unis) est celui de son combat contre le scepticisme en histoire : il s'agit donc moins du jugement historique que de la notion de « preuve », qui est au centre de son argumentation. Pour une théorie du jugement, il faut, si je ne me trompe, se tourner vers une philosophe (soucieuse de l'histoire, tout comme l'était Péguy), Hannah Arendt. Péguy était parti de l'affaire Dreyfus, elle partira du procès Eichmann pour engager une réflexion de grande ampleur (qu'elle n'achèvera pas) sur cette « faculté qui consiste à penser le particulier » (Kant) ; mais, poursuit-elle, « penser veut dire généraliser : il est donc la faculté qui combine de manière énigmatique le particulier et le général<sup>18</sup>. »

17. C. Ginzburg, *Le juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri*, Lagrasse, Verdier, 1997, p. 20-21 (1<sup>re</sup> éd. Turin, 1991).

18. H. Arendt, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, 1997, p. 115. Le livre de D. Bensaïd, *Qui est le juge? Pour en finir avec le tribunal de l'histoire*, Paris, Fayard, 1999, fait naturellement place aux réflexions de H. Arendt, avant de proposer sa propre réponse à la question « Qui juge? ».

## LE JUGEMENT HISTORIQUE\*

C'EST UNE IMMENSE DIFFICULTÉ que de faire de l'histoire ; et bien peu d'auteurs méritent le beau nom d'historiens ; nier ces difficultés n'a jamais été les anéantir ; c'est en vain que des écoles scolaires, aujourd'hui discréditées, ont voulu réduire l'histoire à devenir la simple énumération des faits, la simple narration des événements ; c'est en vain qu'elles ont voulu proscrire tout jugement, et, dans le jugement, toute évaluation ; ces écoles scolaires, livresques, officielles peuvent dominer le marché des situations universitaires ; elles continueront sans doute un assez long temps à fournir des professeurs d'État pour l'enseignement d'État d'une histoire d'État ; nous n'avons pas à faire aujourd'hui l'histoire de l'histoire et des historiens ; nous laisserons à ces fonctionnaires les situations, les distinctions, les promotions, nous leur laisserons les décorations et les avancements extraordinaires ; ils ne sont pas de véritables historiens ; leurs travaux ne sont pas de véritables travaux historiques ; ces fonctionnaires de gouvernement ont pu servir aux véritables historiens ; les travaux qu'ils ont fournis, pourvu qu'ils soient par de véritables historiens scrupuleusement revus et critiqués, ont pu servir aux véritables travaux historiques ; mais le travail, souvent très considérable, qu'ils ont fourni n'est pas lui-même entré dans l'héritage commun de l'humanité.

Je demande ici que l'on ne se méprenne aucunement sur ma pensée ; autant que personne je respecte ces modestes professeurs et instituteurs d'histoire de l'enseignement primaire, de l'enseignement primaire supérieur, et surtout de l'enseignement secondaire qui font honnêtement et modestement leur métier ; pour la plupart ils font véritablement et ils enseignent véritablement de l'histoire ; et presque tous ils accomplissent le devoir aujourd'hui le plus rare, le devoir dont l'accomplissement manque le plus dans la société contemporaine : ils exercent

\* Extrait de C. Péguy, « Bernard-Lazare », in *Œuvres en prose complètes*, Paris, Gallimard, 1987, vol. 1, p. 1219-1228 (« Pléiade »). © Éditions Gallimard.

régulièrement un métier ; non seulement je les respecte, mais je ne puis oublier que c'est parmi ces honnêtes gens, parmi ces hommes de métier, que nous avons plusieurs des amitiés solides qui n'ont pas cessé de nous reconforter dans le débat que nous soutenons contre les démagogies politiques parlementaires.

Ce n'est pas à eux que j'en ai, mais à leurs ennemis au contraire, et à leurs parasites, et à leurs déposseurs ; notre ennemi, c'est notre maître ; j'en ai à certains maîtres, non pas maîtres d'enseignement, mais maîtres de domination, maîtres d'honneurs et maîtres d'avancements ; j'en ai à deux maîtres\*\*, dont l'un est un parfaitement honnête homme ; à deux maîtres dont les élèves ont pour la plupart formé des syndicats, constitué des compagnies d'avancement, de gloire scolaire, universitaire, et de réussite ; ces élèves, nationalement et régionalement organisés en un parti qui n'est nullement un parti de classes, comme ils diraient, car ils ont cette forme d'esprit, vivent sur les hommes de métier, sur les modestes maîtres d'enseignement ; ils détiennent, ils ont occupé beaucoup de situations qui revenaient aux hommes de métier ; ils avancent au choix, laissant la modeste et la lente ancienneté aux professeurs qui professent ; ils dominent l'histoire et l'enseignement de l'histoire ; ils dominent le personnel enseignant et même le personnel scientifique des historiens.

Or ils ont fondé leur domination sur l'invention d'une histoire qu'ils ont réduite officiellement à devenir une simple énumération des faits, une simple narration des événements\*\*\* ; ils ont imaginé une histoire d'où ils ont officiellement banni tout jugement, et dans le jugement toute évaluation, une histoire d'où ils ont officiellement éliminé tout portrait, proscrit toute morale, toute conclusion, et les tableaux, qui sont les portraits des situations.

Qu'ils aient eux-mêmes tenu leur engagement, c'est-à-dire qu'ils n'aient fait de leur histoire qu'une simple énumération des faits et une simple narration des événements, c'est ce qu'il nous sera permis de nous demander quelque jour ; un jour nous nous demanderons s'il est vrai, c'est-à-dire s'il est conforme à la réalité des faits et des événements, des hommes et des situations, nous nous demanderons s'il est vrai même au sens de nos maîtres et de nos dominateurs, c'est-à-dire s'il est conforme à la réalité des seuls faits et des seuls événements que l'histoire politique de l'Europe contemporaine\*\*\*\* et du monde civilisé aboutisse non pas

\*\* Il s'agit vraisemblablement d'Ernest Lavisse (1842-1922), professeur d'histoire moderne à la Sorbonne (1888), membre de l'Académie française (1892) et directeur de l'École normale supérieure (1904-1918), et de Charles Seignobos (1854-1942), enseignant l'histoire contemporaine à la Sorbonne à partir de 1883, considéré par nombre de ses proches comme un homme civil et attachant. Charles Andler écrivait ainsi de lui : « On a peine à parler de façon critique de ce maître, parce qu'on ne peut guère le connaître sans l'aimer ». (Nde.)

\*\*\* C.-V. Langlois, C. Seignobos, *Introduction aux études historiques*, Paris, Hachette, 1898, réédition, Paris, Kimé, 1992. (Nde.)

\*\*\*\* E. Lavisse, *Vue générale de l'histoire de l'Europe politique*, Paris, A. Colin, 1890 ; C. Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine. Évolution des partis et des formes politiques, 1814-1896*, Paris, A. Colin, 1897. (Nde.)

même à la glorification, mais à la simple justification du gouvernement démocratique politique parlementaire ; nous nous demanderons s'il est vrai que l'histoire politique de la Révolution française\*\*\*\*, inaugurant l'histoire politique de l'Europe contemporaine, aboutisse, déjà elle, au même combisme ; et nous aurons à nous demander comment il se fait que tant d'impersonnalismes et tant d'objectivismes aboutissent, comme par hasard, à tant de défense républicaine au moment même où c'est par le moyen de la défense républicaine que les arrivistes arrivent ; nous aurons à nous demander par quel hasard tant d'impersonnalismes et tant d'objectivismes conduisent, avec des vitesses uniformément accélérées, tant d'impersonnalistes et tant d'objectivistes à des conclusions pratiques et à des situations éminemment individualistes ; nous aurons à nous demander si nos maîtres et plusieurs de nos camarades et nos dominateurs n'ont pas proscrit aussi rigoureusement la morale afin de laisser place à la politique ; nous nous demanderons s'ils n'ont pas introduit dans l'histoire la politique, parlementaire ; considérant la faveur qu'ils reçoivent du monde politique parlementaire et du gouvernement démocratique, nous nous demanderons si tant de faveur est fortuite, et si elle est désintéressée, ou si elle ne vient pas au contraire d'une sympathie et d'un intéressement, sympathie inconsciente et consciente, mais intelligente et inévitable, d'une ressemblance, d'une familiarité, d'une affinité, d'une parenté ; nous nous demanderons si elle ne vient pas d'intérêts liés, intérêts profonds et intérêts apparents ; nous aurons à nous demander si les politiques parlementaires et le gouvernement démocratique ne reconnaissent pas en eux, s'ils n'ont pas raison de reconnaître en eux des hommes à eux, des hommes comme eux ; nous aurons à nous demander si nos maîtres, au lieu d'être des historiens, comme ils disent, et comme ils croient souvent, ne sont pas, eux aussi, dans une société, dans un monde politique parlementaire et gouvernemental, comme et parmi tant d'autres, comme et parmi tant de fonctionnaires, des politiques en réalité, des parlementaires, des gouvernementaux et des gouvernements. Aujourd'hui et provisoirement nous acceptons comme authentique et sincère l'idée où nos maîtres ont fondé leur domination : que l'histoire se réduit à une simple énumération des faits, à une simple narration des événements, qu'elle n'admet aucun jugement, aucune morale, aucun portrait, et, dans le jugement, aucune évaluation.

Qu'est-ce que le jugement, qu'est-ce que la morale, qu'est-ce que le portrait, et qu'est-ce en histoire que l'évaluation ; qu'est-ce que le jugement historique ; il est évident que le jugement historique n'est pas un jugement judiciaire ; nous savons par une expérience malheureusement abondante – et de cette expérience l'affaire Dreyfus ne fut qu'une illustration parmi et après tant d'autres –, nous savons

\*\*\*\* A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française. Origines et développement de la démocratie et de la République*, Paris, A. Colin, 1901. (NdE.)



pour l'avoir éprouvé combien peu les jugements judiciaires, militaires et civils à peu près également, sont juridiques, et combien surtout ils sont peu justes ; or ce que nous demanderons d'abord aux jugements historiques, en admettant provisoirement qu'il y en ait, ce sera d'être justes.

Le jugement historique est déjà un jugement juridique, mais il n'est pas seulement un jugement juridique ; il est un jugement juridique, et il dépasse le jugement juridique ; il emplit, et il déborde le jugement juridique ; le jugement juridique définit le jugement historique, mais il ne le définit que comme une définition nécessaire et insuffisante ; le jugement historique est un jugement juridique en ce sens que toutes les garanties de droit que la loi de procédure accorde aux inculpés nous devons de nous-mêmes les accorder aussi aux personnages de l'histoire ; et le jugement historique dépasse le jugement juridique au moins en deux sens : premièrement en ce sens que nous devons accorder aux personnages de l'histoire même des garanties qui ne sont pas accordées aux inculpés par la loi de procédure ; et deuxièmement en ce sens beaucoup plus intéressant encore, et sur lequel nous reviendrons quelque jour, que le jugement historique doit accompagner la réalité d'un mouvement continu, tandis que le jugement juridique ne peut et ne doit accompagner la réalité que d'un mouvement discontinu ; le jugement historique est sensiblement au jugement juridique, autant qu'il est permis d'user de ces comparaisons, comme la géométrie est à l'arithmétique ; la géométrie est sinon la mathématique du continu, au moins la mathématique d'un continu, l'espace, qui nous est donné ou que nous nous représentons continu ; l'arithmétique est la mathématique du discontinu ; autant qu'on peut user de ces comparaisons, le jugement historique doit ainsi accompagner d'un mouvement continu le mouvement continu de la réalité ; il doit se plier à toutes les souplesses de la réalité mouvante ; le jugement juridique ne peut au contraire et ne doit procéder que pas à pas ; il ne peut et il ne doit se mouvoir que par sauts ; il ne peut et il ne doit se mouvoir qu'après que la réalité qu'il accompagne a fait assez de chemin pour justifier pour ainsi dire un déclenchement, un pas, un changement de traitement, une aggravation ou un allègement ; juridiquement les délits et les crimes sont gradués, c'est-à-dire qu'ils sont manifestés, représentés, symbolisés, signifiés, traduits en langage discontinu ; puisque toutes gradations, et toutes graduations également ne sont par définition que des représentations du continu ou du discontinu en langage discontinu, n'étant par étymologie que des introductions dans le continu ou dans le discontinu de traits, comme sur un thermomètre, de raies, de marques, de degrés, de marches d'escalier pour monter ou pour descendre ; ainsi les gradations et les graduations, qui sont en un sens un hommage rendu à la continuité, ne sont un hommage rendu à la continuité que par la discontinuité par les moyens de la discontinuation ; placés devant le mouvement continu de la matière, de la réalité pensante, nous pouvons adopter trois attitudes : ou bien refuser d'introduire dans nos travaux des gradations et des

graduations, rester en deçà du degré dans une constance qui est celle de la matière étendue et qui nous vient de la matière étendue ; ou bien nous pouvons introduire dans nos travaux des gradations et des graduations ; ou bien essayer de franchir le grade, essayer d'accompagner d'un mouvement continu le mouvement continu de la réalité pensante continue ; la première attitude est intenable ; c'est l'attitude intenable de ceux qui veulent traiter la matière pensante, nourrie d'inconstances, comme si elle était de la matière étendue, peuplée de constances, et l'histoire, qui n'est pas une science de recommencements, comme si elle était une science de recommencements ; quand travaillant sur de la matière pensante continue nous nous refusons d'introduire dans nos travaux des gradations et des graduations, reniant l'inconstance et la continuité, qui sont de la matière pensante, continue, nous nous refusons par là même toute représentation utile, approchée ou vraie, de la réalité pensante continue ; nous nous mettons hors travail ; nous nous refusons les instruments et les méthodes ; mais si la première attitude est intenable, étant à contresens, la deuxième attitude est imparfaite ; la deuxième attitude est celle du juriste ; elle est imparfaite, volontairement, statutairement : quand travaillant sur la matière pensante continue nous introduisons et quand nous multiplions dans nos travaux les gradations et les graduations, nous reconnaissons par là même que cette fois nous accompagnons bien, autant que nous le pouvons, le mouvement continu de la réalité pensante continue, nous avouons l'inconstance et la continuité puisque nous les poursuivons, mais que nous ne l'accompagnons, et que nous ne voulons l'accompagner que dans un langage discontinu, par les moyens de la discontinuation ; juridiquement les délits et les crimes sont gradués ; juridiquement le crime ou le délit n'apparaît, le commencement de crime ou de délit n'apparaît, l'accroissement de crime ou de délit n'apparaît, le crime ou le délit n'est qualifié, ne compte, n'est enregistré, n'est défini qu'autant que non juridiquement dans la réalité le crime ou le délit historique et moral a fait assez de chemin pour justifier pour ainsi dire juridiquement un déplacement du droit ; le juridique ne saisit pas les commencements de crimes ou de délits, ni les accroissements, qui sont aussi des commencements, et réciproquement, tant que ces commencements et que ces accroissements n'ont pas empli pour ainsi dire un degré juridique ; et c'est ici une des raisons pour lesquelles, sans aucune exception juridique, le juridique ne saisit pas les intentions tant qu'elles n'ont pas été suivies d'un commencement d'exécution ; les intentions ne se graduent pas ; les exécutions seules et leurs commencements se graduent ; juridiquement aussi les peines sont graduées, c'est-à-dire que la sanction accompagne d'un mouvement discontinu, traduit en textes discontinus les délits et les crimes, répond en textes discontinus juridiques de pénalités juridiques aux textes discontinus juridiques de définitions juridiques de crimes et de délits non juridiquement, réellement continus ; dans la réalité les crimes et les délits sont commis continûment ; dans la continuité, réelle, des crimes et des

délits commis les textes qui définissent découpent et saisissent des degrés de crimes et de délits juridiques, et les textes qui punissent découpent et saisissent, pour faire la réponse, des degrés de pénalités juridiques ; tout se passe en articles : *crimes et délits prévus et punis par les articles tant, tant et tant, paragraphes tant* ; or comme son nom l'indique l'article, moyen d'articulation, siège d'une articulation, est l'organe, le même instrument d'une organisation, d'une discontinuation. Pourquoi le juridique procède ainsi graduellement, pourquoi le jugement juridique est graduel, gradué, c'est ce que nous nous demanderons quelque jour, le jour où nous examinerions en eux-mêmes et pour eux-mêmes les jugements juridiques ; aujourd'hui nous ne les considérons, après les jugements judiciaires, qu'à l'égard des jugements historiques ; nous ne les considérons qu'autant qu'il est indispensable de les considérer pour considérer utilement, autant que nous en avons besoin, les jugements historiques. À cet égard nous pouvons nous arrêter à cette proposition que le jugement juridique, volontairement, statutairement, accompagne d'un mouvement discontinu le mouvement continu de la réalité criminelle et délictueuse ; le juridique fait un édifice, une construction d'échafaudages, d'échelles, de degrés, de marches et d'escaliers ; le juridique est à la réalité criminelle et délictueuse, autant qu'il est permis d'user de ces comparaisons, comme la mosaïque est au dessin ou à la réalité qui lui a servi de modèle, comme la tapisserie faite sur canevas est au dessin souple et courbe ou à la réalité qui lui a servi de modèle ; ou si l'on veut redemander à la philosophie aristotélicienne une expression particulièrement utile, nous pouvons dire que le juridique est une imitation en langage discontinu, imitation volontaire et statutaire, imitation double, imitation pour prévoir, imitation pour punir, de la réalité criminelle et délictueuse continue, fraction de la réalité, de la matière pensante inconstante et continue. Moralement au contraire, historiquement nous devons, autant que nous le pouvons, accompagner d'un mouvement continu le mouvement continu de la réalité.

Le jugement historique, en admettant provisoirement qu'il y en ait un, ne se réduit pas au jugement judiciaire ; il ne se réduit pas même au jugement juridique ; il passe le jugement judiciaire en ce sens qu'il est juste ; il répond au jugement juridique en ce sens qu'il exige les mêmes garanties que le jugement juridique ; il passe le jugement juridique en deux sens au moins : premièrement en ce sens qu'il exige des garanties que le jugement juridique n'exige pas ; deuxièmement en ce sens qu'il accompagne d'un mouvement continu le mouvement continu de la réalité.

C'est dire que le jugement historique, en admettant provisoirement qu'il y en ait un, ne se réduit à aucun jugement antérieur, qu'il ne se réduit à aucun jugement inférieur, et qu'il est proprement le jugement historique. Premièrement il exige des garanties que le jugement juridique n'exige pas ; les garanties juridiques sont limitées ; elles sont elles-mêmes discontinues, comme l'est tout le système

juridique, et leurs limites mêmes sont graduées ; la garantie juridique ne se meut qu'autant que l'inculpation elle-même a fait assez de chemin pour justifier pour ainsi dire une intervention, un commencement, un accroissement de garantie correspondant pour la défense de l'inculpé ; la garantie juridique se meut d'un mouvement discontinu comme se meut la définition juridique du délit ou du crime et comme se meut l'inculpation juridique de délit ou de crime et comme se meut la punition juridique pour le délit ou pour le crime, définition, inculpation, punition à qui la garantie juridique elle-même répond ; la garantie juridique, située en face de la définition juridique, de l'inculpation juridique, de la punition juridique symétriquement comme la défense en face de l'accusation, accompagne d'un mouvement discontinu symétrique le mouvement discontinu de la définition juridique, de l'inculpation juridique, de la punition juridique, de tout le juridisme inquisiteur, accusateur et punisseur ; en outre elle se termine, elle se contente à des limites arrêtées ; outre qu'elle est sensiblement, sommairement juste, elle est commode ; commode pour tout le monde, commode pour l'inculpé, qu'elle garantit sommairement, commode pour l'instructeur, pour le juge, qu'elle garantit sommairement aussi ; elle est de la part du juriste comme une concession une fois faite, comme un consentement une fois donné, comme un arrangement, mutuel, une fois consenti ; elle n'est pas instituée seulement pour garantir l'inculpé contre les abus de la procédure ; c'est là son institution officielle, et en un sens elle répond en effet à son institution officielle ; mais elle a aussi une utilisation, officieuse, moins apparente, non moins importante : elle rassure le juriste ; elle ne garantit pas seulement l'inculpé, le poursuivi, elle ne le rassure pas seulement sur les abus de procédure subis ou éventuellement subis ; elle garantit, elle rassure le juriste et le poursuivant, le processeur, le juriste sur le droit, sur les abus de procédure que le droit permettrait, le processeur sur les abus de procédure commis, exercés ou éventuellement commis ; et telle est sa deuxième destination ; tout le monde y trouve son compte ; l'inculpé ne demande qu'à se réfugier de marche en marche ; il ne demande qu'à se cantonner dans les réduits qu'on lui a préparés ; le juriste aussi, le processeur est tout content d'être ainsi garanti contre lui-même, contre ses passions, contre sa partialité, contre ses propres abus, éventuels ; ainsi la garantie juridique est un appareil commode pour les consciences commodes ; nous sommes si habitués à constater les innombrables et graves manquements judiciaires au respect des garanties juridiques, nous sommes si habitués à ressentir et à manifester de ces manquements une indignation perpétuelle que nous sommes tentés de ne pas constater assez combien les garanties juridiques elles-mêmes sont précaires, sommaires, grossières ; il y a le mauvais juge, qui ne respecte pas les garanties juridiques ; mais il y a le bon juriste, et le bon processeur, qui établit et qui respecte les garanties juridiques, se conformant aux indications, aux exigences de sa conscience légale juridique ; ainsi fonctionnant, la conscience du juriste, comme juriste, est une

conscience commode, sommaire, graduée, limitée ; pourvu que les formes juridiques, pourvu que les garanties juridiques soient respectées, tout le monde n'a plus qu'à se tenir tranquille ; nul n'a rien à réclamer ; en fait nul ne réclame ; l'inculpé, qui redoutait les mésaventures judiciaires, est tout heureux de n'avoir plus à redouter que des mésaventures juridiques, déterminées, limitées ; la paix règne ; la conscience du juriste admet des quiétudes ; la conscience du juriste lui permet et lui mesure des repos.

L'historien, le moraliste ne connaît pas ces repos ; sa conscience est toute inquiétude ; il ne lui suffit pas en effet d'accorder aux personnages de l'histoire, ces grands inculpés, les garanties juridiques, les garanties légales, modestes, limitées, déterminées, sommaires, précaires, grossières que le juriste et que le processeur accorde aux inculpés juridiques, le juge aux inculpés judiciaires ; l'historien ne prononce pas de jugements judiciaires ; il ne prononce pas des jugements juridiques ; on peut presque dire qu'il ne prononce pas même des jugements historiques ; il élabore constamment des jugements historiques ; il est en perpétuel travail.

V

# VARIATIONS MAROCAINES AUTOUR DU MOMENT COLONIAL

ENTRE CULTURE historique et historiographie professionnelle<sup>1</sup> la dissymétrie est avérée. La seconde est de formation nettement récente, puisqu'au début des années 1970, le Maroc ne comptait à peine que deux dizaines de chercheurs de formation universitaire, venus parfois d'autres disciplines et travaillant sur des époques et des champs dispersés. Depuis lors, si la population des historiens s'est nettement accrue et diversifiée, la production d'ouvrages destinés à un public étudiant prime encore sur la production de travaux d'histoire issus de véritables itinéraires de recherche ; autrement dit le pays en est à la mise en place de l'historiographie universitaire.

À l'opposé, l'ensemble du champ politique et culturel est saturé d'histoire, car le passé est un espace fondamental de légitimation pour les principales forces en présence : la monarchie, les forces politiques issues du mouvement nationaliste anticolonial, la mouvance islamiste, et la mouvance berbériste. Il serait d'ailleurs intéressant d'explorer les modalités et lieux de production de discours sur le passé en dehors de la sphère universitaire : livres scolaires, mémoires, ouvrages d'historiens amateurs, textes politiques...

## Usages politiques du passé

La recherche marocaine récente accorde un intérêt extrêmement limité aux usages sociaux et politiques du passé. S'agit-il de handicaps méthodologiques, liés notamment à un manque d'intérêt pour l'historiographie, et à la marginalisation institutionnelle de disciplines comme la philosophie, la psychologie et la sociologie ? Serait-ce un effet d'une dynamique de réappropriation nationaliste hantée

1. Sur la distinction entre l'histoire comme mémoire collective et l'histoire des historiens de métier, voir J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 194 (« Folio »).

par la volonté de « rétablir les faits » et donc de concentrer l'effort sur l'exploration des Archives nationales, dont l'accès est encore malaisé, voire aléatoire<sup>2</sup>? Si l'œuvre pionnière d'Abdallah Laroui a surtout imprégné le milieu des philosophes et des sciences sociales, les historiens y ont apprécié un effort de décolonisation de l'histoire mais n'ont pas vu que l'auteur avait généralement traité l'histoire comme historiographie<sup>3</sup>.

Le présent comme lieu d'observation est marqué par une expérience politique de transition démocratique qu'on pourrait qualifier d'« alternance arrangée ». Processus très actuel, encore entaché d'incertitudes, et qui pourrait engager dans le long terme l'ensemble du système politique. Au-delà des déclarations d'intentions et des objectifs affichés par les uns et par les autres, l'évolution concrète de cette expérience ne manquera pas d'influencer l'appréciation des différents protagonistes dans leurs choix au présent, comme dans l'usage qu'ils font de la mémoire et du rapport qu'ils entretiennent avec le passé.

## Le moment colonial, un repère important

Le pouvoir colonial a élaboré sa stratégie institutionnelle et culturelle après une longue fréquentation de la société et du pouvoir marocains, et au terme d'un processus de domestication qui a progressivement évolué du bas vers le haut. La formule même du protectorat, instauré en 1912, a couronné un processus remarquable d'extension de protections consulaires qui a affecté différentes couches de la société marocaine.

Le pouvoir colonial n'a pas cherché à se légitimer par la négation de l'existence d'une entité nationale marocaine, mais plutôt par un programme de « réforme assistée » en faveur d'un État et d'une nation séculaires. C'est là une différence importante avec le cas algérien. Il est intéressant de remarquer que les nationalismes politiques des deux pays ont d'abord commencé par prendre le pouvoir colonial au mot : revendication des droits liés à l'assimilation dans un cas, retour au texte du protectorat dans l'autre ; d'où le paradoxe, au Maroc, d'un discours du colonisateur pris parfois comme référence pour appuyer la contestation nationaliste. On a souvent invoqué la circulaire du « coup de barre », datée du 18 novembre 1920, et que le résident général Lyautey adressa à ses proches collaborateurs.

« Ici nous avons réellement trouvé un État et un peuple. Il passait, il est vrai, par une crise d'anarchie, mais crise relativement récente et plus gouvernementale que sociale.

Si le Makhzen n'était plus qu'une façade, du moins tenait-elle encore à peu près debout, et il

2. A. Sebti, « Histoire sociale et questions de méthode » (en arabe), in Collectif, *Recherches sur l'histoire du Maroc. Esquisse de bilan*, Rabat, Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat, 1989, p. 43-57.

3. Retenons deux titres illustrant les deux aspects de l'apport d'A. Laroui : *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, François Maspero, 1967 ; *L'histoire du Maghreb. Un essai de synthèse*, Paris, François Maspero, 1970.



suffirait de remonter à peu d'années pour retrouver un gouvernement effectif, faisant dans le monde figure d'État, avec de grands ministres, des ambassadeurs ayant frayé avec les hommes d'État européens, et dont plusieurs survivaient toujours.

Mais, au-dessous du Makhzen, la plupart des institutions étaient encore debout, diverses selon les régions, mais représentant vraiment des réalités.

Si c'étaient, au Sud, les grandes et solides organisations féodales, c'étaient, dans le reste du Maroc, des institutions communales et sociales : administration des villes fort bien gérées comme nous pûmes encore le constater dans les années qui précédèrent le protectorat ; corporations, *djemas* des tribus, grandes firmes commerciales avec les agents résidant dans les grands ports anglais, allemands, italiens. Rien d'analogue n'existait en Algérie.

Ajoutons que la masse du peuple, en majorité berbère, n'a rien de l'inertie habituelle des musulmans de l'Orient. Elle est laborieuse, active, avide d'instruction, ouverte aux nouveautés, attachée au sol, à la prospérité, à la culture, nullement nomade<sup>4</sup>.

Il vaudrait la peine d'approfondir, de manière comparative, le discours lyautéen (avec celui de Cromwell sur l'Égypte?) et d'en rechercher la genèse et l'élaboration tant dans la formation de Lyautey, que dans les réseaux du milieu colonial et intellectuel intéressé par les enjeux de la « Question marocaine<sup>5</sup> ».

## Différents types d'écriture historiographique

La crise culturelle liée à la domination coloniale a provoqué différents types d'écriture historiographique qui ont contribué à modeler la mémoire collective.

*Une récapitulation de l'histoire dynastique* : gommant les ruptures doctrinales et spatiales, et soulignant une continuité totale de l'entité nationale (voir *l'Istiqsâ* d'Ahmed Nâsirî, mort en 1897). Ainsi, au niveau territorial, on distingue peu entre séquences marocaines et séquences maghrébines ; et au niveau doctrinal, on tend à projeter dans le passé une continuelle appartenance au sunnisme, pas toujours vérifiée dans les faits. La même trame dynastique sera reprise par l'archéologue français Henri Terrasse, dans une synthèse événementielle publiée en 1949, et qui sera invoquée plus tard comme étant un manuel emblématique d'une historiographie colonialiste<sup>6</sup>. En fait, il faudrait suivre de manière méthodique les cheminements différents et les emprunts entre auteurs français et tradition historiographique locale.

4. Voir le texte de la circulaire in G. Delanoë, *Lyautey, Juin, Mohammed V : fin d'un protectorat*, Paris, L'Harmattan, 1988, t. 1, p. 27-33.

5. E. Burke III, « La Mission scientifique au Maroc », in *Recherches récentes sur le Maroc moderne*. Actes de Durham, n° sp. de *Bulletin économique et social du Maroc. Documents*, 138-139, 1979, p. 37-56 ; pour une approche conceptuelle, L. Valensi, « Le Maghreb vu du Centre : sa place dans l'école sociologique française », in J.-C. Vatin, ed., *Connaissances du Maghreb. Sciences sociales et colonisation*, Paris, Éd. du CNRS, 1984, p. 227-244.

6. H. Terrasse, *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du protectorat français*, Casablanca, Atlantides, 1949, 2 vol.

*Une réaffirmation de la tradition dynastique* au niveau des institutions et du rituel, attitude qui n'est pas sans rapport avec la politique lyautéenne, imprégnée de monarchisme métropolitain, et magnifiant la « royauté » marocaine pour en faire un outil de domination et de conservatisme<sup>7</sup>.

*Un mouvement d'historiographie urbaine et régionale.* On y identifie le prolongement d'une tradition arabo-islamique mais aussi un début de familiarisation avec les sources européennes, la fréquentation des chercheurs du protectorat, et donc une évolution relative de la conception de l'histoire. Signalons que les représentants les plus caractéristiques de cette écriture figurent aussi parmi les intellectuels fondateurs du mouvement nationaliste : Muhammad Dâwûd à Tétouan (correspondant anonyme du journal cairote *Al-Abrâm* pendant la guerre du Rif) ; et au moment même où « l'Association secrète » de Fès entamait son action, sous la direction d'Allal Fâsî, Mokhtâr Soussi présidait la première association culturelle de la même ville : c'est lui qui compilera par la suite, de manière quasi frénétique, une histoire monumentale du Souss berbérophone<sup>8</sup>.

Ces différents mouvements historiographiques se conjuguent dans l'œuvre de Abderrahmane Ibn Zaydân (mort en 1946). Celui-ci reconstitue le fonctionnement de l'institution monarchique marocaine ; il écrit aussi une histoire apologétique de la dynastie alaouite, puis une histoire de la ville de Meknès sous forme d'un répertoire biographique accordant une place de choix aux sultans et à l'élite makhzénienne (secrétaires, ministres, ambassadeurs), inhabituellement mêlés aux clercs et aux saints<sup>9</sup>. Ibn Zaydân donnait en outre des conférences dans des espaces universitaires créés par les autorités coloniales, tels que l'Institut des hautes études marocaines, noyau de l'actuelle Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat.

Dans le même temps, paraissaient des textes se situant formellement hors du champ historiographique, qui analysent la domination par l'Infidèle sur le modèle atemporel de la communauté égarée et impie : c'est le cas de Muhammad ibn Ja'far al-Kattânî dans sa *Nasîhat Abl al-Islâm*, lithographiée en 1908 (et réimprimée en 1989, précédée d'une préface du fils de l'auteur où celui-ci souligne, avec des accents nettement fondamentalistes, l'actualité des idées développées dans l'ouvrage)<sup>10</sup>.

7. D. Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc, 1912-1925*, Paris, L'Harmattan, 1996, vol. 1, p. 175-181.

8. Voir C.-O. Carbonell, « Un historien marocain entre la tradition et la modernité : Mohamed al-Mokhtar Soussi », in D. Chevalier, ed., *Les Arabes et l'histoire créatrice*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, p. 133-138.

9. A. Jirârî, S. Bensaïd Alaoui, A. Toufiq, *Abderrahman Ibn Zaydân*, Casablanca, Fondation ONA, 1998.

10. Voir l'analyse de l'ouvrage par M. Ayyadi (en arabe), in Id., ed., *Des repères dans l'histoire culturelle et religieuse du Maroc*, Casablanca, Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Casablanca-Aïn Chock, 1996, p. 237-271.

## Le moment colonial

Le moment colonial a inauguré l'affirmation de l'unité nationale au nom de l'idée de la nation menacée de démembrement ethnique. Il s'agit des événements de protestation liés à la promulgation du « *dahir* berbère » (1930). La politique berbère n'était que la réédition de la politique kabyle pratiquée auparavant en Algérie. En fait, dès 1914, le gouvernement colonial décrète que les tribus dites de coutume berbère doivent être administrées selon leurs lois et coutumes propres, sous le contrôle des autorités françaises<sup>11</sup>. Le *dahir* de 1930 va encore plus loin et habilite les juridictions françaises à statuer en matière pénale pour « la répression des crimes en pays berbère ». Ces mesures affectent l'aire d'exercice du droit musulman (et donc la légitimité religieuse du sultan) et portent atteinte à l'esprit du traité de 1912. De ce fait, contre la dichotomie Arabes/Berbères, c'est le thème de l'unité de la nation marocaine qui va catalyser l'opposition politique au protectorat ; et la politique berbère demeurera longtemps une sorte de péché originel qui délégitime toute revendication politique ou culturelle fondée sur l'identité berbère.

Le phénomène de « la commémoration comme pédagogie politique »<sup>12</sup>. La fête du Trône (18 novembre), inconnue auparavant, est conçue en 1933 (et officialisée en 1934) comme une initiative dotant le pays de sa première « fête nationale », moyen de légitimer la contestation nationaliste, et peut-être aussi de faire évoluer la monarchie – en tant que projet politique – d'une conception lyautéenne vers une autre, plus proche du modèle anglais. La même fête sera plus tard, après l'indépendance, utilisée pour fonder un nouveau rite appelé « fête de l'Allégeance ». C'est ici un processus d'« invention de la tradition »<sup>13</sup>, que la recherche pourrait repérer de manière plus large, tout en suivant les éventuels rapports avec le style politique adopté à partir des années 1960.

Une exaltation, au présent, du symbole monarchique, à travers l'image du sultan exilé (1953), payant le prix de son engagement dans le sillon du mouvement nationaliste. On peut y voir une véritable refondation politique, puisque la monarchie s'éloigne de la sorte de la représentation qui avait légitimé la domination européenne, et qui avait accepté plus tard d'être confinée dans une fonction protocolaire. Mais la nouvelle situation confirme l'hégémonie makhzénienne qui

11. Cette politique fut, au départ, un moyen envisagé par les autorités du protectorat, dans la région du Moyen-Atlas, pour pallier l'échec d'une stratégie fondée sur les grands commandements indigènes, et qui avait fait ses preuves dans l'Atlas de Marrakech. Voir D. Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat...*, p. 194-200.

12. P. Nora, « L'ère de la commémoration », in Id., ed., *Les lieux de mémoire*, III. *Les France*, 3. *De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1992, p. 979.

13. M. El Mansour, « The social uses of history », in M. Dahbi, M. Ezroua, L. Haddad, eds, *Cultural studies, interdisciplinarity, and the university*, Rabat, Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat, 1996, p. 295. Pour une approche théorique et comparative de cet aspect, voir E. Hobsbawm et T. Ranger, eds, *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 (1<sup>re</sup> éd. 1983).

s'inscrit dans la logique de l'évolution amorcée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>, c'est-à-dire au cours d'une mise en dépendance qui a épargné la souveraineté formelle de l'État marocain.

## Le mouvement colonial dans l'historiographie universitaire

Dans un premier temps, l'historiographie marocaine a opposé à la vulgate coloniale une contre-vulgate à tonalité apologétique quant à l'image et à la définition de l'État marocain de l'époque précoloniale. On a même affirmé parfois qu'elle est passée, au milieu des années 1970, d'une perspective nationaliste à une perspective imprégnée par l'histoire sociale<sup>15</sup>. Or, il est parfois malaisé de distinguer les deux phases, puisque la phase dite d'histoire sociale véhicule encore l'approche marquée par la phase nationaliste. C'est ainsi que le XIX<sup>e</sup> siècle a été l'objet d'un mouvement historiographique centré sur l'évolution sociale, notamment dans les campagnes. Avant même l'époque du protectorat, une certaine image coloniale affirmait l'existence de larges espaces de dissidence (*sîba*), où les tribus échappaient à la souveraineté effective de l'État. Et pour « contrebalancer » cette image, les chercheurs marocains ont souvent cherché à définir la société rurale dans son rapport constant avec l'État makhzénien ; dans ce mouvement, tous les éléments de tension entre État et société ont été ramenés à l'impact de la pénétration européenne. Conséquence paradoxale : une accumulation de travaux qui tendent à réhabiliter l'État traditionnel sans qu'avance réellement la connaissance de ce même État (institutions, rituel, sultans et personnages marquants).

L'histoire sociale, c'est en fait la monographie d'histoire locale, celle de la tribu (*zaouia*)<sup>16</sup> ; terrain méthodiquement balisé par les officiers des Affaires indigènes. La jeune historiographie marocaine tend à fétichiser la monographie ; elle l'articule de manière plus ou moins explicite avec une demande de mémoire, au nom d'un monde rural ignoré par la littérature historique antérieure. Et, de manière générale, l'intérêt pour l'histoire locale est relayé tant par les institutions universitaires nées d'une décentralisation maîtrisée, que par les institutions communales élues et les associations régionales, souvent conçues

14. A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, Paris, François Maspero, 1975, p. 434.

15. M. El Mansour, « La recherche historique depuis l'indépendance. Remarques générales » (en arabe), in Collectif, *Recherches sur l'histoire du Maroc...*, p. 17-27.

16. Le chantier fut initié par G. Ayache, mais le modèle fut la recherche d'A. Toufiq, *La société marocaine au XIX<sup>e</sup> siècle : Inultân, 1850-1912* (en arabe), Rabat, Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat, 1983. Il n'est pas sans intérêt de relever qu'Ayache est natif d'Algérie et appartenait à la mouvance communiste ; il a joué un rôle important dans la mise en relief des archives de l'État précolonial marocain ; le travail de Toufiq a, quant à lui, été rédigé en langue arabe, et il s'est objectivement inscrit dans la lignée des travaux occidentaux, à ambition théorique, et qui ont souvent porté sur la même région du Haut-Atlas.

comme des espaces de cooptation des élites locales<sup>17</sup>. Énumérons brièvement quelques-unes des entités représentées par ce mouvement associatif, en respectant les désignations en usage : Jbel Ayyachi, bassin de Safi, la Chaouia, Essaouira, Iligh, Taounate Ourdzagh, les Doukkala, la Grande Ismailiyya, Ribat al Fath, le Grand Atlas, le Tafilalt, Tétouan Asmir, Andouzen et les Gattioua, les Angad, le Bou Regreg, Fès-Saïs, la province de Béni Mellal et Azilal, Tiflet-Maâmora, le Grand Casablanca-Carières centrales. On se limite parfois aux noms de villes ou des régions ; on parle parfois d'« association culturelle et sociale », ou d'« association pour le développement et la solidarité », ou d'« association pour la sauvegarde, la promotion et le développement ». Il est aussi significatif d'observer la carrière des fondateurs de ces associations : gouverneurs, ministres, dignitaires du palais royal (chambellan, chef du secrétariat particulier du roi, chef des services de sécurité).

Le motif de l'identité locale est récupéré par le pouvoir central, et ce, à un niveau plus large, à travers le thème de la région comme facteur de territorialisation : les collectivités régionales se voient dotées de conseils élus qui bénéficient de compétences en matière de développement économique et social. Le système est présenté comme une réplique des *Länder* allemands ou de la décentralisation française. Le Sahara est la première région à avoir fonctionné selon ce système (très récemment généralisé au reste du pays), utilisé explicitement comme outil de négociation avec le mouvement séparatiste sahraoui, le Polisario. On est loin d'une « montée en puissance du local et du culturel, profondément destructeurs du national », puisque les valeurs locales sont paradoxalement distillées par en haut<sup>18</sup>. La revendication culturelle berbère semble présenter un processus inverse ; mais elle a été reconnue et récupérée dans le cadre de l'idée du pluralisme culturel<sup>19</sup>.

## Le moment colonial manipulé

Au fil des négociations entre le pouvoir makhzénien et les forces d'opposition issues du mouvement national, le moment colonial est l'objet d'une instrumentalisation continue. On la perçoit d'abord, évidemment, à travers une cadence commémorative effrénée qui s'investit dans des objets, des formes, des aires

17. Voir G. Denoëux et L. Gateau, « L'essor des associations au Maroc : à la recherche de la citoyenneté », *Monde arabe, Maghreb, Machrek*, oct.-déc. 1995, p. 19-39.

18. C'est en quelque sorte l'inverse du processus constaté en France. Voir P. Nora, *Les lieux de mémoire*, III-3, p. 986-987.

19. Voir A. M. Moudden, « Cultural struggles in Morocco », in *Cultural studies, interdisciplinarity...*, p. 135-145. L'auteur relève un mode spécifique de gestion des conflits culturels. Des similarités apparaissent notamment entre les réactions de l'État marocain face à trois mouvements : culture berbère, femmes et islamisme politique. Rappelons par ailleurs que le mouvement culturel « amazighe » a dû récemment dénoncer « le complexe du *dahir* berbère », thème que nous avons signalé plus haut.

socioculturelles, et connaît des degrés de retentissement divers ; mais aussi par le biais de colloques et de journées d'études sur le mouvement nationaliste, la Résistance et l'Armée de libération nationale, dans lesquels l'enjeu commémoratif et corporatiste semble primer sur l'enjeu du savoir<sup>20</sup>. Différentes instances sollicitent régulièrement des chercheurs universitaires, pas toujours spécialistes de la question, et qui se voient, dans la hâte, obligés d'inscrire leurs données dans des schémas convenus. La séquence coloniale, réduite à l'épopée nationaliste, est envisagée comme un espace de légitimation de l'élite politique. Sont requis tour à tour des acteurs, des épisodes, des récits ; des chronologies sont construites, et se multiplient toutes sortes d'opérations de récupération, voire de réinterprétation du passé colonial.

Acteurs et épisodes. Il est significatif, par exemple, que la phase du passage au protectorat soit très peu invoquée, avec notamment l'insurrection de Fès et le mouvement d'Ahmed El Hiba au Sud. Quant aux années de passage à l'indépendance, elles sont généralement déconnectées du contexte maghrébin, pourtant fondamental au niveau de la solidarité nationaliste et de la stratégie coloniale française. Une typologie des acteurs et des événements, qui confronterait les récits dominants avec les acquis des recherches récentes, reste à faire.

Différents récits ont été élaborés progressivement au cours des années qui ont suivi l'indépendance (1956) ; ils ont exprimé la configuration du champ politique, marqué à l'époque par l'hégémonie du parti de l'Istiqlal, puis la scission de celui-ci et la création de l'Union nationale des forces populaires (1959). Cette évolution signifiait la marginalisation de forces politiques telles que le Parti démocratique de l'indépendance, et le Parti communiste marocain. Les enjeux de l'époque ont été manifestement répercutés sur l'histoire de la lutte nationaliste.

Des lieux de production de mémoire : calendriers, rituels, iconographie, médias audiovisuels, théâtre, cinéma, presse écrite, archives, mémoires, récits à tonalité hagiographique, etc.

La phase du protectorat est souvent réduite, par sélection, télescopage, grossissement, recomposition, au statut d'« accident de l'histoire », et de « parenthèse politique » dans le passé du pays<sup>21</sup>. On assiste même à des opérations d'inversion, réduisant par exemple l'autorité coloniale française omnipotente à une position d'auxiliaire de la monarchie marocaine.

20. La presse se fait régulièrement l'écho de polémiques qui se déroulent au sujet de l'appartenance réelle à la Résistance. Cela va jusqu'à des pétitions contestant l'emplacement de certains événements récemment célébrés. Voir à titre d'exemple, dans l'hebdomadaire *Al-Usbû'*, 18 déc. 1998, la réaction d'anciens résistants à un colloque tenu en octobre 1998 sur la résistance dans le Sud-Est du Maroc.

21. Thème souvent implicite, mais voilà que les deux expressions sont littéralement juxtaposées pour constituer le titre d'une livraison spéciale, à caractère commémoratif, du journal *Le Matin du Sahara*, réputé proche du point de vue de la monarchie. Détails à relever : c'est le numéro du 30 mars 1999, jour du 87<sup>e</sup> anniversaire de la signature du traité du protectorat. À côté des textes de différents traités, le journal ne manque pas de republier le texte de la circulaire du « coup de barre » de Lyautey, dont nous avons souligné plus haut l'importance.

Des chronologies *ad hoc*. Une première ébauche de périodisation a été proposée. Au lendemain de l'indépendance, la presse écrite ne fait que rarement référence au passé ; puis, à partir du milieu des années 1960, avec la phase de durcissement politique c'est l'hégémonie de la mémoire officielle<sup>22</sup>. Il semble qu'à une phase de compétition inégale, pendant laquelle on oppose des moments et des figures nationalistes, succède une phase de réconciliation où les symboles sont partagés, au prix de remodelages et d'adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne l'épisode de la Révolution rifaine (1921-1926). Cette réconciliation s'opère grâce à l'unanimité manifestée autour de la question du Sahara (la Marche verte date du 6 novembre 1975). Dans ce nouveau contexte, la mémoire nationaliste se trouve revivifiée. Le rapprochement entre la monarchie et l'opposition née du mouvement nationaliste est explicitement présenté comme une réédition de « la Révolution du Roi et du Peuple », formule consacrée de l'anniversaire de l'exil du roi Mohammed V (20 août 1953).

Des translations et des chevauchements. Des personnages, dont l'action politique, entamée pendant le protectorat, se poursuit après l'indépendance, deviennent, dans le processus de réconciliation récente, soit des acteurs, soit des martyrs continuellement évoqués dans le discours politique de l'opposition. Leurs portraits sont retouchés dans la presse, les mémoires et les écrits biographiques.

C'est le cas de Mehdi Ben Barka, opposant assassiné à Paris en 1965 dans des circonstances demeurées obscures, et dont le nom fut récemment donné à une grande artère située dans un quartier résidentiel de la capitale, non loin d'une autre artère à laquelle on donna le nom du dirigeant socialiste Abderrahim Bouabid.

Non moins révélateur est le cas de Fqîh Basrî, dont le nom est resté longtemps associé à un courant qualifié parfois de « blanquiste » au sein du même parti. Rentré au pays après de nombreuses années d'exil, la publication partielle de ses mémoires fait l'effet d'un véritable pavé dans la mare. Il ressuscite dans la mémoire certains épisodes qui appartenaient au domaine du tabou et du non-dit ; et certaines réactions virulentes, au sein même de l'Union socialiste des forces populaires, laissent percevoir l'existence de conflits, réactivés par cette évocation du passé, entre les différents courants qui traversent le parti au pouvoir<sup>23</sup>.

22. L. Valensi, *Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois*, Paris, Seuil, 1992, p. 238-249.

23. Voir la publication partielle des mémoires de Basrî, dans un long entretien réalisé par Hassan Najmi pour le quotidien *Al-Ittibâd al-ishtirâkî*, déc. 1998-janv. 1999. On annonce par ailleurs la parution de l'ensemble des mémoires en question. Et pour les réactions suscitées par Fqîh Basrî, voir notamment A. Jabrou, *La vérité d'abord* (en arabe), Rabat, 1999.

## Un début d'évolution dans le rapport dominant avec le moment colonial

Dans la presse comme à l'université, une série de réflexions, d'interrogations, voire de critiques laisse pressentir une évolution du rapport au moment colonial. C'est ainsi qu'un auteur d'une chronique de presse affirme qu'il serait temps de mettre un terme martèlement de l'opinion publique avec le thème de la Résistance. « Hommage [...] à ceux qui, à un moment particulier de l'histoire du Maroc, ont payé de leur vie et de leur liberté leur amour de la patrie. Grands, ils le seront en évitant de nous rappeler notre dette à leur égard. Moins ils s'en prévalent, plus reconnaissants nous serons. Le patriotisme n'est pas un fonds de commerce. Sans doute ont-ils sauvé la patrie, mais ils ne l'ont pas achetée<sup>24</sup>. »

Un journaliste influent, membre du parti du Premier ministre (USFP), se demande s'il ne serait pas utile de faire preuve d'imagination et de reconsidérer la manière de commémorer les fêtes nationales : remplacer la commémoration festive par une commémoration qui appartienne au registre de la réflexion critique ; s'interroger par exemple sur les causes internes et les responsabilités de l'élite par rapport à l'aliénation de l'indépendance du pays pendant le protectorat ; rechercher si l'indépendance nationale ne serait pas menacée à la fin du xx<sup>e</sup> siècle comme elle le fut à la fin du siècle précédent. Face aux différents défis posés par le contexte de la mondialisation, la sauvegarde de l'indépendance ne passe-t-elle pas nécessairement par la modernisation et la démocratisation de l'État<sup>25</sup> ?

Un autre journaliste, membre de la direction du parti de l'Istiqlal, soutient de son côté que la notion de *zaïm* (leader charismatique) est incompatible avec la démocratie<sup>26</sup> – une façon détournée d'évoquer le rajeunissement de l'élite politique<sup>27</sup>. L'idée est reprise par d'autres, car elle permet aussi d'affirmer que la démocratie implique le nécessaire passage de la primauté des personnes à la primauté des institutions, donc à un État de droit.

24. H. Aourid, article dans *Le Journal* (Casablanca), 18-25 oct. 1998. Signalons que l'auteur a été nommé porte-parole officiel du palais royal peu après l'arrivée au pouvoir du roi Mohammed VI (juillet 1999).

25. M. Karchaoui, article dans *Al-Ahdâth al-Maghribiyya* (Casablanca), 21-22 nov. 1998.

26. Il s'agit de Khalid Jamaï, invité de l'émission télévisée « Pour tout vous dire » (chaîne 2 M). Sur l'interview en question, voir *La Vie économique* (Casablanca), 18-24 déc. 1998. Plus récemment, un courant s'exprimant au sein de l'USFP parle du nécessaire passage du « leadership historique » au « leadership démocratique ». Voir *Assahifa al-Jadida* (Casablanca), 23 oct. 1999.

27. Dans le sens inverse, les états-majors des partis de l'opposition de droite (correspondant à la coalition électorale dite *Al-Wifâq*) annoncèrent vers la fin de l'année 1998 qu'ils allaient fêter l'anniversaire du 11 janvier 1944, commémorant le « Manifeste de l'indépendance ». Attitude paradoxale, puisque certains des partis concernés ont toujours revendiqué le droit de s'exprimer au nom des jeunes générations qui n'ont pas connu la période coloniale. Mais l'anniversaire en question fait partie du capital symbolique des partis au pouvoir ; il est donc utile de faire feu de tout bois. Et la justification présentée se fonde sur ce seul argument : « Le Manifeste appartient à l'ensemble du peuple marocain ». Voir *Maroc Hebdo International* (Casablanca), 19-25 déc. 1998.



Dans un article éloquent intitulé « Est-il temps de rompre avec la culture du mouvement national ? », un journaliste souligne quant à lui que si les objectifs de départ ont été atteints pour ce qui est de l'hégémonie culturelle, l'échec est flagrant au niveau de l'instauration d'un État démocratique<sup>28</sup>.

Dans le champ universitaire, la revue *Hespéris-Tamuda*, publiée par la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat, a organisé au mois de mai 1998 un colloque international sur le thème « Repenser le protectorat ». Repenser l'expérience coloniale, diversifier les angles d'approche de la période en question, dialoguer sur le sujet avec des chercheurs français, espagnols, allemands et américains, tout ceci exprime le désir d'adopter une attitude moins crispée et plus sereine à l'égard de l'épisode colonial.

Le protectorat, moment colonial par excellence, n'a donc mobilisé qu'indirectement l'historiographie professionnelle, en traitant du XIX<sup>e</sup> siècle perçu comme un moment proto-colonial. Le protectorat est, quant à lui, un « chantier » très récent, et beaucoup de travaux, réalisés par de jeunes chercheurs, sont encore inédits. Les historiens ont été longtemps dissuadés d'entreprendre des recherches sur le sujet par les difficultés d'accès aux archives, et par le poids d'acteurs, hommes et groupes encore présents dont la sensibilité à l'égard des péripéties de l'époque en question restait vigilante. Dans l'ensemble, on pourrait décrire comme une division du travail l'intérêt porté, d'un côté par les chercheurs français, espagnols et américains, au système colonial, et de l'autre côté par les chercheurs marocains aux événements, aux hommes et aux idées du mouvement nationaliste. Il est vrai que le chantier évolue ; d'autres questions surgissent, certains travaux amorcent une histoire sociale du protectorat. Mais au-delà des sujets abordés, la perception du moment colonial évolue peu et sa connaissance risque d'être, pour longtemps encore, hypothéquée par le recours au passé colonial comme instrument de la légitimation<sup>29</sup>.

Qu'en est-il de la conjoncture récente ? À la suite de la mort du roi Hassan II, et de l'arrivée au pouvoir du jeune souverain Mohammed VI, qui a commencé par entériner le processus d'« alternance » évoqué plus haut, ce qui semble dominer, c'est d'un côté une réactualisation du thème de la « révolution du roi et du peuple », signifiant une communauté d'action entre la monarchie et le mouvement national. Mais Mohammed VI semble en même temps émettre, à l'adresse du peuple et de la classe politique, une série de « signaux » qui vont dans le sens d'un désir de modernisation/démocratisation de l'institution monarchique. Cela pourrait signifier une réactivation de la présence du futur, et une atténuation ou une reformulation de la présence de l'épisode colonial dans le discours politique.

28. Cf. l'article de M. Bajjou dans le quotidien *Al-Abdâth al-Maghribiyya*.

29. Témoin le quotidien de l'USFP (*Al-Ittihâd al-ishtirâki*), qui consacre ses pages dites « récréatives » du mois d'août 1999 à des thèmes historiques significatifs tels que la figure d'Abdelkrim, le mouvement nationaliste dans la zone du protectorat espagnol, le résistant Zerktouni, et l'affaire Ben Barka.

## index sélectif des notions et des noms propres

- Actuel/inactuel* : 57-62, 104-105.  
ALLEMAGNE : 77-97.  
*Antijudaïsme* : 36-37.  
*Antisémitisme* : 36-37.  
*Archéologie* : 48, 50, 99-115.  
ARENDETT Hannah : 140, 176.  
*Arméniens (génocide des)* : 17, 22, 157-168.  
ARMÉNIENS : 157-168.  
AUBRAC Lucie et Raymond : 23.  
*Autorité* : 26, 65.
- BENJAMIN Walter : 72.  
BERLIN : 77-97.  
BLOCH Marc : 19, 55, 175-176.  
BONN : 77-97.
- CHIAPAS : 55-74.  
*Civique* : 26, 30.  
*Colonial (moment)* : 187-197.  
*Commémoration* : 129-131, 191, 193-194.  
*Conflit* : 34, 63-65.  
*Conflit/négociation* : 40, 43-47, 80, 139-156, 157-168.  
*Continuité* : 44, 91-92, 111.
- Décolonisation* : 188, 194-195.  
*Didactique* : 34, 88.  
DREYFUS (affaire) : 171-174.
- Église (catholique)* : 35-37, 140-142.  
*Enseignement* : 30, 177-178.  
*Esclavage* : 22.  
ESPAGNE : 27-29, 129-156.  
*État* : 32-33, 41, 45-49, 50-51, 52, 101, 136-139, 166.
- État monarchique* : 192-193.  
*État-nation* : 80, 92, 112, 117-118, 136-139, 155.  
*Éthique* : 157, 166.  
*Expérience* : 87-88, 93-95.  
*Expert, expertise* : 18, 20, 23.
- Falsification* : 153.  
*Folklore* : 48.  
FRANCE : 136-137.  
FRANCO BAHAMONDE Francisco : 27, 130, 140.  
*Franquisme* : 27, 131-132, 141-142.  
FURET François : 25-26.  
*Futur* : 88, 153-154, 197.
- GALLERANO Nicola : 17.  
GENET Jean-Philippe : 32.  
*Génocide* : 20.  
GINZBURG Carlo : 18, 176.  
GRÈCE, GRECS : 39-53.
- HABERMAS Jürgen : 17, 21, 79.  
HARTOG François : 56.  
*Histoire nationale* : 14-16.  
*Historien, historiens* : 13-14, 20-24, 26, 29, 34, 123-124, 131, 172, 175-176, 177-184, 187.  
*Historikerstreit* : 17, 21.
- Identité* : 20, 39-53, 81, 91-95, 107, 117-129, 133-156, 157, 164-165.  
*Invention* : 46, 48-49, 106.  
ISRAËL/PALESTINE : 99-115.
- Journaliste* : 21-23.

- Juge* : 23, 132.  
*Jugement historique* : 171-184.  
*Jugement juridique* : 180-184.  
 JUIFS : 106-108, 164.
- KOHL Helmut : 81, 92, 95, 96.  
 KOSELLECK Reinhart : 20, 55-56, 140.
- LAVISSE Ernest : 16.  
 LAZARE Bernard : 172-174.  
 LEVI Primo : 32.  
*Libéralisme* : 143-144.
- MACÉDOINE : 42, 46.  
 MAROC : 187-197.  
 MARX Karl : 66.  
*Médias* : 29-30.  
*Mémoire* : 18, 20, 22, 31-32, 33, 44, 63-65, 93, 95, 97, 102, 109, 121, 133-139, 164-165.  
 MICHELET Jules : 16.  
*Modernité* : 69-70, 123.  
 MONOD Gabriel : 13.  
*Musée, muséographie* : 77-97, 110-111.
- Nakba* (« Catastrophe ») : 117, 121-125.  
*Nation, national* : 14-16, 39-53, 77-97, 99-115, 117-129, 153-154, 187-197.  
*Nationale (identité)* : 136-139.  
*Nazisme* : 31, 79, 80, 94.  
*Négationnisme* : 18, 162.  
 NOLTE Ernst : 26, 28, 35.  
 NORA Pierre : 16, 137.  
*Normalité* : 149-154.  
 NOVICK Peter : 13.
- Objectivité* : 13-14, 146, 179.  
 OTTOMAN (Empire) : 157-168.
- Oubli* : 63, 132-133.
- PALESTINIENS : 109-112, 118-119, 165.  
*Passé* : 107-108, 121.  
 PÉGUY Charles : 171-184.  
*Perpétuel (présent)* : 56, 63, 67-74.  
*Présent* : 49, 55-74, 85-86, 88, 101, 107-108, 121, 153-154.  
*Présent/passé* : 40-42, 59-62.  
*Public (débat)* : 17-18, 80-83, 96, 167.  
*Public (usage de l'histoire)* : 17-18, 100, 114-115.  
*Public history* : 18.
- Récit* : 14-16, 39-45, 78-79, 101-102, 115, 122-123, 138, 140-156, 158-163, 178-179, 189-195.  
 RETHYMNO : 47.  
*Révisionnisme* : 18, 27, 31, 35, 153-154.  
 ROMANO Sergio : 27-28.
- Sens commun* : 26, 27, 30, 158.  
*Shoah* : 36-37, 90, 95.  
 SPIELBERG (fondation) : 21.  
 STEPINAC Alojzije : 35.
- Témoin, témoignage* : 18, 20, 21, 23, 160.  
*Temporalité* : 55-74, 93-95.  
*Territoire* : 107-108, 111-112, 118-121, 161, 164-165.  
 TURQUIE : 157-168.
- VICHY : 18, 31.
- WEIZSÄCKER Richard von : 81.
- YOUgoslavie : 16.
- ZAPATISTES : 62, 71-72.

FRANÇOIS HARTOG, JACQUES REVEL

**Note de conjoncture historiographique**

Usages politiques du passé? Si la question n'est pas neuve – le genre de l'histoire nationale en témoigne abondamment du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui –, cette note introductive voudrait d'abord inviter à réfléchir sur le savoir historique et les diverses formes du débat public avec lesquelles il lui faut de plus en plus négocier. Sur ce terrain l'historien, loin d'être seul, rencontre notamment le journaliste, le témoin, mais aussi le juge. Si la conjoncture est clairement marquée par la montée et le primat du « contemporain » ou du « présent » comme catégorie dominante, voire comme mot d'ordre, ce phénomène s'est accompagné d'une intensification de l'usage public du passé – les commémorations bien sûr, mais aussi plusieurs lois récentes en sont autant d'indices. Face à cette conjoncture, quelles ont été les analyses et les réponses des historiens, en particulier de ceux qui, travaillant sur le très contemporain, sont en première ligne? Que peuvent-elles être? Comment, pour reprendre les catégories de Koselleck, articuler « changement d'expérience » et « changement de méthode »?

**A note of historiographical conjuncture**

Political uses of the past? If the question is not new – the genre of national history from the 19th century to date is ample

illustration – this introductory note would first of all like to open a reflection on historical knowledge and the different kinds of public debate with which it has increasingly to negotiate. On this ground, the historian, far from being on his own, encounters the journalist, the witness but also the judge. If the current situation is clearly distinguished by the growth and primacy of the « contemporary » or the « present » as a dominant category, even as a slogan, this phenomenon has been accompanied by an intensification of the public use of the past. Commemorations of course, but also several laws are as many signs of this process. Faced with this situation, what have been the historians analyses and responses? In particular, of those specialists of the very contemporary period who are in the forefront? What can these reactions be? To go back to Koselleck's categories, how can « change of experience » and « change of method » be articulated?

GIOVANNI LEVI

**Le passé lointain. Sur l'usage politique de l'histoire**

À travers l'examen de trois cas significatifs, l'article souligne l'affaiblissement du rôle de l'histoire, face aux modifications qui sont intervenues dans le public des lecteurs – désormais soumis à des modes d'information simplifiés et accélérés –, et

dans la mémoire elle-même, devenue plus individuelle et fragmentaire. Il soutient, en outre, que le révisionnisme historiographique a un but politique qu'il atteint non pas tant à travers une réévaluation d'une partie du passé qu'à travers une dévaluation générale du passé, comme le démontrent aussi les relectures du passé rendues publiques par l'Église catholique.

**The distant past. On the political use of history**

Through a study of three significant cases, the article underlines the weakened role of history, confronted with changes which have taken place not only in a reading public henceforth subjected to simplified and accelerated forms of information but in memory itself, now more personalized and fragmentary. Furthermore, it also claims that historiographical revisionism has a political objective which it attains not so much through a re-evaluation of some of the past as through a general depreciation of the past. This is also demonstrated by the catholic Church's public disclosure of the rereading of the past.

MICHAEL HERZFELD

**Vers une phénoménologie ethnographique de l'esprit grec**

L'article questionne l'interprétation littérale des idéologies nationales, en particulier celle de la Grèce, en tant que représentations exactes aussi bien des expériences culturelles et sociales des citoyens que des expériences pratiques des administrateurs. En Grèce, la force de telles idéologies repose en grande partie sur les particularités historiques et politiques du pays, dominé par des puissances décidées à l'utiliser comme frontière de la civilisation européenne et secondées dans ce but par les élites locales. La dissimulation, dans un ensemble d'activités culturelles allant de la religion à l'architecture, permet l'expression d'autres notions d'identité,

impliquant la reconnaissance d'histoires très différentes. La conservation de ce qui est historique constitue un champ de bataille particulièrement intéressant pour une telle contestation du passé officiel. En conclusion, une brève comparaison entre la Grèce et l'Italie tente de rendre compte des dynamiques contraires à partir desquelles sont produites histoires locales et histoires nationales.

**Towards an ethnographic phenomenology of the Greek mind**

The article questions the literalistic interpretation of nationalist ideologies, and especially that of Greece, as accurate representations of either the cultural and social experiences of citizens or the practical experiences of administrators. The force of such ideologies in Greece owes a great deal to the historical and political specificities of the country's domination by powers determined to use it as a frontier of European civilization and supported by local elites in that endeavor. Concealment – in a range of cultural activities from religion to architecture – permits the expression of alternative notions of identity, entailing the recognition of very different histories; historic conservation is an especially interesting battleground for such contestation of the official past. Finally, the author briefly attempts a comparison of Greece with Italy in order to explain contrasting dynamics in the production of local and national histories.

JÉRÔME BASCHET

**L'histoire face au présent perpétuel. Quelques remarques sur la relation passé/futur**

Afin de s'interroger sur l'articulation des temps historiques, on part des outils proposés par Reinhart Koselleck. Aux trois configurations du rapport entre champ d'expérience et horizon d'attente qu'il repère dans l'histoire occidentale, on propose d'ajouter deux étapes

supplémentaires. On revient préalablement sur la relation passé/présent, à travers la brève évocation d'une expérience comparative par laquelle un historien médiéviste se trouve immergé dans les réalités contemporaines du Sud-Est mexicain, où se manifestent d'étranges déphasages temporels et où persistent des formes d'organisation communautaire traditionnelles. Il s'agit cependant d'un monde au présent, et c'est en s'appuyant sur l'analyse des textes produits par le mouvement zapatiste depuis 1994 que l'on propose de définir la configuration contemporaine des temps historiques comme domination d'un présent perpétuel, dont le poids tend à réduire aussi bien notre champ d'expérience que notre horizon d'attente. Enfin, en se référant aux mêmes expériences, on s'efforce de dessiner l'horizon d'un dépassement – ou du moins d'une critique – de cette domination du présent perpétuel. À la confluence de la culture indigène et d'une double critique de la vulgate marxiste et du présent néolibéral, les textes zapatistes offrent en effet quelques ressources pour penser une récupération conjointe du passé et du futur, articulés en des figures inédites ou du moins interdites tant par la linéarité progressiste de la modernité que par la décomposition d'inspiration postmoderne. Passé et futur se répondent et peuvent se mêler en une imprévisible discordance des temps, contribuant à la réaffirmation d'une pensée résolument historique, indispensable pour restaurer d'un même mouvement un espace d'expérience et un horizon d'attente ouvert.

**History faced with the eternal present. Some comments on the past/future relationship**

The links between historical times are reconsidered on the basis of the concepts proposed by Reinhart Koselleck. To the three arrangements between the field of experience and the forms of expectations

which he locates in Western history, we propose to add two supplementary stages. Before proceeding, the relationship between past/present is recalled through a comparative experience which submerged a medievalist in the contemporary realities of South-East Mexico. Despite curious worldly disorientations and persistent traditional forms of community organisation, this is really the current world. Relying on analyses of texts produced by the Zapatist movement since 1994, the actual form of historical times is defined as the domination of a permanent present whose weight reduces our field of experience as well as our forms of expectations. Finally, referring to the same experiences, we outline the forms of transcending or at least criticizing this domination. In fact, the Zapatist texts which are at the meeting point of native culture and a twin criticism of vulgate Marxism and a neoliberal present offer some resource to conceive a related recovery of the past and the future set forth in new features or at least censured both by the progressive linearity of modernity and post-modern inspired decomposition. Past and future communicate and can come together in an unpredictable discrepancy of times. They thus contribute to the reassertion of a firmly historical thought, indispensable to restore a space of experience and an open form of expectation in a single move.

MICHAEL WERNER

**Deux nouvelles mises en scène de la nation allemande. Les expériences du Deutsches Historisches Museum (Berlin) et du Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn)**

L'auteur tente de dresser le bilan, au terme d'une dizaine d'années d'existence, des deux musées d'histoire créés en Allemagne, la Maison de l'histoire de la République fédérale de Bonn et le Musée historique allemand de Berlin. Ayant pour mission de

gérer deux dimensions différentes du rapport au passé, les deux institutions, conçues avant la chute du Mur, ont été confrontées à une actualité politique susceptible de modifier les projets initiaux et la répartition des tâches prévue au départ. Le texte s'efforce notamment de montrer, d'une part, les interactions entre les présupposés politiques, les débats ayant accompagné l'élaboration des projets et les options techniques retenues dans les deux cas, et, d'autre part, les infléchissements successifs provoqués par une actualité politique insoupçonnée.

**Two new productions of the German nation. The experiences of the Deutsches Historisches Museum (Berlin) and the Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (Bonn)**

The author draws up a balance sheet at the end of ten or so years of existence of the two history museums recently founded in Germany, the Institute of History of the Federal Republic in Bonn and the German Historical Museum in Berlin. The two institutions, conceived before the fall of the Berlin Wall, with the mission of administering two different dimensions of the relationship to the past, were confronted with political events which risked modifying the initial projects and the allotment of tasks outlined at the start. This work particularly tries to show the interactions between the political presumptions, the debates which accompanied the elaboration of the projects and the technical options retained in the two cases on the one hand and on the other, the successive shifts provoked by unsuspected political events.

NEIL ASHER SILBERMAN

**Structurer le passé. Les Israéliens, Les Palestiniens et l'autorité symbolique des monuments archéologiques**

L'article tente de suivre l'histoire et le contexte politique de la commémoration archéologique en Palestine-Israël, depuis

les efforts des sociétés scientifiques européennes au XIX<sup>e</sup> siècle pour revendiquer certains sites majeurs, à travers l'activité réglementaire du département des Antiquités durant le Mandat britannique, jusqu'à l'établissement de parcs nationaux en Israël. Il examine également le statut spécifique des restes archéologiques sur la rive occidentale du Jourdain, sous administration jordanienne et israélienne, et la perspective d'une ère nouvelle sous l'Autorité palestinienne. Au-delà de la présentation d'études de cas spécifiques, l'article tente de caractériser la commémoration archéologique traditionnelle comme une forme de discours symbolique par lequel les certitudes politiques modernes d'une société sont projetées dans un passé éloigné et présentées comme éternelles et inévitables. Il est en particulier attentif aux messages subtils qu'exprime le choix des sites et des structures à préserver, des méthodes de présentation, et au message symbolique complexe – presque une affirmation symbolique d'identité – de l'ensemble des sites historiques, archéologique, naturels et de divertissement de la société. Enfin, il examine quelques évolutions internationales troublantes dans la présentation et l'interprétation de sites archéologiques (d'un côté, une fragmentation ethnique, de l'autre le développement de parcs à thèmes) et leur impact possible sur Israël.

**Structuring the past. Israelis, Palestinians and the symbolic authority of archaeological monuments**

This paper will attempt to trace the history and political context of archaeological commemoration in Palestine-Israel, from the efforts of 19th-century European scientific societies to stake claims for certain prominent sites, through the regulatory activities of the Mandatory Department of Antiquities, through the

establishment of a formalized National Park Authority in the State of Israel. Attention will also be paid to the distinctive status of archaeological remains in the West Bank – under Jordanian and Israeli administration – and to the prospects of a new era under Palestinian autonomy. Beyond the specific case studies presented here, the paper will attempt to characterize traditional archaeological commemoration as a form of symbolic discourse in which a society's modern political takens-for-granted are retrojected into the distant past and made to seem eternal and inevitable. Special attention will be paid to the subtle messages conveyed by the choice of sites and structures to be preserved, methods of presentation, and the compound symbolic message – almost amounting to symbolic statement of identity – of the society's entire range of historical, archaeological, natural, and recreational sites. Finally, some disturbing international trends in the presentation and interpretation of archaeological sites (ethnic fragmentation, on the one hand, and theme park-type developments, on the other) will be examined for their possible impact in Israel.

ELIAS SANBAR

**Hors du lieu, hors du temps. Pratiques palestiniennes de l'histoire**

Il s'agit d'une présentation succincte et générale de la façon dont la question de l'histoire est perçue dans la société palestinienne contemporaine, c'est-à-dire à travers les deux prismes de l'identité nationale niée et des usages de l'histoire pour précisément venir à bout de cette négation. Cet article, qui s'articule sur la date charnière de 1948 – avant et après l'exil forcé des Palestiniens –, s'attache à montrer les différentes phases par lesquelles est passée cette démarche de légitimation par l'histoire ainsi que les « missions » successives dévolues aux

historiens, investis d'une charge dépassant très largement leurs strictes fonctions de chercheurs.

**Outside places, outside time. Palestinian practices of history**

This succinct and general presentation of the way in which the problem of history is perceived in contemporary Palestinian society is based on the analysis of the coexistence of a rejected national identity and of uses of history to overcome this negation. Around the turning point of 1948, before and after the forced exile of Palestinians, the article outlines the different stages of this approach of legitimisation by history as well as the successive missions attributed to historians well beyond their strict scholarly tasks.

PEDRO RUIZ TORRES

**Les usages politiques de l'histoire en Espagne. Formes, limites et contradictions**

L'histoire a été, et est toujours, un objet d'exploitation politique. L'Espagne présente une situation particulière, où se sont affrontées, presque tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, deux façons de concevoir l'histoire espagnole. Sans tradition de mémoire/histoire, ou de conscience nationale hégémonique, les années de la dictature ont accentué l'ancien conflit. La façon dont a pris place la transition vers la démocratie a encouragé l'oubli du passé le plus récent. L'Espagne est actuellement témoin d'une politisation croissante de l'histoire, moins évidente, certes, que précédemment. Révisions et commémorations historiques proposent ainsi une image biaisée de la normalité, qui contraste avec le pessimisme d'hier.

**Political uses of history in contemporary Spain. Forms, limits and contradictions**

History has been and is a subject of political exploitation. Spain presents a peculiar situation. Two opposed ways of conceiving Spanish history have confronted one another throughout most



of the 20th century. With no tradition of memory/history or hegemonic national awareness, the years of dictatorship accentuated the old conflict. The way in which the transition to democracy took place encouraged the forgetting of the most recent Spanish past. Spain is now witnessing an increasing politicization of history, in a way less evident than before. Historical commemorations and revisions provide a biased picture of normality that contrasts with the pessimism of yesterday.

LUCETTE VALENSI

**Notes sur deux histoires discordantes.**

**Le cas des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale**

La question arménienne constitue un cas limite d'utilisation politique du passé. Alors qu'il semblerait aisé d'établir les « faits » dans leur enchaînement et dans leurs relations, l'événement du sort des Arméniens en Anatolie pendant la Première Guerre mondiale, a suscité deux discours historiographiques largement inconciliables. Sur la base d'un sondage dans ces deux ensembles, cet article tente de faire l'inventaire des arguments défendus de part et d'autre, et d'évaluer les conditions de production non d'un discours unitaire, mais d'analyses du moins compatibles.

**Notes on two conflicting histories.**

**The case of Armenians during the First World War**

The Armenian question constitutes an extreme example in the political use of the past. While it might appear an easy task to determine the succession of « facts » and their connections, the event of the fate of Armenians in Anatolia during the First World War has given rise to two sets of largely irreconcilable historiographical discourses. On the basis of a survey among these two sets, this article attempts to review the arguments defended by both sides and to assess the conditions of

production of at least compatible analysis if not of a unitary discourse.

ABDELAHAD SEBTI

**Variations marocaines**

**autour du moment colonial**

Le rapport entre expérience coloniale et discours historique a souvent été envisagé au niveau de deux processus opposés, celui de l'élaboration d'une vulgate liée à la légitimation de la domination coloniale, et celui d'une réappropriation identitaire corrélative du mouvement d'émancipation nationale. À partir du cas marocain, cet article voudrait esquisser les contours d'une approche qui met en relief une plus grande complexité de la question. Apparaissent notamment différentes formes d'interaction entre les deux discours protagonistes du rapport colonial, et une hégémonie de l'historiographie non professionnelle qui oriente les types de présence du moment colonial dans la culture historique du Maroc indépendant.

**Moroccan variations**

**around the colonial moment**

The relationship between colonial experience and historical discourse has frequently been considered on the lines of two opposing processes, that of the elaboration of a vulgate version linked to the legitimisation of colonial domination, and that of an identity reappropriation corresponding to the movement of national liberation. Based on the Moroccan example, this article aims to sketch the outline of an approach which highlights the greater complexity of the problem. In particular, different forms of interaction between the two protagonist discourses of the colonial relationship appear along with a non professional historiographical hegemony which colours the various ways in which the colonial moment is present in the historical culture of independent Morocco.